

Zbiór materiałów dotyczących
Katynia

1943 - 2010

sygn. 17

UN DOCUMENT OFFICIEL SUR KATYN

L'établissement officiel du procès-verbal dressé par douze experts européens, tel que l'a vu et vécu le correspondant de guerre de "Signal"

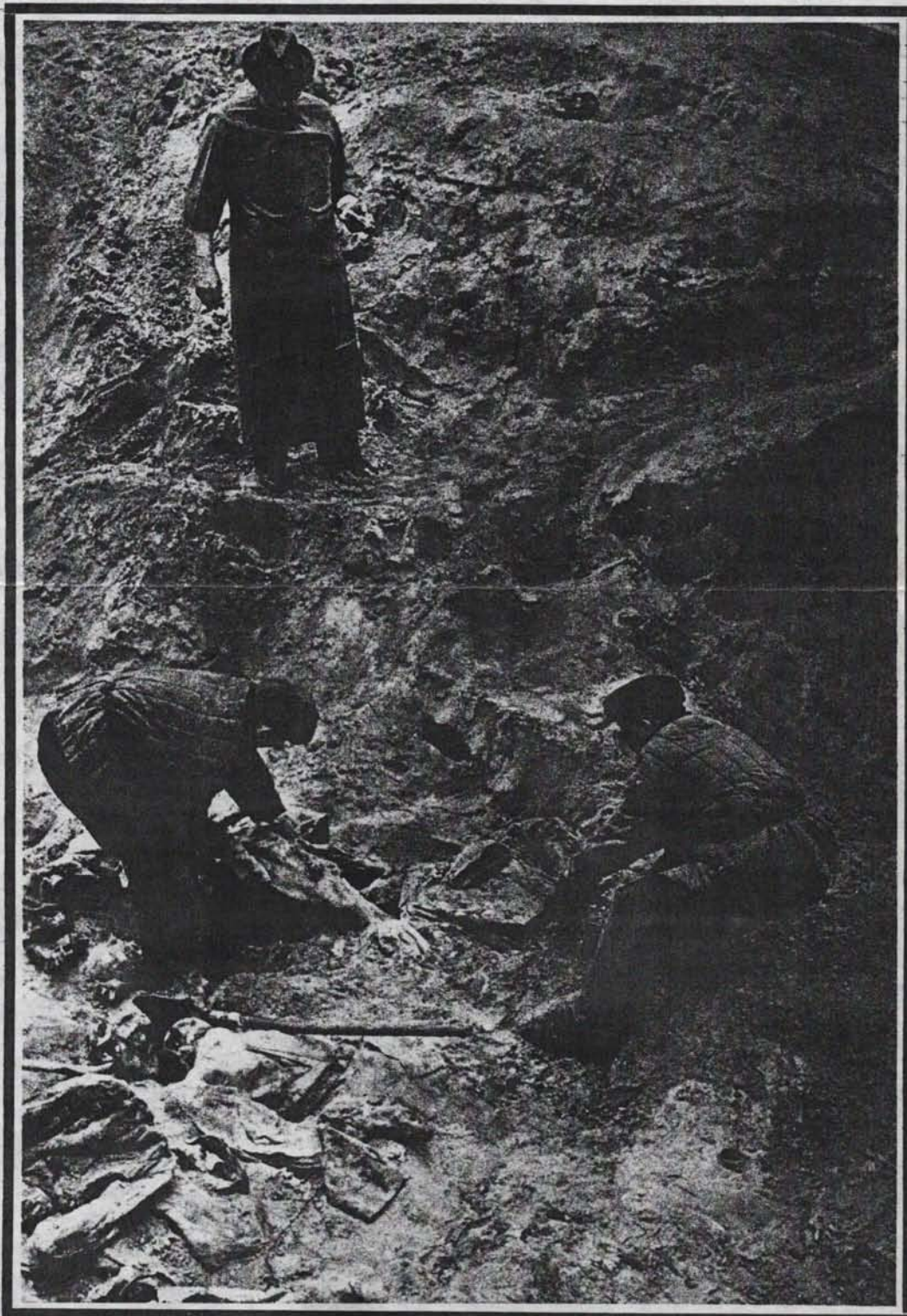


Un témoin. Le cultivateur Kieseloff, âgé de 74 ans. C'est lui qui, au début de cette année, a soufflé à l'oreille de chauffeurs polonais: "Allez donc dans le bois de Katyn". Il raconte ici à la commission européenne comment, au printemps de 1940, il avait observé pendant des mois, en gare de Griesdowa, l'arrivée d'officiers polonais, et entendu durant des mois des coups de feu venant de la forêt de Katyn. A gauche, sur la photographie, le professeur Naville, de Genève, à droite, le professeur Speleers, de Gand.

Victimes des Soviets

Le délégué suisse, le professeur Naville, de Genève, a déclaré à la fin de l'enquête menée à Katyn: "Nous avons vu le plus lugubre étalage de cadavres qui ait jamais existé. Des officiers polonais ont été assassinés. Les motifs de ce carnage relèvent d'une conception de la vie essentiellement féroce, d'une volonté de néant qui veut frapper la société humaine, et c'est là un redoutable péril pour l'occident tout entier. Nous, médecins juristes, nous nous sommes rendus à Katyn pour y chercher une vérité que nous proclamons. Cette fois-ci, la vérité était claire. Il est de l'intérêt de tous et il est de notre devoir de faire connaître la vérité à l'Europe et au monde."

Ils périrent d'un coup de feu dans la nuque. Le professeur Orsós, titulaire de la chaire de médecine légale et de criminologie à l'Université de Budapest, délégué de la Hongrie à la commission européenne d'enquête sur les massacres de la forêt de Katyn, près de Smolensk, désigne sur place, dans l'une des fosses ouvertes, une victime de la Gasprou pour procéder à l'autopsie.

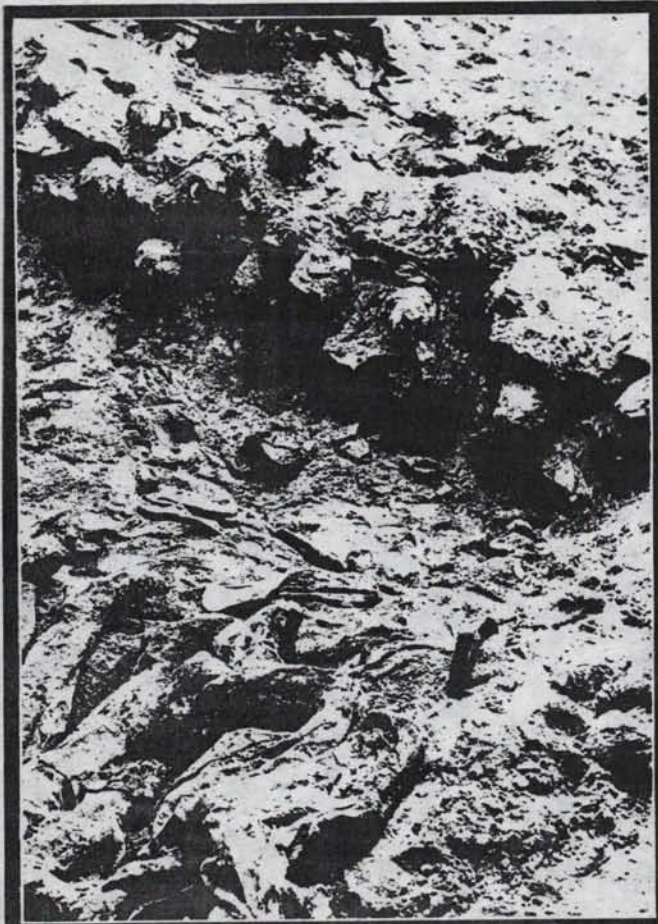


Le document de Katyn



Par couches superposées. Les hommes exécutés sont là, étroitement serrés les uns contre les autres et les uns sur les autres. Lorsque cette vue a été prise, deux couches de corps avaient déjà été enlevées. La suite des travaux aura donc pour objet les trois autres couches.

2.500 dans une même fosse. La plus grande des sept fosses jusqu'ici mises à découvert a la forme d'un L de 8 mètres de large, l'une des branches ayant 28 mètres de long, l'autre 16. Les Soviets ont entassé là les corps des officiers polonais massacrés en cinq couches superposées de cinq cent cadavres chacune.



Le professeur Orsós, de Budapest, pratique l'autopsie. Le spécialiste hongrois dicte ses constatations en présence du professeur Savén, d'Helsinki, du docteur Markov, de Sofia, et du professeur de Buriat, de Groningue. Le cadavre n° 800. Le professeur Palmieri, de Naples, dissèque la tête d'un chef de bataillon polonais âgé de cinquante ans: trois balles dans la nuque, quatre éclats dans le cerveau.





On déshabille un cadavre. Le professeur Hajek, de Prague, a trouvé dans l'uniforme d'une des victimes des documents que viennent examiner le professeur Subik, de Presbourg (à l'arrière-plan, à gauche), et le délégué de la Croix-Rouge polonaise, le docteur Wodzinski. « Tout au fond avaient été allongés les sous-lieutenants, et à l'étage supérieur les généraux », précise le médecin polonais.



Presque toujours à la nuque. Le professeur Miloslawich, d'Agram, membre de la « London Society of Legal Medicine », expert bien connu aux U.S.A. sous le nom de docteur « Milo », fait part au directeur des fouilles, le professeur Buhtz, de Breslau, du résultat de ses constatations.

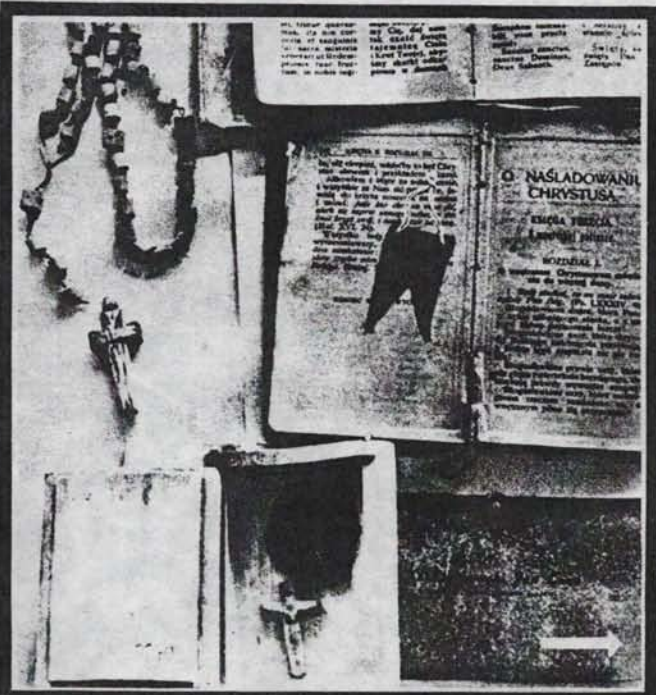


Neuf corps passent à l'autopsie. Le docteur Tramsen, de Copenhague, distique, sous le regard attentif des professeurs de Burlet et Saxen.

On établit leur nationalité. Le professeur Naville, de Genève, constate sur l'une des victimes qu'il s'agit de l'uniforme d'un officier polonais.



Et voici un aumônier militaire, tué comme ses compagnons. Le corps de Zielkowski porte encore le rabat, insigne de ses fonctions d'éclésiastique. Dans les vêtements d'hiver, qui indiquent la saison de l'exécution, on a trouvé un petit autel de modeste très réduit que l'abbé avait confectionné en 1940 au camp de Kosielsk — donc peu avant son assassinat. — un manuel de prières et une carte de visite.

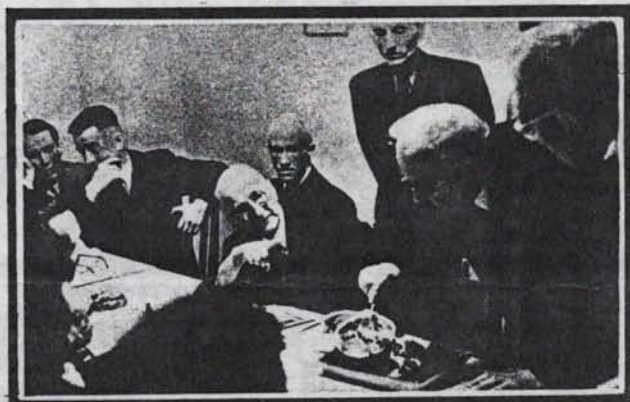




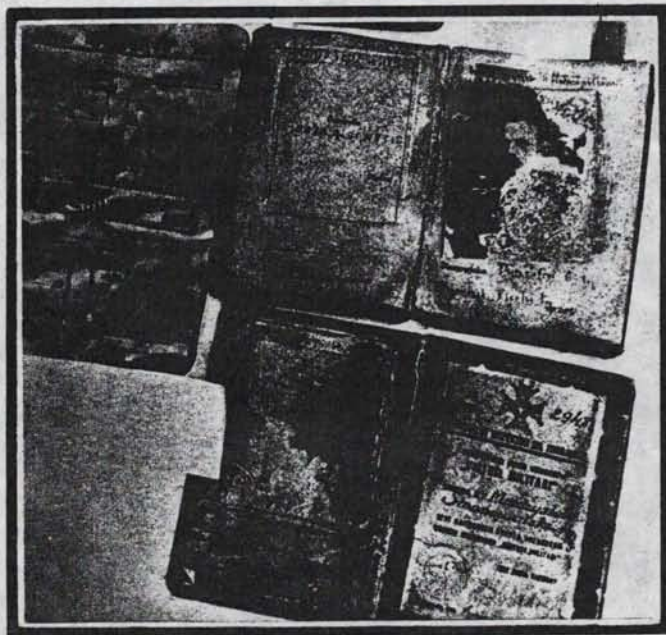
Les mains liées — une balle dans la nuque. Le procès-verbal constate: « La manière dont on a attaché les mains répond à ce qui a été relevé sur les cadavres de civils russes, également déterrés dans le bois de Katyn, mais ensevelis à une date antérieure. »

LE DOCUMENT OFFICIEL SUR KATYN

Le procès-verbal officiel des experts européens de célébrité mondiale, dressé à Smolensk, le 30 avril 1943, a été signé de la propre main des douze membres de la Commission: docteur Speleers (Belgique), docteur Markov (Bulgarie), docteur Tramsen (Danemark), docteur Saxén (Finlande), docteur Palmieri (Italie), docteur Miloslavich (Croatie), docteur de Barlet (Pays-Bas), docteur Hajek (Protectorat de Bohême), docteur Birke (Roumanie), docteur Naville (Suisse), docteur Subik (Slovaquie), docteur Orsós (Hongrie).



L'une des plus importantes constatations. Le professeur Orsós, de Budapest, explique à la Commission: « Il s'agit ici d'une calcification en plusieurs couches, telle qu'elle peut se produire dans le tuf. Elle a enrobé la matière cervicale déjà fondue en une masse d'apparence argileuse. Une formation de ce genre n'a jamais été observée sur des corps ayant séjourné en terre moins de trois ans. »



Un livret de compte en banque et un certificat de décoration. Le général de brigade polonais Smorawinski avait sur lui, outre sa carte d'identité, son diplôme d'attribution de la médaille « Virtuti militari » — ainsi que son livret de compte en banque.



Les honneurs de la sépulture. Les deux généraux polonais Smorawinski et Bochaterewitch sont mis en bière, en présence de la Commission et seront inhumés avec les honneurs dus à leur rang.

le crime de Katyn n'est pas oublié

LÉOPOLD UNGER

Le 3 décembre 1941, au Kremlin, **Staline** s'entretient avec le chef du gouvernement polonais en exil à Londres, le général **Vladislav Sikorski**. Prennent part à l'entrevue le ministre soviétique des Affaires étrangères, **Viatcheslav Molotov**, et le général **Vladislav Anders**.

Anders vient d'être libéré d'une prison moscovite. Il doit prendre le commandement d'une armée de prisonniers et de déportés polonais libérés des camps soviétiques.

Selon des comptes rendus de l'entretien, Sikorski affirme au cours de la conversation :

— Nous avons encore beaucoup d'hommes qui sont détenus dans des camps et des prisons soviétiques.

— Impossible, rétorque Staline, tous les Polonais ont été libérés.

— J'ai une liste, reprend le général Sikorski, de milliers d'officiers portés disparus, qui ne se trouvent ni en territoire polonais occupé ni dans les camps allemands. Ils ne peuvent être qu'en URSS. On ne les a pas revus.

— C'est impossible, insiste Staline, ils ont dû s'évader.

— Mais où ?, s'exclame le général Anders.
— En Mandchourie par exemple, répond Staline en prenant des notes. Je vais faire donner les instructions nécessaires. Cette affaire va être réglée sur le champ.»

Elle l'était déjà. Et sur l'ordre de Staline. Réglée dans une forêt proche de Smolensk, en Biélorussie : la forêt de **Katyn**.

Le massacre de Katyn. La première rafale en fut tirée le 17 septembre 1939, lorsque la Pologne fut rayée de la carte de l'Europe. Elle venait de connaître son quatrième partage, conséquence directe du pacte germano-soviétique.

Un Molotov exultant avait annoncé la nouvelle au Soviet suprême :

— C'en est fait du bâtard traité de Versailles.»

Plus de 130 000 km² et 21 millions de Polonais, passèrent sous domination nazie. Les 200 000 km² restants, peuplés de 13 millions d'habitants, revinrent à l'URSS.

L'armée soviétique avait lancé une offensive conjointe avec Hitler, et capturé 230 000 soldats polonais. Dont 13 500 officiers de tout rang, du général au lieutenant frais émoulu de la préparation militaire.

Scientifiques, universitaires, médecins, juges, hommes de loi et ingénieurs, ces officiers formaient la majeure partie de l'élite d'une nation qui avait mobilisé toutes ses forces pour combattre l'ennemi nazi.

Les troupes furent envoyées dans 140 camps, répartis sur tout le territoire soviétique. Mais la plupart des officiers furent rassemblés dans trois camps : **Kozielsk**, à 150 km au sud de Smolensk ; **Starobielsk**, à 200 km à l'est de Kharkov, et **Ostachkov**, à mi-chemin entre Moscou et Léninegrad.

Les premières lettres parvinrent aux familles des officiers dès le mois de novembre 1939. Empreintes d'optimisme, elles faisaient état du traitement décent réservé aux signataires, et disaient leur espoir de retrouver bientôt leurs proches.

De la mi-avril au début de mai 1940, le nombre de lettres diminua. Puis ce fut le silence.

Le sort des officiers fut à nouveau évoqué après l'invasion de l'URSS par les troupes nazies, en juin 1941 : lorsque les Polonais, qui avaient combattu les Allemands dès le 1^{er} septembre 1939, d'abord seuls puis aux côtés des Alliés, renouèrent leurs relations diplomatiques avec Moscou, afin de faire sortir leurs soldats des camps soviétiques, et de constituer une armée polonaise en URSS.

En dépit des promesses de Staline à Sikorski, on ne put retrouver que 1 500 officiers polonais. Le général Anders eut son armée : des squelettes ambulants, qui avaient survécu au goulag.

Où donc étaient passés tous les autres ?

Les Allemands fournirent un début de réponse, le 8 avril 1943, en annonçant la découverte par leurs troupes d'occupation, dans la forêt de Katyn, de fosses communes où des milliers d'officiers

polonais avaient été enterrés. Les Allemands entreprirent de tirer le meilleur parti de l'affaire : des délégations d'experts de divers pays, des journalistes originaires de pays neutres, tels que la Suède et la Suisse, des officiers américains et britanniques déjà prisonniers des Allemands, furent emmenés à Katyn examiner les lieux.

Une conclusion s'imposa d'elle-même aux témoins : les corps enterrés à Katyn étaient bien ceux des officiers polonais capturés en 1939 et exécutés en 1940.

Ils portaient tous l'uniforme polonais. Ils avaient tous été internés au camp de prisonniers pour officiers de Kozielsk. Ils avaient tous été tués d'une balle dans la nuque, et la plupart avaient eu les mains liées dans le dos.

Des documents retrouvés sur place : journaux intimes, photos, carnets et souvenirs, aucun n'était postérieur à mai 1940.

« Le temps s'est arrêté à 18 h 30 », écrivait le major **Adam Solski**, le 9 avril 1940, quelques minutes avant que les premières rafales furent tirées. Le NKVD, la police secrète soviétique de l'époque, avait confisqué montres, bagues et objets de valeur. En oubliant les documents écrits.

L'examen médical pratiqué sur les ossements, l'analyse biochimique des lieux de sépulture, des plantations d'arbres qui y avaient été faites et des restants d'uniformes amenèrent les experts à la conclusion suivante : les tombes avaient été creusées et remplies au plus tard à l'été 1940. La forêt de Katyn était alors aux mains des Soviétiques.

On dénombra 4 143 corps, dont 2 730 furent identifiés rapidement. Ils figuraient tous sur la liste à laquelle le général Sikorski avait fait allusion devant Staline.

Le 15 avril 1943, le gouvernement polonais en exil à Londres demanda à la Croix-Rouge internationale d'enquêter sur le bien-fondé des déclarations allemandes.

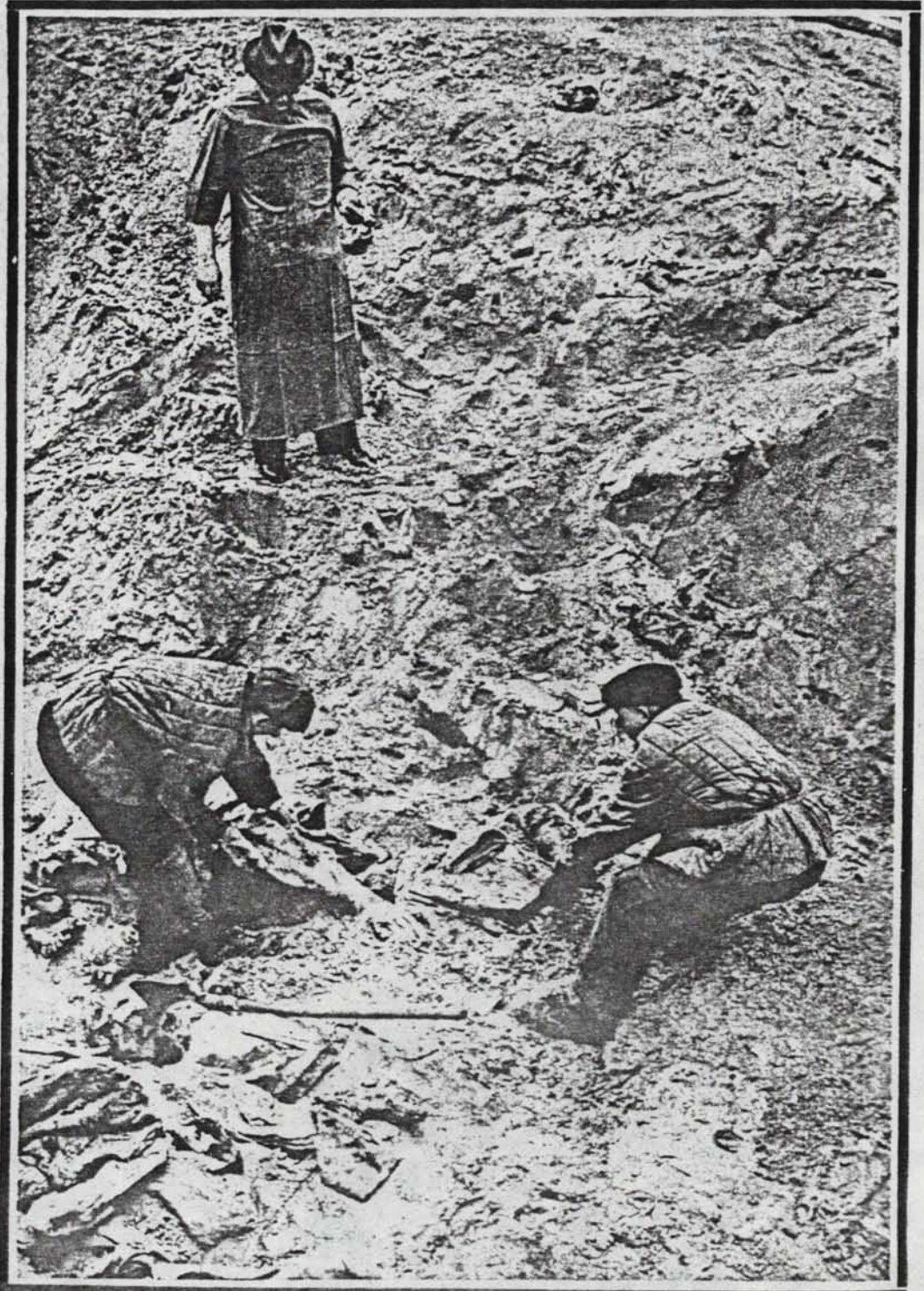
Dix jours plus tard, Staline, accusé soudainement d'être « un complice de Hitler », rompit de colère les relations

UN DOCUMENT OFFICIEL SUR KATYN

L'établissement officiel du procès-verbal dressé par douze experts européens, tel que l'a vu et vécu le correspondant de guerre de "Signal"



Le témoin. Le cultivateur Kierulff, âgé de 74 ans. C'est lui qui, au début de cette année, a soufflé à l'oreille de chauffeurs polonais: "Allez donc dans le bois de Katyn". Il raconte ici à la commission européenne comment, au printemps de 1940, il avait observé pendant des mois, en gare de Gniezdowa, l'arrivée d'officiers polonais, et entendu durant des mois des coups de feu venant de la forêt de Katyn. A gauche, sur la photographie, le professeur Naville, de Genève, à droite, le professeur Spoleers, de Gand.



Victimes des Soviets

Le délégué suisse, le professeur Naville, de Genève, a déclaré à la fin de l'enquête menée à Katyn: "Nous avons vu le plus lugubre étalage de cadavres qui ait jamais existé. Des officiers polonais ont été assassinés. Les motifs de ce carnage relèvent d'une conception de la vie essentiellement féroce, d'une volonté de néant qui veut frapper la société humaine, et c'est là un redoutable péril pour l'Occident tout entier. Nous, médecins juristes, nous nous sommes rendus à Katyn pour y chercher une vérité que nous proclamons. Cette fois-ci, la vérité était claire. Il est de l'intérêt de tous et il est de notre devoir de faire connaître la vérité à l'Europe et au monde."

Ils pérorait d'un coup de feu dans la nuque. Le professeur Orszko, titulaire de la chaire de médecine légale et de criminologie à l'Université de Budapest, délégué de la Hongrie à la commission européenne d'enquête sur les massacres de la forêt de Katyn, près de Smolensk, désigne sur place, dans l'une des fosses ouvertes, une victime de la Gestapo pour procéder à l'autopsie.

le crime de Katyn n'est pas oublié

diplomatiques avec le gouvernement Sikorski.

Dès que l'occupant allemand eut abandonné le district de Smolensk, une commission d'enquête soviétique, dirigée par le médecin personnel de Staline, le docteur **Nikolaï Bourdenko**, fut envoyée à Katyn.

D'un examen superficiel des lieux, la commission tira la conclusion suivante : le massacre avait eu lieu en 1941 et non en 1940. Il était donc le fait de l'armée d'occupation allemande.

Les Alliés préférèrent se taire. **Churchill** et **Roosevelt** reçurent de Staline des messages leur demandant de veiller à ce que l'on n'évoque nulle part l'affaire de Katyn. Et l'ambassadeur de Grande-Bretagne auprès du gouvernement polonais en exil à Londres, **M. Owen O'Malley**, écrivit, dans un rapport qui ne fut publié que trente ans plus tard : « Nous avons dissuadé les Polonais de porter ce crime à la connaissance de l'opinion publique. Nous comptons pour cela sur leur foi en la Grande-Bretagne. Tout comme les assassins ont cru pouvoir masquer le lieu de leur forfait en y plantant des pins... »

Dans ses « Mémoires », Churchill rapporte un entretien qu'il eut à l'époque avec l'ambassadeur soviétique à Londres, **M. Ivan Maïski** :

« Je n'essayai pas d'évoquer l'affaire (de Katyn), écrit-il, ce n'était guère le moment pour les querelles et les griefs. »

Roosevelt adopta une attitude ouvertement pro-soviétique, déclarant, en mai 1944 :

— Il s'agit d'un complot à cent pour cent allemand. Je suis absolument convaincu de l'innocence des Soviétiques. »

L'évidence était telle que le tribunal de Nuremberg lui-même refusa de porter le massacre au nombre des crimes imputés aux complices de Hitler.

Vint la fin de la guerre, et aussi celle du temps du silence et des illusions. Les premiers témoins purent parler.

En 1950, le colonel **Henry Van Vliet**, l'un des prisonniers américains amenés à Katyn par les nazis, raconta publiquement ce qu'il avait vu. Deux ans plus

tard, à l'issue d'une enquête longue et minutieuse, une commission du Congrès américain publia sur la question un rapport circonstancié, qu'elle soumit aux Nations-Unies. La commission avait conclu de manière unanime :

« La responsabilité du NKVD dans le massacre de Katyn, perpétré contre les officiers polonais internés au camp de Kozielsk, ne peut faire aucun doute. »

On ne retrouva jamais trace des officiers polonais internés dans les deux autres camps : quarante ans après, 9 000 officiers polonais manquent toujours à l'appel.

Pour quelle raison les Soviétiques eurent-ils recours à des exécutions de masse, alors même qu'ils recouraient généralement, pour se débarrasser de leurs ennemis, aux travaux forcés à perpétuité dans les goulags ?

La réponse est claire. Les officiers polonais formaient l'élite d'une nation, une élite nationaliste et catholique, par-

dessus tout anti-soviétique et anti-communiste. Staline décida d'éliminer tous ceux qui ne pourraient jamais accepter l'idée d'une armée et d'un Etat polonais loyal et dévoué à Moscou.

Pour quel motif les Russes ne condamnèrent-ils pas Staline pour le massacre de Katyn lors de la « déstalinisation », alors qu'on lui reprochait par ailleurs des crimes d'une égale gravité ?

Sur ce point, la réponse est moins claire. Selon certaines sources, **Khrouchtchev**, alors secrétaire général du parti communiste soviétique, aurait proposé en 1956 à **Vladislav Gomulka**, chef du PC polonais, de régler l'affaire. Il aurait essuyé un refus, Gomulka craignant d'être débordé par une réaction polonaise trop violente.

Quelle qu'en soit la raison, la version officielle du massacre, reprise par la Pologne et l'URSS, reste celle de Staline. Elle est une source permanente de haine, de méfiance, de gêne et de mépris entre les deux pays.

Les mains liées d'un des 4 143 officiers polonais abattus à Katyn par les Soviétiques. Capturés en 1939, ils furent exécutés au printemps 1940 dans une forêt proche de Smolensk (Biélorussie). Depuis 40 ans, l'URSS nie toute responsabilité dans ce massacre, qu'elle attribue, contre toute vraisemblance, aux Allemands.





Une photographie trouvée sur l'une des victimes de Katyn. En 1952, une enquête menée par une commission officielle américaine conclut à la culpabilité des Soviétiques. En Pologne, un Institut Katyn (clandestin) a été créé et des anciens combattants réclament la réunion d'une commission internationale d'enquête.

La « Grande encyclopédie » polonaise ne mentionne pas le massacre de Katyn. Cela pourrait sembler étonnant si les Allemands en étaient véritablement les auteurs.

Jusqu'en 1975, les censeurs polonais ont interdit toute référence à Katyn dans la presse. Seule est admise depuis la version de la « Grande encyclopédie » soviétique. Encore est-il fortement conseillé aux journaux de n'y faire aucune allusion.

Aucun monument polonais ne rappelle le site de Katyn, alors que la Pologne a toujours été attentive à ériger et à entretenir les souvenirs de la barbarie nazie, à Auschwitz et dans tous les lieux où celle-ci s'exerça.

A Katyn, à proximité d'un camp de loisirs du KGB connu sous le nom de Colline à la Chèvre, est un petit cimetière. Les abords en sont interdits. On

y trouve une pancarte, avec cette inscription rédigée en polonais : « A la mémoire des officiers polonais assassinés par Hitler en 1941 ». Mais un mot a été mal orthographié. Preuve que les Polonais n'en sont pas les auteurs.

« Les relations entre les peuples doivent reposer sur la vérité et la justice, pouvait-on lire dans un document récent. Tant que l'on n'aura pas dit la vérité sur Katyn, aucune réconciliation réelle ne sera possible entre les peuples polonais et soviétique. »

Ce document émanait de l'**Institut Katyn**, une organisation clandestine récemment mise sur pied à Cracovie.

L'Institut accuse le gouvernement polonais de n'avoir rien fait pour retrouver les 9 000 officiers toujours manquants.

Certains Russes estiment que leur pays devrait reconnaître ses crimes. D'ores et déjà, ils ont rompu le silence. Des dissidents, parmi les plus célèbres passés

à l'Ouest, viennent de publier une déclaration intitulée : « **Avril 1980, 40^e anniversaire du crime de Katyn** ».

On y lit notamment :

« Nous, citoyens soviétiques, qui défendons les droits de l'homme, déclarons à nos amis polonais que nous n'oublierons jamais la responsabilité de notre pays dans le crime commis par ses dirigeants à Katyn. Nous sommes convaincus que le jour est proche où le peuple soviétique rendra justice aux acteurs de cette tragédie : aux assassins selon leurs crimes, aux victimes selon leurs souffrances. »

La déclaration est signée par trente-deux dissidents en exil, dont **Alexandre Guinzbourg**. D'autres peuvent venir y ajouter leur nom.

Cette déclaration a provoqué, le 11 avril dernier, une réaction immédiate en Pologne, où le **KOR**, le « Comité d'auto-défense des travailleurs », parla d'un « acte fraternel d'une importance historique pour l'avenir des relations entre les nations ». Avant d'ajouter :

« Non seulement les autorités polonaises n'ont rien fait pour rétablir la vérité, mais elles persistent à persécuter ceux qui veulent rappeler le drame qui bouleversa la nation. »

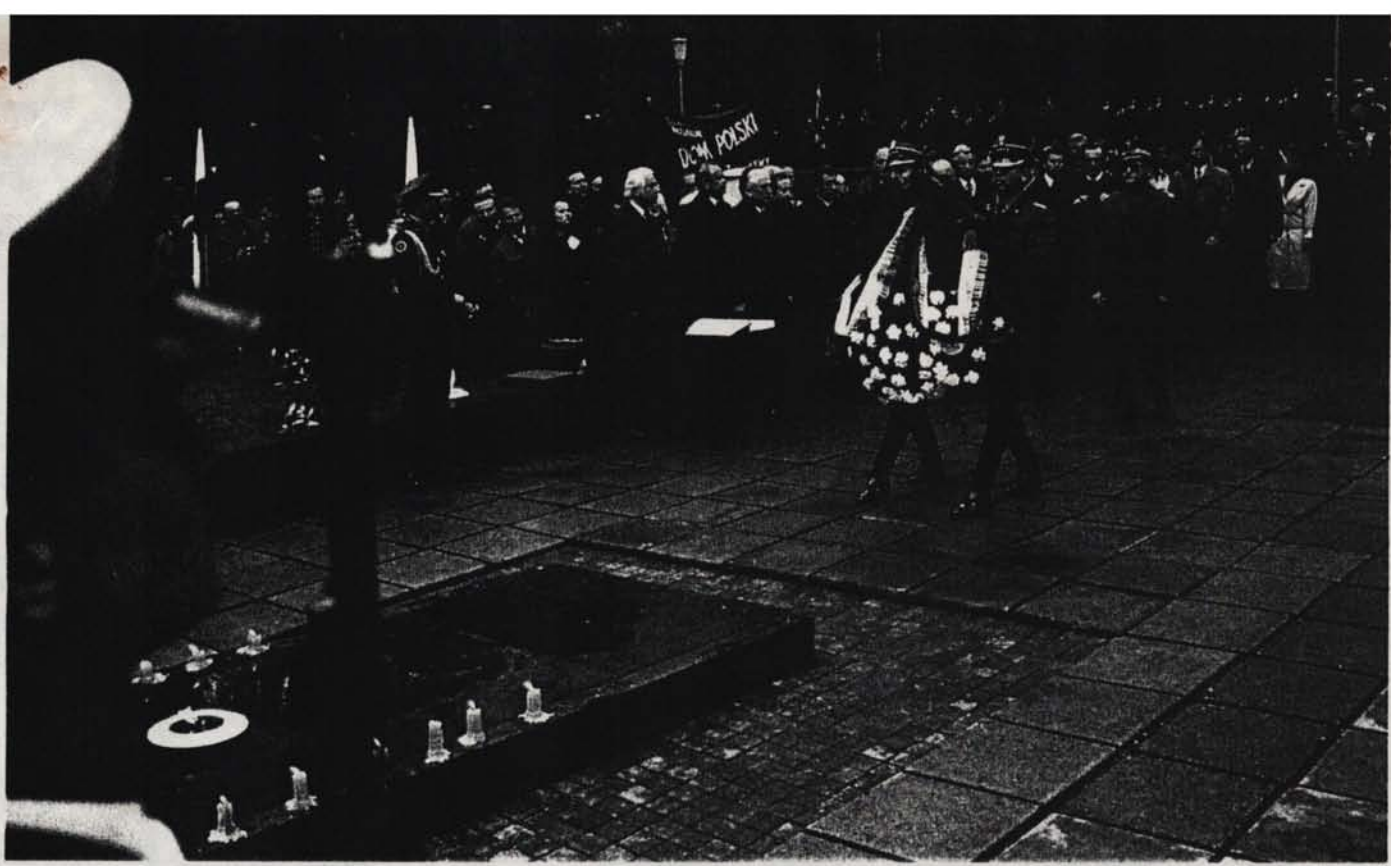
Une intervention de la police eut lieu dans l'appartement où se déroulait une des réunions du Comité, et plusieurs personnes présentes furent arrêtées !

L'année 1980 a été déclarée « année de Katyn », le mois d'avril celui du deuil et du recueillement à la mémoire des morts de Katyn et de toutes les victimes de génocides.

Un pamphlet bien documenté sur le massacre de Katyn vient d'être publié clandestinement, en Pologne. Aucun dirigeant ne s'est hasardé à attaquer publiquement ce texte, mais certains ont fait savoir en privé qu'on ne pouvait y prêter foi, les deux auteurs, **Ian Abramski** et **Riszard Zywiecki**, étant imaginaires.

Erreur. Le premier nom figure en tête de la liste des corps identifiés à Katyn, le second clôt cette liste.

" LA SPECTACLE DU MONDE " JUIN 1990 -



Katyn, l'aveu

Gilles Mermoz

Enquête sur un maquillage.

Cinquante ans après, les Soviétiques reconnaissent enfin leur crime. Il en a fallu autant pour que les communistes français admettent la vérité.

Il y avait ces titres surprenants dans **l'Humanité** du 14 avril dernier: «*La vérité sur Katyn*»; «*L'agence Tass confirme la responsabilité soviétique dans le massacre de 15000 officiers polonais en 1940*»; «*Il aura fallu un demi-siècle pour que les historiens publient leurs conclusions. Les médias soviétiques les révèlent...*»

Pour le quotidien communiste, la vérité se décide toujours à Moscou. Ainsi, pendant quarante-six ans, «*l'Humanité*» s'en était tenue au mensonge longtemps illustré, en forêt de Katyn, par un monument «*aux officiers polonais fusillés par les hitlériens en 1941*».

Capturés en septembre 1939 par l'Armée rouge envahissant la Pologne, 8400 officiers polonais, et en-

viron 7000 soldats et policiers, étaient internés dans trois camps, dont celui de **Kozielsk**, en **Biélorussie**. Excepté 448 d'entre eux, qui furent transférés après avril 1940, ils n'allaient plus donner signe de vie.

Le 13 octobre 1941, l'ambassadeur de l'URSS à Londres déclarait: «*Tous les officiers polonais détenus en Union soviétique ont été libérés.*»

Mais le 3 décembre suivant, **Staline** annonçait aux généraux polonais **Sikorski** et **Anders**: «*Ils se sont enfuis en Mandchourie.*»

Le 22 juin 1941, l'Allemagne avait attaqué et envahi l'URSS. En février 1943, le 537^e régiment allemand de transmissions découvrait en forêt de

Katyn un charnier contenant des milliers de corps d'officiers polonais. **Radio-Berlin** l'annonçait au monde le 13 avril, et attribuait le massacre aux Soviétiques. Deux jours plus tard, **Radio-Moscou** réagissait, et dénonçait les «*spécialistes de la calomnie de Goebbels, diffusant de viles inventions*».

Sollicité ce même 15 avril 1943 par le gouvernement polonais en exil à Londres, puis le lendemain par la Croix-Rouge allemande, le **Comité International de la Croix-Rouge** à Genève refusait d'ouvrir une enquête.

Les Allemands obtenaient alors de douze pays, dont la **Suisse** et la **Finlande**, la constitution d'une Commission internationale composée de douze médecins légistes de grande réputation. Elle devait être présidée par le **Dr François Naville**, directeur de l'Institut de médecine légale à Genève.

Le 14 avril dernier, le président polonais, le général Jaruzelski, déposait une gerbe devant le Mémorial de la forêt de Katyn. Son premier ministre, Tadeusz Mazowiecki, l'y avait précédé en novembre 1989. Pour tous les Polonais, Katyn a toujours été un crime soviétique.

A Katyn, les Allemands éloignaient leurs propres médecins, et laissaient la Commission Internationale travailler en toute liberté. Il en fut de même pendant cinq semaines, ensuite, pour la Croix-Rouge polonaise, au sein de laquelle se trouvaient des membres de la Résistance; 4143 corps devaient être exhumés et identifiés.

Dans leur rapport signé du 30 avril 1943, les douze experts européens accusaient sans la moindre réserve les Soviétiques d'avoir commis le massacre, de mars à avril 1940. La région était alors sous le contrôle du NKVD (l'ancêtre du KGB). Aucune des 3300 lettres trouvées sur les victimes n'était postérieure au 6 mai 1940.

Parmi d'autres preuves déterminantes, l'analyse au microscope des cercles concentriques des sapins plantés sur les charniers (pour les dissimuler) prouvait qu'ils avaient été transplantés là trois ans auparavant, c'est-à-dire au printemps 1940.

Toutes les victimes venaient du camp soviétique de Kozielsk, tout proche de Katyn.

Au printemps 1940, les officiers polonais avaient quitté ce camp en groupes, selon un ordre d'acheminement fixé par le NKVD, mais aussi consigné par quelques officiers polonais transférés ailleurs. Or toutes les victimes de Katyn se trouvaient inhumées, dans huit charniers, dans le même ordre que celui de leur départ du camp de Kozielsk. Ce qui confirmait qu'ils avaient été assassinés sans délai.

En septembre 1943, l'Armée rouge reprenait aux Allemands la région de Smolensk et de Katyn. Une commission soviétique spéciale d'enquête sur Katyn était formée. Elle était présidée par le lieutenant-colonel Bourdenko, chef du service de Santé de l'Armée rouge, et également médecin de Staline. Y participaient le métropolitain Nicolas et les académiciens Potemkine et Tolstoï. Le 15 janvier 1944, un voyage d'un jour, organisé pour vingt journalistes

occidentaux en poste à Moscou, presque tous anglo-saxons, avait lieu à Katyn. S'ils constataient le lachisme et la gêne des six médecins légistes soviétiques, ces journalistes voulaient toujours croire à une culpabilité allemande.

Le 26 janvier 1944, la Commission spéciale soviétique publiait son rapport dans les *izvestia*. Elle avait entendu cent témoins. Elle concluait que l'assassinat des officiers polonais à Katyn se situait à l'automne 1941, à une époque, donc, où la région était occupée par l'Armée allemande. Les maîtres d'oeuvre du massacre étaient désignés comme étant le lieutenant-colonel Arnes, le lieutenant Rekst, le sous-lieutenant Hott.

La Commission soviétique «retourne» l'accusation. Ces trois officiers allemands appartenaient au régiment qui mit à jour le charnier en février 1943. La Commission soviétique recensait 11 000 officiers polonais assassinés à Katyn, alors que les autorités allemandes, la commission internationale, la Croix-Rouge polonaise, n'avaient jamais fait état que de 4 143 corps exhumés et identifiés. C'est que Moscou entendait se servir des huit charniers localisés de Katyn pour faire oublier que les charniers des 11 000 autres disparus des deux autres camps n'avaient pas été découverts.

Mais désormais, la doctrine soviétique sur Katyn était codifiée: l'Armée allemande s'était emparée de trois camps soviétiques de prisonniers polonais, et avait exterminé dans la forêt de Katyn l'élite militaire de la Pologne.

Dès l'été 1943, Winston Churchill avait ordonné à la presse britannique de ne plus évoquer Katyn, et pria le gouvernement polonais en exil à Londres d'abandonner ses vaines recherches des officiers polonais capturés par l'Armée rouge et disparus en territoire soviétique.

Le 30 juin 1945, la *Gazette de Lausanne* titrait: «Les fosses communes de Katyn. Une ruse pour semer la discorde entre les Alliés.»

Le texte accordait foi à un jeune témoin norvégien, prétendant avoir observé qu'à Katyn la Gestapo avait fait placer dans les poches de ses victimes polonaises des faux documents fabriqués par des prisonniers juifs. «Tous les trucs imaginables furent utilisés pour l'établissement des documents.»

Il était également prétendu que Walter Schellenberg, l'ancien chef du Contre-espionnage du III^e Reich, déclarait: «Les fosses communes de Katyn sont une ruse de Ribbentrop et de Goebbels, en collaboration avec Himmler» (pourtant, dans ses *Mémoires*, parus en 1957, jamais Schellenberg n'évoque l'affaire de Katyn).

Les faux témoins faisaient le bonheur des journaux complaisants (y compris des organes conservateurs), ou communistes. Le 1^{er} décembre 1945, «l'Humanité» titrait: «Un officier allemand se vante d'avoir participé à la macabre mise en scène de Katyn.» L'article se référait au *Monde*, qui avait publié une vieille lettre d'un lieutenant autrichien de la Wehrmacht, Gregor Slovenzik, qui aurait écrit à sa femme: «Katyn, qu'au fond j'ai inventé, me donne un travail énorme.»

Le quotidien stalinien pourfendait à ce propos *Le Petit Parisien*, *l'Oeuvre* et «toutes les feuilles nazies de langue française», qui avaient publié en 1943 «Les mensonges éhontés des hitlériens».

Le 15 février 1946, au procès de Nuremberg, le colonel russe Petrovski faisait l'éloge du rapport: «The Truth about Katyn», de la Commission soviétique spéciale d'enquête.

Un témoin, le Dr Markov, qui représentait la Bulgarie à la Commission internationale d'avril 1943, venait se rétracter à la barre: le rapport accusant les Soviétiques? Il l'avait signé, sous la contrainte des Allemands, les seuls vrais coupables. Les juges anglo-saxons savaient cependant à quoi s'en tenir. Après l'entrée de l'Armée rouge en Bul-

Katyn, l'aveu

garie, le Dr Markov avait été arrêté et emprisonné. Sa «rétractation» était le prix de la liberté de sa famille.

Venus témoigner au procès, les officiers du régiment allemand accusé par les Soviétiques se disculpèrent sans peine. Et, dans le jugement des dirigeants hitlériens rendu le 30 septembre 1946, il n'était pas question du massacre de Katyn, que leur avait attribué l'acte d'accusation. Aveu implicite de la culpabilité soviétique, que les Occidentaux, cependant, s'efforcèrent d'étouffer.

«L'Humanité» en profita pour revenir souvent à la charge. Le 12 janvier 1949, le quotidien de Maurice Thorez titrait ainsi: «A propos de Katyn, le général fasciste polonais Anders reprend les odieuses calomnies de Goebbels contre l'URSS.» Et de citer le rapport de la Commission soviétique spéciale d'enquête, et aussi, évidemment, les correspondants de la presse occidentale à Moscou qui s'étaient rendus à Katyn.

L'article insistait sur le fait que toutes les douilles trouvées dans les charniers portaient la marque de fabrication allemande «Geco». Or jamais le III^e Reich n'avait dissimulé cette réalité. Avant 1939, la firme de Durlach livrait des munitions à la Pologne, aux pays Baltes, à l'URSS. Au procès qui opposait, en décembre 1950, l'hebdomadaire communiste *Les lettres françaises* et M. David Rousset, un rescapé des camps allemands, qui dénonçait maintenant le Goulag stalinien, il fut à nouveau question de Katyn. Et «l'Humanité» du 16 décembre 1950 titrait: «La plus monstrueuse provocation de Goebbels: Katyn, reprise par un témoin de Rousset.»

Et s'indignait au sujet de cette «scandaleuse audience», où «on a pu voir cette chose incroyable, un témoin de Rousset insulter avec une violence inouïe l'Union soviétique».

Les articles de la presse (communiste mais aussi non communiste) sur Katyn constituent une abondante anthologie. Mais le sommet de la dé-

sinformation est sans doute l'article sur «Le mémorial de Kathyn», publié dans «l'Humanité» du 17 mars 1971: «Kathyn, c'est un Oradour. Maisons et habitants brûlés... On a choisi Kathyn pour ce mémorial. On aurait pu opter pour 296 autres villages, 297 Oradour.»

Les lecteurs ignoraient presque tous que ce village russe de Kathyn, brûlé par les Allemands, est à différencier de la forêt de Katyn, où furent assassinés par le NKVD les officiers polonais. Le but recherché était ici de brouiller les cartes et les souvenirs, d'effacer l'image déjà vague d'un grand massacre collectif soviétique et de le remplacer par la description d'une atrocité allemande. Ce n'est qu'en octobre 1966 que M. Alain Decaux, dans une «Tribune de l'Histoire» qui fit date, ne laissa plus guère de place à un doute sur la culpabilité soviétique. Jusqu'alors, une mode, qui devait se prolonger jusqu'en 1987, était de prétendre qu'il existait une «énigme historique» à propos de Katyn. La version soviétique était placée sur le même plan que la version allemande.

Cependant, aucun chercheur ne pouvait ignorer que le seul rapport médical et scientifique sérieux sur les charniers restait toujours l'officiel «Amtliches Material zum Massenmord von Katyn» (*Notes administratives sur le massacre de Katyn*), accessible à Berlin dès 1943.

Les Polonais, eux ne s'interrogeaient pas. Ils savaient. Même en Pologne communiste, où chaque année, en avril, des cérémonies étaient organisées ici et là en hommage aux victimes de l'Occupation allemande. Les scouts étaient mobilisés pour assurer une garde d'honneur près de la plus modeste plaque du souvenir. Mais nulle part il n'était fait mention de Katyn. Ce massacre avait disparu de tous les livres sur l'Occupation allemande. Mais «pour tous les Polonais, Katyn était un crime russe», reconnaissaient facilement, en privé, des cadres du parti communiste. En mai 1956, l'affaire était évoquée

lors d'une réunion du Comité central. Ochab, le secrétaire général du Parti, annonçait qu'il avait demandé des éclaircissements historiques au Kremlin, qui lui répond qu'une «enquête était envisagée».

Son successeur, Gomulka, a toujours prétendu qu'en 1957, Krouchtchev l'avait poussé à déclarer publiquement que Katyn devait être attribué à Staline. Gomulka n'en fit rien. Il redoutait les réactions des staliniens polonais et soviétiques.

Dix ans plus tard, le général Moczar, ancien chef de toutes les polices, qui intriguait pour prendre le pouvoir, devait une bonne part de sa popularité à ses déclarations xénophobes, et à sa promesse faite aux anciens combattants de démasquer un jour les responsables soviétiques de Katyn. En 1981, au cimetière Powazki de Varsovie, des familles des victimes réussissaient à dresser une croix de pierre de dix tonnes, consacrée aux victimes de 1940 à Katyn. Les autorités la firent rapidement enlever: l'indication de 1940 accusait Moscou.

Katyn était mentionné de plus en plus par les cadres clandestins du syndicat interdit Solidarité. Rien ne pouvait discréditer davantage l'URSS et ses derniers partisans en Pologne. Beaucoup de Polonais estimaient que des comptes devaient être fournis par le Kremlin.

Le 21 avril 1987, M. Gorbatchev et le général Jaruzelski admettaient qu'il fallait «remplir les pages blanches» des relations entre l'URSS et la Pologne. La création d'une Commission historique, devant réétudier l'affaire de Katyn, était décidée. Le tabou officiel était enfin levé.

Quarante-quatre ans s'étaient écoulés. Pour les dirigeants soviétiques, Katyn, c'était de l'histoire ancienne, très ancienne. Ils ne se sentaient plus concernés. Mais confesser publiquement ses crimes, exprimer ses regrets, se complaire même dans le repentir, sont après tout des attitudes familières à de nombreux héros tourmentés de la littérature slave.

En 1989, tout alla très vite: en mars, **Mgr Glemp**, primat de Pologne, célébrait une messe à Katyn; en novembre, **M. Mazowiecki**, le premier ministre non communiste de la Pologne, se recueillait devant le **nouveau** mémorial de la forêt de Katyn; pendant qu'à **Cracovie**, une exposition sur Katyn accueillait chaque jour quinze mille Polonais.

En janvier 1990, **Les Nouvelles de Moscou**, l'hebdomadaire de la «*perestroïka*», publiait les témoignages de deux anciens employés du NKVD (**Ivan Titkov**, 83 ans, ex-chauffeur de neuf responsables de la police stalinienne, allait même montrer aux journalistes, en forêt de Katyn, à 300 mètres de l'autoroute de **Smolensk**, l'emplacement d'un grand charnier encore à mettre à jour, où se trouveraient des victimes **soviétiques** des années 30).

En mars dernier, «*Les Nouvelles de Moscou*» consacraient trois pages très denses aux documents étudiés par **Mme Natalia Lebedeva**, chercheur à l'**Institut d'Histoire** de l'Académie des Sciences de Moscou, qui avait eu accès aux archives nationales et aux archives centrales de l'Armée. Ces documents précisent les mouvements des 15000 disparus polonais entre les trois camps concernés, et indiquent des itinéraires vers des lieux de massacres à Katyn.

Toutes les églises de Pologne ont célébré, le 1^{er} avril, une messe à la mémoire des morts de Katyn. A Varsovie, la cérémonie religieuse réunissait le général-président Jaruzelski et le premier ministre **M. Mazowiecki**.

Le 4 avril, **Mgr Kedziora**, évêque auxiliaire de Varsovie, célébrait une nouvelle messe à Katyn, devant des parents des victimes.

Le 13 avril, l'Agence **Tass** reconnaissait enfin que Katyn était un «*grave crime*» de la période stalinienne, à propos duquel la patrie soviétique «*exprime ses profonds regrets*». Le général-président Jaruzelski, en visite officielle à Moscou le



le paradis sous terre..

Affiche allemande, à Paris, sous l'Occupation, sur l'extermination des officiers polonais à Katyn par le NKVD. Radio-Berlin avait révélé la vérité sur ce massacre dès le 13 avril 1943. Il a fallu 47 ans à l'URSS (qui accusait l'Allemagne) pour avouer sa culpabilité.

même jour, se rendait le lendemain à Katyn, et déposait une gerbe au Mémorial.

Jour pour jour, quarante-sept années furent donc nécessaires pour amener les autorités soviétiques à avouer explicitement que le 13 avril 1943, **Radio-Berlin avait dit la vérité** sur le charnier découvert à Katyn.

Le dossier des 15000 disparus polonais n'est pas près d'être refermé. Dans les charniers mis à jour à Katyn, il n'y avait que les corps des détenus du camp de Kozielsk. Il reste à apprendre où furent assassinés près de 11000 disparus des camps de **Starobelsk** et d'**Ostachkov**.

En 1946, peu avant sa mort, le Dr Bourdenko, le médecin de Staline qui avait dirigé deux ans auparavant

la Commission soviétique spéciale d'enquête sur Katyn, confiait à son meilleur ami: «*Il est certain que d'autres Katyn existent, et se reproduiront. Si l'on se met à creuser le sol de notre Mère la Russie, on trouvera un certain nombre de fosses semblables...*»

Un coup de théâtre pourrait venir un jour... **de Pékin**.

Julius Epstein, qui fonda en 1949 aux Etats-Unis le «*Committee for the Investigation of the Katyn Massacre*», entendit 137 témoins de diverses nationalités. Il était convaincu que les exécutions dans la forêt de Katyn avaient été filmées par les tueurs du NKVD: un film d'une durée de **neuf heures** aurait été réalisé, pour l'édification de l'état-major de la police soviétique. Une copie de ce film serait à Pékin. ■

D.L. du 15.4.1990

Katyn : un aveu attendu

La reconnaissance par Moscou du massacre ouvre de nouvelles perspectives aux relations soviéto-polonaises

Moscou - La reconnaissance par Moscou du massacre de Katyn aura été l'évènement de la visite officielle que vient d'effectuer en Union soviétique pendant quatre jours le président polonais Wojciech Jaruzelski, marquée par une identité de vues entre Moscou et Varsovie sur l'unité Allemande.

L'Union soviétique, qui avait toujours accusé les Nazis d'être responsables du massacre en 1940 de 4.500 officiers polonais dans la forêt de Katyn, près de Smolensk (Biélorussie), a en effet reconnu, plus de cinquante ans après, que le NKVD, la sécurité d'Etat de Staline, était responsable de ces exécutions.

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, recevant son homologue polonais au Kremlin vendredi, lui a même remis la liste de « citoyens polonais » internés en 1939-1940 dans les camps du

NKVD, l'ancêtre du KGB. Les noms de quelque 15.000 militaires polonais disparus dans les camps soviétiques ont été découverts par des chercheurs soviétiques.

Moscou et Varsovie ont par ailleurs couché noir sur blanc, dans une déclaration commune signée avant hier soir au Kremlin, la similitude de leurs « intérêts » sur le problème de l'unification allemande.

Ce rapprochement entre les deux capitales, aidé par l'aveu soviétique à propos de Katyn, repose également sur le fait que les deux pays contrôlent actuellement des territoires pris en 1945 à l'Allemagne vaincue.

Couronnement d'une visite importante pour les deux pays, toujours alliés au sein du Pacte de Varsovie, le général Jaruzelski s'est rendu samedi à Katyn, sur les lieux du drame où il devait assister à une messe à la mémoire des officiers disparus.



Le général Jaruzelski s'est recueilli hier devant le mémorial de Katyn. I.A.F.P.

■ « Ils étaient l'avenir de la Pologne »

Varsovie - Pendant neuf ans, malgré les déportations et les ravages de la guerre, Helena Kraheńska a gardé les chaussures et les chemises de son époux. Mais en 1948, à la mort de sa fille cadette, elle a dû se rendre à l'évidence. Son mari tant aimé, Piotr, faisait bien partie des officiers Polonais massacrés à Katyn par la police politique de Staline.

Larmes

Le gouvernement soviétique aura mis 42 ans de plus pour faire le même constat : Moscou a endossé avant-hier la responsabilité du massacre, jusque là attribué aux Nazis. Mme Kraheńska n'a pas vécu assez longtemps pour l'apprendre mais sa fille, Wanda Zadrozna, a appris la nouvelle les larmes aux yeux.

« Il est vraiment regrettable que les épouses de ces hommes n'aient pas vécu jusqu'à ce jour », dit-elle, « mais il est bon que la vérité rejoigne enfin l'histoire officielle ».

En 1939, les Soviétiques avaient emprisonné 15.000 officiers de la Pologne occupée. Mme Zadrozna avait 12 ans quand elle a vu pour la dernière fois son père, un propriétaire terrien.

« Nous avons reçu trois lettres, la dernière en date du 5 mars 1940, puis plus rien », se souvient-elle en ressortant la dernière missive dans laquelle son père s'inquiète du sort de sa famille...

En 1943, les Nazis mirent au jour les charniers. « Mais c'était tellement horrible que personne n'a voulu le croire », se rappelle Mme Zadrozna.

L'espoir

« Tout le monde attendait encore. Ma mère tenait les affaires prêtes, les sortait de temps en temps du placard. Elle gardait espoir, il allait peut-être revenir », raconte sa fille.

« Pendant toutes ces années, ils n'ont eu que des tombes anonymes, mais chacun

savait qu'on aurait dû y faire brûler des cierges », dit encore Mme Zadrozna. Un oncle disparu lui aussi à Katyn, un autre mort en camp de concentration, un cousin tué aux côtés des alliés en Italie, « c'est mon histoire », dit-elle, « elle n'a rien d'exceptionnelle, beaucoup d'autres sont aussi tragiques ».

Katyn est l'une des blessures les plus profondes de l'histoire de la Pologne qui pourtant n'en manque pas. Ceux qui ont été tués à Katyn étaient des médecins, des enseignants, des scientifiques, l'élite de la nation. Leurs places aux postes à responsabilité ont été confiées à des fonctionnaires dévoués à Moscou, une fois que les communistes ont consolidé leur pouvoir après-guerre.

« Ils étaient l'avenir de la Pologne », dit Mme Zadrozna. « Ils ne me manquent pas seulement à moi, c'est tout le pays qui aurait eu besoin d'eux », dit-elle. « Mais au moins, mes petits enfants sauront la vérité ».

URSS

Le monde 4. Août 89

Dans « les Nouvelles de Moscou »

Le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn est imputé à la police de Staline

Pour la première fois en URSS, un hebdomadaire met publiquement en cause le NKVD, la police d'Etat de Staline, dans le massacre de quelque 4 500 officiers polonais, dont les corps avaient été découverts en 1943 dans la forêt de Katyn, près de Smolensk, en Biélorussie. La publication, mercredi 2 août, dans l'hebdomadaire réformateur *les Nouvelles de Moscou*, d'une série de témoignages sur le charnier de Katyn et les nombreuses exécutions qu'y a perpétrées le NKVD de 1935 à 1941, rompt la thèse officielle de l'URSS qui a toujours attribué la responsabilité de ce massacre aux nazis.

Une commission d'enquête soviéto-polonaise a été créée en 1987 pour faire la lumière sur cette affaire qui pèse lourdement sur les relations entre l'URSS et la Pologne. Elle n'a toujours pas publié ses conclusions.

Dans un article intitulé « Les secrets de la forêt de Katyn », *les Nouvelles de Moscou* publient notamment le témoignage d'un habitant de Gnezdova, le village le plus proche, selon lequel « en 1943 (lorsque cette partie de l'URSS était occupée par les nazis), deux habitants du village, Ivan Andreïev et Fedor Kouftikov, ont raconté aux Allemands qu'ils savaient où « les nôtres » avaient fusillé les Polonais ». Les soldats allemands ayant emmené les villageois sur place, ils les ont forcés à creuser le sol. « On a d'abord trouvé dix-sept Soviétiques évangélistes, puis trois cents Polonais et, enfin, dix-huit Soviétiques, parmi lesquels des femmes. Les Allemands ont fait enterrer les Polonais à part (...) mais auparavant, ils ont analysé tous les restes pour déterminer l'origine de leurs blessures », poursuit le témoignage.

L'hebdomadaire souligne à quel point il a été difficile de trouver des témoins de cette période : « plusieurs refusaient de se souvenir et lançaient des regards apeurés vers cette zone encore fermée ». Plusieurs personnes ont néanmoins indiqué qu'un camp du NKVD se trou-

vait dans cette forêt, le long de la route Minsk-Moscou.

Des habitants de la région se souviennent que des camions amenaient régulièrement, bien avant la guerre, en 1935, des cadavres tués par balles dans la forêt pour les y enterrer. « En ce temps-là, il n'y avait pas de barbelés et ceux qui allaient dans la forêt pouvaient voir des tombes – les unes fraîchement creusées, les autres pleines », déclare un habitant. Un autre rapporte que des enfants avaient pris l'habitude d'aller voler des vêtements sur les cadavres. « Parfois, ils respiraient encore », dit-il.

Selon les Occidentaux, les victimes de Katyn, exécutées en 1940, étaient des officiers et sous-officiers polonais faits prisonniers en septembre 1939 par l'Armée rouge. Conformément au pacte Molotov-Ribbentrop, du nom des ministres des affaires étrangères soviétique et allemand de l'époque, l'URSS et l'Allemagne s'étaient partagé la Pologne en août 1939. – (AFP, Reuter.)

15



Katyn

Le 1^{er} septembre 1939 la Wehrmacht franchit à l'Ouest, sans déclaration de guerre, la frontière polonaise.

L'Angleterre et la France entrent alors dans le conflit et c'est le début de la seconde guerre mondiale.

Le 17 septembre, en vertu des clauses secrètes du pacte germano-soviétique, l'Armée rouge envahit la Pologne à l'Est et fait prisonniers 250 000 soldats surpris par l'attaque, ainsi que 15 000 Officiers d'active et de réserve polonais qui constituent l'élite militaire et intellectuelle de la nation.

En avril et mai 1940, près de 5 000 de ces officiers seront abattus d'une balle dans la tête dans la forêt de Katyn.

Les 10 000 autres Officiers disparaissent.

En juin 1941, l'URSS rejoint le camp des Alliés et le Kremlin libère une partie des Polonais détenus dans les camps soviétiques pour former

une armée polonaise. Son commandement réclame en vain les 15 000 Officiers et le Kremlin affirme tout ignorer de leur sort.

En 1943, la population locale informe les Allemands de l'existence du charnier de Katyn. Ceux-ci décideront d'exhumer les cadavres pour dénoncer les crimes staliniens, afin de diviser les Alliés.

Le gouvernement polonais demande une enquête à la Croix Rouge Internationale et Moscou s'opposera à cette investigation.

Néanmoins, une commission d'enquête internationale composée de médecins légistes présidée par le Professeur Naville se rendra sur place et conclura à la culpabilité soviétique. La Croix Rouge Polonaise aboutira aux mêmes conclusions et ensevelira les morts.

Pour sauver leurs alliances et respecter le total engagement des troupes soviétiques dans ce conflit mondial, les Alliés occidentaux occulteront la vérité, malgré les exhortations du gouvernement polonais en exil et le ressentiment du peuple polonais.

Au procès de Nuremberg, le Procureur soviétique accusera les nazis d'avoir perpétré ce massacre, mais l'accusation ne sera pas retenue.

Enfin, dans la nuit du jeudi 12 avril 1990, Radio-Moscou, en citant l'Agence TASS, reconnaîtra que le N.K.V.D. avait effectivement assassiné près de 15 000 Officiers Polonais.

Mais il ne faut surtout pas oublier que ce massacre a été commis sous le régime stalinien dont l'URSS a depuis longtemps dénoncé les excès criminels.

Cela n'empêche pas de garder en mémoire les terribles sacrifices imposés au peuple soviétique et à l'Armée rouge qui contribuèrent grandement à la victoire finale.

En fait, nul peuple n'est jamais coupable ; seuls les systèmes politiques sont en cause et tout ceci, fort heureusement pour ceux qui n'ont pas connu cette tragédie, appartient à l'Histoire.

J'ai donc pensé qu'il serait utile que cette exposition, déjà visitée par des milliers de Polonais à Cracovie, puisse être aussi présentée aux Français.

C'est la première fois que ces images et ces films seront proposés au public occidental. Notre devoir aujourd'hui n'est-il pas de témoigner de ce que d'autres ont souffert ?

Charles PASQUA
Ancien Ministre
Sénateur des Hauts-de-Seine
Président du Conseil Général



CHRONOLOGIE KATYN

1939					
1 ^{er} sept.	Invasion de la Pologne par Hitler.				
12 sept.					
22 sept.	Défilé commun des troupes allemandes et soviétiques à Brest-Litovsk.				
28 sept.	Capitulation de Varsovie. Second pacte Ribbentrop-Molotov modifiant la distribution des territoires de la Pologne entre Berlin et Moscou, telle qu'elle avait été prévue le 23 août 1939.				
5 octobre	Capitulation de la Pologne.				
Hiver 1939/40	Déportation d'environ 1 500 000 Polonais en Russie et en Sibérie.				
1940					
Avril-mai	Liquidation des camps de prisonniers de guerre polonais en U.R.S.S., Kozielsk, Starobielsk, Ostaszkow. Epoque du massacre de Katyn par les Soviétiques.				
Juin 1940	Débâcle française devant l'invasion allemande. Exécution en masse des élites polonaises à Palmiry, près de Varsovie, par les Nazis.				
1941					
22 juin	Invasion de l'Union Soviétique par Hitler.				
Juin 1941	Evacuation macabre des prisons soviétiques par le N.K.V.D. devant l'avance allemande.				
Juillet	Accord polono-soviétique Sikorski-Maïsky.	1943	Victoire soviétique à Stalingrad.		
Août	Premières libérations de prisonniers et de déportés polonais en U.R.S.S.	2 février	Radio-Berlin annonce la découverte des charniers de Katyn.	16-23 janvier	de Lublin, noyau du gouvernement pro-soviétique polonais d'après-guerre. Travaux de la Commission Spéciale soviétique à Katyn en l'absence de délégués Alliés.
		13 avril	Devant le refus soviétique, la Croix Rouge Internationale renonce à envoyer une Commission d'experts à Katyn.	1 ^{er} août.	
Décembre 1941	Accord polono-soviétique Sikorski-Staline.	19 avril	Rupture par Moscou des relations diplomatiques soviéto-polonaises.	2 octobre	Insurrection de Varsovie.
1941-1942	Formation de l'Armée d'Anders et démarches polonaises officielles et officieuses pour retrouver les officiers perdus et les Polonais retenus dans les camps soviétiques.	26 avril	Expertise à Katyn de la Commission Internationale des experts médico-légistes.	1945	
		28-30 avril	Expertise à Katyn de la Commission Technique de la Croix Rouge Polonaise.	8 mai	Capitulation du III ^e Reich.
		29 avril-juin	L'Armée rouge reprend possession de la région de Katyn.	1946	
		26 septembre	Ouverture de l'enquête du N.K.V.D.	30 septembre	Verdict du Tribunal Militaire de Nuremberg qui ne retient pas le meurtre de Katyn à charge contre les criminels de guerre nazis.
1942				1951	
5 janvier	Création à Moscou du Parti Ouvrier Polonais.			18 septembre	Création de la Commission Spéciale américaine d'enquête sur Katyn.
1942-1943	Organisation en U.R.S.S. des Gardes populaires qui deviendront l'Armée populaire (A.L.), groupe de résistance communiste sur le territoire polonais, puis de l'armée de Berling.	1944		1956	
Juillet	Début de l'évacuation de l'Armée d'Anders en Iran.	1 ^{er} janvier	Constitution à Varsovie du Conseil National de l'Intérieur communiste dont quelques membres entreront en juillet dans le futur Comité		XX ^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et rapport Khrouchtchev. Octobre polonais. Gomulka et Kroutchtchev auraient-ils pu crever l'abcès de Katyn ?





1972

Ouverture des archives britanniques révélatrices de la conviction du gouvernement de Sa Gracieuse Majesté concernant la culpabilité soviétique à Katyn.

1977

Passage à l'Ouest d'instructions de la censure polonaise, notamment concernant Katyn.

1980

Quarantième anniversaire du drame de Katyn. Des dissidents soviétiques déclarent que le meurtre fut commis par le N.K.V.D. Nombreuses manifestations en Pologne et à l'étranger.

1981

"Solidarité" réclame la vérité sur Katyn et obtient une réforme de l'enseignement de l'histoire ouvrant la voie à l'étude de Katyn dans le contexte des "circonstances de la rupture par l'Union Soviétique des relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en 1943".

1987

Mikhail Gorbatchev et le général Jaruzelski décident la création d'une Commission mixte d'historiens polonais et soviétiques chargée d'étudier les "tâches blanches" de l'histoire des deux pays, notamment Katyn.

1989

7 mars

Le gouvernement polonais, par la voix de son porte-parole, reconnaît que tout implique la culpabilité du N.K.V.D. dans le crime de Katyn.

6 et 11 août

Les Soviétiques reconnaissent la culpabilité du N.K.V.D. par voie de presse, dans *Moskovskije Novosti* - édition russe et éditions internationales.

12 octobre

Le procureur général de Pologne, sous le premier gouvernement non-communiste d'après-guerre du représentant catholique de "Solidarité", Tadeusz Mazowiecki, a officiellement demandé à son homologue soviétique d'ouvrir une enquête sur le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn. Pour le magistrat polonais, ce massacre "revêt le caractère d'un crime contre l'humanité et il ne saurait y avoir prescription". C'est de "crime contre l'humanité", en effet, que le procureur Roudenko, au nom de l'Union Soviétique, avait accusé les Nazis à Nuremberg lorsqu'il les avait chargés du crime de Katyn - chef d'accusation qui n'avait pas été retenu contre eux par la Cour.

COLLECTION 1

Photos des généraux et officiers assassinés après avoir été transportés hors des camps de Kozielsk, Ostaszkow et Starobielsk, portés disparus après le 17 septembre 1939 dans les territoires occupés par l'URSS ou disparus par la suite dans les camps et les prisons soviétiques.

- 1 Fonctionnaire de la Police d'Etat Michal Adamczyk détenu à Ostaszkow.
- 2 Sous-lieutenant de réserve, Zbigniew Antonowicz, fonctionnaire détenu à Kozielsk.
- 3 Sous-lieutenant de réserve Joachim Arcimionek, juriste disparu après le 17 sept. 39.
- 4 Lieutenant Michal Burbelka détenu à Kozielsk.
- 5 Sous-lieutenant de réserve Stanislaw Bienkowski, instituteur détenu à Kozielsk.
- 6 Capitaine Jozef Baran-Bilewski sportif, membre de l'équipe olympique détenu à Kozielsk.
- 7 Lieutenant Michal Benesch (assis parmi ses subordonnés) juge détenu à Kozielsk.
- 8 Aspirant Aleskander Bicz (premier à droite) enseignant détenu à Kozielsk.
- 9 Sous-lieutenant de réserve Roman Baranowski, employé de banque détenu à Kozielsk.
- 10 Sous-lieutenant Edward Boehm détenu à Starobielsk.
- 11 Tableau des résultats scolaires du capitaine de cavalerie Jan Brzezanski (pas de photo retrouvée) détenu à Starobielsk.
- 12 Diplôme militaire du capitaine de cavalerie Jan Brzezanski.
- 13 Lieutenant Mieczyslaw Bielen détenu à Starobielsk.
- 14 Lieutenant Antoni Chamski détenu à Kozielsk.
- 15 Lieutenant Piotr Chamski procureur détenu à Starobielsk.
- 16 Capitaine Ludwik Cisowski détenu à Starobielsk.
- 17 Sous-lieutenant de réserve Antoni Czerniak, enseignant détenu à Kozielsk.
- 18 Fonctionnaire de la Police d'Etat Ludwik Chudzik détenu à Ostaszkow.
- 19 Sous-lieutenant de réserve Ryszard Chojnacki, enseignant détenu à Starobielsk.
- 20 Capitaine Romuald Drozdowski détenu à Kozielsk.
- 21 Lieutenant-colonel Jan Dunin-Brzezinski détenu à Starobielsk.
- 22 Lieutenant de réserve Roman Dniestrzanski, enseignant détenu à Kozielsk.
- 22 (bis) Sous-lieutenant de réserve Olgierd Druhowino, ingénieur détenu à Kozielsk.
- 23 Lieutenant de réserve Wacław Demecki, médecin détenu à Starobielsk.
- 24 Sous-lieutenant de réserve Stefan Erchard, directeur d'école détenu à Starobielsk.
- 25 Lieutenant Tadeusz Fusiecki fonctionnaire détenu à Starobielsk.
- 26 Lieutenant de réserve Władysław Fernych, propriétaire terrien, animateur d'association d'utilité publique porté disparu après le 17 sept. 39 à Brzesc sur Bug.
- 27 Fonctionnaire de la Police d'Etat Władysław Godlewski détenu à Ostaszkow.
- 28 Edmund Golawski, procureur détenu à Kozielsk.
- 29 Sous-lieutenant de réserve Konstanty Grabowski, enseignant détenu à Kozielsk.
- 30 Commandant Feliks Guttakowski détenu à Starobielsk.
- 31 Lieutenant Cezary Grabowski disparu après le 17 sept. 1939.
- 32 Lieutenant Kazimierz Grabowski enseignant détenu à Kozielsk.
- 33 Lieutenant Julian Gruner (à gauche), médecin, membre de l'équipe olympique détenu à Starobielsk.
- 34 Capitaine Mieczysław Ganter médecin pharmacologue détenu à Ostaszkow.
- 35 Fonctionnaire de la Police d'Etat Konstanty disparu après le 17 sept. 1939.
- 36 Commandant Alojzy Hein fonctionnaire détenu à Starobielsk.
- 37 Lieutenant Edward Jablecki détenu à Starobielsk.
- 38 Sous-lieutenant Antoni Jakubowski détenu à Kozielsk.



- 39 Lieutenant Jerzy Jaxa-Bakowski
détenu à Starobielsk.
- 40 Fonctionnaire de la Police d'Etat
Jan Janczura
détenu à Ostaszow.
- 41 Sous-lieutenant Jozef Jaworski,
juge
détenu à Starobielsk.
- 42 Sous-lieutenant de réserve
Wladyslaw Jakubowski,
enseignant
détenu à Kozielsk.
- 43 Capitaine Jan Moroz
détenu à Kozielsk.
- 44 Lieutenant de réserve
Eugeniusz Kucewicz,
fonctionnaire
détenu à Kozielsk.
- 45 Capitaine de réserve Jozef Krol (à droite),
fonctionnaire
détenu à Kozielsk.
- 46 Sous-lieutenant de réserve
Wlodzimierz Kasprzyk,
ingénieur
détenu à Starobielsk.
- 47 Lieutenant de réserve
Franciszczko Koziel,
enseignant,
animateur d'associations
éducatives
détenu à Kozielsk.
- 48 Capitaine Jan Konoplicki
professeur à l'Ecole
des sous-officiers de réserve d'Artillerie
détenu à Kozielsk.
- 49 Colonel Jozef Kutyba
détenu à Kozielsk.
- 50 Sous-lieutenant de réserve
Karol Krol, enseignant
détenu à Kozielsk.
- 51 Sous-lieutenant de réserve
Bronislaw Kluza, enseignant
détenu à Kozielsk.
- 52 Lieutenant Jozef Kulesza (à droite)
détenu à Starobielsk.
- 53 Sous-lieutenant de réserve
Edward Kawecki, enseignant
détenu à Starobielsk.
- 54 Lieutenant de réserve
Zygmunt Kierkowski, enseignant
détenu à Starobielsk.
- 55 Carte postale expédiée de Starobielsk
par le lieutenant Kierkowski
à sa femme, Ludmila Kierkowska.
- 56 Lieutenant Zygmunt Krajewski
agronome
détenu à Kozielsk.
- 57 Lieutenant Jan Kowslazyk
enseignant
détenu à Kozielsk.



- 58 Lieutenant Marian Korczak (à gauche)
détenu à Kozielsk.
- 59 Commissaire principal de la Police
d'Etat Boleslaw Kusinski (flèche)
détenu à Ostaszow.
- 60 Sous-lieutenant de réserve
Boleslaw Kostyra-Kostyrzewski,
fonctionnaire
détenu à Kozielsk.
- 61 Lieutenant Jozef Krzeminski
détenu à Kozielsk.
- 62 Sous-lieutenant de réserve
Michal Koziorowski,
économiste
détenu à Kozielsk.
- 63 Lieutenant de réserve
Adam Lutoborski
détenu à Kozielsk.
- 64 Sous-lieutenant pilote
Mme Janina Lewandowska
détenue à Kozielsk.
- 65 Photo de mariage du sous-lieutenant
pilote Janina Lewandowska (1939).
- 66 Lieutenant Tadeusz Lewi
(dessin réalisé durant le séjour au camp
et envoyé en Pologne)
détenu à Starobielsk.
- 67 Colonel Konstanty Lisowski
juge militaire
détenu à Kozielsk.
- 68 Sous-lieutenant Adam Lachowski
détenu à Kozielsk.
- 69 Commandant Leopold Lojek
médecin
détenu à Kozielsk.
- 70 Commandant Adam Maresch
détenu à Starobielsk.
- 71 Lieutenant de réserve
Wladyslaw Malozewski,
propriétaire terrien
détenu à Kozielsk.
- 72 Commandant Kazimierz Mrozinski
détenu à Starobielsk.
- 73 Commandant Jozef Mika
détenu à Starobielsk.
- 74 Sous-lieutenant de réserve
Tadeusz Mazowiecki, journaliste
détenu à Kozielsk.
- 75 Capitaine de cavalerie
Stanislaw Mezyk
détenu à Kozielsk.
- 76 Lieutenant Wacław Miks
médecin
détenu à Starobielsk.
- 77 Colonel Felicjan Madeyski
détenu à Kozielsk.
- 78 Brigadier de la Police d'Etat
Michal Nastarowicz
détenu à Ostaszow.
- 79 Sous-lieutenant de réserve
Damian Majewski, juriste
(deuxième à partir de la droite)
détenu à Starobielsk.
- 80 Lieutenant de réserve
Wiktor Młodnicki, fonctionnaire
détenu à Kozielsk.
- 81 Lieutenant de réserve
Zygmunt Mitera (à droite),
scientifique, géologue
détenu à Starobielsk.

- 82 Stanislaw Maszewski
pharmacologue
détenu à Starobielsk.
- 83 Jan Oczkowski
détenu à Ostaszko.
- 84 Capitaine Edmund Opielinski
détenu à Kozielsk.
- 85 Capitaine Tadeusz Pszonczak
détenu à Starobielsk.
- 86 Capitaine Roman Peszka
détenu à Kozielsk.
- 87 De Kozielsk, le capitaine Peszko a adressé
une lettre à ses quatre enfants,
le 30 janvier 1940. De gauche à droite :
Adam (14 ans), Maria (12 ans), Stanislaw
(10 ans) et Maciej (8 ans)..
- 88 Caporal Franciszek Pirog
disparu après le 17 sept. 1939.
- 89 Lieutenant de réserve
Mieczyslaw Proskurnicki,
enseignant
détenu à Kozielsk.
- 90 Lieutenant Wiktor Pawelec,
ingénieur
détenu à Kozielsk.
- 91 Colonel Jan Pioro
médecin
détenu à Starobielsk.
- 92 Capitaine de cavalerie de réserve
Jerzy Rudzinski, fonctionnaire
détenu à Kozielsk.
- 93 Sous-lieutenant Jan Rybicki
détenu à Kozielsk.
- 94 Lieutenant Jozef Swiderski
détenu à Starobielsk.
- 95 Lieutenant Jozef Skoczylas
détenu à Kozielsk.
- 96 Sous-lieutenant de réserve
Stefan Stefanoff,
ingénieur
détenu à Starobielsk.
- 97 Sous-lieutenant de réserve
Jan Scipio del Campo, architecte
détenu à Starobielsk.
- 98 Sous-lieutenant de réserve
Zygmunt Skorupa-Visniowski,
médecin
détenu à Kozielsk.
- 99 Sous-lieutenant de réserve
Mieczyslaw Seweryn, enseignant
détenu à Kozielsk.
- 100 Capitaine de cavalerie
Waclaw Skrodzki
détenu à Starobielsk.
- 101 Commandant Stanislaw Stawarz
détenu à Kozielsk.
- 102 Capitaine Stanislaw Sacha
détenu à Starobielsk.



- 103 Lieutenant Zdzislaw Sukiennik
détenu à Kozielsk.
- 104 Sous-lieutenant de réserve
Bogumil Sutarski
fonctionnaire
détenu à Starobielsk.
- 105 Commandant Bronislaw Studnicki
détenu à Kozielsk.
- 106 Lieutenant-colonel de réserve
Zygmunt Szantoch,
professeur à l'Université Jagellon
détenu à Starobielsk.
- 107 Lieutenant de réserve
Roman Siekanski, enseignant
détenu à Starobielsk.
- 108 Sous-lieutenant de réserve Tadeusz Szafer
détenu à Starobielsk.
- 109 Lieutenant de réserve (armement)
Tadeusz Tucholski, chercheur
détenu à Kozielsk.
- 110 Colonel Alojzy Wir-Konas
détenu à Kozielsk.
- 111 Capitaine Marian Wronka
détenu à Kozielsk.
- 112 Lieutenant pilote Walenty Wichlinski
détenu à Kozielsk.
- 113 Sous-lieutenant de réserve
Kazimierz Wegenke
détenu à Kozielsk.



114 Sous-lieutenant de réserve
Mieczyslaw Wygoda, étudiant
détenu à Starobielsk.

115 Sous-lieutenant Adam Wisniewski
détenu à Kozielsk.

116 Capitaine Jakub Wajda
détenu à Starobielsk.

117 Lieutenant Adam Wasko
disparu après le 17 sept. 1939.

118 Sous-lieutenant de réserve
Piotr Weber, ingénieur
détenu à Starobielsk.

119 Sous-lieutenant Kazimierz Wyrobek
détenu à Kozielsk.

120 Capitaine
Tadeusz Weryha-Darowski,
professeur au Centre
de Formation des Blindés
détenu à Starobielsk.

121 Lieutenant de réserve
Stefan Zaworotnik,
enseignant
détenu à Starobielsk.

122 Sous-lieutenant de réserve
Jerzy Zaworotnik,
fonctionnaire
détenu à Kozielsk.

123 Père Jan Leon Ziolkowski,
aumonier
détenu à Kozielsk.

124 Commandant de réserve
Marcin Zielinski
professeur de médecine
détenu à Kozielsk.

125 Lieutenant de réserve
Tadeusz Zimniak, fonctionnaire
détenu à Kozielsk.

126 Sous-lieutenant de réserve
Włodzimierz Zwierko, juriste
détenu à Starobielsk.

127 Capitaine Jan Zawadowski
détenu à Starobielsk.

128 Capitaine Jozef Zalopianski
détenu à Starobielsk.

129 Commandant Antoni Zarski (à droite)
Commandant Tadeusz Florczak
(à gauche)
détenus à Kozielsk.

130 Capitaine de réserve
Jan Zolkiewski, avocat
détenu à Starobielsk.

Généraux

131 Général de brigade
Leon Billewicz
détenu à Starobielsk.

132 Général de brigade
Stanislaw Bulak-Balachowicz
(au premier rang, centre)
disparu après le 17 sept. 1939.

133 Général de brigade
Aleksander Czcheidze
assassiné par le NKVD en 1941.

134 Contre-amiral Xawery Czernicki
détenu à Kozielsk.

135 Général de division
Kazimierz Dzierzanowski
assassiné par le NKVD à Lwow en
1939.

136 Général de division
Stanislaw Haller
détenu à Starobielsk.

137 Général de division
Władyslaw Jung
assassiné en prison à Lwow en 1940.

138 Général de division
Mieczyslaw Linde
assassiné à Lwow en 1940.

139 Général de division
Juliusz Tarnawa-Malczewski
disparu après avoir été arrêté par le
NKVD à Lwow en 1940.

140 Général de division
Henryk Minkiewicz-Odrowaz
détenu à Kozielsk.

141 Général de brigade
Konstanty Olszyna-Wilczynski
assassiné par des soldats soviétiques
près de Sopockinie en septembre 1939.

- 142 Général de division Rudolf Prich disparu après le 17 sept. 1939.
- 143 Général de brigade détenu à Starobielsk.
- 144 Général de brigade Franciszek Sikorski (debout troisième à partir de la gauche) détenu à Starobielsk.
- 145 Général de brigade Leonard Skierski détenu à Starobielsk.
- 146 Général de brigade Piotr Skuratowicz détenu à Starobielsk.
- 147 Général de brigade détenu à Kozielsk.
- 148 Général de division Stefan Suszynski mort dans un camp proche de Karaganda, déporté par le NKVD en 1940.
- 149 Général de brigade mort en prison à Lwow après avoir été arrêté par le NKVD en 1940.
- 150 Général de brigade Mariusz Zaruski mort en prison à Kherson, après avoir été arrêté par le NKVD en 1940.

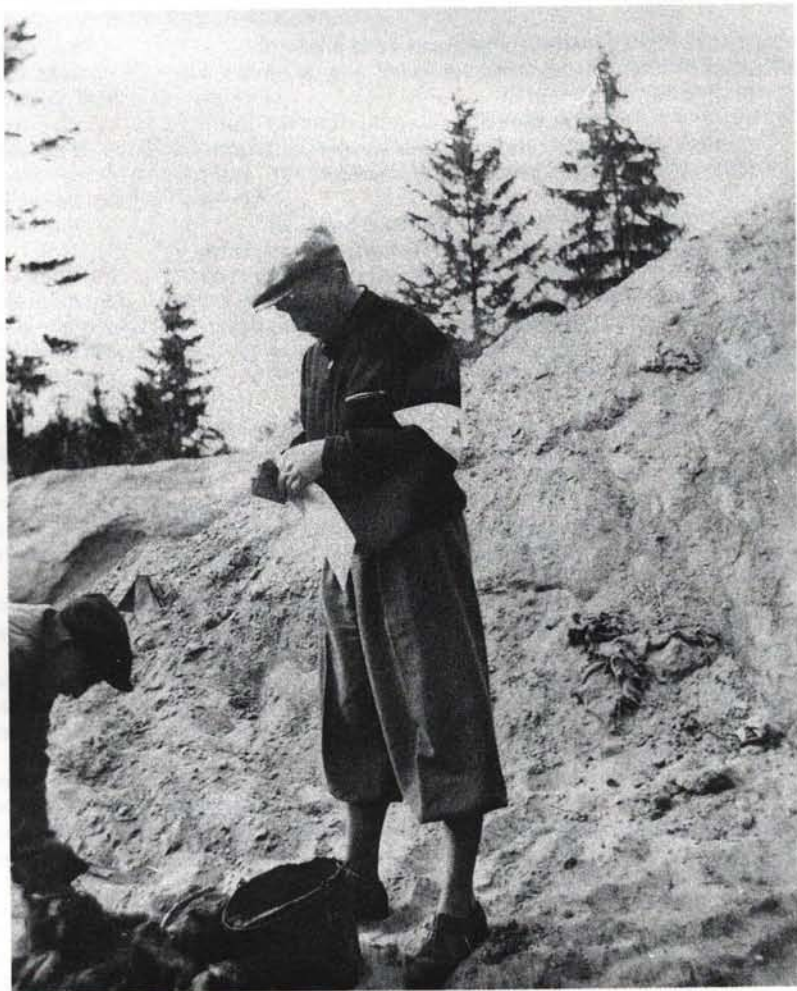
COLLECTION 2

Photos illustrant la coopération germano-soviétique dans les années 1939-1940, le crime de Katyn et l'exhumation des corps, lors de la première opération en 1943, puis de la seconde en 1943-44. La collection compte 70 photos, classées en deux chapitres : "Frappés dans le dos" (1 à 30) et "Crime" (31 à 70).

Frappés dans le dos

- 1 La poignée de main de Joseph Staline et Joachim von Ribbentrop ministre des Affaires étrangères du III^e Reich a décidé le quatrième partage de la Pologne en 1939.
- 2 Nuit du 23 au 24 août 1939 : signature à Moscou du pacte de non-agression germano-soviétique, connu, du nom des ministres signataires, comme pacte Ribbentrop-Molotov. La photo montre Ribbentrop au moment de la signature.
- 3 Viatcheslav Molotov, ministre des Affaires étrangères de Staline, signe à son tour.
- 4 La ligne noire sur la carte marque la délimitation des zones d'intérêts que se partagent Hitler et Staline, aux termes d'un protocole secret signé le 28 septembre 1939. Les signatures de Staline et de Ribbentrop sont parfaitement lisibles.
- 5 Les alliés de 1939, soldats soviétiques et allemands.
- 6 Officiers soviétiques et allemands.
- 7 La coopération commencée en 1939 entre le III^e Reich et Staline s'améliorait chaque mois davantage...
- 8 ...et chaque action des "alliés" allemands trouvait une explication différente. Le document reproduit ici évoque la crainte d'une agression de la Grande-Bretagne et de la France.
- 9 La presse clandestine polonaise commente l'amitié soviéto-allemande.
- 10 Les forces soviétiques ont fait prisonniers plus de 200 000 officiers soldats et policiers polonais.
- 11 Ils devaient aller à pied ou prendre le train...
- 12 ... et au bout du chemin les camps de prisonniers les attendaient. Les prisonniers, passés des mains de l'Armée Rouge à celles du NKVD, ont été placés dans plus de 130 camps.
- 13 Stanislaw Westwalewicz était parmi les Polonais faits prisonniers par les Soviétiques. Il a survécu, il vit à ... Il a réussi à sauver quelques dessins faits à l'époque...
- 14 Voici un camp de Kozielszczyzna.
- 15 Le camp de Kozielszczyzna.

- 16 Une partie des détenus de Kozielszczyzna a été transportée au camp de Kozielsk.
- 17 Prisonniers à Kozielsk, dessin de Stanislaw Westwalewicz.
- 18 Le camp de Kozielsk avait été installé dans un ancien couvent.
- 19 Plan du camp de Kozielsk. Les noms des places - Place de la Misère, Cirque, etc. ont été inventés par les détenus qui y avaient été installés en octobre-novembre 1939 et y étaient restés jusqu'à l'évacuation du camp.
- 20 Pendant le voyage vers les camps, les officiers polonais lançaient des trains de messages écrits avec des renseignements sur leur sort.
- 21 "J'espère revenir bientôt", écrivait Pawel Chamski.
- 22 "Nous craignons que vous ne soyez dans une situation pire que la nôtre", écrivait de Starobielsk à sa famille le général Franciszek Sikorski.
- 23 Extrait d'une autre lettre du général Sikorski.
- 24 "Je suis détenu par les Soviétiques, en bonne santé et confiant dans l'avenir" disait à ses proches le commandant Alojzy Hein durant le voyage vers Starobielsk.
- 25 "Je ne sais pas quand je reviendrai à la maison", regrettait dans un message de Kozielsk le commandant Antoni Zarski.
- 26 Certains officiers envoyaient des télégrammes à leurs familles pour les informer de leur sort. Quand ils expédiaient leur dépêche le 2 avril 1940, les lieutenants Lassota et Jura ignoraient complètement qu'ils devraient rapidement quitter Starobielsk pour être remis aux bourreaux du NKVD.
- 27 Dernière lettre de Starobielsk (nom de l'auteur inconnu).
- 28 "Cher Papa! Où es-tu? Ecris-nous, nous sommes tristes..." - ces mots écrits par le fils du lieutenant Włodzimierz Ebrenkrautz ne devaient jamais lui parvenir. L'officier a été transporté de Kozielsk à Katyn en avril 1940.
- 29 ...désormais le courrier qui lui était adressé revenait à sa famille à Siedlce, muni du cachet "retour à l'envoyeur".
- 30 En 1941 - après l'établissement de relations diplomatiques entre le gouvernement polonais installé à Londres et le gouvernement soviétique - Les recherches avaient continué pour tenter de retrouver plus de 15 000 officiers polonais des camps de Kozielsk, Starobielsk et Ostaszkow qui ont cessé d'envoyer des lettres en mai 1940. "L'adresse du général reste pour le moment inconnue. Nous vous informerons", disait une dépêche



- adressée à l'épouse du général Sikorski par le général Bohusz.
- 31 L'équipe des ouvriers du bâtiment du train allemand "Bauzug 2005", qui comprenait des Polonais de la région de Poznan. La photo a été prise en été de 1941. Quelques mois plus tard, ces ouvriers ont été les premiers à déterrer des corps d'officiers polonais à Katyn, mais à l'époque les autorités allemandes ne s'y étaient pas intéressés.
- 32 Le 13 avril 1943 la radio allemande, et ensuite des radios du monde entier et de nombreux journaux, ont annoncé que des tombes d'officiers polonais avaient été retrouvées dans la région de Smolensk. Le quotidien "Ilustrowany Kurjer polski", paraissant à Varsovie sous l'occupation allemande, a publié des photos prises sur les lieux du crime.
- 33 Première fosse commune découverte à Katyn. Elle contenait plus de 2 000 corps
- 34 Travaux sur la fosse suivante.
- 35 Les habitants des villages environnants ont été employés pour déterrer les corps.
- 36 Chaque corps était emporté sur un brancard pour un premier examen destiné à établir l'identité du mort.
- 37 Katyn, avril 1943.
- 38 Katyn, avril 1943. Une nouvelle fosse livre son secret.
- 39 Le corps de ce commandant n'a pu être identifié, car il ne portait sur lui aucun document, aucune note écrite.
- 40 Corps du général Bronislaw Bohaterewicz, extrait de la fosse de la mort.
- 41 De nombreux officiers assassinés avaient les mains liées de cette manière.
- 42 Sur les corps des victimes on trouvait documents d'identité, distinctions, argent chaînettes et médaillons.
- 43 Un de ces médaillons représentait la Vierge avec l'Enfant Jésus.
- 44 Délégation de la Croix Rouge Polonaise à Katyn.
- 45 Certaines fosses étaient ouvertes par des Soviétiques, faits prisonniers dans les environs de Smolensk.
- 46 Le chanoine Jasinski célèbre un office pour les morts à Katyn.
- 47 Délégation de la Croix Rouge Polonaise à Katyn, avril 1943.
- 48 Dans certaines fosses, les cadavres étaient jetés dans le désordre, dans d'autres, placés serrés les uns contre les autres. 50 ans plus tard on découvrirait qu'une partie des victimes avaient été tuées à Katyn même et que d'autres prisonniers avaient été apportés morts de Smolensk après avoir été tués par balles au sous-sol du Siège du NKVD.
- 49 Des représentants de la Croix Rouge Polonaise examinent une des victimes.
- 50 L'exhumation doit commencer dans un instant...
- 51 Les tables ayant servi à l'exhumation et à l'identification des corps.
- 52 Des médecins venus d'une douzaine de pays ont examiné les victimes de Katyn. Ici, le professeur Orsos, de Budapest, examine un corps exhumé.
- 53-54-55 Les experts au travail.
- 56 Des représentants de la presse ont également été invités à se rendre à Katyn.
- 57 Les journalistes ont pu examiner les documents trouvés sur des corps qui venaient d'être exhumés.
- 58 Le professeur Gerhard Buhtz (en uniforme de la Wehrmacht), spécialiste de la médecine légale, dirigeait à Katyn les travaux d'exhumation et d'identification. Ici, il rencontre les représentants de la Croix Rouge Polonaise.
- 59 On amenait à Katyn des soldats allemands pour leur montrer les lieux du crime...
- 60 On y amenait également des officiers alliés détenus en 1943 par les Allemands.
- 61 Exhumés et identifiés, les corps des généraux Mieczyslaw Smorawinski et Bronislaw Bohaterewicz ont été placés dans des cercueils.
- 62 Les tombes des généraux Smorawinski et Bohaterewicz, avril 1943.
- 63 Remise en état des fosses où les corps des officiers ont été replacés à l'issue de l'exhumation. En arrière-plan deux tombes de généraux.
- 64 Groupe de Polonais, dont les noms n'ont pu être retrouvés, photographiés à Katyn, devant les tombes. Vraisemblablement il s'agit de personnes ayant participé à l'exhumation et à l'identification des corps ainsi qu'à l'aménagement des tombes collectives.
- 65 Dessin de 1943 représentant la scène du meurtre telle que la propagande allemande pensait la reconstituer à l'époque.
- 66 Corps d'officiers polonais exhumés des tombes de Katyn dans la deuxième moitié de 1943 et filmés... en janvier 1944. A ce moment-là, la forêt de Katyn accueillait une commission soviétique dirigée par Nikolai Bourdenko. Les travaux de la commission ont abouti en janvier 1944 à la publication d'un communiqué affirmant que le crime commis à l'encontre de prisonniers de guerre polonais l'avait été par "les envahisseurs fascistes allemands, réalisant systématiquement leur politique de destruction physique des nations slaves". Les photos présentées ici viennent d'un film de propagande soviétique réalisé pendant les travaux de la commission à Katyn. Ce film que nous présentons a été projeté en 1944-45 en URSS et en Pologne. Personne n'a été capable d'expliquer pourquoi pendant l'exhumation de nombreux crânes avaient été détachés des corps et présentés ensuite par le professeur Nikolai Bourdenko à de nombreux journalistes étrangers invités à Katyn.
- 67 Les soldats soviétiques sortent un nouveau cadavre de la fosse.
- 68 Le professeur Bourdenko pendant l'exhumation.
- 69 Le professeur Bourdenko avec des journalistes étrangers.
- 70 Crânes des victimes du crime de Katyn.



COLLECTION 3

Monuments, plaques commémoratives et cérémonies concernant l'affaire de Katyn, personnalités qui s'en sont occupées, défilé à Katyn en janvier 1944 et documents remis à la Pologne par l'URSS en avril 1990.

La collection compte 80 photos (n° 71 à 150), divisées en deux chapitres : "Mémoire" (71-140) et "Mensonge, début et fin" (141-150).

Mémoire

71 Andrzej Pitynski, sculpteur vivant depuis plusieurs années à New York, alors qu'il travaille sur la sculpture "Avenger" (Vengeur).

72 "Avenger" au cimetière de Dolylestown (Etats-Unis)...

73 ... et la plaque commémorative du massacre de Katyn scellée dans le socle du monument.

74 Andrzej Pitynski lors de la préparation du projet du monument de Katyn.

75 Maquette du monument dédié au massacre de Katyn et aux Polonais déportés en Sibérie (deux photos).

76 Comité d'honneur à côté du socle du monument de Katyn (New Jersey, dans la région de New-York). Dans le fond on aperçoit les gratte-ciel de Manhattan.

77 Monument de Katyn à Johannesburg (Afrique du Sud).

78 Monument de Katyn à Londres.

79 Monument de Katyn à Adelaide (Australie).

80 Monument de Katyn à Stockholm.

81 Pendant de longues années le monument érigé dans la forêt de Katyn portait cette inscription mensongère, informant les visiteurs que les auteurs du crime sont les nazis. Fin mars ou début avril 1990, cette inscription a été supprimée...

82 Le monument, préparé en secret, avait été érigé au cimetière Na Powazkach à Varsovie le 31 juillet 1981. Dans la nuit, il avait été volé par des fonctionnaires de la police politique de l'époque (SB). Le monument a été rapporté au cimetière dans la nuit du 5 au 6 août 1989. Les auteurs du vol n'ont pas été identifiés, en dépit d'une longue enquête...

83 A la place du monument volé dans ce que l'on appelle "la Vallée de Katyn", il a été décidé, à la suite d'un concours, d'ériger un monument créé par deux sculpteurs connus, Pastwa et Myjak...

84 ... mais après sa réalisation, ces derniers n'ont pas accepté d'y faire figurer une inscription ordonnée par les autorités municipales de Varsovie - "Aux soldats polonais - victimes du fascisme hitlérien reposant dans la terre de Katyn". Le monument est toujours dans un dépôt.

85 Le puits de la Place du Marché à Cracovie, auquel un homme de 70 ans, Wlenty Badylak, s'est enchaîné le 21 mars 1980, avant de s'immoler par le feu. Sur sa poitrine, il a accroché un petit tableau sur lequel il avait écrit "pour Katyn".

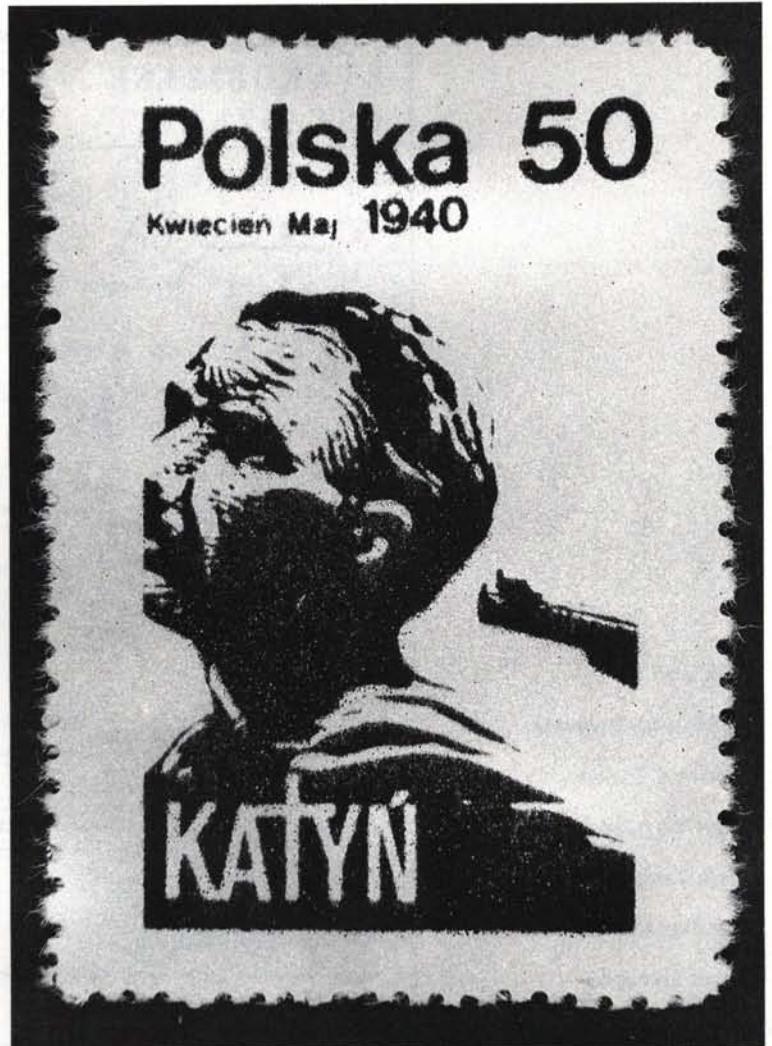
- 86 Tombe symbolique du contre-amiral Xawery Czernicki au cimetière de Gdynia. Il a été interdit de rendre publics le lieu et la véritable date de sa mort...
- 87 Pendant plusieurs années des croix de bois étaient érigées à l'endroit d'où avait été volé le monument de la "Vallée de Katyn". Des cérémonies y étaient organisées sous le patronage du "Comité civique pour l'Erection d'un Monument de Katyn".
- 88 Cérémonies dans la "Vallée de Katyn" en 1983.
- 89 Janina Dawidowska-Borowa a pendant de nombreuses années décoré la "Vallée de Katyn" avec des fleurs et des rubans. Elle continue à s'occuper de cet endroit.
- 90 Le 6 décembre 1981, Stefan Melak, du Comité civique pour la construction d'un monument aux victimes du crime de Katyn, plante sa pelle dans la terre de la "Vallée de Katyn" afin d'y enfouir l'acte d'érection du monument que l'on souhaite ériger en ce lieu. L'acte a été bientôt déterré et l'on a pas encore réussi à le retrouver. Stefan Melak a été interné le 13 décembre 1981 et a passé plus de dix mois en prison.
- 91 Ce monument s'élève depuis quelques années dans la "Vallée de Katyn" au cimetière de Varsovie Na Powazkach. Pendant plusieurs années la date de la mort des victimes y manquait, et les Varsoviens ajoutaient à la peinture noire "1940", alors que des "inconnus" la supprimaient dans la nuit. Officiellement, la date de 1940 est apparue pour la première fois en avril 1990.
- 92 La croix à Katyn, photo prise en 1980.
- 93 A Katyn, non loin de l'endroit où avaient été assassinés les officiers polonais, un monument a été érigé en mémoire de 500 prisonniers de guerre soviétiques fusillés dans la forêt. Selon les dernières recherches, une telle exécution n'avait pas eu lieu en mai 1943. En revanche, il a été possible de découvrir que depuis 1934 les fonctionnaires du NKVD de Smolensk apportaient à Katyn les corps de détenus tués dans sa prison ou qu'ils procédaient à des exécutions dans la forêt.
- 94 La croix de Katyn au cimetière Rakowiecki à Cracovie.
- 95 Affiche symbolique de l'Association des familles de Katyn de la Pologne méridionale.
- 96 "Notre-Dame de Katyn", gravure de Danuta Staszewska, distribuée illégalement durant de longues années en Pologne, sous forme de photos ou de photocopies, le plus souvent en avril, mois anniversaire du massacre.
- 97 C'est ainsi qu'un garçon de 10 ans s'imaginait le crime de Katyn. Pour ce dessin, il a reçu une bonne note à l'école.



- 98 Affiche, annonçant un office religieux à l'occasion de l'anniversaire du crime de Katyn. Pendant de nombreuses années, de telles affiches étaient arrachées par des "inconnus" et leurs auteurs étaient recherchés par la police politique (SB).
- 99 Photo provenant des archives de la police politique de Tarnow (à l'est de Cracovie). L'image, prise en avril 1985, montre Jan Gomola (gauche), Alina Szymiczek et Andrzej Fenrych qui s'apprentent à déposer des fleurs sur le tombeau du Soldat Inconnu à l'occasion de l'anniversaire du massacre de Katyn. Ils ont été reconnus coupables d'avoir organisé une manifestation illégale et renvoyés devant un tribunal de simple police. Jan Gomola est mort d'une crise cardiaque au tribunal. Les deux autres se sont vu infliger des amendes.
- 100 Procureur Roman Martini. En 1945, à la demande des autorités communistes polonaises, il a mené l'enquête sur l'affaire de Katyn. Il est mort assassiné en mars 1946 et certains historiens lient ce meurtre avec la découverte par Martini des véritables auteurs du crime et de documents confirmant la responsabilité des fonctionnaires du NKVD.
- 101 Jerzy Lojek, historien, écrivain et publiciste, fils d'un officier tué à Katyn. Auteur de livres édités sous le manteau sur l'agression polonaise contre la Pologne et sur le crime de Katyn. Mort

en 1986. Ses livres sur Katyn n'ont été publiés en Pologne qu'en 1989, encore avec des interventions de la censure.

- 102 Janusz Kazimierz Zawodny, auteur d'un des plus intéressants livres sur le crime de Katyn, "Death in the Forest". Pendant de longues années, ce livre figurait sur la liste des travaux qu'il était interdit d'introduire en Pologne. Publié récemment par les Editions Spotkania à Paris, son ouvrage rencontre un grand succès en Pologne.
- 103 Ryszard Bender avait été le premier député à la Diète à demander, devant le parlement, en mars 1987 que la lumière soit faite sur Katyn. "L'honneur de la nation polonaise l'exige", a-t-il dit.
- 104 Le père Stefan Niedzielak (à gauche) avait créé un sanctuaire à l'église St. Borromée à Varsovie, dédié aux victimes de Katyn. Il a été assassiné en janvier 1989. Les auteurs du meurtre n'ont pas été retrouvés, mais l'on sait que le prêtre avait reçu des lettres anonymes, le menaçant de mort pour son engagement dans la dénonciation du crime de Katyn.
- 105 Déjà sous l'occupation allemande, sur les listes des patriotes fusillés, victimes de la terreur allemande, les soldats de la Résistance polonaise rappelaient le crime de Katyn. Les Polonais n'avaient pas de doute quant à la responsabilité des fonctionnaires du NKVD.
- 106 Déjà en 1979, et par la suite de plus en plus souvent, y compris durant l'état de siège (1981-83), on fabriquait en Pologne, dans des conditions de clandestinité, des milliers de tracts, plaquettes et timbres qui devaient rappeler à la société le crime de Katyn, les citoyens polonais déportés et assassinés en URSS, Kozielsk, Ostaszkow et Starobielsk - les camps d'où les officiers qui s'y trouvaient encore en avril 1940 n'étaient jamais revenus.
Ces objets, préparés selon des techniques diverses et le plus souvent en nombre limité, sont aujourd'hui très recherchés par les collectionneurs, y compris à l'étranger...
- 107 Un tract publié en 1986 à Varsovie.
- 108 Les recettes de la vente des timbres allaient aux éditions clandestines "Nadzieja" espoir.
- 109 Timbre de 1984.
- 110 Timbre publié par Solidarité à Varsovie en 1985.
- 111 Ce timbre, également de 1985, faisait partie d'une "Série de la Mémoire Nationale".
- 112 Le timbre fait un rapprochement entre Katyn et Auschwitz.
- 113 Tract illégal de 1985, rappelant la date du crime et les noms de certains responsables du massacre.



- 114 Alexei Pamiatnykh, astrophysicien de Moscou...
- 115 ... et Stanislas Remuszko, journaliste de Varsovie, ont publié en 1989, dans plusieurs journaux polonais et soviétiques, une lettre demandant une explication officielle du crime "par égard pour le souvenir sacré de ceux qui sont morts, par égard pour nos enfants".
A partir d'octobre 1989, fonctionne en Pologne un Comité Historique Indépendant pour l'étude du crime de Katyn, créé à la demande de la Fédération des familles de Katyn. Le Comité, composé notamment d'historiens et de publicistes, développe des activités de recherche, d'information et d'édition, et propose une assistance compétente aux particuliers et aux institutions. Les membres du Comité ne reçoivent pas d'honoraires pour leur travail et leurs activités de recherche et d'information ne dépendent de personne.
Le Comité Historique Indépendant est composé de 11 personnes.
- 116 Bozena Lojek.
- 117 Cezary Chlebowski.
- 118 Andrzej Chmielarz.



- 119 Jacek Jackl.
- 120 Stanislaw M. Jankowski.
- 121 Andrzej K. Kunert.
- 122 Adam Macedonski.
- 123 Marek Tarczynski.
- 124 Jacek Trznadel.
- 125 Jędrzej Tucholski.
- 126 Wojciech Ziembinski.
- 127 L'une des nombreuses plaques commémoratives murées à Cracovie, ici à l'église Notre-Dame de Lourdes, rue des Missionnaires.
- 128 Plaque commémorative dédiée en avril 1989 aux victimes de Katyn. Cloître des pères Carmélites sur le Sable.
- 129 Plaque commémorative murée à l'Université des Jagellons dédiée au personnel de l'Université assassiné dans les camps soviétiques.
- 130 Affiche de l'exposition "Ils sont morts à Katyn" organisée par le Musée d'histoire de la photographie et la Société photographique de Cracovie.
- 131 Un extrait de l'exposition "Ils sont morts à Katyn" au Musée d'histoire de la photographie à Cracovie.
- 132 Exposition "Katyn 1940" organisée par l'Institut Katyn dans les bâtiments de la Polytechnique de Cracovie en avril 1990.
- 133 A l'entrée de l'exposition "Ils sont morts à Katyn" - seconde partie au Musée d'histoire de la photographie à Cracovie. Plus d'un demi million de visiteurs aux deux parties de l'exposition.
- 134 Le 28 avril 1990, ouverture à Cracovie de la seconde partie de l'exposition "Ils sont morts à Katyn".

- 135 Le père Leon Musielak était détenu à Kozielsk en 1940. Il a survécu. Il vit aujourd'hui à Szezyrk. Photo prise pendant la visite de l'exposition "Ils sont morts à Katyn".
- 136 Notre-Dame de Kozielsk, bois sculpté à Kozielsk, et emporté du camp. L'original se trouve actuellement à l'église polonaise de Londres.
- 137 Le père Zdzislaw Peszkowski était en 1940 détenu au camp de Kozielsk. Il a survécu. Il vit actuellement à Orchard Lake aux Etats-Unis. Pendant son séjour au camp - aujourd'hui redevenu monastère. En 1989, il en emporta deux planches, qui ont servi de matériau à la reproduction de Notre-Dame de Kozielsk.

CE LIVRET A ÉTÉ IMPRIMÉ À 3 000 EXEMPLAIRES POUR L'EXPOSITION "KATYN", ORGANISÉE PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE DU 7 JUIN AU 7 JUILLET 1990. CETTE EXPOSITION PRÉSENTE 300 PHOTOGRAPHIES INÉDITES DONT LES LÉGENDES SONT REPRODUITES DANS CE DOCUMENT. TROIS FILMS SONT ÉGALEMENT PROJETÉS.

- 138 Le Pape Jean-Paul II bénit la reproduction de Notre-Dame de Kozielsk apportée à Rome par le père Zdzislaw Peszkowski.
- 139 Tadeusz Mazowleski est le premier chef de gouvernement polonais à s'être rendu à Katyn pour honorer la mémoire des officiers polonais et prier pour eux à l'endroit de leur supplice.
- 140 Affiche informant de l'ouverture à Moscou de l'exposition "La tragédie polonaise", organisée conjointement par l'Association soviétique "Mémorial" et le Musée d'histoire de la photographie de Cracovie.
- 141 "Salut aux morts 1941", texte composé avec des pommes de pin sur un talus de neige sous une croix.
- 142 Soldats polonais — d'unités combattant avec l'Armée soviétique à l'époque — auprès de cette inscription, le 30 janvier 1941.
- 143 Leurs étendards.
- 144 Le colonel Aleksander Zawadski (à droite) communique au général Zygmunt Berling que le défilé est prêt.
- 145 Berling et Zawadski conduisent le défilé, saluant, la tombe couverte de couronnes mortuaires avec une inscription mensongère.
- 146 Près de 50 ans après le crime de Katyn, le professeur Natalia Lebedova a obtenu l'accord de Moscou pour examiner certains documents concernant le sort des officiers polonais faits prisonniers par les armées soviétiques en 1939 et envoyés dans des camps de prisonniers de guerre.
- 147 Cet ordre signifiait pour plus d'une dizaine de milliers d'officiers polonais un séjour au camp "en attendant..."
- 148 ... ou la libération et le renvoi à la maison.
- 149 Sous l'ordre, la signature du Commissaire, à l'intérieur Lavrenti Berii.
- 150 597 pages : ce sont les listes des officiers envoyés à la mort des camps d'Ostaszów et de Kozielsk entre le 1^{er} mars et le 5 mai 1940. Voici une page du document remis à la Pologne en avril 1990.

LES PHOTOS ET LES REPRODUCTIONS PRÉSENTÉES À L'EXPOSITION PROVIENNENT DES ARCHIVES DE L'INSTITUT KATYN DE POLOGNE ET DES COLLECTIONS DU COMITÉ HISTORIQUE INDÉPENDANT CHARGÉ DE RECHERCHE SUR LE CRIME DE KATYN. AUTEUR DES REPRODUCTIONS ET DES PHOTOS : JAN ZYCH.

1991

LE CRIME DE KATYN DANS LA CONSCIENCE NATIONALE DES POLONAIS

Aleksander Achmatowicz

Pourquoi les Soviétiques qui ont massacré 15 000 militaires polonais dans le bois de Katyn au printemps 1940 ont-ils voulu pendant des décennies faire porter la responsabilité du crime par les nazis ? Comprendre n'est pas seulement rétablir une des grandes falsifications de l'histoire, c'est un enjeu pour la conscience nationale polonaise.

Avril 1943. Quelque part en l'Union Soviétique. Conversation de deux officiers polonais venus se joindre à des communistes en train de former une nouvelle unité militaire constituée de Polonais : « Tu penses que c'est vrai ? — Peut-on croire ce qu'ils disent ? — Et si c'était vrai ? ».

C'est une séquence d'un feuilleton passé à la télévision polonaise en 1978. En regardant ce film (au cinéma, en version abrégée), un étranger n'en comprendrait pas grand-chose, car le sujet de la conversation n'est pas explicite. Pourtant, c'est précisément cette scène-là qui, à l'époque, avait bouleversé la Pologne entière. Tout spectateur adulte comprenait parfaitement que les deux officiers parlaient du crime de Katyn, c'est-à-dire du massacre au printemps 1940 par le NKVD d'environ 15 000 militaires polonais internés en automne 1939. Les « ils » dont la parole est mise en doute, ce sont

les Allemands qui venaient de découvrir les charniers.

Katyn est le seul lieu d'exécutions de militaires polonais découvert pendant la guerre. Les deux officiers du film étaient les camarades des victimes, ils avaient fait partie de la même armée, peut-être de la même garnison. Qui, parmi eux, fait prisonnier par les Soviétiques en septembre 1939, pouvait supposer qu'en se rendant il signait son arrêt de mort ? Le commandement de la défense de Lvov aurait pu déposer les armes devant la Wehrmacht : on a choisi l'Armée rouge qui venait de l'Est, parce que c'étaient « des Slaves, comme nous ».

○ L'ESSENTIEL SUR LE CRIME

Le 17 septembre 1940, jour du premier anniversaire de l'irruption des Soviétiques sur le territoire polonais, le journal de l'Armée rouge, *Krasnaïa Zvezda* (L'étoile rouge), publia les chiffres suivants : au cours des opérations de septembre 1939, on a fait 181 000 prisonniers dont environ 10 000 officiers. Le chercheur américain Janusz K. Zawodny retient des chiffres différents : 230 672 prisonniers, et si l'on prend en compte des hommes internés après la cessation des combats, 250 000. Les officiers furent groupés dans trois camps installés dans des couvents orthodoxes désaffectés : à Kozielsk (district de Kalus), à Starobielsk

ALEKSANDER ACHMATOWICZ

(district de Vorochilovgrad) et sur l'île du lac Seliger près d'Ostachkov (district de Kalinin). A Kozielsk et à Starobielsk, le nombre de prisonniers atteignait 4 500 pour chacun des deux camps, à Ostachkov 6 000 ; dans ce dernier camp, en plus des officiers étaient internés des policiers, des gardiens de prison, des membres de la gendarmerie militaire, du corps de la protection des frontières (KOP) et même des fonctionnaires civils. Au total, 15 000 personnes.

Les derniers signes de vie (des lettres à leurs familles) de ces hommes datent du mois de mars 1940. Pour plus de précision, ajoutons que dans chacun de ces camps le NKVD allait sélectionner quelques dizaines de personnes susceptibles, selon le Centre de Moscou, d'être soumises à une « rééducation idéologique » ou d'être utilisées d'une manière ou d'une autre. Celles-là furent transférées non vers les lieux d'exécution mais vers le camp de Pavlichtchev Bor puis à Griazoviets.

Le 13 avril 1943, *Radio Berlin* annonçait la découverte au lieu-dit Kosogory près de Gniezdovo, à 15 kilomètres au Nord-Est (erreur, c'est au Nord-Ouest) de Smolensk, de charniers où étaient enterrés des officiers polonais fusillés. Le nom de Katyn est entré en usage sans doute parce que, sur l'autre rive de Dniepr, existait un village de ce nom, siège, avant la révolution, des autorités communales. Pour être très précis, il faudrait parler du crime du bois de Katyn à Kosogory¹. Le déroulement des exécutions peut aujourd'hui être, en partie, reconstitué avec certitude. La reconstitution se fonde sur les relations des survivants de Pavlichtchev Bor et de Griazoviets, qui avaient assisté à la déportation de leurs camarades, sur celle du professeur Świaniewicz, le seul homme qui, transporté vers le lieu d'exécution, fut au dernier moment, déjà à la gare de Gniezdovo, écarté et amené à Smolensk puis à Moscou

pour de nouveaux interrogatoires au NKVD²; les matériaux essentiels de la reconstitution sont les cadavres mêmes et les objets trouvés sur eux lors de l'exhumation, et enregistrés dans les documents officiels allemands³.

La décision de liquider plusieurs milliers d'internés fut prise à la fin mars 1940, mais les préparatifs avaient dû être effectués bien avant cette date. On a formulé l'hypothèse selon laquelle elle aurait été arrêtée dès l'échec des négociations au sujet du renvoi des prisonniers polonais sur les territoires occupés par les Allemands. On ne peut cependant exclure que l'achèvement de la guerre de l'URSS avec la Finlande ait joué un rôle, en permettant d'ouvrir certaines lignes de chemin de fer aux convois des victimes. Le fait que les internés aient été fusillés loin des camps où ils avaient été retenus semble prouver que les lieux d'exécution avaient servi aux mêmes fins dès avant la guerre. Cette hypothèse se confirme en tout cas pour le bois de Katyn où dans les fosses communes se trouvent en grande quantité des victimes des répressions à l'époque de la collectivisation et de la Grande Purge (1937-1938)⁴.

La déportation des internés a commencé le 3 avril 1940 et elle a duré jusqu'au 13-14 mai. Chaque convoi (ils portaient tous les 3-4 jours) comprenait de 50 à 420 personnes ; ces chiffres sont confirmés tout au moins pour le camp de Kozielsk. On peut supposer que le personnel soviétique des camps ignorait le but de la déportation et ne faisait qu'exécuter les ordres. Durant le trajet, la surveillance était assurée par des unités spé-

2. Condamné à huit ans de camp de travail, il fut libéré en 1942, grâce aux démarches de l'ambassade polonaise à Moscou. Stanisław Świaniewicz, *W cieniu Katynia* (À l'ombre de Katyn), Paris, 1977.

3. *Amtliches Material zum Massenmord von Katyn*, Berlin, 1943. Les documents actuellement disponibles font supposer que ces objets ont été brûlés dans les entrepôts des chemins de fer de Dresde à l'arrivée de l'Armée rouge. Le bruit a couru cependant qu'une partie en aurait été préservée. *Zeszyty historyczne* (Cahiers d'histoire, Paris), 51, 1980.

4. Guennadi Javoronkov, « Taïny Katynskovo lesa » (Les mystères du bois de Katyn), *Moskovskie Novosti* (Les nouvelles de Moscou), 474 (32), 6 août 1989.

1. Détail savoureux : avant la Révolution, le bois de Katyn faisait partie du domaine de Borek, propriété d'un Polonais, Aleksander Lednicki, avocat à Moscou. Cet article a été rédigé à partir de matériaux réunis par Piotr Lysakowski (Varsovie).

ciales, tandis que l'exécution elle-même incombaît à un autre détachement de fonctionnaires du NKVD, spécialisés dans l'accomplissement des tâches de bourreaux. Ce qui prouve que le crime avait été organisé à la perfection.

Arrivés à la gare de Gniezdovo, les prisonniers montaient dans des voitures cellulaires (appelées en russe « corbeaux noirs ») où ils restaient enfermés dans des cellules surveillées de l'extérieur. Lors de l'exhumation en 1943, on a pu constater que certains cadavres avaient les mains liées avec des cordes, parfois des sacs de sciure de bois sur la tête. Sans doute ces hommes avaient-ils opposé de la résistance. Quant à l'exécution même, on sait avec certitude que les victimes étaient tuées d'une balle de pistolet dans l'arrière du crâne tirée à bout portant, probablement au travers du col relevé du manteau (pour éviter le giclement du sang et du cerveau). Il est frappant de constater que les cadavres étaient alignés dans les fosses par couches successives et dans un ordre qui n'était pas fortuit. On peut le déduire de la liste des corps exhumés et identifiés, si l'on tient compte de l'ordre de l'alphabet russe et du système de transcription des noms polonais. Ce qui amène à conclure que les victimes n'étaient pas tuées au bord de la fosse mais à l'écart, puis transportées par un commando qui déposait les corps dans la tombe conformément à des instructions précises. Une fois remplies, les tombes étaient recouvertes de sable et de gazon sur lequel on plantait de jeunes arbres. Les choses devaient se passer de la même manière là où étaient fusillés les prisonniers de Starobielsk et d'Ostachkov¹.

On peut aujourd'hui, au moins partiel-

lement, déceler les motifs de ce crime ; néanmoins, ils restent mystérieux. Les victimes étaient des prisonniers de guerre capturés au cours d'opérations militaires, de plus sur un territoire étranger, ils étaient donc protégés par la 4^e convention de La Haye de 1907 signée par 44 Etats dont la Russie de l'époque ; ils étaient également protégés par la convention de Genève de 1929 sur le traitement des prisonniers de guerre. L'ambiguïté de leur statut dans les camps soviétiques en hiver 1939-1940 n'y change rien. En effet, comme l'URSS avait envahi les territoires de la Pologne sans lui avoir déclaré la guerre, le mot d'ordre du commandement de l'armée polonaise était que, malgré tout, la Pologne n'était pas en guerre avec l'URSS. Il n'empêche que dans certaines énonciations soviétiques, il est question d'opérations communes avec l'armée allemande sur le territoire polonais, que dans des documents officiels les internés sont désignés comme prisonniers de guerre, etc. C'est l'état de fait qui décide s'il y a guerre ou pas, non la formule d'une déclaration officielle. L'assassinat des militaires polonais de trois camps de prisonniers constitue donc un crime de guerre, un crime auquel peut légitimement être appliqué le terme de génocide : dans les deux cas, il n'y a pas prescription. Le fait qu'au moment de le perpétrer l'URSS ne reconnaissait pas formellement la convention de La Haye importe peu et ne peut constituer une circonstance atténuante.

Le mécanisme décisionnel était le suivant : le NKVD formulait une proposition d'élimination physique d'un groupe de population donné et la décision était prise par les autorités supérieures selon l'opportunité politique du moment. Aujourd'hui, d'autres propositions de ce type restées sans suite, concernant des officiers polonais, sont connues, datant de mars 1941, donc un an après le crime de Katyn (il s'agissait de militaires internés en Lituanie et en Lettonie et interceptés par l'Armée rouge pendant été 1940).

1. Les prisonniers de Starobielsk auraient été exécutés à Dergatché, au Nord-Ouest de Kharkov, et dans d'autres lieux de la région ; ceux d'Ostachkov, dans les environs de la station de chemin de fer Bologoïe (entre Moscou et Leningrad) ; selon des bruits impossibles à vérifier, ils auraient péri en mer Blanche, les bâtiments qui les transportaient ayant été détruits ; notons que le lac Seliger fait partie du même ensemble de nappes d'eau que la mer Blanche et qu'il existe des témoignages selon lesquels c'est là que les barques transportant les prisonniers auraient sombré, bombardées au canon.

Voici les accusations qui étaient portées contre eux (aucune preuve n'est mentionnée) : « contre-révolutionnaires militants », agents ou participants de répressions, partisans déclarés du rétablissement d'un Etat polonais, ennemis de l'Union Soviétique. Les propositions du NKVD concernant les internés de Kozielsk, d'Ostachkov et de Starobielsk étaient sans doute motivées d'une façon similaire.

La responsabilité du crime de Katyn incombe donc à parts égales à l'appareil NKVD et aux autorités suprêmes de l'URSS.

○ KATYN ET LA POLITIQUE RÉPRESSIVE DE STALINE

Plusieurs lieux d'exécutions massives des années 1930 et 1940 ont été découverts : Kuropaty près de Minsk, Bykovnija près de Kiev, et bien d'autres ; on évalue à plusieurs centaines de milliers le nombre de personnes tuées en chacun de ces lieux. Les pertes en hommes de l'URSS à l'époque stalinienne atteignent des dizaines de millions. La détermination avec laquelle les Polonais réclament la vérité sur Katyn irrite des étrangers, et d'abord les Russes. Dans les charniers de Kosogory, on n'a trouvé « que 4 300 » corps. Un détail en comparaison du massacre des citoyens soviétiques ! Dans le bois de Katyn les autorités soviétiques ont érigé un monument à la mémoire de 150 000 prisonniers soviétiques qui y ont été assassinés (mais on ignore tout des documents concernant ce crime qui, en URSS, est attribué aux Allemands).

La nécropole macabre de Katyn n'est qu'une partie visible d'un immense iceberg dissimulé aux regards. Tout d'abord, ce n'est qu'un seul lieu parmi ceux où 15 000 internés des trois camps de prisonniers polonais ont été tués au printemps 1940. De plus, le crime de Katyn n'est qu'un maillon de la chaîne des répressions entreprises par l'URSS sur les territoires occupés en 1939.

Le nombre de personnes frappées par ces répressions au cours des deux premières années de la guerre est le plus souvent

évalué à 1 600 000, voire à plus de 2 millions. Les persécutions staliniennes se sont abattues sur les Polonais à un moment où leur vague en URSS retombait après les horreurs de la Grande Purge ; baisse passagère, consécutive à un certain affaiblissement du NKVD, lui-même victime de purges. Ce qui s'est passé sur les territoires polonais après le 17 septembre 1939 apparaît comme une brusque intensification des actions répressives. Les motivations citées plus haut, concernant l'élimination d'officiers polonais, prouveraient que ceux-ci n'étaient pas considérés comme des prisonniers de guerre étrangers, mais bien comme des citoyens soviétiques.

Des documents confidentiels du NKVD mis au jour après la guerre font état de catégories de la population polonaise désignées par le terme d'« éléments antisoviétiques ». D'après la note confidentielle n° 0054 de 1940 du commissaire à l'Intérieur de la RSS de Lituanie, rédigée sans doute sur le même modèle que celles qui concernaient la Biélorussie occidentale et l'Ukraine, sont compris dans cette catégorie : les membres de partis non communistes, des anarchistes aux trotskistes et aux partis de droite, les membres d'associations d'étudiants, d'organisations para-militaires et sportives, les gendarmes, policiers et personnels de prisons, les officiers de toutes les armes, les anciens volontaires des armées « blanches » du temps de la révolution russe, les réfugiés de guerre et réfugiés politiques, les anciens émigrés revenus au pays et les rapatriés, les représentants de firmes étrangères, employés des bureaux d'Etats étrangers et toute personne ayant des contacts avec l'étranger ou avec des ambassades ou consulats étrangers, les fonctionnaires à partir du rang de chef de service, les employés de la Croix-Rouge, les membres d'associations religieuses, les ecclésiastiques et le personnel d'Eglise ainsi que les « militants religieux », la ci-devant noblesse (!), les propriétaires terriens, commerçants, banquiers, industriels, propriétaires d'entreprises, d'hô-

tels et de restaurants¹. Bref, les couches moyennes et supérieures de la société, éléments potentiellement dirigeants. En Biélorussie et en Ukraine, étaient de plus déportés les colons militaires polonais, c'est-à-dire les vétérans récompensés par de la terre pour services rendus à la nation.

Les territoires de l'Est de la Pologne occupés en septembre 1939 par l'Armée rouge comptaient avant la guerre une population de plus de 13 millions d'habitants. Un million six cent mille victimes des répressions ne représentent pas moins de 13 % de l'ensemble. Sur ces territoires aux nationalités multiples, il y avait 5 millions de Polonais ethniques ; les répressions du NKVD étaient dirigées contre eux plus que contre les autres nationalités, mais elles se sont abattues également sur les Biélorusses, les Ukrainiens, les Lituaniens et les Juifs. Une évaluation même modérée permet de fixer la part des Polonais à 20 % des victimes, autrement dit à environ 10 % par an.

Parmi les victimes du NKVD des années 1939-1941, les fusillés du bois de Katyn représentent un groupe spécifique : pour la plupart, ces hommes appartenaient aux élites de la nation. Les officiers de réserve mobilisés au début de la guerre étaient dans la vie civile savants, médecins, avocats, écrivains, artistes, etc. ; un groupe à part était constitué d'aumôniers de toute confession, donc d'ecclésiastiques. On ne peut trancher qui, des Polonais ou des nations soviétiques, a subi les plus grosses pertes dans ses élites. Mais il est indéniable que le crime de Katyn allait avoir de graves conséquences pour la Pologne, bien qu'elles ne puissent être chiffrées.

○ LE MASSACRE ET LES AUTRES CRIMES ALLEMANDS

Les similitudes sont frappantes. Du côté soviétique comme du côté allemand, les exécutions sommaires des prisonniers de guerre capturés au cours d'opérations mili-

taires n'étaient pas rares. Aux règlements de comptes des Allemands avec les Polonais du même village pris par la Wehrmacht correspondent les arrestations de Polonais du lieu, propriétaires terriens, prêtres, fonctionnaires, par une milice révolutionnaire improvisée constituée de Biélorusses, d'Ukrainiens et de Juifs. Les deux occupants ont procédé à des déportations de la population polonaise à une grande échelle : les Allemands, en la déplaçant des régions de Poznan et de Poméranie dans le Gouvernement général pendant l'hiver 1939-1940 ; le NKVD, de février 1940 à juin 1941, en envoyant les habitants de tout le territoire occupé au Kazakhstan et dans d'autres régions de l'URSS ; là, les conditions d'une vie extraordinairement rude ont entraîné une énorme mortalité parmi les personnes déplacées qui mouraient par familles entières. En fait, le but visé était une rapide extermination de ce matériel humain, but qui aurait été atteint si, après l'invasion allemande contre l'URSS de juin 1941, le gouvernement polonais du général Władysław Sikorski n'avait pas signé un accord avec le gouvernement soviétique. Les personnes déplacées au fin fond de l'URSS risquaient un sort plus tragique que celles que les Allemands déplaçaient vers d'autres parties de la Pologne où, malgré tout, elles se retrouvaient au milieu de leurs compatriotes, dans un pays au niveau de civilisation égal et aux conditions climatiques pareilles à celles de leur région d'origine.

Un autre genre de répression étaient les arrestations consécutives à des dénonciations. Celles-ci n'ont pas manqué tout au long de l'occupation allemande. Le NKVD, lui, avait institué tout un système de dénonciations utilisé comme méthode d'intimidation. Les Allemands étaient seuls à appliquer des exécutions massives en représailles de meurtres de leurs fonctionnaires et ils étaient seuls à enfermer une catégorie entière de la population (les Juifs) dans les ghettos ; les Russes ne le faisaient pas. Cependant, les Soviétiques eux aussi chassaient

1. *Polskie siły zbrojne w II wojnie światowej* (Les Forces armées polonaises dans la deuxième guerre mondiale), Londres, 1950, tome 3, p. 33.

des familles de leurs habitations qu'ils réquisitionnaient pour y installer leurs fonctionnaires et militaires ou pour les transformer en clubs ou en cantines d'officiers. Les Juifs avaient à subir les mêmes traitements que les autres groupes de population¹.

Les Allemands enfermaient les gens arrêtés dans des camps de concentration (le début de la construction d'Auschwitz date de 1940) ; le NKVD les maintenait dans des prisons surpeuplées où ils étaient soumis à une « instruction » brutale visant à leur extorquer les aveux de crimes qu'ils n'avaient pas commis ; ils étaient condamnés à des peines standard, de cinq, plus souvent de huit ou même douze ans de camp de travail, elles aussi calculées en vue d'une extermination rapide des prisonniers par épuisements, sous-alimentation, maladie.

Dans une certaine mesure, on peut considérer comme un équivalent du crime de Katyn les exécutions massives par les Allemands de Polonais arrêtés : assassinats revanchards à Bydgoszcz dès septembre 1939, fusillades de l'intelligentsia de Gdynia et de toute la Poméranie à Piasnica, près de Wejherowo, en automne de la même année, de celle de Varsovie, à Palmiry, au printemps et en été 1940. Le NKVD, quant à lui, a été le premier à assassiner des prisonniers dans les cellules de prisons et pendant leur transfert en URSS dans les premiers jours et les premières semaines de l'agression allemande de juin 1941 ; à ces crimes correspondent, du côté allemand, les massacres des prisonniers du château de Lublin ou de la prison de Radogoszcz à Lodz au moment de la retraite, en été 1944 et en hiver 1944-1945.

Les répressions sous les deux occupations se valent au moins du point de vue des méthodes. Quant au nombre des victimes,

les calculs comportent trop de lacunes pour permettre d'avancer même une évaluation approximative et de juger qui, des Allemands ou du NKVD, mérite la palme.

○ LE SENS DE LA RÉPRESSION STALINIENNE CONTRE LES POLONAIS

Après l'occupation des territoires polonais de l'Est et la farce qu'a été le vote, par des assemblées populaires « librement élues », de leur rattachement aux Républiques biélorusse et ukrainienne (1^{er}-2 novembre 1939), l'URSS a considéré tous leurs habitants comme des citoyens soviétiques. En simplifiant, on pourrait dire que les agissements du NKVD, y compris ceux qui étaient dirigés contre les militaires polonais internés, étaient un maillon de la chaîne de persécutions qui s'étaient abattues sur les peuples soviétiques dans les années 1930. Cependant, leur intensité et leur étendue dans les territoires annexés en 1939 font conclure à un projet politique.

Le Kremlin a toujours eu une haute opinion de son importance, alors que, dans les années 1930, la position internationale de l'URSS ne la justifiait guère : des décisions graves concernant l'Europe étaient prises sans sa participation (les accords de Munich du 29 septembre 1938). La raison en était l'ordre géopolitique instauré par le traité de Versailles et la place qu'il réservait à la Pologne. En créant des Etats nationaux après le démembrement des empires d'Europe centrale, cet ordre constituait la barrière qui interdisait à l'URSS l'accès au rang de grande puissance ; la collaboration avec l'Allemagne, scellée par le Pacte de non-agression du 23 août 1939, donnait à Staline un partenaire qui lui permettait enfin de s'attaquer à cet ordre. La destruction irréversible devait commencer par celle de la Pologne.

On affirme parfois que le crime de Katyn était une revanche des Russes sur les Polonais pour la défaite de l'Armée rouge en 1920, devant Varsovie. Certes, Staline était rancunier et vindicatif. Mais une telle explication de ce crime de guerre, de cet acte de

1. Les Juifs étaient déportés par les mêmes convois que les non-Juifs, leur sort ne différait pas de celui des Polonais ethniques. Il est à souligner que les gardes-frontières soviétiques empêchaient les Juifs du Gouvernement général de se réfugier en URSS, tout en sachant quel sort les Allemands leur réservaient.

génocide, est peu convaincante. Ce qui l'est bien plus, c'est la supposition que toutes les exactions perpétrées sur la population polonaise à partir du 17 septembre 1939 visaient à la destruction de cet ordre qui barrait à l'URSS l'accès au rang de grande puissance. C'est pourquoi on éliminait en premier lieu les groupes dirigeants des nations conquises.

La politique de Staline dans les années ultérieures allait viser le même objectif. Il ne faut pas se laisser abuser par la brève interruption amorcée avec la signature de l'accord Majski-Sikorski à Londres, le 30 juillet 1941 : Staline ne l'avait accepté qu'à contrecœur, parce qu'il avait en vue la coalition anti-allemande avec la participation de la Grande-Bretagne et de ses alliés, dont la Pologne. Mais les relations avec les Polonais — correctes seulement en apparence — ont duré moins d'un an, après quoi Staline n'a plus cherché que la rupture. La découverte par les Allemands des charniers du bois de Katyn allait lui servir de prétexte. La rupture définitive des relations avec le gouvernement polonais a été consommée le 25 avril 1943. Le fait que Staline ait exploité son propre crime contre les Polonais qui, combattant aux côtés des Alliés, espéraient rétablir leur Etat indépendant, constitue une preuve convaincante de la justesse de notre raisonnement.

La même ligne politique a été tenue plus tard aussi, quand l'Armée rouge a pénétré sur le territoire polonais occupé par les Allemands, et particulièrement lors de l'insurrection de Varsovie (août-septembre 1944), et en général envers la Résistance d'orientation indépendantiste. Staline a rendu impossibles les parachutages de ravitaillement aux insurgés (munitions, médicaments, etc.) tentés par les Alliés. Si l'insurrection réussissait, le gouvernement d'une Pologne indépendante s'installerait à Varsovie, ce qui présagerait le rétablissement de l'ordre géopolitique des années 1921-1939, défavorable à l'URSS. Staline était en train de mettre en place un ordre tout différent, en imposant aux nations d'Europe

centrale les régimes communistes ; il a ouvert au-dessus d'eux le parapluie protecteur du NKVD et de l'Armée rouge. La Pologne communiste de Bolesław Bierut, soumise à l'URSS et à Staline, pouvait compter sur sa protection paternaliste. On ne peut donc pas attribuer à Staline une haine particulière des Polonais ni parler d'un fond purement nationaliste de sa politique.

○ L'ACTION DE GOEBBELS

La nouvelle de la découverte des charniers de Katyn a été diffusée par la radio allemande le 13 avril 1943. Le lendemain, elle paraissait dans tous les journaux en langue polonaise du Gouvernement général et des territoires annexés au Reich (Ostland). Les crimes du NKVD (ancienne GPU) constituaient un thème récurrent exploité dans cette presse. Voici un bref rappel des matériaux publiés par *Kurier Warszawski* (Le Courrier de Varsovie) dans les semaines précédant l'annonce de la sensationnelle information au sujet de Katyn.

Le 1^{er} avril 1943 (de Budapest) : « La Hongrie connaît bien le bolchevisme » (les exactions de la révolution et du régime de Bela Kun en 1919). Le 3 avril : « La première bataille contre les bolcheviks avait été gagnée par l'Espagne nationaliste » (la terreur communiste pendant la guerre civile 1936-1939). Le 6 avril (de Lisbonne) : « Ne prenons pas à la légère la menace rouge ». Les 7 et 9 avril : « Nouvelles brèves du pays des soviets » (suite d'une série d'articles sur les kolkhozes). Le 9 avril (de Zurich) : « Le SOS dramatique d'un ancien soldat polonais. Appel à l'aide pour les enfants et les femmes polonais en URSS ». Le 13 avril : « Que sont devenus les Polonais en URSS ? Des Estoniens ont vu leur tombes » (témoignages de déserteurs de l'Armée rouge).

Le feu soutenu du centre de propagande de Goebbels s'est intensifié à cette époque : il s'agissait de gagner les Polonais à la cause d'une croisade contre l'URSS. Sans succès apparents. Ce n'est que la campagne liée à Katyn qui a eu un retentissement, mais pas

ALEKSANDER ACHMATOWICZ

du genre de celui qu'escomptait le *Propagandaamt*. Là, il s'agissait du sort de maris, frères, fils et fiancés, de relations et d'amis de 15 000 familles de tout le pays, de soldats de cette armée qui avait été le chouchou de la nation avant la guerre (ce qui, en Europe, était considéré à tort comme une manifestation de militarisme et du règne de la soldatesque). Il s'agissait d'une grande partie de l'élite intellectuelle dont la perte était douloureusement ressentie. Le communiqué de Goebbels apportait la réponse à la question de savoir pourquoi toute correspondance avec ces hommes avait été interrompue au printemps 1940.

Du 4 mai au 4 août, durant trois mois et sans un temps d'arrêt, les quotidiens destinés aux Polonais ont donné des listes des victimes exhumées et identifiées à partir d'objets trouvés sur les corps. Les faits publiés par Goebbels ont eu leur confirmation. Les Polonais qui se sont rendus à Katyn sur l'invitation des Allemands ont eu la possibilité de tout voir de près ; à leur retour, ils ont remis des rapports détaillés à la direction de la Résistance. Ils avaient reçu des instructions précises quant à la manière dont ils devaient se comporter sur place et les avaient respectées scrupuleusement. Il fallait empêcher que les Allemands se servent d'eux dans leur action de propagande : la mission des Polonais était strictement limitée à la récolte d'informations pour les besoins de la Résistance. Seule la Commission technique de la Croix-Rouge polonaise (PCK)¹ identifiait les cadavres, établissait les listes nominatives, informait les familles et assurait une inhumation décente des cadavres.

En fait, les instructions étaient superflues. Le lieutenant-colonel Stefan Mossor faisait partie du groupe de prisonniers d'un oflag que les Allemand ont amenés à Katyn. Ces

hommes-là n'avaient aucun contact avec la Résistance, pourtant eux non plus ne se sont pas laissés utiliser². Les plus connus parmi ceux qui avaient visité Katyn invités par les Allemands — deux écrivains (Ferdynand Goetel et Jozef Mackiewicz), ainsi qu'un journaliste, Emil Skiwski — ont plus tard été accusés de collaboration par la propagande communiste³. D'autres membres de la mission ont eu à subir des interrogatoires du NKVD après la guerre. « La seule chose qui les intéressait, c'était mon point de vue : qui a assassiné les officiers polonais à Katyn ? J'ai répondu conformément à la vérité que le PCK s'était occupé d'identifier les cadavres et d'informer les familles, pas de savoir qui était l'assassin », dit le docteur Hieronim Bartoszewski, membre de la commission de la Croix-Rouge polonaise.

Katyn a été la cause d'une campagne de propagande que les Soviétiques ont déchaînée contre le gouvernement polonais de Londres. Celle-ci n'était pas sans remporter des succès, car la presse des pays alliés, non sans certaines pressions de la part de leurs gouvernements, érudait la vérité, allant jusqu'à accuser les Polonais de Londres d'irresponsabilité et d'antisoviétisme effréné ; de plus, elle reprenait après Moscou les accusations d'une prétendue collaboration de Polonais (leurs alliés !) avec Hitler. Les communistes polonais dans le pays occupé ont adopté cette même ligne de propagande. Voici la proclamation du PPR (parti communiste reconstitué) à l'occasion du 1^{er} mai 1943 : « Il n'est pas vrai que les politiciens de Londres se préoccupent du problème de l'assassinat d'officiers polonais ... Le gouvernement Sikorski s'est empressé de reprendre la provocation hitlérienne car elle

2. « Nous avons refusé de pénétrer dans la clairière de Katyn tant que les micros et les caméras n'étaient pas écartés », Stefan Mossor, *Polska zbrojna* (La Pologne en armes), 176, 1946.

3. Cf. Władysław Bartoszewski, dans *Tygodnik Solidarnosci* (Hebdomadaire Solidarnosc), 44 (9), 28 juillet 1989 ; Jerzy Piechnowski, *ibid.* Ferdynand Goetel continue d'être l'objet de controverses. Cf. Kazimierz Koźniewski, « Wydawać, ale nie rehabilitować » (« A publier, mais pas à réhabiliter »), *Polityka*, 26, 1^{er} juillet 1989.

1. L'historien polonais Czesław Madajczyk affirme que les rapports du secrétaire général de la Croix-Rouge polonaise Kazimierz Skarżyński et du docteur Marian Wodziński, président de la commission technique, constituent des sources fondamentales concernant l'affaire de Katyn, « au même titre que les constatations de la commission Gerhard Buhtz ». Czesław Madajczyk, *Dramat katyński* (Le drame de Katyn), Varsovie, 1989.

pouvait lui être utile dans sa campagne et dans la réalisation de ses prétentions aux territoires de l'Est qui, ethniquement, ne sont pas polonais ... Sikorski est devenu un instrument conscient et bienveillant entre les mains de Hitler ».

La nécessité de combattre une telle argumentation, au moins du côté des alliés anglo-américains, conférait aux énonciations polonaises au sujet de Katyn, d'une part, un ton violemment anti-allemand et, de l'autre, une circonspection dans le choix des termes et un certain flou dans les formulations parlant du vrai assassin. C'est cette orientation qui est observée dans la déclaration du gouvernement polonais datée du 17 avril 1943¹ ; elle s'exprime encore plus nettement dans une publication clandestine : « Qui est-ce qui accuse ? Qui s'indigne au sujet de Katyn ? Qui sont les accusateurs ? Ne touchez pas à Katyn, criminels, les plus grands criminels que le monde ait connus ! C'est notre affaire. Nous savons bien pourquoi la bête allemande a soulevé le problème de Katyn ». Et plus loin : « Le crime de Katyn est un témoignage de plus de l'invariable et macabre réalité russe »².

La tactique de Winston Churchill consistant à demander aux Polonais de faire preuve du plus grand esprit de conciliation à l'égard de l'URSS, de renoncer à toute prétention à quoi que ce soit, aussi bien aux territoires de l'Est qu'à la vérité sur Katyn, conduisait à ravalier ce crime moralement et politiquement ; on le réduisait à la dimension d'un incident dans les relations bilatérales entre l'URSS et la Pologne, alors qu'il devait servir à l'URSS dans son jeu pour gagner la place d'une puissance de premier plan non seulement en Europe, mais dans le monde.

Les motifs des dirigeants occidentaux dans cette affaire sont compréhensibles : la lutte

contre l'Allemagne hitlérienne était une question de vie ou de mort, elle demandait les plus grands sacrifices. Et c'est ainsi que tout ce qu'on avait appris sur les crimes staliniens découverts sur les territoires de l'URSS occupés par les Allemands était condamné à l'oubli afin de ne pas mettre en péril les bonnes relations avec l'allié soviétique. Pourtant, ce qu'on apprenait reposait sur des preuves authentiques, les traces étaient encore fraîches. Les Allemands décrivaient au jour le jour les monceaux de cadavres qu'ils découvraient dans les prisons des territoires polonais de l'Est et ce sont eux aussi qui, après Katyn, découvrirent plus de 9 000 cadavres ensevelis dans le parc municipal de Winnica. Le crime de Katyn n'est qu'un épisode de l'histoire de la terreur stalinienne. Si, après la chute du Troisième Reich, il n'a pas sombré dans l'oubli comme les autres, c'est sans doute parce qu'une bonne partie des Polonais déportés en URSS avaient réussi à sauver leurs têtes et ont pu témoigner plus tard en Occident, bien souvent sans être entendus. Ce n'est que maintenant que les Russes eux-mêmes commencent à découvrir les traces des actions répressives du NKVD menées à une échelle inouïe dans tout le pays.

○ SOUS LA PRESSION DE LA CONTRE-PROPAGANDE SOVIÉTIQUE

La division du général Władysław Anders a quitté l'URSS en été 1942 pour gagner le Proche-Orient. Les Polonais qui n'avaient pas réussi à la rejoindre se sont trouvés soumis à la pression de la contre-propagande soviétique. Ils n'avaient aucun doute quant aux responsables du crime de Katyn. Ils avaient vécu les terribles expériences de déportés, de *zeks* du Goulag, de prisonniers du NKVD. La propagande communiste et soviétique qui les visait évitait soigneusement d'en parler ; ne pouvant pas passer Katyn sous silence, elle utilisait, au bénéfice des soldats de la division d'infanterie Tadeusz Kosciuszko formée en 1943, uniquement la version officielle soviétique. On

1. *Dziennik Polski* (Journal polonais), Londres, 19 avril 1943, cité d'après *Zbrodnia katyńska w świetle dokumentów* (Le crime de Katyn. Documents), Londres, 1975 (5^e éd.), p. 88.

2. *Katyn, zamordowani, mordercy i oskarżyciele* (Katyn, les assassinés, les assassins et les accusateurs), s.l., 1943.

ALEKSANDER ACHMATOWICZ

voulait à tout prix conduire cette division jusqu'en Pologne, c'est pourquoi on observait une grande mesure lors d'incidents inévitables au sujet de Katyn qui se produisaient parmi les soldats.

« Les explications officielles portant sur la question de savoir "qui a fait cela?" suivaient la direction ... indiquée par le communiqué officiel de la commission soviétique, raconte le soldat E. Zamojski. Quant au gros des soldats, l'opinion générale était sans ambiguïté ... les prises de position au sujet de Katyn sans équivoque et publiques. Je ne connais pas de cas où l'on aurait eu à répondre d'opinions "séditieuses". »

Pour les communistes qui constituaient le corps des officiers politiques de la division, le problème ne se posait pas. A leurs yeux, une seule chose comptait : le gouvernement soviétique tenait à cette version-là. Parmi les Polonais, il s'est trouvé des individus qui acceptaient le mensonge : c'étaient ceux qui comptaient faire leur carrière dans le système communiste et adoptaient par avance les couleurs de camouflage.

La contre-propagande soviétique a été bientôt étayée par le communiqué de la commission spéciale dirigée par le membre de l'Académie de sciences de l'URSS, le médecin Nikolai Burdenko. La « Commission spéciale pour étudier et déterminer les circonstances dans lesquelles des prisonniers de guerre, officiers polonais, ont été fusillés dans le bois de Katyn par les envahisseurs fascistes allemands » est arrivée à Smolensk immédiatement après le retrait des Allemands, le 26 septembre 1943. Son communiqué final est daté du 24 janvier 1944. Celui-ci ne faisait que répéter les termes utilisés dans la déclaration portant rupture des relations avec le gouvernement polonais¹,

mais assortis de déductions verbeuses tendant à prouver, bien maladroitement, que pendant l'été 1941, surprises par l'avancée rapide de l'offensive ennemie, les autorités soviétiques n'avaient pas eu le temps d'évacuer les Polonais retenus dans des camps d'internement et que les officiers polonais ont été fusillés à Katyn par les Allemands en septembre 1941. Comme preuves étaient citées des dépositions de témoins, c'est-à-dire d'habitants des environs ; les objets trouvés sur les cadavres exhumés une fois de plus servaient de pièces à conviction. Au bas de ce rapport mensonger figuraient les signatures de personnes dont on pouvait attendre qu'elles respectent le prestige moral de leur nom, celles d'un ecclésiastique (le métropolite Nikolai), d'un savant (l'académicien Vladimir Potiomkin), d'un écrivain (Aleksei Tolstoï) et d'autres encore.

Le mécanisme du mensonge apparaît nettement à la lumière des circonstances que rappelle un journaliste militaire, le général en retraite Tadeusz Pióro : « Depuis mars 1943, existait à Moscou l'Association des patriotes polonais (organisation créée par des communistes, autorisée par Staline après la rupture de relations avec le gouvernement polonais) avec Wanda Wasilewska ; à Sielce, des unités d'une armée polonaise étaient en train d'être formées. Pourtant personne dans les milieux politiques ou militaires n'a été invité à faire partie de la commission Burdenko² ». Au moment où celle-ci procédait à des investigations au bois de Katyn, la division Tadeusz Kosciuszko passait par Smolensk en direction d'Orsza pour prendre part, les 12-13 octobre, à la bataille sanglante de Lenino, puis elle était rappelée aux arrières. Après la publication du rapport Burdenko, une délégation de la division, conduite par son commandant, le général Zygmunt Berling, a été envoyée à Katyn pour assister à des cérémonies funèbres.

1. *Zbrodnia katyńska...*, op. cit., p. 91-92. On y trouvera également d'autres documents officiels allemands, polonais et soviétiques. Le communiqué soviétique sur la rupture des relations aurait été rédigé personnellement par Staline. Cf. Nikolai V. Novikov, *Vospominania diplomata. Zapiski 1938-1947* (Souvenirs d'un diplomate. Carnets 1938-1947), Moscou, 1989, p. 125.

2. Tadeusz Pióro, « W lesie katyńskim » (Au bois de Katyn), *Polityka*, 7, 18 février 1989.

Tadeusz Pióro, membre de cette délégation, raconte :

« Dirigés par les soldats NKVD qui réglaient la circulation, nous sommes arrivés de Smolensk par une large route qui aboutissait à la lisière d'un bois. Nous sommes descendus des voitures. Nous avons marché jusqu'à une petite clairière où s'élevait le tertre tout frais d'une énorme tombe commune ornée d'un aigle (emblème de la Pologne) disposé sur la neige et d'une inscription formée en pommes de pin : "Honneur aux morts! 1941". Au milieu se dressait une grande croix de bois ».

N'était qu'à cet endroit avaient été assassinés et gisaient sous ce tertre 4 300 officiers polonais, et que la cérémonie funèbre leur était réellement consacrée, on pourrait voir toute cette mise en scène comme un nouveau « village Potemkine » créé pour les besoins de la propagande soviétique. Le cynisme macabre de la situation venait du fait que le général Berling et le colonel Leon Bukojemski qui l'accompagnait avaient été parmi les prisonniers du camp de Starobielsk, sélectionnés par le NKVD et soustraits à l'exécution. Ils se tenaient maintenant devant la tombe commune de leurs compagnons d'infortune du camp de Kozielsk ; ils ne pouvaient pas ne pas se dire qu'ils avaient été à un pas de partager le sort de ceux de Starobielsk, enterrés, eux, à un autre endroit. Parmi les victimes du camp de Starobielsk se trouvait le père de Tadeusz Pióro.

La contre-propagande soviétique concernant Katyn n'était ni subtile ni raffinée. Sa grossièreté correspondait à celle des hommes qui l'assuraient ; néanmoins, dans la société soviétique, elle remportait certains succès. Les jeunes générations des habitants de l'URSS, modelés par l'école, l'armée, les journaux, les organisations de pionniers et le Komsomol, puis, dans leurs lieux de travail, par le parti, assimilaient les mensonges sans la moindre résistance et auraient considéré toute critique comme contraire à la nature ou, plus certainement, comme une diversion idéologique ennemie. Les plus exi-

geants, comprenant que les preuves étaient fausses et les arguments rudimentaires, les acceptaient comme une nécessité de l'art de la propagande et n'y voyaient rien à redire. Pour eux, c'était aussi un exemple utile de conduite dans des situations délicates. En Pologne, après la guerre, cette propagande ne devait son efficacité qu'à la pression que le système totalitaire exerçait sur chaque individu. Se sentant impuissants, les gens renonçaient à défendre la vérité et écoutaient sans broncher les mensonges proférés au grand jour. Le même mécanisme devait sans doute fonctionner en URSS parmi les gens inadaptés au régime. Mais ceux-là étaient déjà peu nombreux.

La propagande soviétique a fonctionné en Pologne durant quelques années (un journal en langue polonaise, *Wolność* (La Liberté), était publié sous le patronage de l'Armée rouge). Comme celle du régime polonais, elle s'efforçait de passer le crime de Katyn sous silence. Même les plaquettes du rapport Burdenko publiées à Moscou en langue polonaise¹ n'ont pas été diffusées en Pologne. On espérait probablement que les problèmes d'actualité voileraient le souvenir du crime et le temps le recouvrirait d'oubli. Le silence était maintenu, d'une part, par une terreur impitoyable dirigée contre la Résistance nationale du temps de l'occupation allemande, surtout contre les combattants de l'armée nationale, de l'autre, par une censure totale sur la parole proférée en public, donc pas seulement sur la parole écrite. Des rumeurs sur des arrestations de personnes qui auraient prononcé le mot de Katyn complétaient le mécanisme².

Il arrivait pourtant que le sujet revînt dans les colonnes de journaux. Mais à pré-

1. *Prawda o Katyniu* (La vérité sur Katyn), Moscou, 1944. En août 1944, après la libération, l'hebdomadaire de Lublin *Odrodzenie* (La Renaissance) publia l'article du journaliste américain Alexandre Werth sur sa visite sur les lieux et sur les travaux de la commission Burdenko. A partir de cette date, plus rien ne fut publié en Pologne sur ce sujet.

2. Un prêtre de Lublin qui, sous l'occupation allemande, avait prononcé un sermon sur Katyn, fut obligé de se cacher après la guerre. Retrouvé par le UB quelques années plus tard, il fut arrêté et condamné. *Tygodnik kulturalny* (Hebdomadaire culturel), 31, 1989.

ALEKSANDER ACHMATOWICZ

sent, ce n'était plus un sujet traité séparément. S'il était mentionné, c'était uniquement dans le contexte d'attaques contre le gouvernement polonais en exil à Londres, qui, en juin 1945, avait perdu la reconnaissance internationale. L'orientation était la même que celle que nous avons signalée plus haut en parlant de la presse des Alliés en Occident et de la propagande communiste en Pologne. A présent, des Polonais qui rentraient d'émigration avec l'intention de travailler dans le cadre du système communiste adoptaient la même argumentation, surtout si, personnellement, ils étaient en conflit avec les milieux des émigrés¹. Leurs déclarations n'étaient pas sans danger, car elles exprimaient en apparence l'opinion indépendante des Polonais de Londres, alors qu'en réalité ce n'étaient que des flagorneries faites pour gagner la bienveillance des nouveaux maîtres.

La presse polonaise a passé sous silence l'échec au procès de Nuremberg des tentatives soviétiques d'attribuer aux Allemands le crime de Katyn. Le gouvernement de Varsovie n'a pas essayé une seule fois d'intenter un procès à un quelconque Allemand sous cette inculpation. En URSS non plus on ne l'a pas fait.

○ ROMPRE LE SILENCE

A partir de 1948, un silence absolu a été imposé en Pologne au sujet de Katyn. Staline pouvait considérer comme son succès le fait que personne sur les bords de la Vistule et de l'Oder n'osait souffler mot : Katyn, rayé de l'histoire, devait également être effacé de la mémoire collective. En réalité, le silence correspondait à l'assujettissement total du pays, dont la population entière était soumise à un contrôle minutieux du régime communiste. Cependant, on ne peut affirmer que les 30 millions d'habitants du pays avaient

unanimement accepté de se taire avec hauteur et mépris.

Tout d'abord, il s'est trouvé en quantité suffisante des hommes désireux de faire carrière et qui, à ce prix-là, participaient activement, avec zèle, au système de contrôle et de contrainte, voire de répressions qui en étaient inséparables. Les méthodes appliquées aux jeunes étaient un peu moins sévères. Il arrivait même, surtout dans les établissements de l'enseignement supérieur, que, lors de réunions des Jeunesses communistes (ZMP), on parlât du crime de Katyn sans que ce fût une provocation. Généralement, ces incidents passaient sans entraîner de suites graves². C'était le même genre de tolérance que celle qu'on réservait aux soldats de la division Kosciuszko et ses résultats étaient similaires, dans l'ensemble profitables au régime, car ils contribuaient à la rééducation communiste de la jeunesse.

Dans les années 1949-1953, le stalinisme a fait de nets progrès dans les milieux étudiants. Les jeunes l'adoptaient comme leur credo, ils s'efforçaient de se conformer aux modèles de personnages puisés dans le roman soviétique correspondant aux normes du « réalisme socialiste » ; on voulait faire d'eux des fanatiques du stalinisme prêts à se laisser utiliser même pour ses crimes — comme celui de Katyn. Cette première génération n'avait pas oublié la guerre à laquelle elle n'avait pas eu le temps de participer, ni l'époque de l'indépendance d'avant-guerre. Elle tournait le dos aux souvenirs, en s'efforçant de s'adapter à la réalité, aux conditions concrètes à l'intérieur du système communiste dans lequel elle aurait à vivre et à travailler, à bâtir une carrière. Adopter le stalinisme comme une foi pratiquée avec fanatisme ouvrait des perspectives d'un avenir meilleur. Les frontières de l'Etat hermétiquement closes, on avait perdu tout espoir d'échapper au système ; le départ

1. Stefan Litauer, *Zmierzch Londynu* (Le crépuscule de Londres), Varsovie, 1945 ; Stanisław Strumph-Wojtkiewicz, *Gwiazda Władysława Sikorskiego* (L'étoile de Władysław Sikorski), Varsovie, 1948.

2. Voir les exemples cités dans Jacek Trznadel, *Hańba domowa. Rozmowy z pisarzami* (La honte de la famille. Entretiens avec des écrivains), Paris, 1988.

à l'Ouest était un rêve irréalisable, la Pologne était devenue une cage fermée à double tour.

Le silence fait autour du crime de Katyn a été rompu une seule fois et pour peu de temps. Au tournant des années 1951-1952, à Washington, une commission du Congrès procéda à une enquête « approfondie et complète sur le massacre de Katyn, crime international perpétré contre des soldats et citoyens de Pologne au début de la seconde guerre mondiale ». Ses conclusions¹ confirmèrent les résultats des recherches de Gerhard Buhtz au printemps 1943 et l'avis des experts internationaux invités à Katyn par les Allemands.

L'accusé a voulu se défendre. Dans la campagne de contre-propagande, le rôle principal a été réservé aux Polonais. La presse quotidienne, l'organe du parti *Trybuna Ludu* (La Tribune du peuple) en tête, tout en répétant à satiété les affirmations — ou plus exactement les mensonges — de la commission Burdenko, employait la désinformation : on mettait une insistance particulière à citer des cas d'un prétendu retour à leurs familles de personnes dont les noms figuraient sur les listes des victimes de Katyn. Il est aisé de réduire à néant ces nouveaux mensonges : chaque fois on découvre une grossière falsification, par exemple le changement du nom de baptême. On pouvait se permettre d'user de tels procédés puisque la vérification était impossible. Les listes des victimes identifiées avaient été publiées uniquement par des journaux d'occupation en langue polonaise auxquels les lecteurs n'avaient pas accès dans les bibliothèques. On ne s'inquiétait pas non plus du fait que les objets trouvés sur le corps des victimes pouvaient contribuer à leur identification mais non servir de preuve irréfutable. Néanmoins, le procédé s'est avéré efficace : on trouve aujourd'hui encore des gens qui doutent que le crime de Katyn ait été commis par le NKVD, parce que les « preuves » avancées lors de

cette campagne de désinformation le niaient. En règle générale, ces gens-là n'avaient pas vécu l'occupation soviétique à l'Est, et de la victoire de l'Armée rouge sur l'Allemagne ils ne tiraient qu'une seule conclusion : les Polonais n'ont pas le droit de reprocher quoi que ce soit à l'armée libératrice qui les a sauvés de l'anéantissement. Ils refusent de reconnaître qu'il existe des systèmes répressifs non moins terribles que le système hitlérien.

Dans cette action de propagande, le régime a utilisé des journalistes disponibles. On ne peut pas exclure que l'auteur d'une plaquette largement diffusée (deux éditions), intitulée *La vérité sur Katyn* (Prawda o Katyniu, Varsovie, 1952), Bolesław Wójcicki, n'ait fait que prêter son nom pour signer un texte préétabli (peut-être rédigé à Moscou). La brochure a été retirée de la circulation en octobre 1956. La campagne de propagande des années 1952-1953 a été une entreprise de brève durée, prévue pour produire des effets immédiats. Puis, de nouveau, un profond silence a recouvert l'affaire de Katyn.

○ AU TEMPS DE GOMULKA ET DE GIÉREK

Dans l'histoire de la République populaire de Pologne (nom officiel de l'Etat communiste adopté en 1952 et abandonné en 1990), Octobre, c'est-à-dire les événements de 1956, est le moment d'un tournant important dans la situation générale de la nation. Le régime de Bierut, marqué par la terreur et la servilité envers Moscou, a cédé la place à celui de Gomulka, défenseur d'une « voie polonaise vers le socialisme ». Gomulka avait été emprisonné par Staline, accusé d'être un leader de la fraction « déviationniste de droite nationaliste » du parti. Le tournant s'est produit à la suite de la mort de Staline et des luttes pour le pouvoir au Kremlin, et il avait commencé par le « dégel », c'est-à-dire un relâchement de la censure provoqué par des conflits d'intérêts des différentes coteries de l'élite communiste. Grâce à cela a été dévoilée une partie non négligeable de

1. *Hearings before the select committee to conduct investigation of the facts, Evidence and circumstances of the Katyn Forest massacre, Washington, 1951-1952.*

la vérité sur les crimes du stalinisme (ceci concerne surtout la Pologne) ; on a rappelé aussi les combats héroïques de la nation contre l'occupant allemand. Parallèlement, des changements importants avaient lieu dans la police politique (UB) dont les principaux fonctionnaires ont fait l'objet de poursuites judiciaires et de condamnations à des peines de prison. Au contraire, bien des gens condamnés au temps du stalinisme (y compris à la peine de mort) ont été réhabilités.

Je voudrais souligner ici un exclusivisme particulier des revendications historiques et politiques de ce temps-là. Le changement s'accomplissait, malgré tout, dans le cadre du régime communiste, fissuré de toutes parts mais toujours debout ; les hommes qui ont réussi à saisir les rênes du pouvoir et ont pu influencer les esprits ne visaient pas d'autre but qu'une amélioration du socialisme. Enfin, l'intervention soviétique en Hongrie en octobre et novembre 1956 a fait prendre conscience à tous de la terrible menace et de la fragilité du changement, quels que soient les espoirs qu'on y attachait. C'est pourquoi Octobre n'a pas apporté de modifications essentielles dans l'enseignement de l'histoire et Katyn n'a même pas figuré sur la liste des revendications largement débattues dans la presse. Certes, en privé, on s'est mis à en parler avec plus de liberté ; il n'empêche que le mensonge pratiqué par le régime communiste depuis des années avait laissé des traces dans la conscience nationale.

Les vingt-cinq années qui ont suivi allaient avoir plus de poids que les dix (à peine) du régime de terreur de Bierut. Sous Gomulka, de nouvelles règles de propagande ont été établies et de nouvelles conditions de fonctionnement de la science, qui n'était plus obligée de taire le crime de Katyn, à condition d'adopter la version qui en faisait un crime allemand, et pas une autre. Certes, on n'était pas pressé d'en parler, mais le silence n'était pas absolu. Une fois établies, ces règles ont été transmises aux équipes

communistes suivantes ; on en a la confirmation sous Edward Gierek. Il est significatif que, après l'étrangement de Solidarność, pendant l'état d'exception, quand le régime communiste était rétabli sur ses décombres dans les années 1982-1988, la version faussée ait été maintenue jusqu'au moment où Moscou a donné son accord tacite pour qu'elle soit abandonnée : on allait effacer les « taches blanches » dans l'histoire des relations entre la Pologne et l'URSS. Le mensonge aura donc duré près de trente-cinq ans, presque le temps d'une génération.

Après Octobre, les nouvelles règles de falsification de l'histoire étaient mises en place alors qu'était progressivement paralysé par Gomulka le mouvement social lié aux événements de 1956, et d'abord au changement politique qui l'avait porté au pouvoir. Lui-même prisonnier du stalinisme, voué au rôle d'un Laslo Raïk polonais, Gomulka fournit la preuve que le stalinisme peut, avec certaines modifications, être pratiqué par ses victimes. Peu après ses premières déclarations antistaliniennes, Gomulka entreprend de freiner le mouvement social, il empêche la rupture définitive avec le stalinisme, limite les poursuites en justice pour des crimes du régime contre la nation jusqu'à taire des plaintes portées par les victimes, jusqu'à extirper le souvenir des torts subis. Bien qu'il ne fût pas servile envers Moscou, il n'en était pas moins un communiste orthodoxe et ne souhaitait pas que la mémoire des souffrances et humiliations infligées par le stalinisme vienne assombrir l'image de son gouvernement. Il n'a pas su trouver une autre solution au problème de l'héritage criminel du stalinisme. Soucieux de l'image du communisme dans la conscience collective, il patronnait son apologie. En conséquence, le crime de Katyn ne pouvait que demeurer, comme au temps de Bierut, un sujet tabou.

Les exigences de l'apologie du communisme par le biais de celles des entreprises actuelles du régime posaient des bornes à la liberté de la parole écrite et parlée, dé-

terminaient l'enseignement supérieur, les méthodes et résultats des recherches scientifiques, les règles du jeu dans les milieux universitaires et artistiques. Celles-ci changeaient selon le sujet traité, l'auditoire et la situation de l'orateur. Autant de facteurs qui pesaient sur la sincérité des opinions exprimées et sur l'étendue des informations transmises. C'était tout un système que complétait la censure rétablie et le contrôle exercé par la police politique, rétablie elle aussi sous le nom de Service de sécurité. Son trait particulier était que les poursuites pour des opinions exprimées en public étaient dirigées moins contre leur auteur que contre ceux qui se rendaient coupables de leur diffusion.

La conséquence inévitable de telles règles était une totale falsification du passé du pays, par des moyens divers, depuis le silence sur certains faits, en passant par leur maquillage, par une interprétation fallacieuse, jusqu'à leur négation en dépit de l'évidence, et à la création de versions fictives voire de faits imaginaires. Dans un cercle restreint, un haut fonctionnaire du régime pouvait avouer sincèrement qu'à son avis le crime de Katyn était l'œuvre du NKVD, mais à la condition d'ajouter aussitôt que, au nom de la raison d'Etat soviétique et au nom de celle de la Pologne communiste, il est indispensable de s'en tenir à la version mensongère. Je ne peux développer ici une analyse détaillée des déterminations du discours officiel de cette époque, particulièrement de celui des enseignants ou des représentants de la « direction », profondément enracinées dans la pratique. Il est hors de doute que le sujet de Katyn est l'un de ceux qui ont été le plus falsifiés. Sous Bierut, cela consistait à faire le silence sur l'événement même ; sous Gomulka, le fait était admis, il figurait dans l'encyclopédie, mais dans sa version fautive, de plus sous forme d'une entrée indépendante¹.

Seuls les historiens avaient le droit de mentionner Katyn dans leurs publications, mais uniquement en conformité avec le rapport Burdenko ou à l'occasion de critique du gouvernement polonais en exil. Au début d'ailleurs, ce droit était réservé aux historiens des centres de recherche du parti qui, contrairement à ceux de l'Université et de l'Académie des sciences, se penchaient sur les événements liés à la « naissance de la Pologne populaire » pour les utiliser aux fins de propagande idéologique : la « rigueur scientifique » interdisait de passer Katyn sous silence. Puis, des mentions de Katyn ont apparu dans des publications d'historiens de centres de recherche de l'armée : on ne pouvait l'éviter en étudiant la création de la division Tadeusz Kosciuszko, première unité des futures forces armées de la Pologne communiste. Il est impossible de discerner une différence de fond entre ces deux groupes d'historiens, surtout à partir des années 1960 où, le général Jaruzelski ayant été nommé chef du département politique du ministère de la Défense nationale, celui-ci était devenu département militaire du comité central ; conformément au principe en vigueur, tout officier de ligne devait être en même temps officier politique. Les historiens militaires et membres du parti sont ainsi devenus fonctionnaires de la nomenklatura du comité central. Dans les publications des membres de l'Académie des sciences et des Universités, Katyn ne commence à apparaître que sous le gouvernement Gierk (1970-1980), toujours en conformité avec les conclusions du rapport Burdenko ou dans un contexte d'attaques contre le gouvernement en exil.

On trouve un reflet caricatural des attentes surgies en Octobre — et, aussi étrange que cela paraisse, de la déception que Gomulka a causée aux Polonais — dans les rumeurs largement répandues, surtout dans les années où sa popularité baissait, disant que c'était lui qui aurait refusé que Khrouchtchev — qui l'aurait proposé avec la largesse typiquement russe ou peut-être en état d'ivresse — dévoile la responsabilité de l'URSS sta-

1. *Mala Encyklopedia Powszechna* (Petite encyclopédie universelle), Varsovie, 1959. Dans les éditions ultérieures, on choisit le moindre mal : passer ce sujet sous silence.

linienne dans l'affaire de Katyn. Aucune des sources accessibles n'apporte un fondement à ces rumeurs. Il faut supposer qu'elles ne faisaient qu'exprimer les souhaits de l'opposition. Constatons néanmoins qu'une telle attitude attribuée à Gomulka correspondait à la logique et à la philosophie politique de ce leader communiste polonais.

Le régime de Gierek, pour sa part, qui sollicitait en Occident des fonds et de l'outillage pour ses gigantesques entreprises industrielles, craignait toujours les réactions de Moscou et sa tendance à des interventions brutales ; ainsi n'avait-il pas intérêt à provoquer le moindre trouble dans les relations avec l'URSS, surtout pour un crime de cette taille. (Brejnev s'est vu décerner par la Diète l'ordre de Virtuti Militari, la plus haute distinction polonaise !)

o SUJETS INTERDITS

La science seule avait donc peu de chances d'exercer une influence sur la conscience nationale. Dans la littérature, dans l'art, l'affaire de Katyn n'apparaissait même pas sous une forme altérée, jusqu'à ce feuilleton télévisé mentionné au début, produit en 1978, c'est-à-dire à la veille de la chute de Gierek. Telles qu'on voit les choses aujourd'hui, cette unique scène peut être considérée comme l'un des signes précurseurs du déclin du régime communiste ; en 1978, ce feuilleton était sur toutes les lèvres, il galvanisait les Polonais, même s'il leur était impossible de manifester publiquement leurs émotions.

La volonté de maintenir en vigueur la version de la commission Burdenko comme unique explication du crime de Katyn allait jusqu'à admettre la publication une fois l'an, à l'occasion de la fête de l'Armée polonaise (le 12 octobre), de notices faisant état de dépôt de gerbes par des délégations officielles sur la tombe commune des officiers polonais « fusillés par les Allemands ». A l'école, ce sujet n'existait tout simplement pas. C'est ainsi que, après vingt-cinq années de la « petite stabilisation » de Gomulka et de

« l'édification de la Deuxième Pologne » sous Gierek (slogans du régime, plus tard objets de moquerie et l'un des thèmes de la satire anticommuniste), un nouveau phénomène social se faisait jour : l'analphabétisme historique des jeunes générations.

Des modifications de situation des familles polonaises y avaient contribué : dans le système communiste, elles s'étaient transformées en petites cellules isolées les unes des autres, composées selon le modèle 2 + 2 (les parents et deux enfants), voire 2 + 1, séparées de la génération précédente (les enfants immigrés en ville ayant honte de leurs vieux parents restés au village). C'était une rupture des liens avec le passé, la coupure des jeunes générations de leurs racines. La littérature et le cinéma le signalent dès les années 1960 et 1970, à la fin de l'ère Gomulka et au début de celle de Gierek.

Sur ce fond social, le système de la censure totale fonctionnait sans accrocs. Formellement, un seul organe gouvernemental en était chargé (l'Office central du contrôle de la presse, des publications et des spectacles), avec siège à Varsovie et des filiales dans les villes où étaient publiés des journaux et des livres. Mais le système tentaculaire pénétrait tout l'organisme de l'Etat. La censure ne se contentait pas de prendre ses décisions arbitraires. Elle déléguait ses fonctions, en partie, au personnel des maisons d'édition, qui n'étaient pas des entreprises privées ; elles ressortissaient au ministère de la Culture et des arts. Elle était aussi l'instrument de divers départements du comité central du parti et, pour certaines affaires précises, de celui de toutes les instances supérieures avec lesquelles elle réglait directement les questions importantes ; souvent elle se limitait à entériner des décisions prises au plus haut niveau. Au cas où elle aurait laissé passer quoi que ce soit, l'appareil du parti assurait les arrières, capable de retirer de la circulation un livre ou un journal déjà mis en vente, d'arrêter une émission de radio ou un film qui avaient échappé aux censeurs.

Dans les institutions scientifiques les cen-

seurs ne manquaient pas non plus : des savants titulaires de chaires qui surveillaient leurs subordonnés afin qu'aucun scandale ne vienne compromettre leur position auprès de leurs mandataires. Ainsi, une prise de position publique sur un sujet aussi délicat que le crime de Katyn était pratiquement impensable, elle aurait entraîné pour le coupable des conséquences pénibles. Les journalistes, les enseignants, même les guides de touristes, surtout en province, s'exposaient à un licenciement immédiat avec impossibilité de trouver un autre engagement, un chercheur à l'interdiction de publier.

En tête de la liste des sujets interdits figuraient les événements de l'histoire des relations polono-soviétiques, plus particulièrement de l'histoire de Russie, que seuls les professeurs de confiance étaient autorisés à présenter d'une manière sortant des schémas officiels. D'ailleurs, à bien des égards cette liberté prise avec les schémas n'était qu'apparente. En première ligne figurait le dogme mensonger selon lequel la Pologne devait son indépendance à la révolution bolchevique, en deuxième, la guerre polono-bolchevique de 1920, le pacte Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939 et, surtout, le protocole secret qui l'accompagnait, l'entrée de l'Armée rouge sur le territoire polonais le 17 septembre 1939, la part prise par le NKVD dans l'élimination de la résistance indépendantiste après la libération et le sort de la population polonaise à l'Est de la rivière Bug pendant la dernière guerre (à la seule exception de la création, en 1943, des premières cellules du régime communiste et de ses forces armées). Je n'énumère là que les sujets « délicats » liés à la seconde guerre mondiale, mais les interdits ne se limitaient pas à cette période. La falsification de toute l'histoire nationale était un des éléments constitutifs du régime communiste en Pologne¹.

Le seul signal d'une réaction sociale que

la censure autorisait dans la presse était les voix de fonctionnaires mécontents de l'inefficacité de la propagande. Cependant, hors censure, des actes individuels de protestation se produisaient, bien que rares et sporadiques, généralement sous forme d'inscriptions « tombé à Katyn » qui n'ont pas manqué sur les tombes symboliques dans les cimetières de Varsovie. Impensables au temps de Bierut, dans les années 1970 apparaissent des symptômes d'un relâchement du régime et de son déclin.

La société était bâillonnée et elle avait sur les yeux des lunettes aux verres teintés. L'historienne Krystyna Kersten, fille d'un officier assassiné à Katyn, définit ainsi la clé qui permet de comprendre les comportements de ce temps-là :

« Un amalgame particulier d'adaptation et de résistance, qui se manifestait dans diverses combinaisons et diverses proportions. Une résistance consciente ou instinctive était la marque de l'attachement aux valeurs constitutives de la société et de la nation, alors que l'adaptation, — biologique et aussi psychologique — exigeait de nombreuses compromissions plus ou moins graves. C'est elle qui incitait parfois à éliminer du conscient certaines idées, lorsque la fidélité à celles-ci rendait la survie difficile. La société oscillait entre la mémoire et l'oubli, entre l'autodéfense et l'auto-assujettissement ».

Dans le cas du crime de Katyn, « l'enchevêtrement de la connaissance et de l'ignorance, du souvenir et de l'oubli reflétait cette fusion de la résistance et de l'adaptation, de la capitulation et de l'opposition au milieu desquelles se déroulait la vie des individus et de la société depuis quarante-cinq ans »².

Une précision : l'image tracée par K. Kersten est celle qui correspond le mieux au quart du siècle des régimes de Gomulka et de Gierek où la falsification de l'histoire était de rigueur. Les compromissions dont elle parle consistaient à approuver sans protester des mensonges proférés publiquement.

1. L'histoire de l'Eglise en Pologne comptait parmi les sujets les plus délicats.

2. Krystyna Kersten, « Katyn : pamięć i milczenie » (Katyn : mémoire et silence), *Tygodnik Solidarność*, 19 (56), 6 octobre 1989 et 20 (57), 20 octobre 1989.

ALEKSANDER ACHMATOWICZ

○ TRAVAUX OCCIDENTAUX

C'est en Occident que furent entreprises des recherches entièrement libres portant sur le 20^e siècle¹. Là, on procédait à une étude scientifique détaillée du crime de Katyn, on tentait de dévoiler le but auquel il devait servir, on formulait des hypothèses vu le manque de matériaux fiables. Jusqu'au début de 1990, on devait l'essentiel des connaissances sur le sujet à ces recherches. Elles avaient élargi les constatations des communiqués officiels allemands en 1943, celles des experts internationaux et celles des rapports secrets polonais de l'époque, ainsi que celles de la commission du Congrès américain de 1952. Le mérite en revient d'abord aux Polonais émigrés après la dernière guerre, plus intéressés à établir la vérité. Leurs entreprises bénéficiaient du soutien de l'émigration politique polonaise et de ses organisations, de celui d'anciens combattants et d'institutions scientifiques, tels l'Institut et le Musée Władysław Sikorski à Londres, les bibliothèques et maisons d'édition polonaises en Europe occidentale et aux Etats-Unis, les organisations de Polonais aux Etats-Unis. Mentionnons aussi des historiens d'origine polonaise travaillant dans des universités occidentales, qui, comme Janusz K. Zawodny, ont consacré leurs travaux au crime de Katyn.

Katyn était devenu un sujet d'études historiques dans le monde libre², sauf peut-être dans les zones d'influence des partis communistes d'obédience soviétique. Mais le lecteur occidental n'a pas de raisons de se passionner pour l'histoire et le drame de la Pologne. Ainsi, on ne porte pas un intérêt particulier à ce sujet, alors que dans certains milieux perdure la tendance héritée de l'époque de l'alliance avec Staline à minimiser

la portée morale et politique de l'affaire. On observe même des tentatives de réactiver la désinformation stalinienne.

Sous Gomulka et Gierek, les résultats des travaux d'historiens occidentaux et émigrés parvenaient peu en Pologne. Les bibliothèques scientifiques étaient, certes, abonnées à des périodiques publiés à Paris ou à Londres, mais, suite à l'ingérence de la douane, et souvent par manque de crédits, les collections étaient incomplètes. Dans les années 1970, quand le régime de Gierek libéralisa la politique des passeports, autorisant des voyages à l'étranger, commença une contrebande, qui allait en croissant, de livres publiés en Occident, également en langues étrangères, sur tous les sujets dits « délicats », particulièrement sur l'histoire du siècle. Un rôle non négligeable fut joué par les radios émettant en polonais : *Free Europe*, *Voice of America* et *BBC* consacraient des émissions au problème de Katyn. Leur influence en Pologne ne fut pas toujours égale : au moment où s'intensifiait la guerre froide, le brouillage les rendait inaudibles (les stations de brouillage soviétiques, est-allemandes et tchèques prêtaient leur concours aux polonaises). L'intérêt porté en Pologne aux programmes des radios libres était lui aussi inégal : il s'intensifiait aux moments de crises aiguës et ne s'établissait définitivement qu'avec la victoire des ouvriers des chantiers navals de Gdansk en 1980.

Malgré tout, le succès de Staline dans l'entreprise de maquillage du crime de Katyn n'a été qu'apparent. A partir des années 1970, et très nettement au moment de la crise de 1976, la résistance sociale, l'opposition au mensonge s'accroissent. Elles n'étaient pas de la même nature que celles dont parle Krystyna Kersten. Dans la vie des jeunes générations polonaises grandies dans l'ignorance des aspects criminels du régime communiste, le moment était arrivé de connaître en détail le massacre de Katyn, par un livre ou une brochure, même financée par le *Propagandaamt* de Goebbels. Alors, les efforts de l'éducation communiste et le « la-

1. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'ait pas publié en Pologne de travaux de valeur ou passables. Mais un bon nombre seraient à leur place dans un cabinet de curiosités scientifiques.

2. Zdzisław Jagodziński, *Bibliografia Katynska* (Une bibliographie de Katyn), Londres, 1982, énumère 486 titres d'ouvrages en polonais et en d'autres langues (y compris les traductions) dans lesquels un chapitre ou des passages de quelque importance sont consacrés à Katyn.

vage de cerveaux » — très coûteux — de toutes les années passées étaient anéantis. Les hommes, qui, vers 1949, avaient rangé leurs souvenirs dans un placard pour qu'ils ne les gênent pas dans leur existence, les ressortaient à présent, reconstituaient dans leur mémoire des affaires connues dans leur dimension réelle. Le courant souterrain d'opposition se renforçait, s'étendait grâce aux conversions individuelles de ceux qui avaient élaboré la faculté de fonctionner dans le cadre du régime, il prenait la forme d'une opposition résolue : plus jamais avec le communisme !

○ AOÛT 1980, SOLIDARNOŚĆ ET 1990

La révolution de Solidarność d'août 1980 scella l'échec des efforts de trente-cinq années du régime visant à accréditer une version de l'histoire falsifiée par l'URSS, au bénéfice du communisme. Le souvenir du crime de Katyn y joua un rôle. Tout d'abord, il agit principalement sur un plan émotionnel, puis vinrent les revendications : celle de l'érection d'un monument à Varsovie, celle d'une mise au jour de toute la vérité sur cette affaire.

Le postulat du démaquillage de l'histoire fut brandi dès août 1980, la grève victorieuse des instituteurs à Gdansk en octobre et novembre fraya à Solidarność la voie de négociations avec le ministère de l'Éducation sur une réforme des programmes d'enseignement. Il s'agissait en premier lieu de rétablir la vérité historique et d'inscrire aux programmes les sujets les plus « difficiles », le crime de Katyn en tête. Les négociations se terminèrent, au début du mois de mai 1981, par une victoire de Solidarność. Mais le succès ne survécut pas au 13 décembre 1981, au coup d'État militaire.

Toutefois, le rétablissement du communisme reposait sur des bases plus fragiles que ne le supposaient ses artisans. Il coïncidait avec une crise générale du « socialisme réel », et tout d'abord en URSS même. La politique proclamée en 1985, la « perestroïka », comportait la transparence comme l'un des principaux points de son pro-

gramme. Il était plus facile d'abandonner sous ce prétexte toutes sortes de charges embarrassantes qui découlaient de la politique impérialiste de l'URSS, entre autres dans ses relations avec la Pologne et les autres États du bloc, et dont la continuation dépassait les possibilités du géant soviétique paralysé par une profonde crise économique.

C'est ainsi qu'en avril 1987 fut signée une déclaration commune du secrétaire général, Mikhaïl Gorbatchev, et du premier secrétaire du Parti communiste polonais, Jaruzelski, sur la collaboration idéologique : dans ce document figure la liquidation des « pages blanches » de l'histoire des relations entre les deux pays. Enfin la voie était ouverte, on pouvait se pencher sur l'affaire de Katyn, bien que des moments difficiles n'allaient pas manquer. En premier lieu, on s'occupa d'un autre problème gênant, moins ponctuel, plus européen : le pacte Ribbentrop-Molotov et ses protocoles secrets.

Une commission composée d'historiens polonais et soviétiques membres du parti fut créée, mais elle ne réussit pas à se mettre d'accord, précisément sur l'affaire de Katyn : les Soviétiques prétextaient l'impossibilité de retrouver dans les archives les documents concernant le crime. Finalement, au bout de deux ans, les Polonais rompirent unilatéralement le silence¹. La nation n'accordait aucune confiance aux membres de la commission et n'attendait pas un tel geste de leur part. La voie de la transparence s'était entrouverte dès le printemps 1988.

En 1989, des études historiques publiées en Pologne paraissent en librairie². Des délégations officielles et des familles des victimes se rendent en pèlerinage au bois

1. La première tentative de pression fut la publication, au printemps 1988, dans les journaux, de quelques articles sur l'affaire de Katyn ; la censure empêchait alors qui que ce soit d'autre de prendre la parole. Par la suite, le blocage faiblit. En 1989, parurent des relations polonaises de Katyn en 1943, peu connues du public, et enfin l'*Expertise*, par les membres polonais de la commission mixte ; la presse put faire paraître la vive polémique qui s'ensuivit.

2. Andrzej Leszek Szczęśniak *Katyn*, Varsovie, 1989 ; Adam Żochowski, *Lista Katyńska* (La liste de Katyn) ; dans l'hebdomadaire catholique *Zorza* (L'Aurore), Jędrzej Tuchołski publie sa propre liste des victimes du crime de Katyn.

ALEKSANDER ACHMATOWICZ

de Katyn. Un mouvement social sous le nom de « Famille de Katyn », dont le noyau est constitué par les proches des militaires assassinés, sort de la clandestinité et prend de l'ampleur. Des initiatives sociales de recherches sont entreprises, le crime de Katyn est l'un des thèmes de travail des Archives de l'Est créées en clandestinité, pendant l'état de guerre, destinées à recueillir les matériaux concernant l'histoire de l'affaire et des souvenirs. Des institutions, organisations et centres de recherches qui fonctionnent légalement sous le régime communiste viennent se joindre à ce mouvement social (la Société historique polonaise, la Commission de recherches sur les crimes du stalinisme créée dans le cadre de celle d'études sur les crimes contre l'humanité); des études sont entreprises et soutenues par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences et par des universités. L'église Charles-Borromée au cimetière de Powazki à Varsovie est transformée en un lieu de souvenir dédié à Katyn (son instigateur, l'abbé Stefan Niedzielak, fut assassiné « par des inconnus » à la veille des négociations de la table ronde). Actuellement, le thème de Katyn ne quitte plus les colonnes des journaux.

Rendons justice aux Russes : en URSS aussi paraissent des publications indépendantes sur le crime de Katyn, écrites dans le même esprit que les polonaises, notamment par des journalistes de l'hebdomadaire *Moskovskie Novosti* (Les Nouvelles de Moscou)¹. Dans la nouvelle situation, une garde d'honneur de l'Armée rouge avec fanfare accompagne les délégations officielles polonaises et assiste aux cérémonies funèbres au bois de Katyn. A la demande des Polonais, la plaque attribuant le crime aux Allemands a été enfin enlevée en avril 1990. L'association russe Memorial manifeste de l'intérêt

pour le bois de Katyn, lieu d'exécutions massives de l'époque stalinienne.

En se conformant aux directives du Parlement polonais, le procureur général de la République a adressé aux autorités soviétiques la demande de mise en route de l'instruction sur le crime. Les Polonais réclament que soient dévoilés les lieux où se trouvent enterrés les prisonniers assassinés des camps d'Ostachkov et de Starobielsk. Enfin, le 13 avril 1990, jour du 47^e anniversaire du communiqué de *Radio Berlin*, l'agence TASS a publié l'information sur la « découverte récente » de « certains documents concernant les soldats polonais ayant séjourné dans les camps du NKVD en URSS, à Kozielsk, Ostachkov et Starobielsk »; l'agence TASS reconnaît que, « en avril et mai 1940 ... la plus grande partie des 15 000 environ officiers polonais de ces trois camps ... avaient été mis à la disposition (dans le jargon officiel, cela voulait dire : transmis aux fins d'extermination) de la direction du NKVD des camps de Smolensk, de Vorochilovgrad et de Kalinin; depuis cette date, ils n'ont jamais été mentionnés dans les rapports du NKVD ». Le communiqué TASS rejette la responsabilité directe du « crime commis dans le bois de Katyn » sur « Beria, Merkoulov et leurs subordonnés ». Parallèlement, lors d'une rencontre au Kremlin, le président Gorbatchev a transmis au président de la République polonaise, Jaruzelski, trois dossiers de documents d'archives concernant les militaires internés dans les trois camps en hiver 1939-1940.

Les formulations employées dans le communiqué soviétique ont été interprétées en Pologne comme une dérobade visant à repousser toute la responsabilité sur des fonctionnaires d'un seul organe du pouvoir. Néanmoins, les deux Chambres du Parlement ont souligné dans leurs résolutions que l'éclaircissement de toutes les circonstances de cet acte barbare, crime de guerre et acte de génocide, doivent servir non à la vengeance mais à la réconciliation, fondée sur la vérité, des nations russe et polonaise.

1. « Simvol obchtchei biedy » (Le symbole d'un malheur général), *Planeta*, 24, 1989; Alexandre Akoulitchev, Alexeï Pamiatnykh, « Katyn : podtvierdit' ili oproviernout' » (Katyn : confirmer ou nier), *Moskovskie Novosti*, 21, 1989; Guennadi Javoronkov, *op. cit.*; V. Abarinov, « Vokroug Katyni » (Autour de Katyn), *Liternatournaïa Gazeta*, 36, 1989.

La censure d'Etat n'existe plus en Pologne. Le silence et le mensonge ne sont plus de rigueur. Les Polonais porteront éternellement dans leurs cœurs le deuil des victimes de Katyn qui témoignent du sort réservé à ce peuple dans la deuxième guerre mondiale et tout au long des cinquante années qui ont suivi.

Le crime de Katyn se caractérise par un trait spécifique qui le distingue de tous les autres crimes perpétrés au cours de la dernière guerre. Il se rattache à un mensonge sans précédent, total, qui, durant un demi-siècle, a servi à troubler la conscience nationale des Polonais, à entraver le développement de leur culture nationale et de la science, à bloquer leur libre épanouissement moral. Peut-on s'étonner que leur conscience nationale à cette époque fût malade et endolorie ? Dans les conditions créées par le système communiste, la situation psychologique des Polonais tenait de la paranoïa. Dans leur propre pays, dans un Etat qu'ils

étaient obligés de considérer comme leur Etat, ils étaient contraints à simuler l'ignorance de leur histoire, voire à se forcer eux-mêmes à considérer comme relatives les opinions, les vérités élémentaires, à essayer de se convaincre que « de toute façon, on ne sait pas ce qui s'est passé ».

La Pologne a besoin aujourd'hui de l'assainissement de son économie effondrée. Elle ne pourra pas y arriver par ses propres moyens, l'aide étrangère lui est indispensable. Mais la nation éprouve aussi le besoin d'une convalescence morale et, là, elle ne peut compter que sur elle-même.

*Traduit du polonais par
Thérèse Douchy*

□

Aleksander Achmatowicz est maître de conférences honoraire à la Faculté d'histoire de l'Université de Varsovie.

AGENCE ARTISTIQUE "VIT - ART" DE CRACOVIE
avec le concours du Consulat Général de Pologne à Lyon

vous invite au spectacle

" K A T Y Ń "

(en polonais)

Le spectacle aura lieu

le mardi 17 novembre 1992 à 19h 30

au Consulat Général de Pologne
79, rue Crillon, Lyon 6 ème

Participation aux frais : 30 F

Ce même spectacle qui en
fait est une évocation de la
tragedie de KATYŃ sous forme de
recit Ce 15.11.92 à Grenoble
Renouvelable J.D.

" K A T Y Ń "

Spectacle poético-documentaire qui retrace un des fragments les plus révoltants de l'histoire de la Pologne, connu sous le nom de "crime de Katyn". A travers des documents, poèmes et chansons, le spectateur suit le déroulement de la campagne de septembre 1939.

Les auteurs mettent l'accent sur le pacte Ribbentrop-Molotov et l'agression soviétique qu'il a engendrée.

La partie la plus bouleversante du spectacle c'est celle où nous écoutons les officiers polonais-prisonniers de guerre et ceci jusqu'au moment de leur exécution, à travers leurs mémoires et leurs lettres.

Car les auteurs ont puisé dans la matière première très diverse: ainsi nous retrouverons dans ce spectacle la poésie de M.HEMAR et F.KONARSKI, la prière du père J.PESZKOWSKI, mais aussi les aveux de l'unique témoin de ces événements tragiques.

Avec la participation de



BANK
POLSKA KASA OPIEKI S.A.

SUCCURSALE DE PARIS

21, RUE TAITBOUT
75009 PARIS

METRO CHAUSSEE D'ANTIN

TELEPHONE +2 47 12 72
TELEFAX +2 47 15 38
ADRESSE TELEGR BANKPEKAO
TELEX 660837 POLBANK (GENERAL)

Katyn



le paradis sous terre..

1 rue de la Paix
 75001 Paris
 Téléphone : 222.22.22
 Telex : 222222

Les droits de reproduction sont réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de l'éditeur est formellement interdite.

Mars - Mai 1940

Le 24 Août 1939 RIBBENTROP et MOLOTOV signent un pacte qui porte encore aujourd'hui leurs noms.

Le premier septembre 1939 l'armée allemande franchit sans déclaration de guerre la frontière occidentale de la POLOGNE.

Le 17 septembre 1939, en vertu des clauses secrètes du pacte Germano-Soviétique, l'Armée Rouge envahit à son tour la POLOGNE.

Les soviétiques font "prisonniers" environ 250 000 soldats ainsi que 15 000 officiers polonais (30% de l'élite militaire et intellectuelle de l'armée).

Ces officiers furent regroupés, sous la responsabilité du N.K.V.D, dans trois camps KOZIELSK - STAROBIELSK - OSTASZKOW; ces camps furent désaffectés en Juin 1940.

En 1941 l'URSS change de camp. Le commandement de l'armée polonaise en cours de constitution sur le territoire soviétique recherche en vain ces 15 000 officiers.

Le KREMLIN fait la sourde oreille.

En Mars 1942, des ouvriers polonais réparant une voie de chemin de fer aux environs de SMOLENSK, découvrent dans la forêt de KATYN les cadavres d'officiers polonais. La population locale les informe qu'ils ont été abattus par le N.K.V.D en Mars et Avril 1940.

Le 13 Mars 1943 la Radio allemande informe le Monde de l'existence dans cette forêt, d'un charnier (4 400 corps d'officiers polonais exécutés d'une balle dans la nuque).

Les 10 000 autres officiers ont disparu.

Les allemands décident d'exhumer les cadavres et de se servir de ce crime pour diviser la Coalition Alliée.

Le 15 Avril 1943 Radio Moscou dément et accuse les Allemands.

Le 26 Avril 1943 le Gouvernement Polonais demande une enquête à la Croix Rouge Internationale. Les Soviétiques refuseront et profiteront de cet incident pour rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement de la République de POLOGNE à Londres.

Néanmoins une Commission d'Enquête Internationale se rendra sur place du 29 Avril au 3 Juin 1943 (à la demande des Allemands) et conclura à la responsabilité des Soviétiques.

En Janvier 1944 la Commission Spéciale Soviétique, dirigée par le Prof. BURDENKO, conclura elle à la responsabilité des "Envahisseurs Nazis".

Lors du procès de NUREMBERG le Procureur soviétique tentera d'accuser les Nazis de ce massacre; ce chef d'accusation ne sera pas retenu.

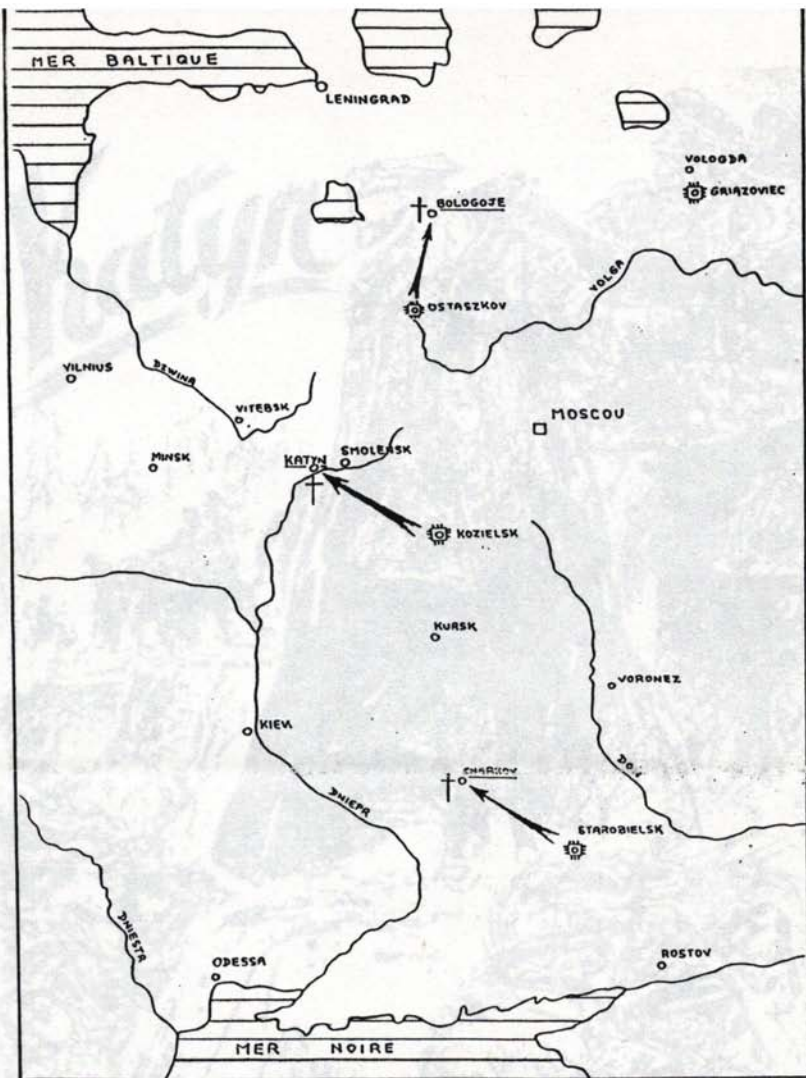
Les Alliés occulteront la vérité par crainte du désengagement soviétique.

Le 13 Avril 1990 (50 ans plus tard) l'Agence Soviétique TASS reconnaît la responsabilité du N.K.V.D dans l'assassinat des officiers polonais.

Dans la forêt de KATYN reposent les 4 400 officiers du camp de KOZIELSK.

Des recherches ont été entreprises en 1991 dans les environs de CHARKOW et KALININ pour retrouver les victimes des camps de STAROBIELSK et OSTASZKOW.

Il y a quelques semaines, dans un parc de CHARKOW ont eu lieu les premières exhumations d'Officiers Polonais exécutés d'une balle dans la nuque



⚙️ CAMPS . † EXECUTIONS

Camp de KOZIELSK (KATYN)

4 Généraux
400 Officiers d'Etat Major
3 500 Officiers
500 Aspirants

Camp de STAROBIELSK (CHARKOW)

8 Généraux
380 Officiers d'Etat Major
3 450 Officiers
30 Aspirants

Camp d'OSTASZKOV (KALININ)

6 570 Officiers
Officiers de Police
Fonctionnaires de Police
Fonctionnaires de la Justice

450 Officiers sélectionnés ont survécu, 280 rejoindront l'armée polonaise du Général ANDERS créée en URSS.

Le premier septembre 1939 l'Armée allemande franchit la frontière de la Pologne. Le 17 septembre 1939, au vu des conditions acceptées par les négociations, l'Armée polonaise a son tour la Pologne. Les officiers sont environ 250 000 soldats ainsi que 15 000 officiers polonais de l'état-major et intellectuels de l'armée.

Les officiers furent regroupés, avec les officiers de l'Armée, dans trois camps: STANISLAW, STANISLAW, STANISLAW. Ces camps furent évacués en juin 1940.

En 1941 l'URSS change de comportement et l'armée polonaise en cours de constitution en territoire soviétique recherche en vain les 15 000 officiers.

En Mars 1942, des officiers polonais rejoignent une voie de chemin de fer aux environs de SMOLENSK. Les officiers dans la forêt de KATYN les cadavres d'officiers polonais. Les officiers furent les informés qu'ils ont été abattus par le NKVD en Mars et Avril 1940.

Le 13 Mars 1942 la Radio allemande informe la Radio de l'existence d'un camp local, d'un charnier de 5 000 corps d'officiers polonais exécutés dans une fosse dans la forêt (dans la forêt de Katyn) en 1940. Les officiers ont disparus.

Un allié allemand accident d'explorer les cadavres et de se servir de la forêt de Katyn.

Le 13 Avril 1943 Radio Berlin annonce et annonce les Allemands le 20 Avril 1943 le Gouvernement polonais demande une enquête internationale. Les Soviétiques refusent et traitent de cet incident pour rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement de la République de Pologne à Londres.

Mécanisme une Commission d'Enquête internationale se réunira sur place le 29 Avril au 3 Juin 1943. La demande des Allemands et l'acceptation de la responsabilité des Soviétiques.

Le 13 Juin 1943 la Commission de la Sûreté internationale dirigée par le Prof. EUGENE KENNEDY a la responsabilité des officiers polonais.

Lors de procès de BRESLAWE (1943) les officiers polonais d'accuser les Nazis de l'extermination des officiers polonais par les Nazis.

Les officiers accusent la responsabilité de l'extermination des officiers polonais.

Le 13 Avril 1990 (50 ans plus tard) les officiers polonais reconnaissent la responsabilité de l'extermination des officiers polonais.

Dans la forêt de KATYN les responsables de l'extermination des officiers polonais.

Des recherches ont été effectuées par les officiers de CHATEAU et KALINIE pour retrouver les officiers de STANISLAW et STANISLAW.

Exposition organisée par l'Association "POLONIUM" avec la participation de:

- La Ville de Lyon
- Elf Aquitaine
- PEKAO SA

100 Diffuseurs
100 Diffuseurs
100 Diffuseurs

The Katyn Documents and the CPSU Hearings

Vera Tolz

The Russian leadership is using documents from the communist party archives to strengthen its case against the Communist Party of the Soviet Union (CPSU) at the current Constitutional Court hearings. One set of documents being used for this purpose concerns the massacre of 4,000 Polish officers in Katyn Forest in 1940. A comparison of statements made by Russian officials about the content of the documents with the texts of the documents themselves reveals many significant discrepancies. Some of the allegations made on the basis of the documents thus seem to be unsubstantiated and misleading. (The discrepancies concern former USSR President and CPSU General Secretary Mikhail Gorbachev's role in a cover-up of the "smoking gun" evidence on the Katyn massacre.) However, the Russian media and the Constitutional Court, whose creation was hailed in Russia as one of the main steps on the path to building a law-governed state, have repeated the presidential side's statements uncritically without checking their accuracy.

The Russian leadership is currently releasing documents from the archives of the Communist Party of the Soviet Union (CPSU) in order to present them at the Russian Constitutional Court hearings on the CPSU as evidence of the party's unconstitutional activities.¹ As well as providing some additional insights into the workings of the Soviet system, the newly released documents may serve as a powerful reminder of its iniquities for Russian citizens feeling nostalgic in the face of new hardships. At the same time, the Russian leadership is using the archival documents not

only for the revelation of historical truth but also to bolster its own position in the current political infighting. Specifically, the documents are aimed at discrediting former Soviet President and CPSU General Secretary Mikhail Gorbachev by demonstrating that he was personally involved in unconstitutional activities, including the suppression of documents on the party's earlier crimes.

One set of documents, released by the Russian leadership on 14 October, concerns the murder of more than 20,000 interned Polish officers and civilians by the Soviet secret police (NKVD) in 1940 and includes the Politburo resolution authorizing the massacre.² A careful analysis of

the documents, copies of which were given by Russian President Boris Yeltsin to the Constitutional Court, the Polish government, and Western journalists and obtained by the Polish service of RFE RL, reveals that the Russian leadership's description of the content of some of the documents is inaccurate and that various allegations it has made purporting to be based on the documents cannot, in fact, be substantiated by them. Whereas the presidential side in the court is correct in emphasizing that the documents help to clarify the true role of the CPSU Politburo in taking the decision to carry out the massacre in 1940, the officials make unsubstantiated statements regarding what the documents say about Gorbachev's participation in a cover-up of the "smoking gun" evidence on the massacre. In spite of this, all the statements made by Russian officials about the documents have been repeated uncritically by the chairman of the Russian Constitutional Court. Furthermore, in covering the revelations, the Russian media have also demonstrated a lack of professionalism, often repeating government statements without checking them.

While the newly released documents provide information that is crucial for an understanding of how the decision to execute the Poles was

Komsomolskaya pravda and *Izvestiya*, 15 October 1992. The released material includes four documents from the sealed Envelope no. 1 and fifteen documents on the Katyn massacre from the Archive of the President of the Russian Federation.

¹ See Vera Tolz and Julia Wishnevsky, "The Russian Government Declassifies CPSU Documents," *RFE RL Research Report*, no. 26, 26 June 1992. See also *Newsweek*, 19 October 1992.

² Russian Television, ITAR-TASS, and Western agencies, 14 October 1992; and

taken, their publication does not constitute the first admission of Soviet guilt. During Polish President General Wojciech Jaruzelski's visit to Moscow in April 1990 the Soviet Union formally acknowledged responsibility for the massacre and apologized to Poland.³ Previously, the Soviet Union had always maintained that the crime was the work of the Nazis, who discovered the graves of about 4,000 of the murdered officers in Katyn Forest in Smolensk Oblast in 1943.⁴

Why the Documents Are Important for Poland and Russia

The released documents are important from a historical point of view because they provide new details about how exactly the decision was made to execute 14,700 Polish officers and prisoners of war and an additional 11,000 Polish prisoners being held in NKVD prisons and labor camps in Western Ukraine and Belorussia. In addition, they shed light on the CPSU's role in the subsequent cover-up of Soviet responsibility for the massacre, including the orchestration of various propaganda campaigns aimed at convincing the world that the Nazis were to blame. Finally, the documents demonstrate how political considerations, rather than genuine repentance, were behind the admission by the USSR leadership in 1990 of Soviet responsibility for one of the communist party's most outrageous crimes. Even then the admission was partial, since the official statement issued by the Soviet government in 1990 spoke about the massacre of the Polish officers as a crime of the NKVD and Stalinism. The full role of the communist party was not acknowledged. At the time the CPSU still ruled the Soviet

Union; and despite the fact that even the official Russian media had already started to talk relatively freely about the criminal nature of many of the party's activities, the leadership still preferred to discuss Stalin's period in power as if it had nothing to do with the CPSU of the 1980s.

In Poland the release of the documents had a very strong impact. President Lech Walesa said that Poland would remember Yeltsin for having made a "courageous decision," while Polish politicians spoke of the event as a breakthrough in Russian-Polish relations.⁵ The most important documents from the files that were passed to Poland have been issued by the Polish news agency PAP and published in Polish dailies. While many Polish citizens and historians inside and outside Poland had always suspected the involvement of the CPSU leadership in the decision to carry out the Katyn massacre, it was feared that the key documents had either been deliberately destroyed or that they would continue to be suppressed—in other words, it was thought that the full horror of the crime would probably never be acknowledged.

In Russia, where the Katyn massacre is seen as just one of the numerous crimes perpetrated by the communist regime, the release of the documents is being treated rather differently. In the late 1980s publication in the Soviet press of revelations about the Stalinist era was an important measure of how *glasnost* was progressing, and the Soviet admission of responsibility for Katyn was a milestone in this process. Since then, however, public interest in these matters has waned, and politicians tend to discuss the crimes of the Stalinist period largely in relation to current political infighting.

The Constitutional Court of Russia has decided that it will limit its investigation into the legality of the CPSU's activities (which is crucial in determining the legality of Yeltsin's

banning of the CPSU) to the final years of the party's existence. The party's lawyers have argued that in this period the party had started to reform itself and had relinquished its claim to a leading role in the country. They also argue that by this time the party had itself condemned the crimes of the Stalin period and that therefore the party banned by Yeltsin could not legitimately be taken to task for deeds perpetrated several decades ago. The court seemed to accept this argument, and earlier attempts by the presidential side to use the party's crimes under Stalin to support its case were regularly interrupted by the chairman of the court, Valerii Zorkin, who called on the speakers not to refer to the "times of antiquity."⁶ The presidential side in the court is dissatisfied with this approach and wants the documents on the communist party's crimes under Stalin to be evaluated as well. In response to this pressure, the Constitutional Court may eventually reverse its original decision. Until it does, however, for the Russian leadership the documents on the massacre of the Poles are significant not so much for their historical revelations as for what they say about the party's activities during the Gorbachev era. In addition, the way these documents (and others) are handled by the Constitutional Court will be an important test of the court's own objectivity and independence. Under the communist regime the Soviet juridical system was a mere servant of the party. The present Russian government says that its goal is to transform Russia into a state ruled by law, and the creation of the Constitutional Court was perceived as a step in this direction.

How the Russian government treats the communist party archives,

³ TASS, 13 April 1990.
⁴ See Gabriel Superfin and Vera Tolz, "Soviet Reaction to Official Polish Revelations about Katyn Massacre," *Report on the USSR*, no. 10, 1989. About 4,000 Polish officers are buried in Katyn Forest. The others are apparently buried in Kharkov and Kalinin (now Tver) Oblasts.
⁵ ITAR-TASS and PAP, 15 October 1992.
⁶ See Carla Thorson, "The Fate of the Communist Party in Russia," *RFE/RL Research Report*, no. 37, 18 September 1992. The Constitutional Court has adhered strictly to this approach since the hearings opened in July.

which are now under the control of President Yeltsin, is also a measure of how democratic today's Russia is. Access to the CPSU Central Committee and Politburo archives is still restricted, and the most sensitive documents from these archives are not freely available to independent scholars or journalists. A commission set up to study these documents is comprised of loyal associates of Yeltsin, and most of the government officials in charge of releasing documents to the press are former members or even high-ranking officials of the CPSU. Western journalists who have seen various documents released by the Russian government point out that none of them contain any mention of Yeltsin. Commenting on the latest revelations from the CPSU archives, the Moscow correspondent of *Newsweek*, Carrol Bogert, wrote: "Although clearly genuine, the documents were often missing several pages and in some cases had been touched up by hand to remove surnames. Strangely—or maybe not so strangely—they included not a peep from Boris Yeltsin, who joined the Politburo in March 1986."⁷

Yeltsin Puts Forward His Case

Speaking at the Constitutional Court and subsequently to the Russian media, Yeltsin's press secretary, Vyacheslav Kostikov, and the presidential side's defense lawyer, Andrei Makarov, asserted that the documents they had passed to the court suggested that Gorbachev had seen the Politburo resolution of 1940 ordering the massacre of the Polish officers and that he had concealed it. Hardly having had time to check the accuracy of this statement, the chairman of the Constitutional Court, Zorkin, repeated the accusation in the same form in an interview with RFE RL given soon after the court session.⁸ In

an interview on Russian Television Yeltsin also maintained that Gorbachev had seen the resolution and suggested that the former Soviet president and party general secretary was afraid to testify before the Russian Constitutional Court because he might be asked about the Katyn massacre. The presidential side supported its claim by saying that the resolution was "passed from one general secretary to another" and that the usage list attached to the envelope in which the Politburo resolution and several other documents on the execution of the Poles were kept clearly indicated that Gorbachev had seen the contents of the envelope in 1989.⁹

Gorbachev rejected the charges, saying that the first time he had seen the Politburo resolution was on 23 December 1991, just before his resignation. Yeltsin had reportedly been present and had read the document together with Gorbachev. In view of this, the former Soviet president expressed surprise that Yeltsin had not given this important piece of evidence on the fate of the Polish officers to President Walesa during his visit to Russia in May 1992; and he suggested that Yeltsin had deliberately been keeping the document secret in order to use it at a politically advantageous moment.¹⁰

In a sense, the question of whether or not Gorbachev saw the Politburo resolution prior to 23 December 1991 could be regarded as purely academic, since it should have been clear to Gorbachev anyway that the party leadership would have been involved in taking a decision as important as the execution of the Poles. Yet, when it comes to the court investigation, the issue of whether Gorbachev in fact knew about the existence of the resolution and other documents from the sealed envelope and whether he saw them and con-

cealed them is a key one. The court can act only on the basis of hard evidence, not on assumptions. Moreover, the presidential side seems eager to base its case against Gorbachev on archival documentation rather than on general assumptions or knowledge of standard communist party practice. The latter approach would lay the way open for Yeltsin's opponents to start raising questions about what Yeltsin himself did as head of the party committee of a large oblast in the Urals region or in his capacity as a candidate member of the Politburo. The former political prisoner Aleksandr Podrabinek, who is critical of both Gorbachev and Yeltsin, has said, for example, that when Yeltsin was first secretary of the Sverdlovsk Oblast Party Committee at least seven people were arrested in the oblast on political grounds. One of them died in prison. Referring to what was known about the handling of such cases, Podrabinek maintained that, as regional party boss, Yeltsin would have sanctioned these arrests.¹¹ In June 1992 *Komsomolskaya pravda* said that Yeltsin had been involved in the cover-up of an accident that took place at a military plant in Sverdlovsk Oblast in 1979, as a result of which many people had died.¹² In response to these accusations, the weekly *Argumenty i fakty*, which follows a pro-Yeltsin line, said that not a single document "of dubious nature" bearing Yeltsin's signature had been found.¹³

Who Had Access to the Documents?

The documents given by the presidential side to the Constitutional Court and to the Polish government come from the archive of the CPSU Central Committee Politburo. This archive had the code name "special file"

⁷ *Newsweek*, 19 October 1992, pp. 18–19.

⁸ RFE RL Russian Service, "Russia Today," 18 October 1992. (Zorkin gave the interview on 15 October.)

⁹ Russian Television, 14 October 1992, 11:30 p.m.

¹⁰ *Komsomolskaya pravda* and ITAR-TASS, 15 October 1992.

¹¹ Aleksandr Podrabinek, "Perestroika: Power and the Opposition," *Express-Khronika*, no. 36, 4 September 1990.

¹² *Komsomolskaya pravda*, 10 June 1992.

¹³ *Argumenty i fakty*, no. 20, 1992, p. 1.

(*osobaya papka*) and, according to Gorbachev, contained 1,500–2,000 files.¹⁴ The “special file” was the most secret archive in the Soviet Union. Yet, from time to time the most sensitive documents were separated from the main bulk of the material and put into carefully sealed envelopes. Every time one of these envelopes was opened, a detailed entry was made by an archivist in charge of the material. The archivists could not see the content of the envelopes, which were identified only by code numbers.

Several documents—the Politburo resolution on the murder of the Polish officers; a report showing that the Politburo resolution was sent to the NKVD; a letter from NKVD Chairman Lavrentii Beria to Joseph Stalin on the Polish officers; and a 1959 letter from the KGB chairman at the time, Aleksandr Shelepin, to Nikita Khrushchev requesting permission to destroy documents on the Polish officers kept in the KGB archive—were put in a sealed envelope of this kind in 1970.¹⁵ A note written on the corner of one of the documents by an archivist says that Konstantin Chernenko, at the time head of the CPSU Central Committee’s General Department, which supervised the party archives, approved the enclosure of the documents in a sealed envelope. An entry in the usage list of the envelope (known as Envelope no. 1) also shows

that in 1981 Chernenko passed it on to Yuri Andropov, who at that time was chairman of the KGB.¹⁶

The entries on the usage list do not, however, bear any indication that Gorbachev saw it before December 1991. In fact, the 1989 statement about who had seen the contents of the envelope, to which the presidential side referred when trying to cite evidence that Gorbachev had seen the resolution, indicates that the envelope was borrowed by Valerii Boldin, at the time head of the General Department of the Central Committee.¹⁷ In this capacity Boldin supervised the CPSU archives and had the right to see its most secret documents. The entry does not say, however, that the envelope was borrowed by Boldin in order to give it to Gorbachev. Nor does it bear Gorbachev’s signature, as the presidential side claims. Since Boldin became head of the apparatus of the USSR president in 1990, one can assume that he probably told Gorbachev about the existence of Envelope no. 1. This is what, for

¹⁶ On 15 April 1981 the following, not particularly coherent entry was made by an archivist, V. Galkin: “Documents from this envelope were received from Comrade Chernenko K. U.; they were sealed. Comrade Andropov Yu. V. was informed about the documents on 15 April 1981. He made acquaintance with them and returned them in this form [that is, in the sealed envelope].”

¹⁷ On 18 April 1989 the same V. Galkin made the following entry: “Documents in the sealed file and the opened Envelope no. 1 were received from Comrade Boldin V. I. Documents from Envelope no. 1 were put into another envelope, sealed, and stored in sector VI.” The only person from the presidential team who has admitted that this entry constitutes very shaky evidence against Gorbachev is Yeltsin’s lawyer, Shakhrai. On 15 October 1992 he was quoted as saying that “there is no evidence that Gorbachev saw the Katyn documents any earlier” than in 1991.

instance, the chairman of the governmental Committee for Archival Matters, Rudolf Pikhoya, told the Polish government when passing on the archival documents. However, the court did not investigate this assumption before announcing publicly that Gorbachev had seen the resolution. Indeed, the chief judge made a statement on the matter even before Boldin had been questioned.¹⁸ Boldin’s side of the story would be important in this case, especially in view of the accusation leveled against him in late 1991 by the liberal Russian media of concealing important pieces of information from Gorbachev.¹⁹

On 15 October 1992 *Komsomolskaya pravda* published excerpts from a conversation between its correspondent and Grigorii Revenko, who became head of the USSR presidential apparatus after Boldin had been jailed for his involvement in the organization of the abortive August coup. According to Revenko, if the envelope had ever been taken to Gorbachev to read, this fact would have been noted. Revenko also says that it was he who gave Gorbachev the envelope on the eve of Gorbachev’s meeting with Yeltsin on 23 December 1991. A specific entry on this matter was made, Revenko maintains. All earlier notes about who had seen the contents of the envelope do not in any way suggest that Gorbachev was acquainted with it, Revenko says.²⁰

¹⁸ According to a book by the Moscow journalist Evgeniya Albatz based on archival documents, Gorbachev was often provided with selected and censored information by his aides in the KGB and the party. See Jewgenija Albatz, *Geheim-imperium KGB—Totengraeber der Sowjetunion* (Munich: Deutscher Taschenbuch Verlag, 1992), pp. 191–95.

¹⁹ See *Moskovskie novosti*, no. 47, 1991.

²⁰ Gorbachev says that not only Revenko but also his close associate Aleksandr Yakovlev was present when he (Gorbachev) and Yeltsin read the documents from Envelope no. 1.

¹⁴ ITAR-TASS, 15 October 1992. Nikita Petrov, a member of the Memorial society currently working in the Archive of the President of the Russian Federation, says that it is probable that the “special file” contains even more documents than Gorbachev says.

¹⁵ In an interview with the Moscow radio station Ekho Moskvy, Khrushchev’s son-in-law, Aleksei Adzhubei, said that Khrushchev did not give permission to the KGB to destroy documents on the Polish officers. While it is not possible to check Adzhubei’s statement, it is worth noting that the sealed Envelope no. 1 contains no Politburo resolution approving Shelepin’s request.

Russian politicians and journalists also allege that all the other CPSU general secretaries saw the resolution and other documents from the sealed envelope, as their signatures on the usage list testify.²¹ This statement is also inaccurate.

Khrushchev, of course, knew about Soviet responsibility for the Katyn massacre. He reportedly admitted this knowledge in a conversation with the Polish communist party leader Wladyslaw Gomulka and suggested to him that the truth should be revealed. Apparently Gomulka was against the idea, saying that the revelation would damage Soviet-Polish relations.²² Yet, contrary to the statements by Yeltsin, Kostikov, Makarov, and the Russian media, the released documents contain no indication that Khrushchev saw either the Politburo resolution or Beria's note. Similarly, Chernenko and Andropov made acquaintance with the resolution not in their capacity as party general secretary but while occupying other positions. Leonid Brezhnev's name is not mentioned at all in the usage list.

Press Coverage of the Russian Leadership's Allegations

In reporting the Russian leadership's allegations about Gorbachev's suppression of documents on the Katyn massacre, Russian Television and some other media have in many cases failed to check the accuracy of the official story. In contrast to the Polish media, few Russian newspapers have quoted directly from the documents. Excerpts from the Politburo resolution and one passage from Beria's note were read out on Russian Television. Thus, the Russian public has not yet had the opportunity to read

the text of the documents and draw its own conclusions.

Moreover, some of the statements by the presidential side imply that Gorbachev concealed not only the Politburo resolution but even the very fact that the Katyn massacre was the deed of the Soviet Union. This allegation was made on 14 October by Sergei Shakhrai, Yeltsin's personal lawyer in the Constitutional Court, and was repeated uncritically by Russian Television. On 14 October the main television news program "Vesti" stated that "until now the official version of events regarding the Katyn massacre has maintained that the Polish officers were killed by the Nazis."²³ In fact, not only did the Soviet Union formally admit its guilt in 1990, but from 1989 onward the official Soviet press was already publishing articles and documents demonstrating Soviet responsibility for the massacre.

Guilt by Association

In describing the documents from the sealed envelope, the presidential team in the Constitutional Court and most of the Russian media said that on 5 March 1940 "the Politburo decided to suggest to the NKVD that it should investigate the cases of more than 20,000 Polish officers . . . and apply to them capital punishment without trial. Beria's note with the same date was read out [at the Politburo meeting]. Bearing the signatures of Stalin and Voroshilov, the note contains a list of the Poles according to their ranks."²⁴ Many other reports just said that the party had ordered the execution, without even mentioning the role of the NKVD.

An examination of the documents themselves, however, provides a rather different picture of events. They

reveal that on 5 March 1940 Beria wrote a note to Stalin telling him that the Polish officers, who were being held prisoner on the territory of the USSR, were "involved in anti-Soviet propaganda. Each of them is only waiting for his release from imprisonment in order to enter into a struggle against Soviet power." Beria wrote that the NKVD considered it necessary to execute the Polish officers and asked the Politburo to authorize the execution. The Politburo resolution signed by Stalin giving approval for the executions was identical in wording with the last part of Beria's note.²⁵ Thus, contrary to the impression created by the presidential side and the Russian media, it was not the Politburo that originally suggested the executions but the NKVD.

It may be argued that the question of who first suggested that the Poles should be executed is purely of scholarly interest. It is clear that the final decision would in any case have been made by the Politburo, in particular by Stalin. If Stalin had said "no," the Poles would have remained alive. Yet, the inaccurate citation of the documents lays Yeltsin's side open to charges of whitewashing the NKVD, the KGB's predecessor. Indeed, *Komsomolskaya pravda* quoted Kostikov as describing the NKVD as merely an obedient servant of the party,²⁶ whereas the documents testify to the NKVD's role as the initiator of the massacre. This misrepresentation of the story adds weight to accusations that have already been leveled against the Constitutional Court in connection with earlier revelations from the party archives—namely, that in discussing the party's crimes the court and the media have failed to pay enough attention to the role of the secret police. These accusations of course have serious political implications. Whereas the CPSU is unlikely

Russian Television, 14 October 1992, 1:30 p.m.; and ITAR-TASS, 14 and 15 October 1992.

²¹ See Leopold Jerzewski, "Katyn 1940," *Text*, 1983, p. 47; and Janusz K. Zawodny, *Death in the Forest: The Story of the Katyn Forest Massacre* (Paris: University of Notre Dame, 1962).

²² "Vesti," Russian Television, 14 October 1992, 2:00 p.m.

²³ A summary of the content of the documents by Kostikov as quoted by V. Filin in *Komsomolskaya pravda*, 15 October 1992.

²⁴ Document no. 3 (code 794 B) from Envelope no. 1.

²⁵ *Komsomolskaya pravda*, 15 October 1992.

SOVIET SECRETS REVEALED

to reemerge as a strong political force, the KGB continues to exist in its new incarnation as the Russian Ministry of Security. Many KGB employees and officials still occupy the same positions as they did under communist rule; the organization has yet to repent its crimes publicly; and, according to various press reports, it is still involved in manipulating the media and shadows Yeltsin's political opponents, even members of the Russian parliament.²⁷

Was Gorbachev Any Different from His Predecessors?

In releasing documents from the party archives, the Russian leadership is trying to prove that Gorbachev's policies were no different from those of his predecessors. The description of the documents on the massacre of the Polish officers as presented by the presidential side is aimed at creating this very impression.

Apart from the documents from the sealed envelope, the presidential side also gave the Polish government and the Constitutional Court documents from "the special file" (the Politburo archive). These describe how in the 1970s the communist party leadership orchestrated a disinformation campaign concerning the Katyn massacre and how in 1988 the Gorbachev leadership began discussing how the Soviet government should officially admit Soviet responsibility for the crime.

Commenting on this set of documents, the presidential side's lawyer, Makarov, said on Russian Television on 14 October that all the documents indicated an incredible degree of cynicism on the part of their authors. This statement was calculated to make it look as if the documents of the 1970s were no different in terms of style and the level of disinformation from the documents of the late 1980s. In fact,

the style of the documents from the two periods is markedly different. The documents from the Brezhnev era are full of statements about Nazi responsibility for the crime; and any discussion in the West of who was really to blame is dismissed as Nazi-type anti-Soviet propaganda, hostility toward the USSR, and so on.

In 1988 the fate of the Polish officers appeared on the Gorbachev leadership's agenda apparently for the first time. None of the documents from this period alleges Nazi responsibility for the crime, and it is clear that from 1989 onward the Soviet leadership realized that it was not in the country's interest to go on maintaining the Soviet fiction about the Katyn massacre. Of course, Poland wanted the Soviet Union to acknowledge its guilt earlier; there were hopes that Gorbachev would make the revelations during his trip to Poland in 1988. Even the communist government in Poland allowed the publication in the official Polish press in February 1989 of material pointing to Soviet guilt in the Katyn massacre without waiting for Moscow's permission (although the official statement by the Soviet government on the massacre was issued only after the fall of the Communists in Poland). Nonetheless, the present Russian leadership's argument that Gorbachev's handling of the Katyn massacre was on a par with that of his predecessors does not hold water. As long ago as 1989 the official Soviet press was starting to publish articles refuting the traditional Soviet version of the massacre of the Polish officers—something that would have been unthinkable before Gorbachev came to power.²⁸ And although from a Polish point of view the official admission of Soviet guilt came disgracefully late, in the Soviet Union it was regarded at the time as yet another important step in the liberal-

ization of the country's political climate.

Conclusion

Having started as a rather calm and impartial investigation into the CPSU's activities and the legality of Yeltsin's ban on the party, the Constitutional Court hearings seem to be gradually turning into a personal battle between Gorbachev, on the one hand, and Yeltsin and the court's chairman, Zorkin, on the other. In the course of this battle, both sides are employing questionable means. Gorbachev has ignored the court's summons to attend the hearings and is accusing the judges of being "bribed by Yeltsin," without citing any proof. The other side seems to be misusing archival documents, attributing to them much more concrete proof of Gorbachev's guilt than can be supported by the documents themselves.

When in 1990 the Gorbachev leadership blamed the NKVD and Stalinism for the massacre of the Poles, this formulation was aimed at playing down the role of the communist party as an organization. Gorbachev can be criticized for failing to emphasize properly communist party responsibility for the crime and also for failing to order a search for the documents on the Katyn massacre and other crimes of the CPSU in the most obvious place—the Politburo archive. At the same time, it should be borne in mind that in 1990, when the admission of Soviet responsibility for the massacre was finally made, the liberalization of the political situation in the USSR had not reached the point where material from the Politburo archive could have been made public.

To the Russian government, however, a charge against Gorbachev of his playing down the party's role and of failing to order a search for the documents probably seemed too weak to be brought before the court; it was therefore probably decided to present more concrete evidence of Gorbachev's guilt. An examination of

²⁷ See, for instance, Vitalii Ruchinsky in *Nezavisimaya gazeta*, 1 October 1992; and Mark Deich in *Moskovskie novosti*, no. 42–3, 1992.

²⁸ See, for example, Aleksandr Akulichev and Aleksei Pamyatnyk, in *Moskovskie novosti*, no. 21, 1989.

he documents, however, shows that the evidence is not quite as concrete as the presidential side claims.

The serious discrepancies between the actual text of the documents and Russian officials' statements about them were bound to

come to light, and they add weight to the charges that the Russian leadership is manipulating the communist party archive for political purposes. Finally, the Constitutional Court, the creation of which was hailed in Russia as a major step on

the path to building a democratic society, has been too hasty in making pronouncements about the documents without having had a chance to analyze them properly.

RU92/490.RIR

23 October 1992

responsabilité limitée, Kier. Certains qualifient ce journal — largement illustré — de « pornographie politique », d'autre de « *Canard enchaîné* polonais » — ce que, personnellement, je trouve injurieux pour le *Canard* —, et ses partisans l'apprécient pour indépendance et pour ses articles d'investigation insolents. *Nie* (qui emploie une quinzaine de journalistes) s'attaque principalement aux élites au pouvoir, qui, pour J. Urban, sont forcément corrompues. Il plaît surtout aux anciens de l'appareil communiste mais aussi à tous les frustrés, laissés-pour-compte de la réforme économique et sociale. Cet hebdomadaire s'est fait le champion dans l'art de remuer les plus bas penchants d'une partie de la population. Pourtant, on ne peut pas non plus nier que, parfois, il met le doigt sur des tabous ou des aspects de la réalité qu'il est bon de dénoncer. Mais sûrement pas de la manière dont *Nie* le fait, en vautrant tout et tout le monde dans la boue.

Nowy Swiat (Nouveau monde) : Créé fin 1991, ce quotidien qui se dit indépendant fait signer la plupart de ses commentaires politiques par des hommes politiques de droite proches de l'Entente du centre de J. Kaczynski ou de l'ancien Premier ministre Jan Olszewski. Très nationaliste, contre l'accord d'association avec la Communauté européenne, contre l'avortement et très clérical, *Nowy Swiat*, dirigé par Piotr Wierzbicki (ancien journaliste de *Tygodnik Solidarnosc* « seconde mouture »), prétend être victime de l'emprise de la gauche et des « bolcheviques » sur l'ensemble des médias. Il est financé par cinq entrepreneurs privés mais 10 % des parts appartiennent à la Fondation de presse de *Solidarnosc* liée avec l'Entente du centre

Zycie Warszawy (La vie de Varsovie) : C'est le principal quotidien de la capitale polonaise connu pour offrir à ses lecteurs le plus grand choix d'annonces du pays. L'équipe rédac-

tionnelle (d'une centaine de journalistes payés 1 200 000 zlotys par mois) a été partiellement renouvelée. Son tirage est de 160 000 exemplaires. Moins complet que *Gazeta* ou *Rzeczpospolita*, ses informations sont sans doute les plus fiables et les mieux vérifiées, notamment en politique intérieure.

Tygodnik Solidarnosc (L'hebdomadaire de *Solidarnosc*) : Le *Tygodnik Solidarnosc* mouture n° 1, est le premier acquis des grèves du mois d'août 1980 et le premier journal syndical indépendant. Son rédacteur en chef, Tadeusz Mazowiecki, en fera « l'organe » de *Solidarnosc* jusqu'au 13 décembre 1982, date à laquelle il sera interdit. Sa parution reprendra en juin 1989 avec le même rédacteur en chef et une équipe partiellement renouvelée (voir *La Nouvelle Alternative* n° 16). *Tygodnik Solidarnosc* reste l'hebdomadaire du syndicat Solidarité, même si certaines voix lui reprochent de se politiser de plus en plus. Lorsque Tadeusz Mazowiecki est nommé Premier ministre, Jan Dworak, journaliste et secrétaire de rédaction de *Tygodnik*, prend sa succession avec l'accord de l'équipe rédactionnelle. Le numéro 19 clôt les deux premiers chapitres de la vie de ce journal. En effet, Lech Walesa craignant qu'il ne soit trop attaché à la personne de T. Mazowiecki et qu'il ne devienne « l'organe » du nouveau Premier ministre, nomme Jaroslaw Kaczynski à la place de Jan Dworak. Dès lors une grande partie de la rédaction quitte *Tygodnik*, pour rejoindre, dans la plupart des cas, *Gazeta Wyborcza*. Aujourd'hui, l'hebdomadaire tire à 100 000 exemplaires et a perdu beaucoup de son prestige. Il est lié à l'Entente du Centre, sans en être pour autant le porte-drapeau. Depuis 1989, les rédacteurs en chef se sont succédés. Aujourd'hui, c'est Andrzej Gelberg.

E. K.

Les victimes polonaises de Staline

Bruno Drweski

La remise aux autorités polonaises par le président Eltsine du document sur lequel figure la décision prise au printemps 1940 par la direction soviétique de faire exécuter près de 30 000 citoyens polonais, a définitivement permis de confirmer que le massacre avait été perpétré par des Soviétiques, qu'il ne fut pas, à l'époque, le seul massacre de citoyens polonais, et que tous ces crimes visaient à exterminer les représentants des élites militaires, politiques, sociales et administratives polonaises.

Au printemps 1940, la sécurité d'État soviétique exécuta les officiers polonais, de carrière ou réservistes, les anciens fonctionnaires de l'État, les policiers, les colons polonais venus s'installer sur les territoires peuplés majoritairement de Biélorusses ou d'Ukrainiens ainsi qu'un grand nombre de propriétaires fonciers et de militants politiques ou syndicaux. Il furent tous tués en fonction de leurs origines ou de leur position sociale, indépendamment de leur attitude individuelle à l'égard des classes populaires. C'était l'application, sous une forme particulièrement sauvage et primitive, du principe de la responsabilité collective dans les rapports sociaux.

Katyn et la politique générale de Staline

Le massacre de Katyn peut nous amener à réfléchir sur les interprétations différentes auxquelles il a donné lieu en Pologne et ailleurs, ainsi que sur la signification de cet événement dans l'évolution des conceptions politiques et nationales en URSS au cours de la période 1939-1945.

Pour un observateur extérieur, occidental ou soviétique, le massacre de Katyn et ceux qui l'ont accompagné, est un des nombreux épisodes de la terreur qui régna en URSS entre 1929 et 1953 et qui frappa indistinctement toutes les nationalités et tous les « déviants ». On remarquera qu'au même moment où des Polonais étaient exécutés à Katyn ou ailleurs, d'autres habitants de l'URSS étaient arrêtés, déportés, exécutés ; que, dans l'ensemble, la répression soviétique épargna certaines couches de la population polonaise (paysannerie, milieux ouvriers, universitaires ou littéraires) et que certains Polonais s'associèrent à la politique soviétique.

Pour la majorité de l'opinion polonaise, le massacre de Katyn symbolisa, dès qu'il fut connu, la politique de

Staline à l'égard de leur nation. La répression visa à cette époque tout particulièrement les Polonais, et Staline sembla accepter, de concert avec l'Allemagne nazie, la disparition définitive de la nation polonaise. Il semble évident qu'au cours de la période stalinienne beaucoup de Polonais ont été pourchassés en URSS avec un acharnement particulier. La proportion générale de Polonais arrêtés ou déportés, par rapport au total de la population polonaise d'URSS, dépasse largement celle de la plupart des autres nationalités de cet État. Ce phénomène ne date d'ailleurs pas de 1939. Dès le début des années 30, la population des régions autonomes polonaises créées en URSS à l'époque de Lénine fut déportée et, en 1938, une grande partie des membres du parti communiste polonais fut attirée en URSS pour y être exécutée (1).

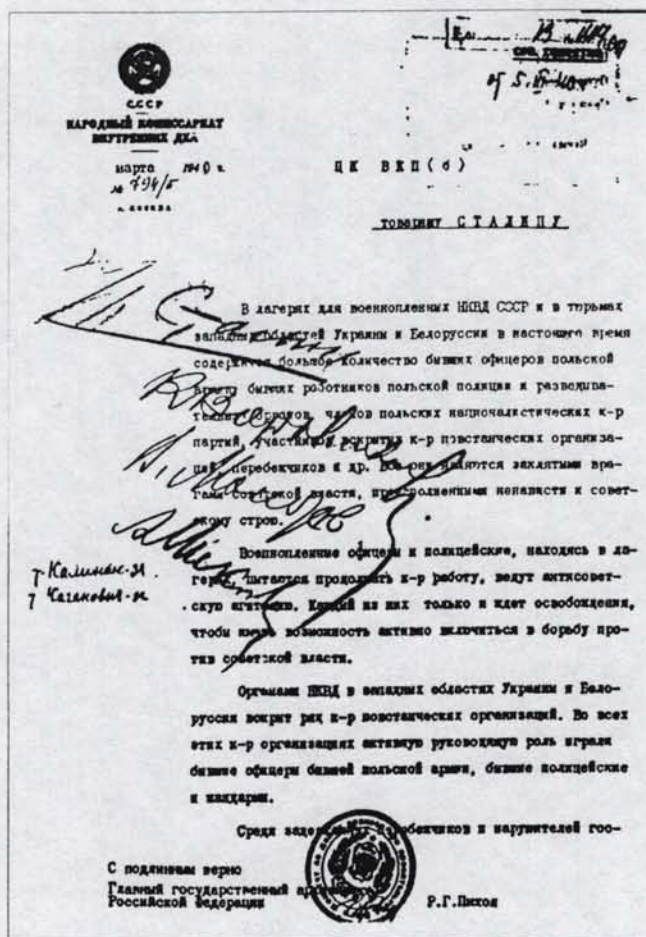
Le cas polonais nous permet de découvrir que si, comme partout ailleurs en URSS, les élites traditionnelles furent particulièrement visées par la répression stalinienne, la sécurité d'État soviétique fut de plus en plus amenée à justifier sa politique en s'appuyant sur une argumentation néo-nationaliste, ce qui lui permettait d'exploiter, selon les besoins du moment, les sentiments ethnocentriques des uns ou des autres. Ce type d'argumentation vint s'ajouter à la version réductrice du marxisme diffusée en URSS sous Staline et qui, à elle seule, ne suffisait plus à légitimer son régime.

Plusieurs éléments purent être utilisés pour justifier aux yeux des différentes populations soviétiques la répression visant les Polonais : l'image de la culture polonaise fortement marquée par son passé nobiliaire, les ressentiments consécutifs à la guerre polono-soviétique de 1919-21, la structure de type « colonial » de la population polonaise habitant les régions orientales de l'ancien État polonais d'avant 1939, le désir de revanche que pouvaient entretenir certains Biélorusses et Ukrainiens envers les Polonais, l'irritation que ressentait certains Juifs devant les attitudes condescendantes à leur égard d'une partie des élites polonaises. Ces éléments permirent, dans plusieurs cas, de glisser d'une critique simpliste de la structure de base de la société polonaise de l'Est à une dénonciation de presque toutes ses valeurs culturelles et nationales. Il ne s'agissait évidemment pas d'une remise en cause des principes sociaux du marxisme stalinien vulgaire au profit du néo-panславisme. Il ne s'agissait encore que d'une utilisation tactique des différences et des antagonismes ethniques, pour affermir le contrôle des pouvoirs des staliniens sur les différentes populations.

Cette évolution contribua à renforcer les antagonismes et à vider progressivement le système stalinien de toute légitimité. La combinaison, au gré des besoins, d'arguments « sociaux » et « nationaux » pour dénoncer les comportements « déviants » — phénomène datant de l'époque tsariste —, contribua à élargir constamment le cercle des répressions en URSS et créa une dynamique de la terreur de plus en plus incontrôlable.

Les Polonais eurent tendance à considérer que leurs valeurs nationales ou politiques expliquaient l'acharne-

1. Il est intéressant de noter que les élites politiques et intellectuelles polonaises réagirent peu à ces premières vagues de répression car, même si elles visaient leurs compatriotes, elles ne s'attaquèrent qu'à des milieux refusant largement les valeurs polonaises traditionnelles.



La première page de l'ordre sur le massacre de Katyn.

ment particulier manifesté par les staliniens à leur égard, ce qui est partiellement vrai. Mais cet acharnement contribua aussi à aviver les méfiances entre les Polonais et les Biélorusses, les Juifs, les Russes ou les Ukrainiens, ce qui était sans doute le but fondamental recherché par Staline. En jouant, au gré de ses besoins immédiats, sur les sentiments ethnocentriques de chacune des nationalités de l'URSS, Staline contribua à incruster en chacune d'elles la certitude d'être la victime quasi-exclusive de ses voisins. On doit aujourd'hui prendre conscience du fait que les croix qui ornent en Pologne, et désormais à Katyn, les monuments aux victimes de ce massacre peuvent contribuer à faire oublier que, parmi ces victimes, on trouve aussi des juifs, des orthodoxes, des protestants, des musulmans et des athées. L'ignorer est la marque d'un ethnocentrisme « polonais-catholique » en partie conforté par Staline.

Le massacre de Katyn doit aussi nous faire réfléchir aux conséquences que les changements territoriaux obtenus par l'URSS en 1939 entraînèrent sur ses conceptions stratégiques. Il y eut, cette année-là, « rencontre » massive entre des éléments d'une société formée dans le moule stalinien et des populations soudainement confrontées à cette réalité. Ce phénomène semble avoir été « étudié » de façon détaillée par le pouvoir stalinien. Les futures victimes de Katyn furent d'abord traitées avec égards. Chaque prisonnier fut l'objet d'une enquête individuelle minutieuse, ses comportements furent analysés et confrontés aux

résultats des conversations avec les cadres de la sécurité d'État soviétique. De l'avis même des rares témoins survivants, ces cadres faisaient montre d'un bon niveau intellectuel. Cette attitude des pouvoirs soviétiques envers les prisonniers issus des élites polonaises n'avait rien de commun avec le comportement brutal et simpliste qu'ils avaient au même moment à l'égard de la masse des détenus en URSS. Les autorités soviétiques prirent sans doute la décision d'exécuter la quasi-totalité des détenus polonais lorsqu'elles arrivèrent à la conclusion que leurs prisonniers étaient « irrécupérables » pour les objectifs de la politique stalinienne.

Les Soviétiques et la question polonaise après 1940

Après la vague de massacres du printemps 1940, les autorités soviétiques modifièrent progressivement, sans doute en raison de l'évolution de la conjoncture internationale, leur attitude à l'égard de la question polonaise. Il semble qu'elles aient alors mieux compris que, indépendamment de leurs différences de classe, les Polonais se reconnaissaient dans des valeurs culturelles incompatibles avec les schémas russo-soviéto-staliniens. Staline semble avoir admis, dans une certaine mesure, que les communistes polonais puissent avoir des attitudes différentes de celles des Soviétiques. Comme il semble avoir accepté que les milieux intellectuels polonais non communistes manifestent un sentiment patriotique qui n'était pas forcément aristocratique ou réactionnaire. Les communistes polonais réfugiés en URSS cessèrent alors d'être systématiquement traités avec méfiance, mais Staline engagea par exemple des conversations avec Kazimierz Bartel, ancien Premier ministre de Pologne à l'époque de Pilsudski et professeur à l'École polytechnique de Lvov.

On peut émettre l'hypothèse que la confrontation

entre les résultats des enquêtes menées sur les membres des élites polonaises exterminées en 1940 et les comportements de la masse des populations de l'ancienne Pologne orientale englobées après 1939 dans l'URSS, a convaincu les dirigeants soviétiques de l'existence de valeurs culturelles nationales bien distinctes. Cette constatation facilita peut-être la réhabilitation, ambiguë et souvent peu cohérente, du fait national dans l'idéologie dirigeante en URSS.

Il est assez net que les dirigeants staliniens ont par la suite tenu compte, dans une certaine mesure, du fait que les valeurs d'honneur, de liberté individuelle, de respect de la personne humaine auxquelles se référaient, lors de leur internement, les victimes de Katyn, étaient enracinées dans l'ensemble du peuple polonais. Cela explique pourquoi, après 1941, les dirigeants soviétiques cessèrent d'envisager tout agrandissement de l'URSS et préférèrent la constitution d'États nationaux associés à l'URSS qui conservaient une certaine personnalité. L'objectif d'une Pologne soviétique à laquelle adhéraient encore certains communistes polonais, fut désormais combattu par Staline lui-même.

Il est intéressant aussi de constater que la décision d'assassiner les prisonniers polonais ait été signée par l'ensemble des membres du Politburo soviétique ; Staline appliqua sans doute à cette occasion le principe de la responsabilité collective pour les membres de la haute hiérarchie de l'URSS. Cela permet de supposer que, même à ce niveau, il n'était pas persuadé de la disparition de toute trace de sentiment humanitaire, ce que l'évolution de l'URSS après 1953 semble confirmer. On peut donc estimer que, loin de refléter une nature de classe, le sentiment humanitaire, même perverti ou réprimé, continuait à exister et à se manifester jusqu'au sommet de la hiérarchie soviétique. C'est peut-être le message que nous ont légué les victimes de Katyn et qui est confirmé par l'existence même de ce document collectif glacial du Politburo stalinien.

LETTERE INTERNAZIONALE

LE N° 31 offert sur demande

« La seule grande revue de l'Europe intellectuelle »
Jean Paulhan

Un lieu d'échanges et de confrontations sans équivalent en Europe.

Des écrivains, des intellectuels, des citoyens.

Tous les trois mois :
des essais, des fictions, des poèmes,
des thèmes riches et ouverts,
des auteurs du monde entier, connus ou à rencontrer.

LETTERE INTERNAZIONALE VUE PAR LA PRESSE
"On trouve l'essentiel au moment opportun ? Dans Lettere Internazionale", L'Express "Cosmopolite"
"Un pont entre les cultures", L'Europe "Un plaisir infini", Le Monde "Grâce à Lettere Internazionale, l'idée d'Europe chère à Thomas Mann progresse. Dans l'allégresse", le Quotidien de Paris

Abonnement : France : 500 F par an (+ nos) Europe + Maghreb : 530 F
Autres pays : 540 F Par chèque à l'ordre de : Lettere Internazionale,
18 rue Saint Fiacre 75005 Paris ou CCP Paris 812520 X

ARTICLE en POLONAIS SUR
KATYN et les autres LOCALITES
(nombreuses) connues et
inconnues ou il y a eu des
éxecutions -.

historia

Najbliższe dni pokażą, co kryje ziemia w Miednoje, Charkowie i w Lesie Katyńskim. Wiadomo już, że ekipy specjalistów, wśród których jest autor artykułu, natrafiły na pierwsze szczątki polskich oficerów

Darń i tabliczka

Czy ekshumacje pod Twerem, Charkowem i w Katyniu są niezbędne, czy znajdują uzasadnienie? Na to pytanie należy dać sobie odpowiedź zanim podejmie się ich trud.

Przed wszystkim trzeba sobie zdać sprawę, co dotychczas zrobiono.

Trzy lata temu brałem udział w wycinkowych pracach ekshumacyjnych. Makabryczne te czynności były podyktowane potrzebami śledztwa w sprawie zbrodni katyńskiej, prowadzonego przez Naczelną Prokuraturę Wojskową ZSRR.

Pod Twerem i Charkowem w 1991 r.

Chodziło o stwierdzenie nie znanych wówczas miejsc ukrycia zwłok jeńców ze Starobielska i Ostaszkowa, ustalenie przyczyny ich śmierci oraz czasu dokonania zbrodni, a także – w miarę możliwości – ustalenie tożsamości zamordowanych.

Wyniki przeszły najśmielsze oczekiwania. W szóstym kwartale strefy parkowo-leśnej okalającej Charków wydobyto z ziemi szczątki 169 polskich oficerów. Jak wykazały ślady obrażeń, wszyscy zostali zamordowani strzałem w tył głowy. Znalezione w mundurach przedmioty, zwłaszcza dokumenty, świadczyły, że należały one do

jeńców z obozu starobielskiego i że zbrodni dokonano wiosną 1940 r.

W Miednoje pod Twerem, z głębokiego na 4 metry dołu, wydobyto zwłoki 243 ludzi w polskich mundurach policyjnych oraz Straży Wewnętrznej i Straży Granicznej. Mordu dokonano w ten sam sposób i w tym samym czasie, co w Charkowie. Zamordowani byli więźni w obozie pod Ostaszkowem, skąd przewieziono ich na egzekucję do Tworu.

Zarówno w Charkowie, jak i w Miednoje udało się stwierdzić tożsamość niektórych ofiar zbrodni.

Sondażowe wykopy pozwoliły również ustalić, że w bezpośrednim sąsiedztwie eksploatowanych stanowisk znajdują się dalsze doły wypełnione zwłokami polskich jeńców. Można oczekiwać, że w Charkowie spoczywa w nich ponad 3800 oficerów ze Starobielska, zaś w Miednoje 6300 policjantów z obozu w Ostaszkowie.

W Katyniu w 1943 r.

W Lesie Katyńskim pod Smoleńskiem ekshumacji dokonano w 1943 r. Komisja Techniczna PCK wydobyła wtedy z siedmiu „dołów śmierci” – jak je nazywamy – zwłoki ponad 4200 oficerów Wojska Polskiego, więzionych w trzecim z wielkich obozów jenieckich

gazeta

Rosjanie chcą prywatyzować Las Katyński?

Rosjanie chcą prywatyzować teren Lasu Katyńskiego. Wolą, aby na miejscu planowanego cmentarza polskich oficerów, rozstrzelanych w 1940 roku przez NKWD, stanął pomnik ofiar totalitaryzmu wszystkich narodowości.

Wicepremier Rosji Jurij Jarow i wiceminister kultury Władimir Wacziur, pełnomocnik rządu Rosji ds. Upamiętnienia Miejsc Pochówku Ofiar Stalinizmu, są przeciwni budowie polskiego cmentarza w Katyniu.

Podczas sobotniej wizyty w Smoleńsku rosyjskiej delegacji rządowej z premierem Wiktorem Czernomyrdinem na czele, Rosjanie mówili o koncepcji prywatyzacji i parcelacji Lasu Katyńskiego. Zamiast polskiego cmentarza Rosjanie chcą wybudować pomnik ofiar totalitaryzmu wspólny dla wszystkich narodowości. Strona rosyjska stale podkreśla, że w lesie katyńskim spoczywa 10-krotnie więcej pomordowanych obywateli byłego ZSRR niż Polaków.

Nieprzyjazne Polsce stanowisko zajmują deputowani Dumy smoleńskiej, którzy wypominają nam żołnierzy Armii Czerwonej rzekomo pomordowanych w 1920 r. w polskich obozach jenieckich.

Członkowie polskiej ekipy, którzy poszukują szczątków oficerów za-

mordowanych przez NKWD odmówili udziału w obradach smoleńskiej Dumy.

W sobotę z premierem Rosji Wiktorem Czernomyrdinem spotkał się kierujący pracami w Katyniu docent Marian Głosek z łódzkiego oddziału Polskiej Akademii Nauk.

W lipcu Rosja zobowiązała się, że pokryje większość kosztów ekshumacji, budowy cmentarza i pomników w Katyniu i Starobielsku.

Najpierw konieczna jest jednak lokalizacja polskich mogił i ustalenie, czy polscy oficerowie w ogóle spoczywają w Katyniu (być może ich zwłoki zostały przez sowietów wywiezione stamtąd w 1944 roku). Na razie strona rosyjska konsekwentnie robi wszystko, aby prace w Katyniu utrudnić – polscy specjaliści od tygodnia czekają na obiecaną koparkę.

Tymczasem w Miednoje odkryto w sobotę kilka rur wkopanych pionowo w ziemię, którymi NKWD oznaczało miejsca pochowania zwłok.

Ekipa polska pracuje również w Charkowie. Wykonano tam kilkadziesiąt otworów sondażowych, które pozwolą na dokładną lokalizację polskich mogił.

LESZEK KRASKOWSKI z Tworu (Życie Warszawy 226/94)

ŻYCIE WARSZAWY

Premier Rosji w Katyniu

Tyle już razy obserwowaliśmy niezbyt fortunny reakcje oficjalnych czynników rosyjskich próbujących relatywizować skomplikowaną przeszłość naszych wzajemnych stosunków. Tyle razy spotykaliśmy się z odmową, a przynajmniej z rosyjskim oporem wobec powtórzenia w Warszawie pamiętnego gestu Willy Brandta czy – ostatnio – Romana Herzoga. Tak długo trwało – nawet w ostatnich latach – usiłowanie politycznego dyskutowania tragedii katyńskiej i tak bardzo niejasny pozostawał problem ekshuma-

cji poległych więźniów Kozielska – w Katyniu i Ostaszkowa – w Miednoje pod Twerem. (Ekshumacja ofiar Starobielska w Charkowie przebiegała bowiem bez zakłóceń). Na tym smutnym na ogół tle warto więc dostrzec i docenić sobotnią (10 września) wizytę w lesie katyńskim premiera Rosji – Wiktora Czernomyrdina, pierwszej tej rangi osobistości rosyjskiej po wiceprezydencie Aleksandrze Ruckim, który był tu latem ubiegłego roku. Czy wizyta ta, wraz z zarysowanym ostatnio nowym podejściem rosyjskich władz lo-

kalnych okaże się rzeczywiście „przełomem” – o tym zdecyduje przyszłość. Ale warto już teraz zapamiętać wypowiedziane w Katyniu słowa premiera Rosji: „To miejsce musi być dla wszystkich miejscem świętym”. I odpowiedź niestrudzonego kapelana Rodzin Katyńskich, ks. Zdzisława Peszkowskiego: „Nie ma w nas nienawiści ani zła. Przekazuję ci akt przebaczenia i pojednania.”

ANDRZEJ ROMANOWSKI
(Tygodnik Powszechny 38/94)

TYGODNIK POWSZECHNY

NKWD – w Kozielsku. Stwierdziła, że wszyscy zostali zamordowani strzałem w tył głowy wiosną 1940 r. Po dokonaniu obdukcji zwłok, złożono je godnie do sześciu zbiorowych bratnich mogił. W 1943 r. powstał więc w Lesie Katyńskim polski cmentarz wojskowy.

Zabrakło na nim około 200 zwłok nie wydobytych z ósmego „dolu śmierci”. Komisja PCK odkryła go, zorientowała się, ile zakopano w nim zwłok i zasypała go z powrotem. Zbliżający się front uniemożliwił prowadzenie dalszych prac.

Dzisiaj cmentarz katyński nie istnieje. Na początku lat 80. władze ZSRR wzniosły w tym miejscu pomnik ofiarom – Memorial Żertwam.

Patykiem w piachu

Zdjęcia lotnicze Luftwaffe wykonane jesienią 1943 i wiosną 1944 r., już po zajęciu terenów podsmoleńskich przez wojska sowieckie, pokazują, że w Lesie Katyńskim prowadzono prace ziemne z użyciem ciężkiego sprzętu. Wiązały się one prawdopodobnie z działaniem sławetnej, fałszerskiej Komisji Specjalnej profesora Nikołaja Burdenki. Jak podaje jej komunikat – wydrukowany w Moskwie w języku polskim w nakładzie 14 tys., egzemplarz po 75 kopiejek – komisja przeprowadziła reekshumację 925 zwłok polskich oficerów, udowadniając (nieudolnie), iż zbrodnia została popełniona przez Niemców. Komisja Burdenki zakończyła prace 24 stycznia 1944 r.

Amerykanie interpretujący fotografie zwiadu lotniczego Luftwaffe sugerowali, że po zakończeniu prac Komisji Specjalnej bratnie mogiły polskich oficerów zostały opróżnione. Panowało zatem przekonanie, że w ziemi katyńskiej nie ma już żadnych polskich szczątków.

Tymczasem przeprowadzone pobieżnie w listopadzie 1991 r. dwudniowe zaledwie prace zaprzeczyły temu twierdzeniu. W rejonie Memorialu Żertwam na głębokości 1,2 m znaleziono szczątki kostne, m.in. dwie przestrzelone czaszki, a także fragmenty polskiego umundurowania oficerskiego, zaś na większej głębokości dalsze liczne szczątki ludzkie. Osoby, które w ubiegłych latach odwiedzały Katyń, wiedzą, że wystarczy patykiem rozgrzebać wierzchnią warstwę piachu, by znaleźć ułamki kostne, strzępy mundurów czy wojskowe guziki w polskich ortami.

Żołnierskie prawo

Środowiska Rodzin Katyńskich od początku domagają się ekshumowania ze straszliwych „dólów śmierci” szczątków ich bliskich i godnego złożenia na polskich cmentarzach wojennych.

Tradycja nasza nakazuje, by żołnierz, który oddał życie za Ojczyznę, był pochowany z należną czcią. Polska nigdy nie szczędziła w tej mierze wysiłków, świadectwem są cmentarze wojskowe rozsiane po świecie na wielu polach bitewnych – od Narwiku po Tobruk. Leżą tam w wyrównanych szeregach ci, którzy padli w boju o Polskę. Ojczyzna jest winna ostatnią posługę każdemu z żołnierzy, również tym, którzy zagarnięci do obozów jenieckich zostali podstępnie wymordowani. Posługa ta, to kawałek darni na polskim cmentarzu wojskowym i tabliczka upamiętniająca nazwisko żołnierza. Postanowienia Konwencji Genewskiej są także w tym względzie jednoznaczne. Określają obowiązki wojujących stron wobec zmarłych w niewoli jeńców: każdemu z nich przysługuje prawo do własnego grobu.

Przed nadejściem zimy

Minęły trzy lata od prac ekshumacyjnych w Charkowie i Miednoje oraz sondaży ziemnych w Lesie Katyńskim.

Rokowania prowadzone przez polskie i rosyjskie MSZ w sprawie dalszych prac okazały się trudne i przewlekłe. W końcu podpisano dokumenty „O grobach i miejscach pamięci ofiar wojny i represji” – w lutym br. z Rosją, w marcu – z Ukrainą. Mimo to, coraz to nowe powody odsuwały rozpoczęcie prac. Minęło tegoroczne lato, z wiosny zrobiła się jesień. Po rozmowach polsko-rosyjskich w Moskwie 14 lipca br. Rozjanie w ustalonym 10-dniowym terminie wyznaczyli pełnomocnika i komisję do spraw budowy cmentarzy. Strona polska uczyniła to trzy tygodnie później. Przewodniczącym rządowej Komisji do spraw Upamiętnienia Ofiar Zbrodni Katyńskiej został prokurator Stefan Śnieżko, który kierował pracami ekshumacyjnymi w 1991 r.

Dopiero na początku września ekipy polskich specjalistów – archeologów, lekarzy sądowi, falerystów (znawcy oznaczeń), dokumentalistów – mogły wyjechać do Rosji i na Ukrainę. Wielu z nich ma

doświadczenia z 1991 r. Przed nadejściem zimy zdołają wykonać tylko prace topograficzne i sondażowe. Ten pierwszy poszukiwawczy etap prac pozwoli ustalić ostatecznie miejsca – czytaj doły – do których wrzucono szczątki polskich oficerów i policjantów.

Rok przyszyły będzie niezwykle ciężki dla ludzi, którzy podjęli się tych niełatwych prac – przystąpimy prawdopodobnie już do pełnych ekshumacji, jak miało to miejsce w Katyniu przed 50 laty.

W ośrodku rekreacyjnym

Skoro zatem szczątki polskich oficerów mają być godnie pogrzebane na cmentarzach wojskowych, należy je podjąć z dołów odkrytych podczas prac sondażowych i pieczołowicie przenieść na wyznaczone – najlepiej w pobliżu – miejsca wiecznego spoczynku.

Doły, w których znajdują się dotychczas zwłoki zamordowanych jeńców w Charkowie i Miednoje, trudno nawet nazwać tymczasowymi grobami. Są to raczej miejsca ukrycia dowodów zbrodni – jamy ziemne, do których zrzucano zabitych z wysokich burt samochodów ciężarowych. Leżą w nieładzie, niekiedy w dziwacznych pozach. Doły te zostały starannie zamaskowane.

W Miednoje część ośrodka rekreacyjnego NKWD, na terenie którego w 1940 r. zakopano zwłoki polskich policjantów, w późniejszych latach uzbrojono w stały sanitariat. Podczas prac ekshumacyjnych w 1991 r. odkryliśmy fundament tego przybytku sięgający wprost do jednego z „dólów śmierci”. Latami fekalia zalewały zwłoki, spływały również do sąsiednich dołów. Skoro został ujawniony ten stan rzeczy, nie można chyba pozostawić świadomie szczątków polskich jeńców w zanieczyszczonej ziemi. (...)

Aż po asfaltową drogę

W Katyniu prace inaczej będą przebiegać niż w Charkowie i Miednoje. Wiadomo, że założony tu w 1943 r. polski cmentarz wojskowy był co najmniej dwukrotnie naruszony: podczas prac ziemnych na przełomie lat 1943-44 i kilkanaście lat temu, kiedy budowano Memorial Żertwam. Jak poinformował nas pracownik Departamentu Architektury Administracji Obwodu Smoleńskiego, podczas budowy Memorialu spychacze zawlokły kości aż do obecnej asfaltowej drogi wiodącej przez las.

Niewykluczone, że zostały naruszone wtedy tylko górne warstwy ziemi kryjącej szczątki polskich oficerów. Wiemy, że bratnie mogiły z 1943 r. były głębokie, zwłoki spoczywały w kilku warstwach oddzielonych cienką warstwą ziemi. Gdyby obecne badania sondażowe potwierdziły, że zwłoki spoczywające głębiej nie zostały naruszone, sądzę, że należałoby je tam zostawić. Trzeba by jedynie skrupulatnie zebrać kości rozwleczone po lesie i odtworzyć bratnie mogiły w dawnym miejscu. Może się jednak okazać, że NKWD rzeczywiście opróżnił w 1944 groby, a znajdowane kości to wynik niestarannie prowadzonych robót ziemnych (tak było np. w słynnych Kuropatach pod Mińskiem). W takim wypadku należałoby znalezione kości pogrzebać i wybudować symboliczny cmentarz.

Najbliższe tygodnie pokażą, co naprawdę kryje ziemia w Lesie Katyńskim. (...)

Płacimy pospół

Koszty tegorocznych prac sondażowych w Rosji ponoszą obydwie strony. Rosyjska opłaca miejscowych robotników, organizuje i zabezpiecza odcinki robót, dostarcza ciężki sprzęt mechaniczny, ręczne narzędzia pracy, zapewnia zakwaterowanie polskich ekip. Strona polska daje wysokiej klasy specjalistów, sprzęt specjalistyczny, środki transportu, pokrywa diety członkom ekip. Na Ukrainie (Charków) natomiast koszty prac w całości pokrywają Polacy.

Rząd RP przeznaczył w bieżącym roku na prace w Miednoje, Charkowie i Katyniu 5,3 mld. zł. Rezerwę stanowią środki społeczne zebrane przez Polską Fundację Katyńską w wysokości 2 mld. zł.

Punkt widzenia

Przedstawiłem tu osobiste poglądy na temat ekshumacji szczątków zamordowanych polskich oficerów. Sądzę, że mam do tego prawo, a nawet moralny obowiązek, jako syn oficera zamordowanego w Katyniu oraz członek ekipy, która w 1991 r. prowadziła prace w Katyniu i Miednoje.

JĘDRZEJ TUCHOLSKI (Gazeta Wyborcza 213/94)

TADEUSZ BIRECKI

KRÓLOWA Z KOZIELSKA

W wigilię uroczystości św. Michała Archanioła, z końcem września 1940 r., przy tej samej cerkiewce, gdzie odnaleziony został fresk Matki Boskiej Żyrowickiej, zwróciłem się do por. Michała Siemiradzkiego, artysty malarza i bratanka znakomitego malarza Henryka Siemiradzkiego, prosząc go o namalowanie obrazu Matki Boskiej Zwycięskiej. Por. Siemiradzki, wysłuchawszy moich życzeń, zgodził się obraz wykonać. Cóż, kiedy brakowało deski czy płótna oraz farb!

W niedługim czasie po tej rozmowie, robotnicy opróżniając urzędzone w tej samej cerkiewce magazyny żywności wyrzucili na cmentarzyk wiele kawałków drewna lipowego z rozebranego – jak mówiono – ikonostasu. Były to różnej wielkości deszczułki, ale nie nadawały się do malowania obrazu. Zacząłem się więc dopytywać czy nie ma większej deski. Ktoś powiedział, że była duża deska, ale zabrano ją do kuchni, do nakrywania beczi z wodą. Kuchnię obsługiwali nasi oficerowie. Poprosiłem więc płka Kosibę, naszego seniora, i we dwóch wybraliśmy się do kuchni, by w jakiś sposób tę deskę wyprosić. Udało się bez większego trudu.

Natychmiast zanieśliśmy ją do gen. Wacława Przeździeckiego, opiekuna naszego ruchu, gdyż prowadził on stolarkę w obozie, i prosiliśmy go o przepiłowanie deski na dwie części oraz przygotowanie jej do malowania obrazu. W ciągu kilku dni deska była gotowa do roboty. Drugą połowę tej deski, nienaruszoną, zabrałem ze sobą jako póteczkę nad pryczę.

Por. Siemiradzki przygotowywał się do malowania poszukując farb. Nie była to sprawa łatwa, ale udało się w cudowny wprost sposób. Bolszewicy wezwali por. Siemiradzkiego i innych malarzy do malowania sali kinowej.

Pierwszy próbny projekt wizerunku naszej Madonny, pomyślany jako połączenie dwu cudownych obrazów w jeden – wykonał na moją prośbę kolorowymi kredkami doskonały rysownik, dziennikarz Mikołaj Arciszewski, podający się w obozie za kapitana, a, jak się później okazało, komunista z przekonania, prawosławny, pół-Francuz. Zwróciłem się do niego, gdyż on, jako jedyny w

obozie, posiadał kredki. Arciszewski był prośbą zaskoczony, ale nie odmówił i obraz naszkicował. Szkic ten bardzo nam się spodobał.

Arciszewski wykonał inne jeszcze projekty i przez cały czas niewoli ani w Kozielsku, ani w Gрязowcu nie tylko nie wydał nas bolszewikom, ale w kilku bardzo trudnych okolicznościach okazał się bardzo życzliwy i pomocny. Arciszewski był wielkim czcicielem Matki Boskiej.

Zgromadziwszy dobre obrazki Matki Boskiej Ostrobramskiej – w szacie złotej i bez niej – książeczkę z wizerunkiem Madonny Żyrowickiej i różne inne szkice, a także rysunek Arciszewskiego, zaniósłem je por. Siemiradzkiemu, który rozpoczął malowanie obrazu.

Z robotą tą artysta wiele miał kłopotu, aby go nie podpatrzono i nie zadenuncjowano w NKWD. Pracował więc tylko wtedy, gdy nikogo nie było w celi, a malowidło chował na wysokim piecu kaflowym tak, że nikt się niczego nie mógł domyślić. I ja dowiedziałem się o skrytce dopiero w Wielką Sobotę 1941 r., gdyśmy przyszli z płk. Kosibą po obraz do poświęcenia w sąsiedniej celi.

Pragnąc w możliwy dla mnie w obozie sposób nagrodzić pracę artysty, zapytałem por. Siemiradzkiego, w jaki sposób mógłbym honorarium uregulować. Artysta odmówił przyjęcia wynagrodzenia, zgodził się natomiast na ofiarowaną mu machorkę,



74

którą dostawaliśmy co pewien czas, a o którą niełatwo było w obozie.

Na moją prośbę por. Mieczysław Gulin wykonał w drzewie z gruszki kozielskiej oryginalne korony dla Madonny i Dzieciątka na obrazie.

Z końcem sierpnia 1940 r. przywieziony został z Łotwy do Kozielska z grupą podchorążych pchor. Tadeusz Zieliński, młody artysta rzeźbiarz. Późną jesienią, może z końcem listopada lub w grudniu, dowiedziałem się, że pchor. Zieliński wykonuje w drzewie gruszkowym piękne szachy. Odszukałem go zaraz, by zobaczyć jego prace. Rzeczywiście figurki szachowe były oryginalne i piękne.

Mając w zapasie drugą połowę deski z ikonostasu, przyszło mi do głowy, czy by nie było dobrze, aby i pchor. Zieliński wykonał w płaskorzeźbie ten sam wizerunek Matki Boskiej Zwycięskiej. Niechby były dwa. Zapytałem artystę, czy nie zechciałby się podjąć wykonania obrazu Madonny Zwycięskiej według naszej koncepcji. Pchor. Zieliński zgodził się na to. Dostarczyłem mu do roboty pozostałą deskę, szkic Arciszewskiego i moje dodatkowe wyjaśnienia w rysunkach. Ponieważ mieszkałem z pchor. Zielińskim w jednym bloku, w okresie planowania pracy przez artystę wszystkie szczegóły obrazu były wspólnie omawiane i szkicowane.

Rzeźbił w niezwykle trudnych warunkach. Pracował dorywczo i w ukryciu przed represjami bezbożnych władz sowieckich. Płaskorzeźba została mimo to ukończona. Narzędzia sporządził rzeźbiarz ze stalowych kawałków drutu, znalezionych w rupieciach.

W dolnym rogu obrazu, prawem autora-rzeźbiarza, ukrył deseczkę, na której po jednej stronie wyrzezał swoje imię i nazwisko oraz datę 3.5.1941, a po drugiej stronie słowa Mickiewicza: „Tak nas powrócisz cudem na Ojczyzny łono”.

Razem z obrazem miały być wykonane odpowiednie ramy, bo czasu do roboty nie brakowało. Z powodu przewiezienia nas jednak w ostatnich dniach czerwca 1941 r. z Kozielska do Griazowca, ramy te nie zostały w Kozielsku wykonane.

W Wielką Sobotę 1941 r. zanieśliśmy z płk. Kosibą oba obrazy do celi ks. Nikodema Dubrawki, który mieszkał w Kozielsku w baraku nr 2, i ten je bardzo uroczyście poświęcił.

Poważna, rycerska Madonna Zwycięska w płaskorzeźbie pchor. Zielińskiego opuściła Kozielsk z końcem czerwca 1941 r. jako dno walizki naszego prezesa, płka Kosiby.

Ponieważ mieliśmy ogromne trudności z rewizjami tak przy wyjeździe jak i po przyjeździe do Griazowca, można z całym

przekonaniem stwierdzić, że chyba cudownie udało się nam obraz uratować.

Po przybyciu do Griazowca uprosiłem kpt. prof. Sienickiego o zaprojektowanie dla płaskorzeźby polichromii, gdyż udało mi się nabyć u por. Turkiewicza komplet dobrych farb i płótno malarskie. Polichromię wedle wskazówek prof. Sienickiego wykonał pchor. Zieliński.

Do Griazowca przybyliśmy w pierwszych dniach lipca, nie spodziewając się, że już w ostatnią niedzielę sierpnia, w uroczystość MB Pocieszenia, będziemy wolni. Marianiści wybudowali ołtarz polowy na łące obozu, na którym ustawiliśmy obraz naszej Hetmanki. Odbędzie się pierwsza oficjalna msza św., w czasie której modlił się cały obóz, ale już nie jako więźniowie czy jeńcy, ale jako kadra, która zapoczątkowała Armię Polską w Rosji pod dowództwem gen. Andersa.

Z Griazowca płk Kosiba przewiózł obraz do Moskwy, gdzie formował się sztab WP. W kilka tygodni później sztab przeniósł się do Buzułuku, a z nim drogą lotniczą obraz. Był on ustawiany na polowych ołtarzykach, przy których księża kapelani odprawiali mszę św. Na moją prośbę został zaintronizowany na czas wojny jako obraz obozowy WP.

Przed tymże wizerunkiem została poświęcona i puszczona w ruch drukarnia polowa Polskich Sił Zbrojnych, którą zorganizowałem. Poświęcenia dokonał szef Duszpasterstwa ks. dziekan Włodzimierz Cieński. Natychmiast po poświęceniu ruszyły maszyny nowej drukarni, które tłoczyły nr 1 założonego w tym czasie pisma tygodniowego Orzeł Biały.

Od Buzułuku obraz szedł już z wojskiem – przez Jangi-Jul, Krasnowodsk, Persję, Irak, Liban, Transjordanę do Ziemi Świętej. Zatrzymał się w Jerozolimie, zaintronizowany w kościele Wniebowzięcia NMP na uroczystej nowennie o zwycięstwo oręża polskiego przed wyjazdem naszych wojsk do Italii.

Po odbyciu jerozolimskiej Drogi Krzyżowej na czele wojska i ludności polskiej, obraz odwieziony został przez braci Marianów do sztabu 2 Korpusu, z którym przez Egipt poszedł na wojnę do Włoch. Przewodził on oddziałom polskim w marszach i walkach aż do wspaniałego zwycięstwa w bitwie o klasztor na Monte Cassino.

Z 2 Korpusem wrócił obraz do PKPR, do Anglii. Po likwidacji WP, staraniem rektora Intytutu Marianum, ks. dziekana 5 Dywizji Kresowej Wiktora Judyckiego, Madonna Rycerska Marianistów z Kozielska stanęła czasowo na ołtarzyku w osobnej kaplicy polskiej w Brompton Oratory w Londynie.

+6

Od tego czasu aż do przeniesienia obrazu do kaplicy w kościele św. Andrzeja Boboli w Londynie mówią świadkowie, że dało się zauważyć wzmożone uczestnictwo rodaków w niedzielnych mszach św. w tym wielkim kościele. Liczniej garnęli się do tego miejsca również w dni powszednie.

Postłowie ks. kanonika Ryszarda Juszcza, proboszcza kościoła św. Andrzeja Boboli w Londynie

Nie gaśnie religijna manifestacja uczuć w stosunku do tego Wizerunku także od momentu zamieszkania Madonny Zwycięskiej w kościele św. Andrzeja Boboli, tj. od roku 1963, chociaż generacja emigrantów wojennych bardzo się do dzisiaj skurczyła.

Ukryta w bocznej kaplicy Bożego przybytku, udziela hojnie swoich łask zarówno tym, którzy przybyli z Nią tutaj z Rosji, szlakiem wojskowym, jak i pokoleniu urodzonemu już w Anglii. Bliska jest także przybywającym z Polski, którzy wiodą tutaj nietatwe życie emigrantów poszukujących pracy i lepszego zarobku. Wszyscy jednak – niezależnie od statusu polityczno-społecznego, w Jej kąciku znajdują potrzebną pomoc i pociechę.

Ile zawdzięczają ludzie Madonnie Kozielskiej świadczą prze-różne wota zgromadzone wokół Wizerunku. Są cenne krzyże zasługi zdobyte w sławnych bitwach II wojny światowej i zwyczajne małe ordery, ryngrafy, sznurki koralu, różańce, mówiące o codziennych zwycięstwach, które odnosiła Ona w życiu szarych ludzi, proszących o protekcję. O kulcie tego Wizerunku świadczą też klęczący ciągle ludzie i palące się świeczki – gdy tylko kościół jest otwarty.

Dzisiaj więc, gdy trwa cześć Matki Bożej z Kozielska, gdy spełniła prośbę wędrowców wojennych i otworzyła im drzwi do niepodległej Ojczyzny, pragnieniem emigracji i rodzin katyńskich na Zachodzie i w Polsce jest ukoronowanie wizerunku Matki Bożej Katyńskiej-Zwycięskiej złotymi koronami papieskimi.

* * *

Uroczystość koronacji przez papieża Jana Pawła II odbędzie się w Krakowie 8 czerwca 1997 r.

**NIE WYSTARCZY CZYTAĆ
„ORŁA BIAŁEGO”
TRZEBA GO PRENUMEROWAĆ**

11

WYCIĄG Z ORŁA BIAŁEGO
N^o 1536 - LONDYN CZERWIEC 1997

ZBRODZIA KATYŃSKA

„Jeżeli zapomnę o nich,
Ty Boże na niebie
zapomnij o mnie”

(Adam Mickiewicz)

W kwietniu 1940 roku z rozkazu Stalina strzałem w tył głowy zostało zamordowanych w Katyniu, Miednoje, Charkowie i innych miejscach 21857 polskich jeńców z obozów Kozielsk, Ostaszków, Starobielsk.



KALENDARYUM WYDARZEŃ

17.IX. 1939 r. - agresja Związku Sowieckiego na Polskę. Marszałek Polski Rydz-Śmigły wydał rozkaz: *Zarządzam, ogólne wycofanie na Rumunię i Węgry najkrótszymi drogami. Z Sowietami nie walczyć, tylko w razie natarcia z ich strony lub próby rozbrojenia naszych oddziałów (...)*. Dowódcy słusznie uważali, że w świetle prawa międzynarodowego i ustalonych norm postępowania „z Rosją Sowiecką stanu wojny nie ma”. Fakty przeczyły nadziejom. Do niewoli radzieckiej dostało się ok. (?) 250 tysięcy polskich żołnierzy, lekarzy, prawników, inżynierów, nauczycieli, ludzi nauki i kultury. W październiku (? listopadzie) 1939 r. większość jeńców zgromadzono w trzech obozach: **Kozielsk** - dawny monaster w majątku Ogińskiego i Puzyny, położony ok. 250 km od Smoleńska (w obozie zgromadzono blisko 5 tysięcy oficerów, którzy zostali zamordowani w Katyniu - ok. 4500 osób); **Starobielsk** - miasteczko na Ukrainie na południowy wschód od Charkowa. Do maja 1940 roku, czyli do całkowitej likwidacji, obóz dla oficerów zawodowych i rezerwy. Ok. 4 tys. jeńców zamordowano w Charkowie; **Ostaszków** - monaster położony na wyspie Seliger na północ od Tweru.

Ciąg dalszy ze str. 3

ZBRODZIA KATYŃSKA

Do maja 1940 roku obóz dla 6,5 tysiąca jeńców, głównie policjantów, sędziów, prokuratorów i żołnierzy KOP-u. Zwłoki pomordowanych w Twerze (ok. 6400 osób) wywieziono ciężarówkami do lasu w Miednoje.

22. VI. 1941 r. Niemcy hitlerowskie zaatakowały Związek Sowiecki.

13.IV. 1943 r. Niemcy ogłosiły komunikat, że w lesie nazywanym Kozie Góry pod Katyniem odkryto masowe groby polskich oficerów. Strona sowiecka natychmiast oświadczyła, iż jest to hitlerowska prowokacja i chęć przrzucenia na nich odpowiedzialności za zbrodnię popełnioną przez hitlerowców.

W lutym 1946 r. prokuratura sowiecka oskarżyła Niemców o mord katyński przed Międzynarodowym Trybunałem Wojskowym w Norymberdze(!). Nie udało się jednak obciążyć tą winą zbrodniarzy niemieckich.

1.X. 1951 r. zbrodnią katyńską zajęła się specjalna Komisja Kongresu Stanów Zjednoczonych Ameryki Północnej, która jednomyślnie orzekła, iż za mord popełniony w Katyniu jest odpowiedzialny Związek Sowiecki. Opracowany materiał dowodowy został przekazany Zgromadzeniu Ogólnemu Narodów Zjednoczonych w celu wniesienia skargi do Międzynarodowego Trybunału Sprawiedliwości.

Jak można było przewidzieć, ONZ nie nadała sprawie dalszego biegu.

13.IV. 1990 r. agencja TASS - w dniu przekazania „teczek” Jaruzelskiemu - oficjalnie ogłosiła światu, że to sowieckie NKWD wymordowało Polaków z obozów Kozielska, Starobielska i Ostaszkowa.

Jednak dopiero w październiku 1992 r. Rudolf G. Pichoja w imieniu prezydenta Jelcyna przekazał prezydentowi Lechowi Wałęsie dokumenty potwierdzające winę ZSSR za Katyń.

16.X. 1992 r. Sejm RP wydaje oświadczenie o następującej treści: **„Po pół wieku komunistycznego kłamstwa i zmywu milczenia ujawnione zostały oficjalnie przez władze Rosji najważniejsze dokumenty dotyczące mordu katyńskiego i jego sprawców. Naród polski zawsze znał prawdziwe imiona zbrodniarzy, jednak fakt ujawnienia dokumentów stwarza nową sytuację moralną w stosunkach polsko-rosyjskich. Prawda powinna być ujawniona do końca, zbrodnie ukarane, krzywdy naprawione. Sejm Rzeczypospolitej Polskiej wyraża przekonanie, że obydwa państwa budując nową przyszłość udźwigną - w oparciu o prawo i prawdę ciężar przeszłości”**.



POLACY NA ZACHODZIE



57. ROCZNICA ZBRODNI W KATYNIU

- STOWARZYSZENIE RODZIN KATYŃSKICH

W kwietniu czas ponownie cofnął się do 1940 roku, momentu dokonania zbrodni w Katyniu na polskich żołnierzach i oficerach przez oprawców sowieckich! Najbardziej haniebna decyzja podjęta przez Stalina 5 lutego 1940 r. zglądzenia bez sądu, bez wytoczenia sprawy i bez poinformowania ofiar o sprawie i wyroku, ponad 22000 Polaków wskazuje, że ówczesna elita polskich sił zbrojnych, według pojęcia władz sowieckich, nie była skłonna do zdrady i współpracy z reżimem komunistycznym. Po trzech miesiącach przygotowań dokonano z premedytacją barbarzyńskiego mordu w trzech obozach jeńców polskich w Kozielsku, Ostaszkowie i w Starobielsku, ale także w licznych więzieniach Rosji, Ukrainy i Białorusi.

Nastąpił potem długi okres milczenia i zatajania prawdy, gdyż sowieci cynicznie oskarżali Niemców o zbrodnię w Katyniu! Nie bez winy byli również zachodni alianci, zamykający oczy na rzeczywistą prawdę mimo raportów swoich własnych ambasadorów i niezaprzeczalnych faktów. Polacy na Zachodzie byli jedynymi, którzy mogli dopominać się o prawdę i sprawiedliwość. W Polsce tzw. władze ludowe wyrzekły się haniebnie pamięci o ofiarach, podając rękę samym oprawcom. Słowo Katyń dostało się na indeks, zaś za głoszenie prawdy o zbrodni sowieckiej groziło więzienie lub wywózka na Syberię. Demonstracje Polaków na Zachodzie, pomniki katyńskie oraz listy do redakcji pism i ogłaszanie dokumentów w licznych publikacjach wołały o prawdę katyńską i sprawiedliwość. Pod naciskiem i ciągłymi oskarżeniami sowieci przyznali się do mordu, ale winą obciążyli indywidualnych, niezających już bandytów: Stalina, Bieri i innych.

Nadszedł wreszcie czas powolnego odkrywania prawdy. Pomimo braku pełnych informacji i wielu utrudnień, udało się dokonać ekshumacji i wytyczyć groby Polaków w Katyniu, Miednoje i w Charkowie. Należy z całą siłą podkreślić fakt cynicznych i bandyckich prób ze strony sowiektów ukrycia miejsc wspomnianych mordów przez przemielenie mogił mechanicznymi koparkami. W ciągu ostatnich 2 lat udało się jednak zakończyć ekshumacje i wytyczyć miejsca mordów. Pozwoliło to na planowanie konkretnych cmentarzy, stąd w 1996 r. Rada Ochrony Pamięci Walk i Męczeństwa ogłosiła konkurs na projekt cmentarzy (w skład jury weszli wybitni architekci, artyści, przedstawiciele Rodzin Katyńskich i delegat kard Glempa).

W pracach kierowano się zasadą tworzenia Polskich Cmentarzy Wojennych o charakterze ekumenicznym, uwzględniając stanowisko Rosji i Ukrainy. Podpisana ma być umowa o budowie cmentarzy w Katyniu i Miednoje pomiędzy Federacją Rosyjską i Polską. W sprawie Charkowa ma być podpisana analogiczna umowa z Ukrainą w najbliższym czasie. Polska powinna uważać pamięć o polskich „Katyniach” w Rosji za swój święty obowiązek, stąd władze są moralnie zobowiązane do adekwatnej kurateli.



R. Koczorowski - Orezdyent RP na Obczyźnie (drugi od lewej), A. Przewoźnik - Sekr. General. Rady Ochrony Walk, Ks. S. Świerczyński - Rektor PMK w Anglii

Z okazji 57. rocznicy zbrodni w Katyniu Stowarzyszenie Rodzin Katyńskich na Zachodzie z siedzibą w Londynie uczciło pamięć zamordowanych Rodaków 20 kwietnia 1997 r. Program tegorocznych obchodów katyńskich w Londynie pod przewodnictwem prezesa SRK A. Polniaszka, obejmował uroczystości na Cmentarzu Gunnersbury wokół pomnika katyńskiego. Obchody rozpoczęto Mszą św. w kościele św. Andrzeja Boboli, po czy na cmentarzu otwarcia dokonał prezes SPK. pan C. Zycho-wicz. Po modlitwach ekumenicznych przemówienie wygłosił prezydent R. Kaczorowski. W imieniu Stowarzyszenia Rodzin Katyńskich podziękował wszystkim jego prezes A. Polniaszek. Hymn Narodowy zakończył uroczystości na cmentarzu.

Po południu w sali konferencyjnej Polskiego Ośrodka Społeczno-Kulturalnego przy King Street odbyło się Spotkanie Katyńskie. Referat o wyniku zeszłorocznych i planowanych na 1997 r. pracach w Charkowie, Katyniu i Miednoje wygłosił A. Przewoźnik, sekretarz generalny Rady Ochrony Pamięci Walk i Męczeństwa (00-926 Warszawa, ul. Wspólna 2). Referat był ilustrowany przezroczami ukazującymi historię odkrycia, metody i wyniki badań polskich ekip kierowanych przez prof. Kulę (zespół obejmował archeologów, lekarzy medycyny sądowej, historyków). Pomimo wielu utrudnień ze strony Rosji i Ukrainy oraz ekstremalnie trudnych warunków ekshumacji, zespół, którego promotorem jest A. Przewoźnik, dokonał ogromnego postępu w badaniach sprawy katyńskiej.

Szczególnie cenne informacje dotyczą Charkowa, miejsca mordu i pochówku polskich jeńców ze Starobielska. W ostatnich trzech latach zlokalizowano 75 grobów, w tym 15 polskich, które ekshumowano. Groby znajdują się w lasku pod Charkowem, w tzw. IV kwartale o powierzchni 50x100 metrów, gdzie ekshumowano 4302 zwłoki! Tamże natrafiono na ślady przemielenia grobów w celu utrudnienia identyfikacji, ale odkryto dużo dokumentów, pamiętek, relikwii po zamordowanych. Z odkopanych dokumentów ustalono listę kilkuset nazwisk ofiar, choć indywidualna identyfikacja okazała się całkowicie niemożliwa (znaleziono 21 nazwisk ofiar dotychczas nie figurujących na listach starobielskich). Z badań wynika, że w Charkowie, tak jak w Katyniu, ofiary krępowano sznurem i mordowano strzałem w głowę. Zwłoki następnie transportowano ciężarówkami tzw. Czarną Drogą i wrzucano do Dołów Śmierci. Zdjęcia prezentowane w Londynie robiły wstrząsające wrażenie nawet po upływie ponad półwiecza.

Autor pragnie w konkluzji jedynie wyrazić głęboki szacunek Rodzinom Katyńskim i całemu zespołowi pod kierunkiem A. Przewoźnika i prof. Kuli. Apel o wszechstronne wsparcie budowy Cmentarzy Polskich w Rosji i na Ukrainie niech stanowi wyraz czci dla Ofiar Katynia.

Dariusz DEUGOSZ

Ostatni największy cmentarz katyński został otwarty we wrześniu w Miednoje, w Rosji. Pochowano na nim 6300 funkcjonariuszy Policji Państwowej, Straży Więziennej, żołnierzy Korpusu Ochrony Pogranicza i urzędników państwowych II RP pomordowanych w siedzibie NKWD w Twerze (dawniej Kalinin) w 1940. Jest to ostatni z katyńskich cmentarzy upamiętniający zamordowanych przez NKWD. Przypomnijmy, że w czerwcu otwarto cmentarz w Charkowie, a w lipcu w Katyniu. Cmentarz w Miednoje położony jest 30 km od Tweru, gdzie na terenie 1,7 ha znaleziono 25 zbiorowych mogił jeńców obozów NKWD w Ostaszkowie, którzy trafili do niewoli sowieckiej po 17 września 1939. Był to największy obóz specjalny podległy NKWD. Przebieg egzekucji znany jest z zeznań byłego szefa miejscowego NKWD. Od 4 kwietnia 1940 skazanych przewożono do siedziby NKWD w Kalininie, ponownie sprawdzano ich tożsamość i prowadzono do piwnicy. Strzelano w tył czaszki, a następnie okręcano głowy płaszczem. Ciała zamordowanych wywożono do przygotowanych wcześniej dołów koło wsi Miednoje. Tam pogrzebano 6300 ofiar. Miejsce było odizolowane przez 50 lat.

Autorami projektu trzech katyńskich cmentarzy są artyści rzeźbiarze Zdzisław Pidka i Andrzej Sołyga. Centralnym elementem cmentarza jest ołtarz – ściana z nazwiskami zamordowanych, prawie dziewięciometrowy krzyż i podziemny dzwon. Przy głównym wejściu stoją dwa obeliski z godłem Rzeczypospolitej. Za ołtarzem znajduje się 25 zbiorowych mogił, na których postawiono ośmiometrowe krzyże. Cmentarz otacza aleja, wzdłuż której umieszczono tabliczki z danymi zamordowanych.

"LIST z KONSULTACJI -
15.11
Lyon - PRZEDSIĘWZIĘCIA 2000

ZBRODNIA KATYŃSKA

80

„Jeżeli zapomnę o nich,
Ty Boże na niebie
zapomnij o mnie”

(Adam Mickiewicz)

W kwietniu 1940 roku z rozkazu Stalina strzałem w tył głowy zostało zamordowanych w Katyniu, Miednoje, Charkowie i innych miejscach 21857 polskich jeńców z obozów Kozielsk, Ostaszków, Starobielsk.



FOT. R. KOHLER

KALENDARIUM WYDARZEŃ

17.IX. 1939 r. - agresja Związku Sowieckiego na Polskę. Marszałek Polski Rydz-Śmigły wydał rozkaz: *Zarządzam, ogólnie wycofanie na Rumunię i Węgry najkrótszymi drogami. Z Sowietami nie walczyć, tylko w razie natarcia z ich strony lub próby rozbrojenia naszych oddziałów (...)*.

Dowódcy słusznie uważali, że w świetle prawa międzynarodowego i ustalonych norm postępowania „z Rosją Sowiecką stanu wojny nie ma”. Fakty przeczyły nadziejom. Do niewoli radzieckiej dostało się ok. (?) 250 tysięcy polskich żołnierzy, lekarzy, prawników, inżynierów, nauczycieli, ludzi nauki i kultury.

W październiku (? listopadzie) 1939 r. większość jeńców zgromadzono w trzech obozach: **Kozielsk** - dawny monaster w majątku Ogińskiego i Puzyny, położony ok. 250 km od Smoleńska (w obozie zgromadzono blisko 5 tysięcy oficerów, którzy zostali zamordowani w Katyniu - ok. 4500 osób); **Starobielsk** - miasteczko na Ukrainie na południowy wschód od Charkowa. Do maja 1940 roku, czyli do całkowitej likwidacji, obóz dla oficerów zawodowych i rezerwy. Ok. 4 tys. jeńców zamordowano w Charkowie; **Ostaszków** - monaster położony na wyspie Seliger na północ od Tweru.

Do maja 1940 roku obóz dla 6,5 tysiąca jeńców, głównie policjantów, sędziów, prokuratorów i żołnierzy KOP-u. Zwłoki pomordowanych w Twerze (ok. 6400 osób) wywieziono ciężarówkami do lasu w Miednoje.

22. VI.1941 r. Niemcy hitlerowskie zaatakowały Związek Sowiecki.

13.IV.1943 r. Niemcy ogłosiły komunikat, że w lesie nazywanym Kozie Góry pod Katyniem odkryto masowe groby polskich oficerów. Strona sowiecka natychmiast oświadczyła, iż jest to hitlerowska prowokacja i chce przerzucenia na nich odpowiedzialności za zbrodnię popełnioną przez hitlerowców.

W lutym 1946 r. prokuratura sowiecka oskarżyła Niemców o mord katyński przed Międzynarodowym Trybunałem Wojskowym w Norymberdze(!). Nie udało się jednak obciążyć tą winą zbrodniarzy niemieckich.

I.X.1951 r. zbrodnią katyńską zajęła się specjalna Komisja Kongresu Stanów Zjednoczonych Ameryki Północnej, która jednogłośnie orzekła, iż za mord popełniony w Katyniu jest odpowiedzialny Związek Sowiecki. Opracowany materiał dowodowy został przekazany Zgromadzeniu Ogólnemu Narodów Zjednoczonych w celu wniesienia skargi do Międzynarodowego Trybunału Sprawiedliwości.

Jak można było przewidzieć, ONZ nie nadała sprawie dalszego biegu.

13.IV.1990 r. agencja TASS - w dniu przekazania „teczek” Jaruzelskiemu - oficjalnie ogłosiła światu, że to sowieckie NKWD wymordowało Polaków z obozów Kozielska, Starobielska i Ostaszkowa.

Jednak dopiero w październiku 1992 r. Rudolf G. Pichoja w imieniu prezydenta Jelcyna przekazał prezydentowi Lechowi Wałęsie dokumenty potwierdzające winę ZSSR za Katyń.

16.X.1992 r. Sejm RP wydaje oświadczenie o następującej treści: „Po pół wieku komunistycznego kłamstwa i zmywu milczenia ujawnione zostały oficjalnie przez władze Rosji najważniejsze dokumenty dotyczące mordu katyńskiego i jego sprawców. Naród polski zawsze znał prawdziwe imiona zbrodniarzy, jednak fakt ujawnienia dokumentów stwarza nową sytuację moralną w stosunkach polsko-rosyjskich. Prawda powinna być ujawniona do końca, zbrodnie ukarane, krzywdy naprawione. Sejm Rzeczypospolitej Polskiej wyraża przekonanie, że obydwa państwa budując nową przyszłość udźwigną - w oparciu o prawo i prawdę ciężar przeszłości”.



WIT. P. FURMAN

WYDZIAŁ z
"G.K." N° 15
9. IV. 2010

KATYŃ PO ROSYJSKU

Nie trzeba, jak sędzę, powtarzać bardzo długiej listy skarg kierowanych pod adresem władz moskiewskich, a związanych ze sprawą katyńską. Ze „sprawą katyńską”, czyli już nie z samą zbrodnią popełnioną wiosną 1940 roku przez NKWD, ale z utajnianiem prawdy, manipulowaniem półprawdami, wykorzystywaniem dramatu do rozgrywek politycznych, poczynając od zerwania stosunków dyplomatycznych z rządem polskim w kwietniu 1943 roku. Wciąż czekamy na słowa przeprosin, zwłaszcza Rodziny Katyńskie winny otrzymać wieloraką satysfakcję.

A jak na zbrodnię katyńską patrzą dziś sami Rosjanie? Jak odnoszą się do 60. rocznicy tamtych ponurych zdarzeń? Odpowiedź możemy uzyskać w najbliższych dniach i oby była pomyślna dla świata ludzi wolnych, także dla dalszych stosunków polsko-rosyjskich. Nim to się stanie przypomnę trzy publikacje książkowe.

„KATYŃSKI DETEKTYW”

O tym paszkwilu pisano w Polsce wiele. Nieduża, ale wyjątkowo szkodliwa książeczka autorstwa Jurija I. Muchina, wydana w Moskwie pod koniec 1995 roku (!). Dowiadujemy się z niej, że Polacy otrzymali w 1918 r. prezent w postaci własnego państwa i był to błąd Ententy, bo Rzeczypospolita zaczęła odgrywać w Europie rolę „chuligana”. Najpierw zagarnęła Ukrainę i Białoruś, a we wrześniu 1939 r. wywołała II wojnę światową nie chcąc oddać Niemcom Danzigu („z czysto niemiecką ludnością”) i korytarza do Prus Wschodnich oraz odrzucając propozycję sojuszu z ZSRR. Stało się to głównie za sprawą „tępych i podłych polskich polityków”. A armia polska to była „banda” głupich bawidamków, których specjalnością stało się całowanie rąbek panienkom.

Szokuje wyznanie autora, że właściwie to jest mu obojętne, kto rozstrzelał w Katyniu „tych agresywnych idiotów”, bo „dobrze im tak - nosicielom takich zwiariowanych idei...”. W tym czasie ponoć całe formacje polskie walczyły w składzie Wehrmachtu, w końcu 1942 r. gen. W. Anders okazał się podłym tchórzem, w kwietniu 1943 r. Armia Krajowa nie ruszyła palcem, by pomóc powstańcom w getcie warszawskim, a jeśli stosunkowo lepiej spisała się tzw. armia Berlinga, to tylko dlatego, że włączono do niej 20 tys. oficerów rosyjskich z nazwiskami na „ski”. I tak dalej w stylu rynsztokowym. Autor paszkwilu bez wahania opowiada się za wersją stalinowską dramatu katyńskiego, a do zwolenników wersji goebbelsowskiej zalicza wszystkich, którzy ośmielili się wskazać na winę Rosjan. „Cała sprawa katyńska - pisze Muchin - została dziś podniesiona właśnie po to, by wychować Polaków takimi, jakimi byli w 1939 roku. Aby zamiast mężów stanu mieli tępych

gadulów, zamiast generalów i oficerów - tchórzliwych zamiataczy parkietów, aby naród polski znowu karmił tę zmoję, która niczego mu nie daje i przed nikim nie broni. Aby Polska znowu stała się zarłoczną europejską prostytutką, nie zarabiającą na chleb pracą, a właśnie prostytutką z głupią nadzieją, że jeśli komuś nadstawi się, to coś za to otrzyma”.

„Dzielo” to można było kupić między innymi w rosyjskiej Dumie!

„KATYŃ. ZBRODNIĄ CHRONIONĄ TAJEMNICĄ PANSTWOWĄ”

Ta książka ukazała się też najpierw w Rosji, a w 1998 roku „Książka i Wiedza” wydała polskie tłumaczenie pracy Inesy Jaźborowskiej, Anatolija Jabłokowa i Jurija Zorii. Autorzy ukazali z jakimi trudnościami przebija się w Rosji prawda o Katyniu. Jeden z autorów - Jurij Zoria - sprawą Katynia zajął się z pobudek osobistych. Jego ojciec był asystentem oskarżyciela z ramienia ZSRR na procesie norymberskim i zginął w tajemniczych okolicznościach. Rosjanie chcieli wówczas winę za zbrodnię katyńską przerzucić na hitlerowskie Niemcy. Ojciec Jurija zorientował się, że jest to mistyfikacja, nie chciał w niej uczestniczyć i poprosił o oddelegowanie do Moskwy. „Reakcja Moskwy była błyskawiczna. 23 maja 1946 roku Nikołaja Zorię znaleziono martwego. Trudno uwierzyć, że było to samobójstwo... Nie chciał być posłusznym narzędziem stalinowskiego systemu i zapłacił za to życiem”. W posłowie autorzy napisali: „Sprawa katyńska wciąż jeszcze nie została zakończona. Trudno spodziewać się, że nastąpi to wkrótce, chociaż Katyń zawsze determinował charakter stosunków między Polską a Rosją - tak jest również dzisiaj”. Mijają lata, a ta konkluzja zachowuje aktualność. Z badaczy rosyjskich mających duże zasługi w ujawnianiu prawdy o Katyniu wymienić jeszcze trzeba Natalię Lebediewą i Walentinę Parsadanową.

III. KATYŃ. DOKUMENTY ZBRODNI.

T. I: JENCY NIE WYPOWIEDZIANEJ WOJNY T. II: ZBRODNIĄ.

To początek serii przygotowywanej wspólnie przez stronę polską i rosyjską. Cenne są wstępy, jeszcze cenniejsze zestawy dokumentów, w większości drukowanych po raz pierwszy. Ich omawianie zacząć można od rozkazu nr 0308 Ł. Berii o utworzeniu przy NKWD ZSRR Zarządu do Spraw Jeńców Wojennych i Organizacji Obozów. W kolejnych materiałach źródłowych są informacje o bardzo trudnych warunkach życia w obozach, głodzie, braku wody, wszawicy.

Dokończenie na str. 15

KATYŃ PO ROSYJSKU

Podawano stany liczebne jeńców, decyzje o zwolnieniach żołnierzy i podoficerów oraz wysyłaniu grup do obozów pracy. Z 11 października 1939 r. pochodzą meldunki o pierwszej chyba próbie ucieczki ze Starobielska (Józef Augustynów z województwa krakowskiego; zabity) i pierwszym samobójstwie. 16 października komendant obozu w Kozielsku poinformował o przetrzymywaniu dziewięciu synów funkcjonariuszy Policji Państwowej. „Surrealistycznie” brzmią meldunki o stanie polityczno-moralnym jeńców i działaniach „wychowawczych”. Dowiadujemy się przy tej okazji i o działalności nielegalnej jeńców, o kasie samopomocy, próbach zawieszania krzyży i ikon w pomieszczeniach oraz odprawianiu Mszy. 21 stycznia 1940 r. w Kozielsku Polacy odmówili przyjęcia „obiadu”. NKWD ustaliło, że tu jeńcy wydawali nielegalne gazety pod tytułem „Merkury” i „Monitor” oraz zorganizowali bibliotekę.

Akcja „rozładowania” obozów zakładała początkowo wysyłkę do lagrów syberyjskich i częściowo do więzień. 5 marca 1940 roku Biuro Polityczne WKP/b/ zdecydowało jednak o wymordowaniu jeńców polskich z obozów w Kozielsku, Starobielsku i Ostaszkowie oraz części więźniów z terenu tak zwanej Zachodniej Białorusi i Zachodniej Ukrainy. Do 23-25 marca zamknięto przygotowania, zgromadzono tabor kolejowy i pododdziały wojsk konwojowych.

Pierwsze „zlecenia” wysyłki jeńców zostały podpisane 1 kwietnia. Ogółem według danych z końca maja z trzech obozów wysłano na miejsca straceń 14587 osób, a do obozu juchnowskiego skierowano 395 osób i te w większości doczekały się amnestii po sierpniu 1941 roku.

W obozie w Starobielsku krążyły pogłoski o wysłaniu na Syberię, na bezludną wyspę, nawet do obozów niemieckich. W jednym z baraków jeńcy odczytali wezwanie: „Niezlomnie trwać w obronie honoru polskiego oficera, za przyszłą wielką Polskę”. Natomiast w Kozielsku nocą z 10 na 11 kwietnia ktoś cisnął cegłą w wartownika.

Tom drugi kończą fragmenty zeznań kilku oprawców oraz wykaz pracowników centralnego i terenowego aparatu NKWD wymienionych w dokumentach. Te teksty ukazały się również w języku rosyjskim. Niech służą ukazaniu prawdy.

ADAM DUBROŃSKI

SPRAWA KATYNIA NIE MOŻE BYĆ WYMAZANA Z PAMIĘCI EUROPY

Kwiecień to dla nas, Polaków, miesiąc szczególnie. Najważniejszą datą jest 3 kwietnia 1940 r., kiedy w południe słonecznego dnia Sowieci rozpoczęli „rozładowanie”, czyli wywózkę jeńców obozu w Kozielsku na egzekucje.

KACI

Tryb katyński stanowił uproszczenie dość zawilej sowieckiej biurokracji śmierci. Z działalności spec-trójek wyeliminowano osobę prokuratora - zlikwidowano w ten sposób choćby pozory przedstawienia jakichkolwiek zarzutów i przeprowadzenia w ten sposób postępowania. Trójka centralna „zasądzała” na listę bez powiadamiania skazańca o swej decyzji. Całymi wagonami odstawiano jeńców do więzień wewnętrznych NKWD. Ofiarom w tył głowy nie strzelał już I sekretarz obwodowy sowieckiej partii lub szef obwodowego NKWD (przewodniczący trójek), ale jeden z 53 wyspecjalizowanych katów. Całość transportów dozorowało 12 tys. żołnierzy wojsk konwojujących.

Najbardziej „zmechanizowane” było stanowisko śmierci polskich policjantów w Twerze (Kalininie) przy ul. Sowieckiej 5, gdzie kat - sowiecki generał Blochin - zakładał w czasie egzekucji specjalny gumowo-skórzany strój. Do grzebania zwłok w dołach śmierci w lasku nad rzeką Twerca w gminie Miednoje używano transporterów i specjalnie przystosowanej koparki.

W pięciu wyspecjalizowanych w egzekucji Polaków „katyniach” zabito łącznie 23777 obywateli polskich, w tym: 4566 jeńców Kozielska (mord Smoleńsk, ul. Dzierżyńskiego 13), 3977 jeńców Starobielska (mord Charków, pl. Dzierżyńskiego 3), 6588 jeńców Ostaszkowa (mord Kalinin, ul. Sowiecka 5), 4181 jeńców Ukrainy (mord Kijów, ul. Korolenki 17) i 4465 jeńców Białorusi (mord Mińsk, al. Lenina 17).

PLAN WYNISZCZENIA

Podane liczby dotyczą realizacji sowieckiego planu wyniszczenia najbardziej wartościowych jednostek polskiego społeczeństwa. Dane te różnią się od tych, którymi dysponowaliśmy dotąd, tj. planów sowieckiego ludobójstwa. W sumie w zbrodni katyńskiej zabito ponad 90% pracowników służb mundurowych RP: 9701 funkcjonariuszy policji (w tym 7867 służb etatowych), 9298 oficerów, podoficerów i innych żołnierzy.

Osobliwością nowego sowieckiego systemu ludobójczego, wynikającą z rozbieżności buchalterii zbrodni dokonywanej „na

papierze” z faktycznymi „dokonaniami” w piwnicach więzień wewnętrznych NKWD, była „produkcja uratowanych”. Jak to zwykle bywało „w socjalizmie”, plany egzekucji sporządzane ponad pół roku wcześniej - te z 15 listopada 1939 r. - odbiegały od realizacji (kwiecień 1940 r. - połowy 1941 r.). W sumie ocalały 983 osoby, w tym 602 jeńców z obozów: Kozielsk, Ostaszków, Starobielsk. Z tych ostatnich 448 jeńców przewieziono do obozu w Pawliszczew-Borze, a stamtąd do Griażowca. Prawie wszyscy wyszli z So-



POWAŻKI - CMENTARZ WOJSKOWY (FOT. A. MARCONI)

wietów z armią Andersa; uratowani z Kijowa i Mińska nigdy się nie odnaleźli. Wśród ocalałych było około 30 faktycznych agentów komunistycznych, ale inni uratowani zawdzięczają życie głównie sowieckiemu systemowi planowania zbrodni, a nie jakimś własnym „zasługom”. Tryb katyński sowieckiego ludobójstwa Polaków został starannie przygotowany propagandowo na wiele lat przed zbrodnią. Na tygodnie przed wybuchem II wojny światowej, po likwidacji nieudanych „polskich eksperymentów” z samodzielnymi polskimi obwodami, „Dzierżyńszczyzną” na Białorusi i „Marchlewszczyzną” na Ukrainie, obywatel sowiecki miał głęboko wpojone przez sowieckie media, że każdy Polak to „wróg, nieudacznik, zdrajca i szpieg POW”.

ZBRODNIA KATYŃSKA CZĘŚCIĄ GOLGOTY WSCHODU

Zbrodnia katyńska, stanowiąca niewielki łańcuch Golgoty Wschodu, inicjowana na życzenie „sowieckiego ludu” przyniosła i jeszcze przynosi olbrzymie żniwo śmierci. Po przedstawieniu planów wyniszczenia Polaków na III Konferencji Gestapo - NKWD w Zakopanem (20 lutego 1940 r.), w obecności agentów angielskich i amerykańskich, została „przyjęta do akceptującej wiadomości” przez mocarstwa zachodnie. Zbrodnia ta, nie ukarana i nie

wytknięta, spowodowała lawinę zbrodni innych narodów, mimo iż Stalin wycofał się z realizacji trybu katyńskiego już w 1941 r., a Chruszczow usiłował wyjawiać niektóre jej aspekty w 1956 i 1958 r. w ramach likwidacji „kultu jednostki”. Do wybuchu wojny sowiecko-niemieckiej w 1941 r. zrealizowano cykl 12 „katyni”, w których zabito około 45 tys. osób. Po wojnie zginęło tym przetestowanym na Polakach sposobem około miliona ludzi.

PAMIĘĆ

My, Polacy, katolicy, którzy przebaczyliśmy swym oprawcom, musimy stale pamiętać o datach rozpoczęcia zbrodni: 3 kwietnia 1940 r. - Kozielsk; 4 kwietnia

1940 r. - Ostaszków; 5 kwietnia 1940 r. - Starobielsk; 13 maja 1940 r. - Kijów i 26 sierpnia 1940 r. - Mińsk. Bynajmniej nie w imię odwetu, lecz w imię przyszłości świata.

Pamięć taka bowiem rodzi cuda. Kto z Polaków np. wie, że dzień 3 kwietnia jest corocznym świętem lotnictwa Republiki Południowej Afryki i że właśnie tam już w 1979 roku ufundowano pierwszy na świecie pomnik rządowy ukazujący prawdę o Katyniu? A stało się tak za sprawą polskich lotników w angielskim RAF, dokonujących nalotów na Niemcy. Pierwsze kroki pod okiem polskich instruktorów stawiali lotnicy południowoafrykańscy i zapamiętali, że pierwszy dzień wywózki jeńców z Kozielska jest świętem Polaków. Podobnie jest z datą 18 maja w Nowej Zelandii. Co roku Nowozelandczycy świętują polskie zwycięstwo pod Monte Cassino, bo w bojach o klasztor stawiającą pierwsze kroki w wojnie z Niemcami nowozelandzka dywizja straciła aż 60% żołnierzy. Polacy dokończyli „ich sprawę” - pamiętają o tym w Nowej Zelandii.

W tajemnicy świętych obcowania łączymy się ze wszystkimi ofiarami Golgoty Wschodu i modlimy się za nie w jedności z Ojcem Świętym Janem Pawłem II: „Kłękamy przy nieznanych mogiłach z tą świadomością, że zapłacili oni szczególną cenę naszej wolności. Dali - rzecz można - definitywny kształt tej wolności. Kłękamy zwłaszcza przy mogiłach katyńskich. Sprawa Katynia jest stale obecna w naszej świadomości i nie może być wymazana z pamięci Europy” (Modlitwa wigilijna Jana Pawła II, 24 grudnia 1993 r.).

KS. ZDZISŁAW J. PESZKOWSKI
STANISŁAW Z. ZDROJEWSKI

GŁOS KOMBATANTA

63. rocznica „Masakry Katyńskiej”

Mija, kolejna już 63. rocznica od największej w dziejach świata masakry jeńców wojennych – „Masakry Katyńskiej”.

W wyniku dokonanej 17 września 1939 roku agresji na Polskę, która odpięła wówczas ataki Niemców, Armia Czerwona wzięła do niewoli dziesiątki tysięcy jeńców wojennych.

Kadrę wojskową, policyjną i intelektualną Polski, wyłuskano spośród żołnierzy niższych stopni i osadzono w doskonale strzeżonych, specjalnych obozach jenieckich – otoczonych trzymetrowymi murami, z drutem kolczastym na szczycie, pod silną strażą, z obsługą śledczą i jednostkami konwojowymi NKWD ZSRR. Obozy te to Starobielsk, Kozielsk i Ostaszków, poza nimi Polacy osadzeni byli w więzieniach Zachodniej Białorusi i Zachodniej Ukrainy.

Międzynarodowe Prawo Konfliktów Zbrojnych gwarantowało jeńcom wojennym – Polakom – pełną ochronę życia.

Tym niemniej, w dwa dni po wkroczeniu Sowieców do Polski, 19 września 1939 r., NKWD ZSRR wydała „Rozkaz w Sprawie Postępowania z Jeńcami Wojennymi”. Na podstawie jego punktu 5. Armia Czerwona przekazała jeńców wojennych „Wydziałowi do Spraw Jeńców Wojennych” utworzonemu specjalnie, w tym celu, w ramach NKWD ZSRR łamiąc postanowienie artykułu 8. Regulaminu Haskiego, który mówi, że „jeńcy wojenni winni pozostawać pod wydzieloną agendą władz wojskowych i podlegać regulaminom obowiązującym w wojsku państwa w którego władzy się znajdują”.

Był to wstęp do tragedii 21857 zniewolonych, a następnie skrytobójczo zamordowanych Polaków.

Z inspiracji Stalina – „dobrotliwego Ojca Narodów” – „decyzję” o rozstrzelaniu przygotował i przedstawił na naradzie specjalnej Biura Politycznego Komitetu Centralnego Wszechniż-

kowej Komunistycznej Partii (bolszewików) Związku Socjalistycznych Republik Radzieckich – Ławrentij Pawłowicz Beria.

„Decyzja” o rozstrzelaniu jeńców wojennych zatwierdzona przez „Stalina, Woroszyłowa, Mołotowa, Mikojana, Kalinina i Kaganowicza” uzyskała automatycznie rangę „Uchwały” Biura Politycznego z datą 5 marca 1940 r. i została wpisana do protokołu jako „Sprawa NKWD ZSRR numer 144”.

W sentencji swej „Decyzja z 5.III.1940” stwierdzała - „należy rozpatrzyć w trybie specjalnym – bez wzywania uwięzionych i aresztowanych, bez przedstawiania zarzutów, bez przeprowadzania śledztwa i wydawania postanowienia o jego zakończeniu i bez wnoszenia aktów oskarżenia do sądów – sprawy:

14.700 polskich oficerów, urzędników, właścicieli ziemskich, policjantów, agentów wywiadu, żandarmów, osadników i strażników więziennych znajdujących się w obozach dla jeńców wojennych oraz 11.000 Polaków aresztowanych i przebywających w więzieniach w Zachodnich Obwodach Ukrainy i Białorusi i zastosować do nich najwyższy wymiar kary – rozstrzelanie.”

Funkcjonariusze NKWD ZSRR w „trybie specjalnym” – bez wyroków sądowych strzałem w tył głowy, zamordowali naszych mężów, ojców, braci – naszych Rodaków, chociaż Międzynarodowe Prawo Wojenne, któremu podlegają jeńcy wojenni zakładało, że niewola nie może być zemstą ani też karą ponieważ stanowi jedynie środek uniemożliwiający żołnierzom nieprzyjacielskiej armii dalszy udział w działaniach wojennych.

Nienawiść do kadry oficerskiej, do Polaków była silniejsza niż wszystkie prawa świata. To pierwszy raz Sowiecom udało się zagarnąć do niewoli i wreszcie

rozliczyć się z „Polaczkami”.

W postępowaniu w stosunku do obcych żołnierzy wziętych do niewoli działają normy międzynarodowego prawa zwyczajowego, które obowiązują wszystkich ponieważ nie można się od nich uwolnić poprzez derogacyjne akty prawa wewnętrznego, ani oświadczenia polityczne.

„Decyzja z 5.III.40” nie precyzowała za co jeńcy polscy mieli ponieść „najwyższy wymiar kary – rozstrzelanie”. Jakiego przestępstwa dopuścili się by zostać straceni? Oskarżeni zostali wyłącznie na podstawie „nastrojów i rzekomych zamiarów” oraz na podstawie pomówienia o „przyszłą aktywność, która mogłaby być skierowana ku przywróceniu niepodległości swej ojczyzny”.

Pomimo tego, że ZSRR deklarował się jako związany ustaleniami Międzynarodowych Konwencji, gwarantujących całkowitą ochronę życia jeńców wojennych, pogwałcił wszystkie obowiązujące prawa, nawet prawa własnego sowieckiego kodeksu karnego, dokonując w roku 1940 masakry na jeńcach w Katyniu, Charkowie, Twerze i pozostałych, utajnionych do dzisiejszego dnia miejscach.

„Decyzja z 5.III.40” zalecająca całkowite pominięcie procedury sądowej opierała się na artykułach sowieckiego kodeksu karnego, które swoją aktualność utraciły w roku 1922.

Ponadto należy dodać, że: **żadne artykuły sowieckie nie mogły być zastosowane w przypadku wziętych do niewoli Polaków również dlatego, że czymkolwiek zajmowałiby się polscy jeńcy przed 1939 rokiem ich działania były sprawą wewnętrzną Polski i dlatego mogły być one oceniane wyłącznie według ustawodawstwa polskiego.**

Sytuacji tej nie zmienił fakt przesunięcia granicy i podporządkowania jeńców wojennych radzieckiej jurysdykcji, ponieważ w tym czasie znajdowali się w niewoli i przysługiwały im odpowiednie prawa jeńców wojennych.

Zbrodnia katyńska wymyka się tak spod wszelkich systemów prawnych państw cywilizowanych jak również spod obowiązującego w 1940 roku prawa karnego ZSRR – jest „**umyślnym zabójstwem**” i stanowi „**przestępstwo ciągłe**” – rozciągnięte na dziesiątki lat. Zbrodniarz zamordował, czyn swój usiłował przypisać Niemcom, nakazał milczenie na temat przestępstwa grożąc karą śmierci. Szykanował wszystkich powiązanych z Ofiarami więzami krwi, eliminował rodziny zsyłając na zatracenie w Kazachstanie, na Syberii, na Kołymie i za Kołem Podbiegunowym. Przez 50 lat ukrywał fakt i miejsce mordy, pozostawiając nieujawnione inne, poza Katyniem, Twerem i Charkowem, miejsca masakry.

Śledztwo prowadzone przez Rosyjską Prokuraturę Wojskową nie dało żadnych efektów, nie doprowadziło do osądzenia winnych przestępstwa, mimo to, że w okresie jego prowadzenia żyli – dla przykładu: Kaganowicz i Soprunienko – ciesząc się pełną ochroną i bezkarnością.

31 sierpnia 1993 r. Minister Sprawiedliwości Prokurator Generalny II Rzeczypospolitej – adw. Jan Piątkowski – wydał „Zarządzenie nr 188/93/PR”, w wyniku którego 2 września 1993 r. ukazało się „postanowienie o wszczęciu suwerennego polskiego śledztwa w sprawie katyńskiej”. „Przeciwko temu śledztwu występowała czynnie grupa osób, w tym premier p. Suchocka i działaczka wielu „komitetów” zajmujących się Katyniem o. Z. B. Mamontowicz Łojkowa, a „notatka służbowa” płk. M. Tarczyńskiego, sygnowana przez MON, posłużyła prokuratorze do uchylenia postanowienia o wszczęciu śledztwa „kuriozalnym postanowieniem prokuratora apelacyjnego w Warszawie z dnia 16 lutego 1995 r.” – czytamy w książce „Dotyk Zbrodni Katyni” Piątkowskiego. (Wyd. Pro Arte 2001).

Żadna sprawiedliwość w sprawie masakry katyńskiej nie zaistniała, a wszystkie zawiązania są podporządkowane ustaleniom KC KPZR z 22.2.1990 r nakazującym – „polityczne zamknięcie problemu

katyńskiego i jednocześnie uniknięcie wybuchu emocji w Polsce” – patrz „Dokumenty Katynia Decyzja”.

„...**To było jeszcze jedno naiwne złudzenie w ramach nadziei, że w wolnej Polsce zmieni się wiele, pamięć zaś o pomordowanych w Katyniu będzie jednym z istotnych elementów tożsamości narodowej. Tak się nie stało**” – stwierdził bardzo celnie mec. Stanisław Mikke w swojej książce „Śpij mężczy w Katyniu, Charkowie i Miednoje”. Nasi Najbliżsi pozostali nadal w nieosiągalnym oddaleniu dla wiedzy o Nich, dla kultu, który powinien Ich otaczać w Ojczyźnie.

„Katyn – nazwa symbol. Las ruski i piach ruski. Kilka mogił – ogromnych, masowych. Kilka tysięcy trupów, jeden na drugim, warstwa na warstwie, ręce związane, często pętla na szyi. Dziura w czaszce. Mundury wojskowe, polskie orły, legitymacje w kieszeniach, zdjęcia, listy w portfelach...”

Katyn – nazwa symbol. Jaki las i jaki piach? Gdzie inne mogiły, też ogromne, też masowe. I znów kilka tysięcy trupów. Czy też warstwa na warstwie? Czy też ręce związane i dziura w czaszce?”

Od 3 kwietnia 1940 roku zaczęły nadchodzić, do obozów, listy jeńców, podpisane przez Piotra Soprunienkę, z poleceniem przekazania oficerów do Zarządów odpowiednich obwodów NKWD ZSRR. Fakt ten wspomina Jeniec, z obozu starobielskiego, Józef Czapski: „...Každy z nas czekał gorączkowo tej godziny, kiedy ogłoszą nowy spis wyjeżdżających...Przypadkowość spisu przypominała nam te kartki wyciągane przez papugi wędrownych kataryniarzy w Polsce. Komendant obozu ppłk Bereżkow i komisarz Kirszyn zaręczali oficjalnie, że jest to likwidacja obozu, że jesteśmy kierowani do punktów rozdzielczych, skąd mamy być odesłani do kraju.. Stojąc na wielkich schodach cerkiewnych, komendant żegnał partie odjeżdżających uśmiechem pełnym obietnic. Wyjeżdżacie tam - powiedział jednemu z nas - dokąd i ja bardzo chciałbym pojechać.”

Zastanawiające jest czy oficerowie domyślali się gdzie są wywożeni. Dla uspienia czujności i utwierdzenia jeńców

w przekonaniu, że wyjeżdżają „do domu”, że oto kończy się niewola z czego cieszą się i służby obozowe – wyjeżdżających do Katynia generałów zaproszono na wystawny obiad z “kawiozem i kotletami”. Na zakończenie przyjęcia służby NKWD urządziły owację na ich cześć, a na drogę dostali chleb i 3 śledzie opakowane w biały papier, co było rzeczą nadzwyczajną w obozowej nędzy. W Starobielsku grała nawet orkiestra wojskowa. Te pokazowe “wspaniałości” kończyły się za bramą obozu.

Jak wyglądała droga śmierci?

- Ta droga z obozu po odczytaniu nazwiska, przez rewizję, drogę do stacji kolejowej, więzienne wagony, przewóz w „czornych woronach” – samochodach więziennych - i ten moment gdy za plecami poczuli oddech kata i zimną stal lufy Walthera.

Zaczęto zestawiać transporty, w składzie dwustu do trzystu osób. Po pobudce, pracownik komendy obozu wieszkał przy każdym baraku listę wyznaczonych do transportu i jego numer. Wyznaczeni na liście byli obowiązani zgłosić się na rozkaz ze wszystkimi rzeczami u wejścia do oddzielonej całkowicie części zabudowań klasztornych i po skontrolowaniu tożsamości byli wpuszczani do wnętrza, gdzie przechodzili bardzo szczegółową rewizję. „**Rewizja była upokarzająca, brutalna**” – wspominał gen. Z. Berling, wówczas Jeniec w obozie starobielskim. Po niej osobną, silnie strzeżoną drogą, odgradzoną podwójnym płotem z drutu kolczastego od obozu, wychodzili za bramę na rampę załadowniczą na kolei.

Czekały tam pozornie osobowe wagony. Były to jednak osławione wagony więzienne typu stołypinowskiego, wprowadzone do użytku za premiership Piotra Stołypina. Połowę przedziałów stanowiły cele bez okien, które miały zamiast drzwi rozsuwane kraty, a okna na korytarzu zakratowane. W korytarzu dyżurowali strażnicy więzienni. Silna żarówka, umieszczona u sufitu, oświetlała cele wieczorem i nocą. Normalna pojemność przedziału to miejsc siedzących dla 8. osób. W celach tych przewożono 14. polskich jeńców.

GŁOS KOMBATANTA

63. rocznica „Masakry Katyńskiej”

dokończenie

Mija, kolejna już 63. rocznica od największej w dziejach świata masakry jeńców wojennych – „Masakry Katyńskiej”.

Pociąg z Kozielska wyjeżdżał około północy, tak jak notowali wywożeni jeńcy w swoich pamiętnikach, znalezionych przy Ich ciałach.

Dokumenty Głównego Zarządu Wojsk Konwojowych NKWD zawierają szczegółowy plan wywozu jeńców, który wyszczególniał: - skład pociągu, - punkty załadunku i rozładunku wagonów, - trasy przejazdu, - czas odjazdu pociągów, - moment doczepiania wagonów więziennych do innych składów, na stacjach węzłowych oraz nawet numery wagonów i przedziałów.

Pociąg przejeżdżał około 200 kilometrów, jak na transport więzienny w ZSRR wyjątkowo szybko, by o brzasku być już w Smoleńsku, rozpoznawanym przez jeńców po złotych kopułach cerkwi.

Skład pociągu zatrzymywał się na torach oddalonych od głównego peronu. Krótki postój potrzebny był na odłączenie kilku wagonów więziennych, które ruszały dalej, w kierunku zachodnim, 12 kilometrów od Smoleńska do Gniezdowa, leżącego o 4 km. przed miejscowością Katyń.

Te specjalne składy śmierci puszczane były tzw. linią Aleksandrowską lub Licharłowską na ślepy tor na stacyjce w Gniezdowie. Wagonów śmierci nie można było z niej zobaczyć, bo tor leży na uboczu, w północnej stronie stacji.

Skład oczekiwał tam na odpowiednią z góry wyznaczoną porę.

O niezwyklej dokładności kursowania tych składów śmierci dowiedzieliśmy się z zachowanych relacji wojsk konwojujących.

*Nie pozostał
po nich
na ścianie cień,
ni atom energii,*

*ni powiew oddechu
pod kozielską kopułą lagru.*

*W kłacie wagonu
wryte słowa
czy krzyczą?
czy skarżą kata?...*

Na drodze Smoleńsk – Wiaźma leży mała miejscowość, odległa od Smoleńska o 16 kilometrów – Katyń, której nazwę połączono nierozdzielnie z dokonanym nieopodal mordem.

KATYŃ – słowo budzące grozę. Nazwa doskonale pasująca do mordu jaki się w pobliżu tej miejscowości dokonał. Wzdłuż szosy pomiędzy Gniezdowem i Katyniem, na lewo ciągnie się kilkuhektarowy las sosnowy z poszyciem jałowcowym schodzący w dół ku Dnieprowi, tworzącemu w tym miejscu piękne zakole omywające wysoką skarpcę. Idylliczne miejsce wykorzystywane do wypoczynku przez służby NKWD ZSRR.

Część tego lasu, bliżej Gniezdowa, nazywana była Kosogory (Kozie Góry).

Masakry dokonano nie we wsi Katyń, ale właśnie tu – na pagórkowatym terenie Kozich Gór.

Rozstrzeliwały Oddziały Specjalne NKWD dowodzone przez komendanta terytorialnego zarządów Ludowego Komisariatu Spraw Wewnętrznych.

Jeńców z **Kozielska** wywoził 136. samodzielny batalion 226. pułku z 15 brygady Wojsk Konwojowych NKWD ZSRR.

Wysłanych z obozu pod konwojem przejmował, za pisemnym potwierdzeniem, Oddział Specjalny NKWD, który ich rozstrzeliwał. Fakt „wykonania zadania” był również potwierdzany notatką – „wykonano” – z podaną ilością za-

mordowanych, zgodną z ilością „przejętych do wykonania” od wojsk konwojujących.

Meldowano – „Wysyłka przebiega w sposób zorganizowany, spokojnie”.

Pół godziny potrzebne było na przejazd 3. kilometrów do lasu na Kozich Górach - Kosogorach, rozładunek jeńców i powrót. Dalsza droga jeńców, droga do dołu śmierci, pozostanie na zawsze nieznaną.

Czy stawiali opór?

Czy się bronili?

Czy śmierć zadawano z zaskoczenia?

Ilu mordowało?

Ilu pomagało w mordzie?

Kto ładował automatyczne pistolety, czy ten sam co strzelał czy pomocnik kata?

Pchnięcia bagnetów, kneble w ustach, skrępowanie dłoni specjalnie przygotowanym sznurem zaciskającym się misterną, bardzo małą pętlą na szyi przy każdym ruchu obrony - to znaki, że usiłowali się bronić.

Pytania na zawsze bez odpowiedzi.

Jedno tylko jest pewne - kaci byli doskonałymi specjalistami w swoim fachu.

Po mordzie ciała zwalano, jak popadnie, do głębokich wykopanych koparką „dołów śmierci”, warstwa na warstwę – setkami i urządzano, z tej okazji, pijackie libacje.

Ciemno.

Wycie aut

brzasku nie budzi.

Dół

*wyszarpany w głąb
zmarzniętej ziemi...*

Huk!

*I piach się krwią Ich
...brudzi.*

*Ziemio
czy – ty – pamiętasz
ciepło serc
na ciebie padłych...?*

*i gdy jesteś
ołowiem kul ciężka,
krwią mokra,
rozpaczą ludzką
...przerażona
zielenią mundurów
okrywasz
kolor gliniasty.*

*Zamykasz się
nad Nimi...*

*Ziemio katyńska
czy tulisz
ziarnami piachu,
grudą gliny
...czule
Ich kości do smu...?*

Bierieżkow, komendant obozu w Starobielsku poinformował, że w okresie od 3 kwietnia do 10 maja otrzymał 41 „zleceń” z nazwiskami 3 891. osób, z których 3 807. przekazał do dyspozycji UNKWD pomiędzy 5 kwietnia a 12 maja,

Oboz w Kozielsku został zlikwidowany jako pierwszy siłami Kwatery Głównej NKWD w Mińsku. Po wywiezieniu wszystkich polskich oficerów płk Stiepanow zamełdował o „wykonaniu w okresie między 23 marca a 13 maja odpowiedzialnego zadania likwidacji obozu i nie dopuszczenia do ucieczki ani jednego jeńca”.

Nie było żadnych „cudownych” ocalałych, żadnych przypadków. Nic nie mogło przeszkodzić w wykonaniu zleconego mordu. Ci którzy jechali z Kozielska Starobielska i Ostaszkowa do Juchnowa transportami 25 kwietnia i 11 i 12. maja 1940 r. byli specjalnie wyselekcjonowani.

47. osób wybrał 5. oddział Głównego Zarządu Bezpieczeństwa Państwowego, 91 osób – objęło zlecenie zastępcy Berii tow. Mierkułowa, tak jak i 167 osób nazywanych – „pozostali” – informatorzy oraz członkowie partii komunistycznej. Do tej liczby dodać trzeba jeńców wyreklamowanych przez Ambasadę Rzeszy

ców oraz 19 osób ocalonych w wyniku noty werbalnej Misji Litewskiej.

Egzekucje, na 21 857 jeńcach wojennych - Polakach, wykonali funkcjonariusze NKWD w czasie gdy ZSRR nie był z żadnym państwem w stanie wojny.

„...Patrzyłem.” – napisał w 1943 roku Józef Mackiewicz, który spędził 3 dni w miejscu odkrytych „dołów śmierci” na Kosogorach koło Katynia, w czasie gdy Ofiary ekshumował, na przyzwolenie Niemców, dr Marian Wodziński z kilku osobami z Komisji Technicznej PCK.

– „Przedemną rozwarły dół, a w jego czeluści, warstwami, ciasno, jak sardynki w pudełku, trupy.

Mundury, płaszcze, mundury polskie, pasy, guziki, buty, zwichrzone włosy na czaszkach, usta niektórych w półotwarte. Promień wpadł w dół i na sekundę błysnął na złotym zębie otwartych ust jakiegoś trupa. Nie wybili mu jednak...

Straszne. Ręce i nogi nawzajem splecione, wszystko uciśnięte jak walcem. Poszarzałe, martwe szeregi za szeregiem, setka za setką, niewinni, bezbroni żołnierze.

Krzyż Virtuti Militari widać na samym przedzie. Głowa odwalona pod but kolegi. Tamten leży twarzą w dół. A tam dalej wszyscy w płaszczach i nie rozpoznać w tej lepkiej masie indywidualnych kształtów. Właśnie: masa, słowo tak ulubione w Sowietach. Ubita masa trupów jest do tego stopnia ściśnięta, sklejoną nawzajem trupim sokiem, zlutowana niejako.

Niektórzy mieli zarzucone na głowę mundury lub płaszcze, związane u szyi, a wewnątrz wypełnione trocinami, ażeby uniemożliwić krzyki.

Usta otwarte, usta pełne piasku i oczodoły puste, które nie wyrażają już nic ponad śmierć.”

W przypadku masakry katyńskiej nie odbyło się nigdy żadne postępowanie sądowe, które publicznie stwierdziłoby fakt popełnienia mordu na bezbronnych jeńcach.

„Prezydent Rzeczypospolitej na Uchodźstwie w Londynie prof. Stanisław Ostrowski nadał dekretem z dnia 11 listopada 1976 roku, zbiorowo Order

nierzom polskim zgładzonym w Katyniu i innych nieujawnionych miejscach kaźni, dla upamiętnienia ofiary ich życia, w imię Niepodległości Polski.”

Art. plastyk Witomila Wolk-Jeziarska – córka zamordowanego w Katyniu oficera W.P.II RP – por. Wincentego Wołka – wykładowcy Mazowieckiej Szkoły Podchorążych Rezerwy Artylerii im. Gen. Józefa Bema w Zambrowie.

Z najbliższej rodziny zginęli: m. in. Kazimierz Burnatowicz (Starobielsk – Charków), mjr Jan Wojciechowski (Kołyma), por. Antoni Szancer i kpt. Franciszek Głowacz (lista ukraińska), por. Szczęsny Brończyk (Kołyma), płk Bolesław Gancarz – żołnierz I Brygady Piłsudskiego, odznaczony VM (zginął w Powstaniu Warszawskim), por. Bolesław Malec (poległ pod Bydgoszczą).

Dziewięć osób dorosłych i ośmioro dzieci 13 kwietnia 1940 r. NKWD ZSRR wywiozło do Kazachstanu i za Koło Podbiegunowe.

Satelita z polskim urządzeniem

Przygotowywany przez Europejską Agencję Kosmiczną z udziałem polskich uczonych satelita Herschel umożliwi badania kosmosu w paśmie podczerwieni.

Będzie to, obok działającego obserwatorium Integral, które śledzi źródła promieniowania rentgenowskiego i gamma w Kosmosie, drugi astronomiczny satelita wyposażony w przyrządy zbudowane przy współpracy polskich uczonych.

- Wykonujemy już elementy dla modeli technologicznych, które poddawane są różnego rodzaju testom. W następnej kolejności powstaną już właściwe egzemplarze: jeden do zainstalowania na satelicie i drugi rezerwowo - powiedział dyrektor Centrum Badań Kosmicznych PAN prof. Zbigniew Kłos.

CBK PAN uczestniczy w budowie najważniejszego przyrządu - HIFI (Heterodyne Instrument for Far Infrared) do pomiarów w podczerwieni. Pracuje nad nim specjalne konsorcjum - obok CBK PAN - Max Planck Institut fuer Radio-astronomie z Bonn, Jet Propulsion Laboratory z



Polacy na Zachodzie

„MB KATYŃSKA” W PARYŻU

12 października w kościele polskim Wniebowzięcia NMP w Paryżu odbyła się niezwykła uroczystość - „nawiedzenie” świątyni przez



obraz Matki Boskiej Katyńskiej, który rozpoczął swoją pielgrzymację po Europie. Z ikoną MB Katyńskiej przybył ks. prał. Z. Peszkowski - więzień z Kozielska - kapelan rodzin pomordowanych na Wschodzie. „Pielgrzymka” ikony



MB Katyńskiej rozpoczęła się 6 października br. w Berlinie. 11 października obraz zawędrował do Monachium, by 12 tego miesiąca przybyć do Paryża, gdzie został wystawiony

podczas nabożeństwa różańcowego i w uroczystej Mszy św. Ks. prał. Z. Peszkowski wygłosił homilię wprowadzając wiernych w bolesną opowieść swoich losów w Kozielsku, gdzie był więziony przez Sowietów z wieloma tysiącami Polaków, z kórych tylko bardzo nieliczni ocalili.

Ks. prał. Z. Peszkowski przez wiele lat - w PRL - nie miał prawa mówić o Katyniu, gdyż prawda o tej, okrutnej stalinowskiej zbrodni - wymordowaniu w kwietniu 1940 roku przez rozstrzelanie - 21857 Polaków (w lesie Katyńskim 4421 osób, w obozie Starobielskim 3820, w obozie Ostaszkowskim 6311 i 7305 osób w innych obozach i więzieniach Zachodniej Ukrainy i Zachodniej Białorusi) - była przez komunistyczne władze tępiąca i zakazana. Przez 50 lat nie wolno było mówić o Katyniu. Wprawdzie już w lutym 1943 roku Niemcy znaleźli pod Smoleńskiem część grobów i odkryto stalinowską zbrodnię katyńską, ale Rosjanie wypierali się prawdy, zbrodnię zrzucając na Niemców. Dopiero w 1992 r. Jelcyń przekazał ówczesnemu prezydentowi RP - Lechowi Wałęsie kopie tajnych dokumentów dotyczących wymordowania przez NKWD 21 tys. Polaków.

Centrum „Golgoty Wschodu” stanowią wspomniane wyżej trzy miejsca: Kozielsk, Starobielsk i Ostaszków - trzy obozy dla polskich oficerów i policjantów, jeńców zamordowanych w 1941 r. przez NKWD. Kozielsk - dawny monaster w majątkach Ogińskiego i Puzyny - położony ok. 250 km od Smoleńska. Od listopada 1939 r., obóz jeniecki dla blisko 5 tys. oficerów wziętych do niewoli przez Armię Czerwoną. Starobielsk - miasteczko na Ukrainie na pld.-wsch. od Charkowa. Od listopada 1939 r. do maja 1940, czyli do momentu całkowitej likwidacji, obóz dla polskich oficerów zawodowych i rezerwy zgarniętych przez Armię Czerwoną. Ostaszków - monaster położony na wyspie jeziora Seliper na północ od Tweru, zamieniony na obóz jeniecki od listopada 1939 r. do maja 1940 r. dla 6.5 tys. osób, głównie policjantów, prokuratorów, sędziów, żołnierzy KOP-u. Więźniów z Kozielska wymordowano w w Katyniu (ok. 4.5 tys. osób). Tych ze Starobielska rozstrzelano w Charkowie (ok. 4 tys. ludzi), a więźniów Ostaszkowa w Twerze (ok. 6.4 tys. ofiar).

Wspomnienia ks. prał. Z. Peszkowskiego były dla nas - słuchaczy -

żywą historią i zapewne wielu z nas usłyszało jej dramatyczne szczegóły „z pierwszej ręki” po raz pierwszy w życiu. Wszyscy słuchaliśmy z zapartym tchem i ze ściśniętym sercem. Mieliśmy okazję usłyszeć jednego z ostatnich żyjących naocznych świadków historii, a jednocześnie człowieka cudownie ocalałego z „komunistycznego piekła”.

„Byłem jeńcem Kozielska - wspominał ks. Peszkowski - Udręką naszą nie była nawet ciężka praca, tak jak w lagrach, tylko niewola, ciągłe śledztwa i niepewność. Spośród wszystkich «mieszkańców» tego obozowego «domu» zostałem przy życiu tylko ja jeden. Nadszedł dzień 13 kwietnia 1943 r. Jak grom z jasnego nieba spadła wiadomość, że Niemcy odkryli zbiorowe mogiły jeńców w lesie katyńskim. A więc najgorsze nasze domysły okazały się prawdą. Nasi koledzy wywożeni w nieznaną zostali wymordowani. To był dla nas prawdziwy wstrząs. (...) Kto dokonał mordu w Katyniu wiedziały wszystkie mocarstwa, ale nikt nie ośmielił się powiedzieć otwarcie tej prawdy o ZSRR. (...) Od tego momentu mogiły katyńskie zostały okryte absolutnym milczeniem i kłamstwem. Za samo słowo Katyń groziła śmierć, więzienie, gulag. Katyń stał się miarą moralności i uczciwości. Kłamstwo o nim zniewoliło niemal cały świat... Do dzisiaj trwa dramat Gulgoty wschodu. Do dzisiaj miliony Polaków pozostają rozrzucone po świecie. Spotykacie ich, Bracia, w tylu krajach - na Wschodzie i Zachodzie. Do dzisiaj nie było ani jednego polskiego cmentarza wojskowego w Rosji i na Ukrainie... A jak wyrazić moralne skutki tej zbrodni - 50 lat kłamstwa, przemocy, niszczenia tożsamości i ducha narodu. To są jeszcze nie zabliźnione rany... Dlatego odważmy się dzisiaj przypominać głośno światu, że istniały nie tylko zbrodnie hitlerowskie, nie tylko Holocaust Żydów, ale także polska Gulgota Wschodu... Na szlaku VII pielgrzymki Ojca Świętego do Polski znalazła się w Warszawie i dziejowa stacja modlitwy przy pomniku «Poległym i Pomordowanym na Wschodzie». A było to 11 czerwca 1999 roku. Ten pomnik oznacza 24 tys. pomordowanych - bez sądu, bez obrony, bez żadnej winy - polskich oficerów i żołnierzy z obozów i więzień sowieckich. Jedyń ich winą było to, że byli Polakami... A oto jak modlił się umiłowany nasz Ojciec Święty przed tym pomnikiem: «Kłękamy przy nieznanym mogiłach z tą świadomością, że zapłacili oni szczególną cenę naszej świadomości. Dali - rzecz mądrą - kształt tej wolności, kłękamy zwłaszcza przy mogiłach katyńskich. Sprawa Katynia jest stale obecna w naszej świadomości i nie może być wymazana z pamięci Europy». Po zakończonej Mszy św. były jeszcze pytania kierowane do naszego dostojnego Gościa - ks. prał. Peszkowskiego i te bardzo ciekawe rozmowy mogłyby trwać aż do rana, ale życie ma swoje prawa - trzeba było wracać do rzeczywistości dnia dzisiejszego. Jeszcze wszyscy uczestnicy uroczystości i nabożeństwa z wielką czcią ucałowali obraz Matki Boskiej Katyńskiej i rozeszliśmy się do domów.

ZARZĄD KOŁA RADIA MARYJA

Dokończenie ze str. 12

kartki z kalendarza

RELACJA Z KATYNIA

Adam Dobroński

W marcu i kwietniu odbywały się obchody kolejnej, już 64. rocznicy mordów popełnionych przez NKWD na oficerach polskich z obozów w Kozielsku, Ostaszkowie i Starobielsku oraz na osobach przetrzymywanych w więzieniach, a oskarżanych o organizowanie i podtrzymywanie oporu przeciwko okupacji sowieckiej. O dramacie tym napisano już sporo, ukazują się także tomy polsko-rosyjskie z dokumentami.

Podczas ostatniej mej wizyty w londyńskim Instytucie Polskim i Muzeum gen. W. Sikorskiego natknąłem się w kolekcji 138/292 na tekst spisany w dniu 23 grudnia 1944 roku przez ówczesnego majora Józefa Czapskiego. Jest to relacja na tyle osobliwa, że chciałbym ją w całości przedrukować i to mimo wielu zawartych w niej nieścisłości. Ciekawostką pozostaje nadto fakt, że zeznania w sprawie katyńskiej złożyli przed polskim oficerem dwaj byli żołnierze francuscy.

„Gui i Rafaël de Latre du Bosqueau uciekli z niewoli niemieckiej. Ojciec ich, Rafaël, był dyrektorem personelu w Paryżu w «Bon Marché». Jako ochotnicy 16-letni poszli do wojska i zostali wzięci do niewoli już w Belgii. Siedzieli w obozie jeńców w Berlinie. 17-lutego 1943 r. wysłano ich na prace w Rosji na reperację dróg. Jeden z nich był chemikiem i badał wszędzie jakość ziemi. Byli w Mińsku, Smoleńsku, Orle. W maju i czerwcu zostali przeniesieni do Katynia. Jeden z nich pracował tam jako robotnik, rozkopywał drogę, wynosił trupy, drugi w laboratorium badał obrażenia i rozbicia kości nieboszczyków. Dozorcą ich był Belg SS, przez którego dowiadywał się niektórych rzeczy, informacji od Niemców, którzy tego Belga uważali za swojego. Obaj Francuzi twierdzą to samo, co profesor Palmieri z Neapolu, że Niemcy wiedzieli o zbrodni katyńskiej już parę miesięcy wcześniej, nie podając tego do wiadomości ogółu. Palmieri tłumaczył to chęcią ogłoszenia tej sprawy w chwili politycznie dogodnej. Francuzi twierdzą, że Niemcy zwlekali z ogłoszeniem zbrodni katyńskiej dlatego, że rozsyłali pisma po wszystkich sztabach niemieckich z zapytaniem, czy sprawcą tych morderstw nie jest który ze sztabów niemieckich. Jeden z Francuzów widział zupełnie podobne cmentarzysko dzieci żydowskich pod Borysowem.

Kiedy przyjechali do Katynia, były otwarte dwa groby, potem odkryto trzeci i czwarty. W pierwszych grobach zwłoki były ułożone bardzo porządkie, jedne na drugich „jak sardynki”. W ostatnim grobie widać było, że ten grób był nieskończony, że ludzie, którzy tam byli pochowani, byli zwaleni na kupę, jedni na drugich, w najróżniejszych pozycjach, postrzelani, najwidoczniej z karabinów maszynowych, po zrzuconiu do grobów i po jakiejś walce. Opowiadają o księdzu, który klęczał z rękami złożonymi do modlitwy, który miał w sobie kilkanaście kul, połamane kości ramion i kule w głowie. Znalaziono koło niego kielich i patere. Nie widzieli, nie pamiętają tych drzewek, które miały być według Palmieri'ego posadzone na tych grobach. Teren był taki, że już z daleka było można podejrzewać, że to nie jest teren naturalny. Już przed rozkopaniem bardzo cuchnął. Stwierdzono zaś groby katyńskie przy wbijaniu słupów telefonicznych, które się natknęły na kości. Ziemia, którą były groby przysypane, zawierała ogromną liczbę robaków.

Ciekawa jest wersja, którą podawali im Niemcy, że ci ludzie zginęli dlatego, że nie chcieli walczyć przeciw Niemcom, że zginęli oni nie tylko dla sprawy Polski, ale i dla sprawy niemieckiej, pono(ć) obaj generałowie polscy tam znaleźni zostali przed pochowaniem przez Niemców udekorowani żelaznymi krzyżami. Podczas prac w Katyniu miała ponoć być warta nie tylko niemiecka, ale i polska (?). Jeden z chłopców mówi strasznie łamaną ruszczyzną, rozmawiał z dwoma chłopakami; jednym starszym, drugim młodszym, 40-letnim z żoną. Wersja tych chłopców jest następująca: jeńców polskich wyładowano w Smoleńsku i zapro-

ponowano im wstąpienie do służby sowieckiej z obietnicą awansu o jeden stopień. Zaproponowano to kolejno, zaczynając od najmłodszych szarż, gdy ci odmawiali, powiedziano im, że pójdą do Polski, ale pieszo i wysłano ich traktem ku Polsce. Kilkanaście kilome-



trów za Smoleńskiem był ten las katyński (który jest o parę kilometrów od wsi Katyń) i kazano im kopać rowy, twierdząc, że tam będzie obóz (drugi chłop twierdził, że mówiono im, że tam będzie szpital), potem rozstrzelano pierwszą partię i tak dalej w przeciągu dwóch tygodni słychać było ciągle strzały. (Chcąc powtórzyć słowa chłopca, Francuz powiedział „dwa woskresienia”). Kiedy się spytał chłopca, jak on może o tym co wiedzieć, jeżeli wszyscy zostali wystrzelani, chłop twierdzi, że niektórzy z nich uciekli, ukrywali się i że on sam ich przebiegał.

Według tychże chłopów w ostatniej rozstrzeliwanej partii wybuchł bunt i dlatego wygląd czwartego grobu jest całkiem inny. Najwidoczniej byli zrzucony do głębokiej jamy, wielu z nich leżało na plecach, inni twarzą do ziemi, jedni na kolanach, drudzy z zupełnie rozstawionymi nogami w pozycji, jakby byli wrzuceni z góry. Wszyscy mieli wiele kul w ciele.

Na te groby przyjeżdżało bardzo wielu generałów niemieckich, każdy, który jechał na front, miał ponoć tam zajechać. Kiedy obaj chłopcy wrócili do Berlina, mieli prawo co jakiś czas wysłać jedną kartkę do domu, ale jeżeli chcieli pisać o Katyniu, to pozwalano im pisać, ile chcieli, dawano im papieru, ile chcieli i wysyłano natychmiast przez Luft-post.

Obaj Francuzi (bliźniacy) robią wrażenie dosyć naiwnych, ale wiarygodnych, o Niemcach mówią bez specjalnej nienawiści, za to z pasją mówią o bolszewikach. Kiedy im powiedziałem, że warto, by o tym opowiadali we Francji, gdzie jest dzisiaj wielu stronników komunizmu, zdziwili się, twierdząc, że we Francji wszyscy katolicy, szlachcice i cała burżuazja jest przeciwko bolszewikom, bo dobrze rozumieją, że w razie nastania bolszewików, „oni pierwsi będą wyrżnięci.”

Tyle rewelacji przynosi relacja zapisana przez mjr Józefa Czapskiego. Ciekawie brzmią zwłaszcza opowieści o postawie Niemców, ich upewnianiu się co do ewentualnego udziału w zbrodni własnych oddziałów i zwlekaniu z ogłoszeniem bulwersującego odkrycia. Wiemy, że rzeczywiście wybrali dobry dla siebie moment, wywołali tak zwaną sprawę katyńską, która doprowadziła między innymi do zerwania oficjalnych stosunków między ZSRR i Rządem Polskim w Londynie. Czy aż tak bardzo byli skłonni honorować polskich jeńców? Jeśli nawet, to doraźnie, z racji postawy niektórych osób i tylko dla uzyskania własnych celów politycznych. Natomiast zupełnie bałamutnie brzmią zasłyszane przez Francuzów opowieści chłopów rosyjskich. Wiemy przecież, że jeńców polskich wyładowywano z wagonów nie w Smoleńsku, lecz na stacji Gniezdowo i stamtąd wieziono samochodami do lasu katyńskiego. Odtworzono także dokładnie sposób uśmiercania jeńców, zlokalizowano mogiły, sporządzono listy.

Niech o szczegółach zawartych w przedrukowanej relacji wypowiedzą się jeszcze znawcy tematu, badania zresztą wciąż trwają. Sam J. Czapski miał wątpliwości co do niektórych stwierdzeń (dla zamaskowania zbrodni Rosjanie rzeczywiście zasadzili drzewka na dołach śmierci). Czy potwierdzi się opowieść o księdzu (kapelanie) zamordowanym nie strzałem w tył głowy, ale serią kul?

I jeszcze jedno pytanie do czytelników „Głosu” zamieszkujących we Francji: czy odnotowano w tym kraju pobyt dwóch żołnierzy-jeńców w Katyniu w maju i czerwcu 1943 roku? Czy po powrocie do rodzinnego kraju starali się oni przekazać swe relacje do publicznej wiadomości?

NIE TYLKO KATYŃ

Ewa Ziółkowska

Tę zbrodnię określano jako „Katyń-bis”. Straszliwa gehenna tysięcy Polaków - ofiar więzień NKWD w czerwcu 1941 r. - jest mało znanym, zapomnianym rozdziałem naszej historii.

Po zajęciu przez wojska sowieckie, we wrześniu 1939 r., wschodnich województw II Rzeczypospolitej zaczęły się masowe aresztowania. Odbywały się one bez jakiegokolwiek decyzji władz sądowych czy prokuratorskich, były częścią systematycznych, planowych działań eksterminacyjnych wobec ludności polskiej. Tych, których nie deportowano w głąb ZSRR, osadzano w więzieniach. Od września 1939 r. do końca czerwca 1941 r. w około 200 więzieniach NKWD przetrzymywano dziesiątki tysięcy kobiet i mężczyzn uznanych przez władze sowieckie za „wrogów ludu”, głównie polską inteligencję, urzędników państwowych, prawników, lekarzy, nauczycieli, uczniów, a także pracowników leśnych, osadników wojskowych, byłych legionistów. Na terenie więzień odbywały się „rozprawy sądowe”, polegające na odczytywaniu skazanemu wcześniej orzeczonego wyroku. Aresztowanych przetrzymywano w potwornych warunkach. Głód, choroby, niewyobrażalna wprost ciasnota, brud, robactwo, wielokrotne przesłuchiwanie w ciągu nocy, tortury, karcer - prowadziły do wycieńczenia i często śmierci.

Po wybuchu wojny niemiecko-sowieckiej, w trzeciej dekadzie czerwca 1941 r. przystąpiono do likwidacji więzień i ewakuacji więźniów. Nie wszystkie więzienia ewakuowano. Z ponad 30 utworzonych na terytorium tzw. Zachodniej Białorusi niektóre, jak te w Baranowiczach, Lidzie i Oszmianie, po ucieczce strażników zostały otwarte przez okoliczną ludność i wiele osób odzyskało wolność. W więzieniach przeznaczonych do ewakuacji, więźniów skazywano na karę śmierci, a także niezdolnych do marszu mordowano, a pozostałych kolumnami, pod konwojem, pieszo pędzono na wschód.

Wywołano wszystkich poza mury, ustawiono na szosie piątkami. Kazali wziąć się pod rękę, otoczyli strażą NKWD w ten sposób, że na każdą piątkę wypadł jeden z pistoletem lub karabinem, a na cztery piątki jeden z erkaemem. Nikt z nas nie wiedział, co się stało. Kazano nam maszerować z uprzednim ostrzeżeniem: Szag w bok - prinimaju oruże. (...) Nietrudno wyobrazić sobie kolumnę marszową składającą się z ludzi w zniszczonych łachmanach, wynędzniałych, poźółkłych jak kościotrupy od głodu i zaduchu panującego w celach, wreszcie ludzi pozbawionych przez tyle miesięcy ruchu, których pogнали dobrze wypoczęci enkawudziści. (...) Ludzie słabli, padali, a do tych, którzy nie mogli się podnieść, strzelali lub kilkakrotnie przebijali ich bagnietami. (fragment wspomnień „Karta” 3/91) Zwłoki ofiar pozostawiano na poboczach drogi, nie troszcząc się o ich pogrzebanie. (J. Januszczak, „Marsz śmierci”)

Sz szczególnie dużą liczbę więźniów pognano „drogami śmierci” z więzień w Mińsku, Wilejce i Berezwechu k. Głębokiego. W Mińsku skazanych na śmierć rozstrzelano prawdopodobnie w pobliskich Kuropatach. Marsz kilku tysięcy ludzi ewakuowanych z dwóch mińskich więzień zakończył się 26 czerwca, 80 km od miasta, w Czerwieni (dawniej Ihumeń - fot.). Osoby, których nie zastrzelono w czasie drogi, wymordowano na terenie tamtejszego więzienia oraz w trakcie nalotów niemieckich na szosie za Czerwień. Dziś o tragedii przypominają białoruskie i litew-



skie znaki pamięci, a także polski krzyż z napisem: *Ofiarom mińskiej szosy śmierci zamordowanym w 1941 r. Rodacy oraz krzyż poświęcony senatorowi II Rzeczypospolitej, Tadeuszowi Giedroyciowi, który zginął w czasie ewakuacji. W 2000 r. pod Czerwień stanęło kolejne polskie upamiętnienie - stylizowana drewniana pieta zwieńczona kapliczką. Od 1989 r., co roku w czerwcu, „Martyrolog Białorusi” i Białoruskie Stowarzyszenie Ofiar Politycznych Represji organizują uroczystości ku czci ofiar, tzw. „żalbiny”.*

W Wilejce, w pobliżu więzienia i w samym budynku, w którym dziś mieści się szpital, zamordowano i pogrzebano ok. 1200 więźniów, w większości Polaków. Część ich szczątków wydobyto w trakcie prac budowlanych prowadzonych w 1994 r. i pochowano na miejscowym cmentarzu, gdzie władze wystawiły pomnik - metalowy krzyż i duży granitowy głaz (fot.) z napisem po białorusku:



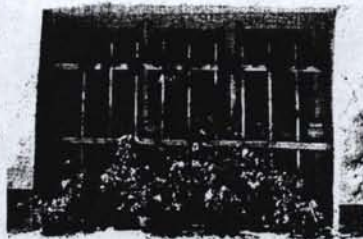
Ratuj nas Chryste od losu ofiar zamęczonych i rozstrzelanych w wilejskim więzieniu w czasie jego istnienia. Błogosław Boże duszom poległych ojców, braci i siostr naszych, których imion dotąd nie znamy. Większość zmarłych do dziś spoczywa w nieoznaczonych dołach śmierci. Na drodze ewakuacji w pobliżu wsi Kasuta spoczywa około 60 ofiar. Na ich mogiłach w 1991 r.,

staraniem wilejskiego oddziału Związku Polaków i Białoruskiego Frontu Narodowego, stanęły dwa połączone ze sobą krzyże, katolicki i prawosławny (fot.). W więzieniu NKWD w Berezwechu, mieszczącym się w dawnym XVII-wiecznym klasztorze bazylianów, w dniach poprzedzających ewakuację zamordowano kilkuset aresztowanych, rozstrzelując ich, wieszając, zamurowując żywcem w celach. Więźniów, którzy zostali ewakuowani, wymordowano w trakcie nalotu niemieckiego w miejscowości Taklinowo, obecnie Nikołajewo (obwód witebski). Na mogile kryjącej szczątki, wedle nieprecyzyjnych danych, około 2 tysięcy osób, staraniem Rady Ochrony Pamięci Walk i Męczeństwa, na wniosek rodzin stanął w 1993 r. pomnik w formie betonowego muru z zakratowanym okienkiem i napisem *Berezwech 1941* oraz wysokim krzyżem. Na terenach włączonych do Ukrainiejskiej SRR szczególnie złą sławę zyskały więzienia lwowskie. Poza aresztem śledczym przy



ul. Pelczyńskiej było ich trzy: tzw. Brygidki przy ul. Kazimierzowskiej, przy ul. Łąckiego i najcięższe na Zamarstynowie (fot.).

Zaczęły się zapelniać od października 1939 r. W grudniu, po obowiązkowej rejestracji oficerów służby stałej i rezerwy, aresztowano około 2 tysiące osób. Wiosną 1940 r. aresztowano dużą grupę harcerzy. Po wybuchu wojny sowiecko-niemieckiej i zwolnieniu części więźniów kryminalnych, we wszystkich lwowskich więzieniach rozpoczęły się masowe mordy. Do dziś nie ma w pełni wiarygodnych danych dotyczących miejsc chowania zmarłych, personaliów pomordowanych więźniów oraz ich liczby. Szacuje się, że w czerwcu 1941 r. w lwowskich więzieniach pozabawiono życia 3,5 do 7 tysięcy osób. Z relacji świadków i ustaleń Okręgowej Komisji Badania Zbrodni przeciwko Narodowi Polskiemu w Łodzi wiadomo, że więźniowie „Brygidek” i z Łąckiego chowani byli w zbiorowych mogiłach na Cmentarzu Janowskim. Ofiary Zamarstynowa spoczęły na znajdującym się nieopodal więzienia cmentarzu, który po wojnie przeznaczono pod budowę domków letniskowych. Władze ukraińskie w 1994 i 1999 r. przeprowadziły tam oraz na terenie więzienia częściowe ekshumacje, przynosząc szczątki na Cmentarz Łyczakowski. Zarówno na tym cmentarzu, jak i na Cmentarzu Janowskim stanęły upamiętnienia ukraińskie. Kilkuletnie starania o włączenie naszych specjalistów do ekshumacji i wydanie zgody na postawienie polskich upamiętnień pozostały bez odpowiedzi.



W więzieniach i na „drogach śmierci” zglądano łącznie około 20-30 tysięcy więźniów. Przez pół wieku zbrodnię tę pomijano milczeniem. Od kilkunastu lat Okręgowa Komisja Badania Zbrodni przeciwko Narodowi Polskiemu w Łodzi, obecnie Instytut Pamięci Narodowej, prowadzi śledztwa w sprawach więzień NKWD. Niemniej jednak nasza wiedza, pochodząca głównie z zeznań świadków i nielicznych ujawnionych dokumentów sowieckich, nadal jest fragmentaryczna. Dane liczbowe są jedynie szacunkowe a przekazy, po tylu latach, często sprzeczne. Sytuację może zmienić jedynie udostępnienie archiwaliów: rosyjskich, białoruskich i ukraińskich, a także niemieckich.

Ważną publikacją jest praca Krzysztofa Popińskiego i dwóch autorów rosyjskich „Drogi śmierci”, zawierająca relacje świadków i wybór dokumentów Zarządu Więziennictwa i Wojsk Konwojowych NKWD (Wydawnictwo „Karta”, 1995). Świadectwa tych nielicznych, którzy ocalili są wstrząsające, jak opis mińskiej „drogi śmierci” w niezwykłych wspomnieniach Grażyny Lipińskiej „Jeśli zapomnę o nich...” (Editions Spotkania, 1990) oraz relacjach zebranych przez Joannę Januszczyk w tomie „Marsz śmierci” (Volumen, 1999). Te książki to próby oddania słowami bezmiaru ludzkiego cierpienia, ludzkiej tragedii. To dramatyczne wołanie tych, którym mimo wszystko udało się przeżyć, o prawdę i pamięć o tych, co zginęli.

W „Apelu” Rodzin i Przyjaciół Zamordowanych w Berezeczu czytamy: *Tej zbrodni na bezbronnych i niewinnych ludziach dokonało radzieckie NKWD, na rozkaz najwyższych władz partyjnych i państwowych, bez sądu, bez możliwości jakiegokolwiek obrony lub walki, a następnie bez prawa do godnego pogrzebu.* W tym roku przypada 63. rocznica likwidacji więzień - zbrodni ludobójstwa dokonanej na tysiącach Polaków na Wschodzie. O ile zbrodnia sowiecka popełniona na polskich oficerach wiosną 1940 r. ma obszerną literaturę, a w Katyniu, Miednoje i Charkowie wybudowano cmentarze wojenne, to dramat polskich więźniów pozostaje nieznaną, a na „drogach śmierci” po dziś dzień jest wiele grobów nieujawnionych i nieupamiętnionych.

W „Apelu” Rodzin i Przyjaciół Zamordowanych w Berezeczu czytamy: *Tej zbrodni na bezbronnych i niewinnych ludziach dokonało radzieckie NKWD, na rozkaz najwyższych władz partyjnych i państwowych, bez sądu, bez możliwości jakiegokolwiek obrony lub walki, a następnie bez prawa do godnego pogrzebu.* W tym roku przypada 63. rocznica likwidacji więzień - zbrodni ludobójstwa dokonanej na tysiącach Polaków na Wschodzie. O ile zbrodnia sowiecka popełniona na polskich oficerach wiosną 1940 r. ma obszerną literaturę, a w Katyniu, Miednoje i Charkowie wybudowano cmentarze wojenne, to dramat polskich więźniów pozostaje nieznaną, a na „drogach śmierci” po dziś dzień jest wiele grobów nieujawnionych i nieupamiętnionych.

LA PAGE DES FRANCOPHONES

de Richard Zienkiewicz (riczienk@laposte.net)



KATYŃ

Le dernier film d'Andrzej Wajda, *Katyń*, a été nommé par l'Académie américaine du cinéma pour les Oscars 2008 dans la catégorie des films non-anglophones.

La cérémonie doit se tenir ce 24 février à Hollywood et nous devrions en connaître les résultats tard dans la nuit. Le film, dont le scénario est basé sur un roman d'Andrzej Mularczyk *Post mortem - Le roman de Katyń*, est sorti sur les écrans en septembre dernier. Il raconte le drame de plusieurs milliers d'officiers polonais, assassinés par les Soviétiques durant la Seconde Guerre mondiale. Cette tragédie, près de soixante-dix ans plus tard, est encore un élément de tension entre la Pologne et la Russie. Cette dernière a bien du mal à reconnaître que l'Union soviétique s'est livrée à un crime contre l'humanité. Les articles publiés récemment dans la presse russe à propos du film témoignent largement de cette attitude négative. Il y a eu quelques avancées, mais beaucoup reste encore à faire et les relations entre les deux pays ne seront pas apaisées tant que les choses resteront ainsi en suspend. Pour-

tant, tout est clair. Le 5 mars 1940, le bureau politique du parti communiste de l'Union soviétique décide de l'exécution des prisonniers de guerre polonais. Cette besogne est confiée au funeste NKVD, la police politique du régime soviétique. Il s'agit en réalité de près de dix-neuf mille officiers, notamment des réservistes. Dans le civil, ils faisaient partie de l'élite de la nation et représentaient, d'après les estimations des historiens, la moitié du corps des officiers de l'armée polonaise. Ils étaient détenus dans des camps à Kozielsk, à Ostachkov et, à Starobielsk. Les victimes ont été exécutées puis enterrées dans des fosses communes dans la forêt de Katyń près de Smoleńsk, à Miednoje près de Tver et dans les environs de Kharkov. La méthode d'exécution – une balle dans la nuque – et les armes utilisées – des pistolets et des balles allemandes – ne laissent planer aucun doute sur les auteurs des massacres. Selon les sources, les chiffres des victimes peuvent varier, tout dépend si l'on compte ou pas d'autres tueries perpétrées dans d'autres lieux de l'ouest de l'Union soviétique. Les familles qui ne recevaient plus de nouvelles n'ont pas pu obtenir de réponse à leurs demandes d'informations. En août 1941, après l'invasion de l'URSS par l'armée allemande, les occupants découvrent les premiers char-



niers. Informés par la population locale, des Polonais travaillant de force pour les Allemands font d'autres découvertes macabres. Mais c'est au printemps 1943 que les plus grands charniers sont découverts par les militaires allemands. À des fins de propagande, les Allemands mettent en scène l'exhumation des corps avec le concours de la Croix-Rouge internationale et d'experts médicaux en provenance de plusieurs pays européens. Les Soviétiques nient les faits et mettent les massacres sur le dos des Allemands. Ils en profitent pour rompre avec le gouvernement polonais en exil à Londres, accusant le général Sikorski de collusion avec Hitler, et font pression sur les alliés pour que ceux-ci reconnaissent le gouvernement polonais fantoche, formé à Moscou sous l'égide de Staline. La commission des experts et la Croix-Rouge, dans des enquêtes séparées, aboutissent à la même conclusion que les crimes ont été perpétrés au printemps 1940, avant l'invasion allemande. La Croix-Rouge a refusé de publier son rapport afin qu'il ne soit pas instrumentalisé à des fins de propagande entre les protagonistes. Il n'a été rendu public à Varsovie qu'en 1989. Après la débâcle de la Wehrmacht, les Soviétiques réoccupent les régions occidentales de leur territoire. Ce faisant, ils met-

tent sur pied une commission d'enquête qui prend soin de falsifier la vérité. Se basant sur le fait que les balles utilisées étaient allemandes, elle conclut que ce sont les nazis qui ont assassiné les officiers polonais. Parallèlement, l'Union soviétique ferme son territoire occidental où aucune commission étrangère ne peut plus accéder pour y enquêter. Face à l'attitude des Soviétiques, les alliés restent passifs afin de ne pas envenimer leurs relations avec eux. En Pologne, la chape de plomb se referme et la censure communiste a empêché pendant quarante-cinq ans de faire la lumière sur le sujet. Officiellement, ce sont les Allemands qui étaient les auteurs des massacres, au plus grand désespoir des familles des victimes, contraintes au silence. Les choses ont changé après la chute du mur de Berlin. Le premier, Mikhaïl Gorbatchev reconnaît la responsabilité du NKVD et présente des excuses à la Pologne en 1990. Boris Eltsine va plus loin en 1992 en ouvrant les archives et en remettant à Lech Wałęsa, alors président de la République polonaise, une copie de quelques documents. Mais cela s'arrête là. Les Russes refusent toujours de remettre toutes leurs archives à la Pologne et s'en tiennent au terme de « crime militaire » pour qualifier l'assassinat des officiers polonais. Cela permet au pays de bénéficier de la prescription après cinquante ans, alors que ➔

➔ les qualificatifs de « génocide » ou de « crime contre l'humanité » l'exposeraient à des poursuites de la part des familles. Le film tourné par Andrzej Wajda est un hommage à son père qui fut l'une des victimes des assassinats. Avant la décision de l'Académie américaine du cinéma, le quotidien *New York Times* a mené un sondage en ligne sur son site Internet sur tous les films nommés. Avec plus de cent vingt-six mille voix à l'heure où sont écrites ces lignes, *Katyń* représente 93% des votes dans sa catégorie. Ce résultat va-t-il influer sur la décision du jury ?

Histoire

5 mars 1940. Staline décrète l'extermination de l'élite polonaise.

Katyn

Par
**ÉRIC
BRANCA**

ou la tragédie du mensonge

Un film poignant d'Andrzej Wajda ressuscite le destin de ces 22 000 polonais exécutés par le NKVD. Un crime que les Soviétiques imputèrent aux Allemands jusqu'en 1990 !

C'est comme s'ils étaient morts deux fois. Au printemps de 1940, quand le NKVD les a liquidés d'une balle dans la nuque ; et jusqu'en 1990, puisqu'il était interdit à leurs familles, qui savaient la vérité, de dire qui les avait assassinés. Une transgression punie de prison sous Staline puis par une persécution de chaque jour infligée aux descendants des victimes, de l'interdiction faite de suivre des études supérieures à la fermeture des emplois publics, sans compter la surveillance exercée par l'appareil policier.

Ce double drame, que Varsovie se bat pour ériger au rang de crime contre l'humanité, les Français le revivront, et, pour beaucoup, le découvriront, ce 1^{er} avril au cinéma, avec un an et demi de retard par rapport à leurs voisins (3 millions de spectateurs en Pologne, autant en Allemagne, un début prometteur en Russie !) et, sans doute, une émotion proportionnelle au tabou auquel s'est attaqué Wajda. Moins la tragédie en elle-même que la manière dont les communistes se sont attachés à l'extirper de la mémoire polonaise, après être parvenus à en faire un "non-sujet" au procès de Nuremberg.

Le 17 septembre 1939, fuyant vers l'est, les débris de l'armée polonaise rescapés de l'offensive allemande commencée le 1^{er} tombent aux mains de l'Armée rouge qui, conformément aux clauses secrètes du pacte germano-soviétique du 23 août, vient officiellement "au secours" des populations biélorusses et ukrainiennes de Pologne orientale. Le 29 septembre, au lendemain de la chute de Varsovie, le septième partage de la Pologne de l'Histoire est entériné : à l'Ouest, les Allemands instituent le "gouverne-

ment général" ; à l'Est, les Soviétiques annexent purement et simplement les territoires entrés en leur possession.

À cette date, environ 250 000 soldats polonais, dont 15 000 officiers, sont prisonniers des Soviétiques. La moitié des simples soldats et des sous-officiers sont relâchés peu après, les autres étant "traités" par le NKVD.

Sur ces 125 000 hommes remis à la police politique de Staline, 42 000 seront libérés car originaires d'Ukraine ou de Biélorussie, et 43 000 autres, issus de Pologne occidentale, livrés aux Allemands. Les 40 000 restants seront déportés en Russie.

Parmi ceux-ci, les 15 000 officiers capturés lors de l'invasion soviétique, mais aussi plus de 6 000 policiers et fonctionnaires issus des "classes hostiles", selon la terminologie du NKVD.

Les officiers, parmi lesquels de nombreux étudiants, incorporés systématiquement dans l'armée de réserve par le système de conscription polonais, sont déportés à Kozelsk et à Starobielsk ; les policiers, les gendarmes et les cadres du scoutisme (essentiels dans la formation de l'élite catholique polonaise d'avant-guerre) à

PHOTO: BILANOWICZ/FABRYKAOBRAZU.COM



**Pas besoin
de coup
de grâce :
quand
la fosse sera
remplie,
le bulldozer
ensevelira
les corps...**

Ostachkov, où les rejoindront de nombreux médecins, scientifiques, juristes et universitaires, mais aussi des prêtres.

Qu'en faire ? Staline ne tergiverse pas longtemps. Il distingue les Polonais "utiles", séparés en deux camps – ceux qui sont prêts à collaborer avec le régime et ceux qui, à raison d'un million d'entre eux, seront déportés au goulag pour servir la machine de guerre soviétique –, et ceux qui, non seulement ne lui serviront pas, mais pourraient contribuer à la renaissance d'une Pologne indépendante.

Le 5 mars, il fait signer par le Politburo l'ordre d'exécution des "contre-révolutionnaires" préparé par Beria, le chef de sa police.

Entre le 3 avril et le 13 mai 1940, les prisonniers du camp de Kozelsk sont transportés dans la forêt de Katyn, non loin de Smolensk, ceux de Starobielsk dans les locaux du NKVD à Kharkov et ceux d'Ostachkov à Kalinine (Tver, aujourd'hui). La même opération se déroule simultanément en Ukraine

et en Biélorussie pour 7 800 fonctionnaires polonais membres de divers réseaux de résistance, extraits de leurs prisons pour être exécutés. Soit plus de 22 000 personnes.

La méthode qui préside au massacre est tristement traditionnelle chez les Soviétiques depuis les années 1920 : chaque prisonnier est amené, les mains liées dans le dos, au bord d'une vaste fosse commune fraîchement creusée par un bulldozer qui attend, moteur tournant. Puis, un homme du NKVD lui tire une balle dans le crâne. Pas besoin de coup de grâce : quand la fosse sera remplie, le bulldozer ensevelira les corps sous trois mètres de terre, puis nivellera le terrain. La routine de l'horreur.

Or, un an plus tard, le 22 juin 1941, Hitler rompt le pacte germano-soviétique et lance 160 divisions à l'assaut de l'URSS. Parcourant 100 kilomètres par jour jusqu'au 28 juin, les Allemands réussissent la plus grande percée mécanisée de l'histoire militaire : Smolensk tombe le 16 juillet, Kiev le 19 septembre, Odessa le 16 octobre.

Filmée par Wajda. La forêt de Katyn ou la routine de l'horreur. Et maintenant, la vérité.

L'offensive ne s'arrêtera, en décembre, que devant Moscou.

C'est alors que, les exactions allemandes succédant à celles du NKVD, la Wehrmacht découvre, presque par hasard, les traces du passé récent, aubaine inespérée pour les équipes de la *Propaganda Staffel* qui, pour une fois, n'auront guère besoin de mentir !

Courant août, soit quelques semaines après la chute de Smolensk, un premier charnier d'une centaine de corps est découvert dans la forêt de Katyn. Les plaques d'identité, papiers et autres photos retrouvées sur les corps parlent d'eux-mêmes : il s'agit d'officiers polonais. Ce n'est qu'un début. À la fin 1942, sur la foi d'informations recueillies auprès de paysans russes, la Wehrmacht exhume plusieurs nouvelles fosses. Et en mars 1943, 4 500 corps sont déterrés d'un coup.

Le 13 avril 1943, Radio Berlin rend publique la nouvelle, aussitôt démentie par Moscou, qui impute évidem-

ment aux Allemands la responsabilité du massacre. Exploitant leur découverte, les autorités du Reich forment une commission d'enquête internationale qui se rend sur place et reconstitue la liste complète des victimes, immédiatement communiquée aux familles.

Certes, les membres de la commission d'enquête appartiennent à des pays occupés par l'Allemagne (France, Danemark, Belgique, Pays-Bas) ou alliés du Reich (Italie, Finlande, Hongrie, Roumanie, Bulgarie). Mais des représentants de la Suède et de la Suisse, neutres, participent à la rédaction du livre blanc qui s'ensuit. Surtout, le général Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil à Londres, qui connaît personnellement plusieurs des officiers exécutés par les Russes, donne quitus à ses conclusions. Mieux : il appuie la demande de Berlin de faire corroborer son enquête par l'envoi sur place d'une commission internationale de la Croix-Rouge (à laquelle participent, cette fois, des belligérants alliés, Américains et Britanniques, notamment). Celle-ci arrive bientôt aux mêmes conclusions que la commission réputée "proallemande".

Fureur à Moscou. Taxant Sikorski de « collusion » avec les « hitléro-fascistes », Staline tire prétexte de sa position pour rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement polonais réfugié à Londres – lesquelles, de toute façon, étaient purement symboliques,



Affiche hitlérienne. Les Allemands reconstitueront la liste des victimes du crime.

l'URSS ayant depuis longtemps décidé de remplacer la République polonaise « bourgeoise » d'avant-guerre par une « démocratie populaire » à sa solde, une fois le III^e Reich vaincu... Mais, le 4 juillet, l'avion de Sikorski s'écrase au décollage à Gibraltar. Pour les Polonais non communistes, aucun doute : il s'agit d'un sabotage, voire d'un assassinat maquillé, le pilote de l'appareil, un Tchèque dont on a perdu la trace, étant sorti indemne de l'accident.

De fait, Sikorski était devenu un gêneur. Pour les Russes, mais aussi pour les Anglo-Saxons qui, en pléines négociations avec les Soviétiques, avaient finalement refusé, quelques

jours plus tôt, de reprendre à leur compte les conclusions de la Croix-Rouge.

Un an plus tard, l'URSS reprenait la main sur le dossier. Ayant reconquis la zone des charniers, l'Armée rouge procédait à une seconde exhumation des corps, et un nouveau rapport établissant « sans contestation possible » la responsabilité des Allemands était publié sous l'égide du Pr Nikolai Burdenko, de l'Académie des sciences médicales de Moscou... non sans que la forêt de Katyn soit érigée en zone militaire spéciale et interdite au public jusqu'en 1991, dernière année d'existence de l'Union soviétique !

Mais, au procès de Nuremberg, nouveau coup de théâtre. Le rapport Burdenko étant versé au dossier de l'accusation – donc au passif des Allemands –, l'un des procureurs soviétiques, Nikolai Zoria, émet des doutes inattendus sur sa « valeur probante ». Pour récuser du même mouvement le livre blanc allemand, lui-même joint à la procédure ? Le lendemain, on le retrouve mort dans son lit. Les Soviétiques parviendront cependant à faire récuser tous les témoins désireux de défendre la thèse de la Croix-Rouge. Mais pas à faire porter le chapeau aux Allemands, dont la barque, il est vrai, était déjà bien chargée.

Résultat : le nom de Katyn est absent des vingt-deux jugements constitutifs du verdict, comme s'il s'agissait d'un non-événement. Et pour cause : seuls les Allemands étant susceptibles d'être jugés à Nuremberg, les Soviétiques ne pouvaient, en raison même de leur statut de vainqueur, faire l'objet de la moindre procédure. Cela conduisait l'État communiste polonais à en profiter pour persécuter les familles d'officier persistant à attribuer à Staline la responsabilité du massacre.

Il faudra attendre 1990 pour que Mikhaïl Gorbatchev, désireux d'assainir ses relations avec Varsovie, reconnaisse verbalement la responsabilité du NKVD dans l'éradication programmée des élites polonaises. Et 1992 pour que Boris Eltsine remette à Lech Walesa, alors président de la République de Pologne, une copie des archives du Politburo retraçant, en détail, le déroulement de ce meurtre de masse, dont aucun des responsables, contrairement aux crimes hitlériens, n'aura été jugé.

Cinéma. Wajda, bouleversant

Une main qui émerge de la terre meuble, serrant un chapelet. Le bulldozer qui s'avance. Le noir qui envahit l'écran. La dernière image du film de Wajda clôt l'unique séquence relatant la tragédie de Katyn. Cinq minutes, pas plus. Une éternité. Le film, sans doute son meilleur, peut-être le dernier, ne s'appesantit pas sur les détails du massacre, dans lequel a péri le père du cinéaste, fait prisonnier par les Russes en 1939.

Le cœur du sujet, c'est la mécanique du mensonge qui a entouré ce crime, consubstantiel de la création de l'État polonais d'après-guerre. Le parti pris de Wajda est de nous faire revivre ce drame du point de vue de ses victimes indirectes : épouses, sœurs,

mères, enfants. Bref, ceux qui restaient. Le calvaire des officiers arrêtés par les Russes, puis déportés avant d'être assassinés, est reconstitué à partir du récit posthume de l'un d'entre eux, Andrzej (Artur Zmijewski), qui consignait tout sur un petit carnet, retrouvé sur son cadavre par les Allemands, et qui parviendra, après la guerre, à sa femme, Anna (l'étonnante Maja Ostaszewska), qui attendait, contre toute raison, le retour d'Andrzej. Et c'est ainsi qu'un film sur l'assassinat d'une nation devient une réflexion sur le deuil, en même temps que sur la force de vérité qui, inexorable, se fraye un chemin dans les méandres du mensonge d'État.

E. B.

KATYN de Andrzej Wajda avec Maja Ostaszewska Artur Zmijewski - LES BREBIS FONT DE LA RESISTANCE de Catherine Pozzo Di Borgo - BAS LES MASQUES de Richard Brooks avec Humphrey Bogart Ethel Barrymore - VOYAGES de Emmanuel Finkiel avec Shulamit Adar Esther Gorintin - LES NUITS DE CABIRIA de Federico Fellini avec Giuletta Masina François Périer - LES VITELLONI de Federico Fellini avec Alberto Sordi Franco Fabrizi **BOX OFFICE** : Le dessin animé Monstres Contre Aliens prend la première place du classement avec 1797 entrées. En seconde

Katyn

Publié par [divx](#) sur le blog [freedivx](#), il y a 1 mois

Katyn Film polonais Genre : Drame, Historique Réalisateur : Andrzej Wajda Acteurs : Malaszynski, Joachim Paul Assböck, Andrzej Chyra. Durée : 1h 56min Année de production : 2007 L'histoire de ces officiers polonais massacrés, près de **Katyn**, par les services secrets du NKVD soviétique, ainsi que le destin des membres de leurs familles qui attendirent parfois pendant des années le retour d'un mari, d'un père, d'un fils ou d'un frère.

Sorties ciné du 1er avril

Publié par [jerem](#) sur le blog [www.cahuete.com/](#), il y a 19 jours

video playlist at embedr.com Le reste en bref: Nulle part, terre promise Country Teacher Synecdoche, New York A l'aventure **Katyn** Les Brebis font de la résistance Les Vitelloni (1954) Les Nuits de Cabiria (1957) Voyages(1999) Bas les masques(1953) Partager Cet Article Laisser une réponse Cliquer ici pour annuler la réponse. Nom (requis) E-Mail (ne sera pas publié) (requis) Site Web Ou laisser un commentaire vidéo avec « Laisser un commentaire écrit Suivre les commentaires par e-mail

La part de devoir, non pas de mémoire, mais de vérité historique

Publié par [Random](#) sur le blog [auzette](#), il y a 2 mois, 4 commentaires reçus

Katyn : la négation d'un massacre » est publié dans L'Histoire. 1982 : **Katyn**, l'armée polonaise assassinée (Complexe). 1983 : correspondante de RFI à Rome. 1984 : Varsovie insurgée (Complexe). Deuxième partie : La carrière universitaire d'Alexandra Viatteau Elle remplit sa mission : « remplir ma part de devoir, non pas de mémoire, mais de vérité historique. » 1988 : Retour à Paris. Chargée de cours à l'Institut français de presse à la faculté d'Assas, Paris-II. 1999 : Staline assassine la Pologne, 1939-1947, en collaboration

Cinéma: le massacre de katyn. Bouleversant pour dire la vérité!

Publié par [Gérard Brazon](#) sur le blog [puteaux-libre](#), il y a 20 jours, 2 commentaires reçus

Katyn qui devrait remettre les idées en place ? Encore faudrait-il que cette jeunesse qui s'ingénie chaque année à trouver une raison de gâcher l'année universitaire des uns ou l'année scolaire des autres en est des idées! A-t-elle au moins des idées autres que celles du prêt à penser ! **KATYN** Le 23 Août 1939 la « Patrie socialiste » cher aux communistes français passe un pacte avec le diable Adolph Hitler. Tous les partis communistes y compris

Marc le fur organise la diffusion de "katyn" à l'assemblée nationale

Publié par [Marc LE FUR](#) sur le blog [mlfssd](#), il y a 18 jours, 2 commentaires reçus

En 1940, 25 000 officiers polonais ont été massacrés par les soviétiques. Cette action préméditée et organisée avait pour but de priver le peuple polonais de ses élites. Pendant longtemps ces éléments ont été niés, une savante désinformation a concouru à occulter la réalité des faits, pour faire oublier autant les victimes que les coupables. Andrzej WAJDA, que beaucoup considèrent comme l'un des plus grands cinéastes européens vivants, a réalisé un film sur ce sujet diffusé en France depuis

L'émission du 1er avril 2009

Publié par [SeBastien](#) sur le blog [pendantcetempsla](#), il y a 21 jours, 1 commentaire reçu

Katyn de Andrejz Wajda avec Maja Ostasewska, Artur Zmijewski, Jan Englert **Katyn** est avant tout un film sur la lutte incessante pour la mémoire et la vérité. C'est aussi un règlement de compte sans compromis avec le mensonge qui a forcé la Pologne populaire à oublier ses héros. Un premier moyen-métrage sur le sujet. En 1982, Andrejz Wajda cosignait déjà un moyen-métrage de fiction autour du massacre de **Katyn**. La forêt de **Katyn** a été coréalisé par Marcel

Echos du marigot republicain ! (3)

Publié par [Anonyme](#) sur le blog [charte.de.fontevraull](#), il y a 2 mois

Katyn. Canal + le diffusera aussi. Source . Bernard Père . pourquoi **Katyn** gêne-t'il toujours. Le Figaro 1 er février 2006 p. 18. Voir aussi ce qu'en dit l'encyclopédie Wikipédia au mot « **Katyn** ». * A Denis Tillinac auteur des lignes inspirées suivantes : « le communautarisme est à la fois un piège et un ghetto...Les voilà décrétés -Franco maghrébins- ou bien -issus de l'immigration-ou encore -issus de la diversité- ou le pire -minorité visible »- .Et personne n'a oublié

* katyn

Publié par [67-ciné.gl-2009](#) sur le blog [67-cine.gl-2009a](#), il y a 22 jours

Katyn drame de Andrzej Wajda avec : Maja Ostaszewska, Artur Zmijewski, Jan Englert, Danuta Stenka, Andrzej Chyra, Magdalena Cielecka, Agnieszka Glinska, Pawel Malaszynski, Maya Komorowska, Wladyslaw Kowalski, Sergei Garmash, Antoni Pawlicki et Agnieszka Kawiorska durée : 2h sortie le 1er avril 2009 à partir du mercredi 22 avril au cinéma *** Synopsis **Katyn** est avant tout un film sur la lutte

incessante pour la mémoire et la vérité. C'est aussi un règlement de compte sans compromis avec le mensonge qui a forcé

Katyn : un crime contre l'humanité

Publié par *sosthene* sur le blog *guadeloupe-en-crise*, il y a 22 jours

pour requalifier en CRIME CONTRE L'HUMANITE le crime de guerre de **KATYN** où STALINE fit massacrer 25 000 officiers et résistants polonais en 1940 . Le film d'Andrzej WAJDA retrace les événements : 3 millions de polonais ont déjà vu le film ; les gens sortaient en pleurant , dans un silence de mort . Le livre "**KATYN**" d'Alexandra VIATTEAU est à lire également . Voir l'article de Jean SEVILLA dans LE FIGARO : **KATYN** : L'autre devoir de mémoire <http://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2009/03/28/01006-20090328ARTFIG00062--katyn-l-autre-devoir-de-memoire-.php>

Katyn Plus d'un an et demi après sa sortie dans la quasi-totalité des pays du monde, le film **Katyn** d'Andrzej Wajda devrait être programmé en France au 1er avril 2009. Le film n'est pour l'heure prévu d'être distribué que dans... 5 salles.... * Communiqué de Jean-Marie Le Pen S'il ne s'y mêlait d'odieuses calomnies, j'observerais avec le sourire les objurgations de MM. Schulz et Cohn-Bendit qui entendent priver le doyen

Katyn, la vérité sur un massacre 1/5

Publié par *Anonyme sur le blog yanndarc*, il y a 2 jours

Katyn, la vérité sur un massacre 1/5 envoyé par LeGrandLuernios

Katyn : réception

Publié par *Mister Arkadin sur le blog mister-arkadin*, il y a 8 jours

Katyn était une nécessité », entretien avec Andrzej Wajda ; « Récit d'un massacre et d'un mensonge d'État », par Laurent Larcher (***) Direct Matin : rien le mercredi 1er avril 2009 (deux page sur le cinéma et une marée de pub pour Montres contre Aliens Figaro (Le) (15 février 2008) : « **"Katyn**, du massacre à l'imposture », par Marie-Noëlle Tranchant ; « Un des plus terrifiants massacres de l'histoire », par Jacques Saint Victor Figaro magazine (Le) (27 mars 2009) : « **Katyn** : l'autre devoir

1940 : massacre de katyn

Publié par *sosthene sur le blog guadeloupe-en-crise*, il y a 22 jours, 1 commentaire reçu

En 1940, STALINE fait massacrer 25 000 polonais, essentiellement des personnalités, des officiers mais aussi des étudiants (officiers de réserve), des médecins et des membres des élites polonaises réputées hostiles à l'idéologie communiste — par la police politique de l'URSS (le NKVD) au printemps 1940 dans une forêt russe près de Smolensk. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Katyn>

Katyn

Publié par *ISP sur le blog petrus.angel*, il y a 1 mois

Katyn fut banni par la propagande communiste pendant plus d'un demi-siècle, le film a rencontré un grand succès. Nommé aux Oscar 2008 : Meilleur film étranger Nommé aux Polish Film Awards 2007 : Meilleur film, meilleure musique, meilleure direction de la photographie, meilleur second rôle féminin, meilleurs costumes La projection sera suivie d'un débat organisé par L'Histoire avec Antoine de Baecque, critique et historien du cinéma, Stéphane Courtois, directeur de recherche au CNRS, a dirigé le Livre Noir

Lj françois-georges dreyfus 29/3

Publié par *radio courtoisie sur le blog radio-courtoisie*, il y a 23 jours

La résistance allemande au national-socialisme Jean-Louis Thiériot, avocat, historien <http://www.canalacademie.com/mot284.html> Marie-Noëlle Tranchant, critique de cinéma au Figaro <http://www.lefigaro.fr> Jean-Louis Thiériot : "Stauffenberg" http://fr.wikipedia.org/wiki/Claus_von_Stauffenberg Joachim Fest : "La résistance allemande à Hitler" Marc-André Charguéraud : "Le martyr des survivants de la Shoah, 1945-1952" fut évoqué : Hans et Sophie Scholl : "Lettres et carnets" Plusieurs films mentionnés : "Sophie Scholl", disponible en DVD http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=59719.html "Walkyrie" http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=127129.html "**Katyn**" http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=130855.html

"les grandes révolutions passent par là"

Publié par *coltrane sur le blog soulchronic*, il y a 6 jours

Katyn le film d'Andrzej Wajda sur le massacre pendant la seconde guerre mondiale d'une grande partie des officiers polonais par les Russes, dont le propre père du cinéaste a été victime. L'historien rappelle aussi sur une radio que ce massacre n'a été que la partie émergée de l'iceberg. Il est urgent de lire Le Livre Noir du Communisme dirigé par Stéphane Courtois qui publie une suite Du Passé faisons Table Rase (c'est aussi le titre

Sortie du 01/04/2009

Publié par *67-ciné.gi-2009 sur le blog 67-cine.gi-2009a*, il y a 28 jours

Katyn 2h drame de Andrzej Wajda (? copies | Kinovista) La véritable histoire du chat botté 1h20 animation de Pascal Hérold, Jérôme Deschamps et Macha Makeieff (400 copies | Mk2 Diffusion) Les brebis font de la résistance 1h30 documentaire de Catherine Pozzo Di Borgo (10 copies | Les Films du Paradoxe) Les cavaliers de l'apocalypse 1h50 policier de Jonas Akerlund (interdit au -15 ans) (? copies | Metropolitan FilmExport) Les nuits de Cabiria 1h55 drame de Federico Fellini (? copies | Tamasa Distribution) Les Vitelloni 1h43 comédie

13 avril

Publié par *KOALYNE sur le blog koalyne*, il y a 6 jours

Katyn Le 13 avril 1943, la radio allemande annonce la découverte d'un charnier à **Katyn**, dans une forêt de Biélorussie. Il s'agirait des restes de 4.143 officiers polonais, délibérément exécutés par les Soviétiques lorsque ceux-ci, conformément au pacte germano-soviétique, s'étaient emparés en 1939-1940 de la partie orientale du pays. Staline craignait à juste titre que ces prisonniers, appartenant à l'élite polonaise, s'opposent à la mainmise communiste sur le pays. Pendant plusieurs décennies

Europe. Une émotion qui dépasse les frontières.

La Pologne après le drame

Par MICHEL ARNAUD

Moins d'une semaine après le crash qui a décapité une partie de leur élite, les Polonais s'interrogent. La catastrophe peut-elle changer leur vie politique et leur relation difficile avec la Russie ?

La disparition du président Lech Kaczynski et d'une partie de l'élite du pays, le 10 avril, à l'approche de l'aéroport de Smolensk (ouest de la Russie), figurera parmi les dates funestes de l'histoire d'un pays souvent martyrisé dans l'Histoire. La mort brutale du chef de l'État et des 95 passagers (équipage compris) du Tupolev 154 de la présidence polonaise a brisé le cœur des Polonais et ému le monde entier. Des gestes d'empathie spontanée ont même réuni les Russes et les Polonais, alors que tant de tragédies les séparent.

La délégation polonaise se rendait à Smolensk afin de se recueillir sur les

tombes des 22 000 officiers polonais exécutés il y a tout juste soixante-dix ans par le NKVD (l'ancêtre du KGB), sur ordre de Staline. « *C'est un second Katyn* », disent de nombreux Polonais. « *Dorénavant, le mot "Katyn" désignera une fois encore le malheur de ce pays* », écrit le célèbre dissident Adam Michnik, aujourd'hui directeur de la *Gazeta Wyborcza*.

Outre le président Lech Kaczynski, 60 ans, et son épouse Maria, 66 ans, la quasi-totalité des collaborateurs du cabinet présidentiel a été tuée dans l'accident. La Pologne a perdu quinze députés de toutes les tendances politiques, quatre vice-ministres, deux des trois candidats à la prochaine élection présidentielle dont celui de la gauche, tous les chefs d'état-major de l'armée, de nombreux responsables de la sécurité d'État, l'ancien président en exil pendant la période communiste, les aumôniers généraux militaires catholique et orthodoxe, le président de la Banque centrale, Anna, héroïne du syndicat Solidarité aux chantiers navals de Gdansk en 1980, le dernier dirigeant du gouvernement polonais en exil à Londres durant l'occupation

allemande, âgé de 90 ans, et des représentants des familles de victimes du massacre de Katyn.

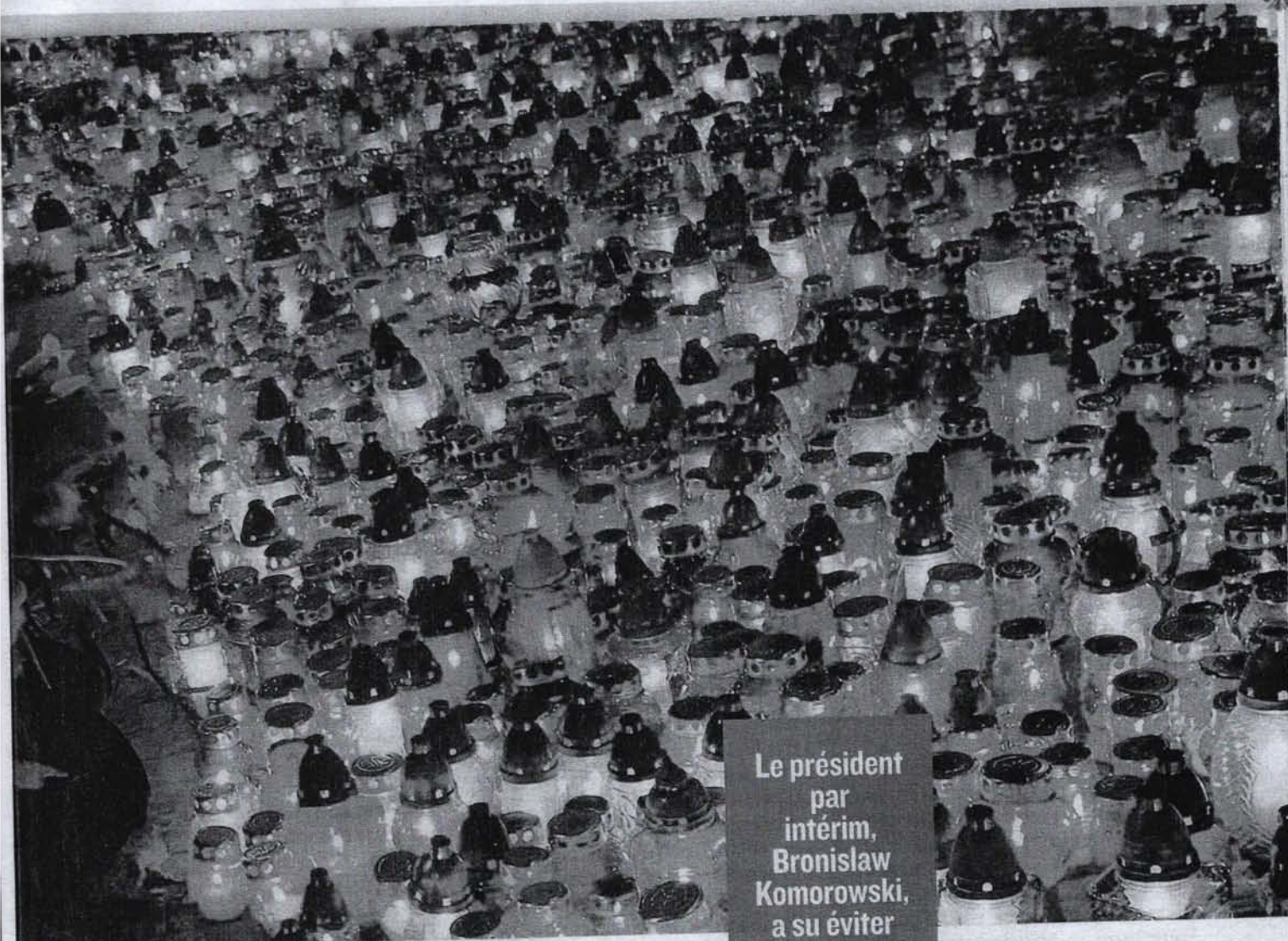
Cette amputation d'une partie de ses élites civiles et militaires a été ressentie comme une cruelle décapitation. Dans son malheur, la nation polonaise s'est ressoudée. L'image du gouvernement polonais à genoux devant le cercueil de leur président, le 11 avril, sur le tarmac de l'aéroport de Varsovie, illustre la douleur profonde de tout le pays.

38 millions de Polonais soudés dans la tragédie

Une bougie à la main, un ruban noir accroché sur un vêtement, des dizaines de milliers de gens, de tous âges et de toutes conditions, se sont recueillis ces derniers jours dans un silence impressionnant, dans une ville devenue une immense église à ciel ouvert.

Lech Kaczynski était depuis vingt ans une figure passionnée de la vie politique polonaise. Juriste spécialisé en droit du travail, proche des dissidents de Solidarité, il avait participé aux pourparlers entre le pouvoir communiste et l'opposition en 1989, après





**Le président
par
intérim,
Bronislaw
Komorowski,
a su éviter
toute
vacance
de l'État.**

avoir été emprisonné pendant presque un an en 1981. Par la suite, il avait été ministre de la Justice (2000-2001), puis maire de Varsovie (2002-2005), avant d'être élu à la présidence en 2005.

Une semaine de deuil a été décrétée et un hommage officiel devait être rendu ce samedi aux 96 victimes sur l'immense place Pilsudski, avant les funérailles du président polonais le lendemain. De nombreux chefs d'État étaient attendus. Plusieurs pays ont aussi voulu marquer plus fortement leur sympathie : trois jours de deuil au Brésil, où vit une importante communauté polonaise, un jour en Russie, en Ukraine, en Lituanie et dans l'Union européenne.

Alors que les 38 millions de Polonais s'apprétaient à vivre un moment de communion nationale rare, cinq ans presque jour pour jour après le décès du pape polonais Jean-Paul II, l'accident du 10 avril commençait à susciter les premières interrogations.

L'avion s'est écrasé et a pris feu en percutant le sol à sa quatrième tentative d'atterrissage, dans un épais brouillard. « Les pilotes polonais ont ignoré les instructions des aiguilleurs

du ciel russes, qui leur ont demandé d'aller se poser à Minsk ou à Moscou », affirme Alexandre Aliochine, commandant adjoint de l'état-major des forces aériennes russes. « L'aéroport de Smolensk n'a pas été fermé pour autant. Les pilotes ont voulu tenter l'atterrissage », a cependant noté le colonel polonais Tomasz Pietrzak.

Les boîtes noires sont en cours d'examen mais les experts russes ont déjà écarté toute défaillance technique. Les pilotes ont-ils été contraints par Lech Kaczynski d'atterrir coûte que coûte, pour éviter de longs transferts terrestres ? En août 2008, en pleine guerre russo-géorgienne, le président polonais avait ordonné à son équipage de se poser à Tbilissi. Le commandant de bord avait refusé pour aller atterrir en Azerbaïdjan. Kaczynski l'avait alors traité de « lâche ».

Contrairement à ce que certains ont pu redouter, il n'y a eu aucun vide au sommet du pouvoir, et l'économie n'a

pas du tout été affectée. Selon la Constitution, le président de la Diète, le libéral Bronislaw Komorowski, a aussitôt occupé la présidence par intérim.

Le véritable pouvoir exécutif est entre les mains du premier ministre, le libéral Donald Tusk, vainqueur des élections en octobre 2007. Il a aussitôt mis en place des cellules de crise, mais les grandes orientations politiques, le budget, les questions de sécurité, les accords internationaux et les affaires courantes étaient déjà du ressort de son gouvernement.

Le rôle du président polonais est surtout honorifique. Commandant des forces armées, il peut toutefois exercer un certain pouvoir car c'est lui qui doit ratifier les traités internationaux, et il a aussi un droit de veto sur le processus législatif. Eurosceptique, le conservateur Lech Kaczynski sut utiliser au maximum ces prérogatives pour faire traîner en longueur



MICHAŁ NIEWIARSKI/EPOL/SIPA

MARKUS SCHREIBER/AP/SIPA



Smolensk. Le Tupolev I54 du président polonais s'est écrasé à une vingtaine de kilomètres de la forêt de Katyn.

la ratification du traité de Lisbonne. Sa présence dans les sommets internationaux était à chaque fois redoutée.

Son influence sur la vie politique restait assez limitée dans le climat de cohabitation politique entre les deux grands partis de droite, devenus des frères ennemis : membre de la Plate-Forme civique, le premier ministre Donald Tusk est un libéral ; issu du parti Droit et Justice dirigé par son frère jumeau Jaroslaw, le président polonais représentait la Pologne catholique, conservatrice et europhobe. C'est parce qu'il ne voulait pas s'afficher à côté de son rival Donald Tusk que Lech Kaczynski avait boudé, trois jours avant la tragédie du 10 avril, la cérémonie officielle des 70 ans du massacre de Katyn en présence de Vladimir Poutine. Il avait préféré organiser sa propre commémoration...

Sa disparition brutale conduit à l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, dans les deux mois à venir, alors qu'elle aurait dû se tenir en octobre prochain. Nouvelle ironie

de l'Histoire, le grand favori avant la catastrophe était le libéral Bronislaw Komorowski, président de la Diète, aujourd'hui président par intérim. Âgé de 58 ans, cet ancien ministre de la Défense issu d'une famille aristocrate avait remporté la primaire du parti libéral fin mars. Ancien dissident, il a reçu le soutien de Lech Walesa. Avant le 10 avril, les sondages le créditaient d'une large avance face à Kaczynski (qui n'avait pas encore annoncé sa candidature) : 63 % contre 37 %. Le coup est rude pour la gauche et les conservateurs qui ont chacun perdu leur candidat.

Jaroslaw Kaczynski, le frère jumeau de Lech, sera-t-il candidat, alors qu'il a toujours préféré l'ombre à la lumière ? « C'est fort probable », estime Georges Mink, spécialiste de la Pologne. Jaroslaw avait pourtant accepté le poste de premier ministre de 2006 à 2007 alors que son frère était à la présidence. Quel effet pourrait avoir la candidature d'un homme qui ressemble comme deux gouttes d'eau au président défunt ? « Les Polonais reconnaissent que Lech Kaczynski était un patriote. Cela devrait avoir un impact. Les électeurs se sentiront peut-être

coupables de l'avoir critiqué », explique la politologue Krystyna Iglicka dans le New York Times.

La période nouvelle qui s'ouvre en Pologne s'annonce moins délétaire, plus consensuelle. De nouvelles générations devraient arriver plus vite dans les cercles de décision pour remplacer les élites décédées, notamment au sein du parti conservateur et de l'armée, les institutions les plus décimées. « On va sans doute voir une nouvelle génération au sein du parti Droit et Justice, qui pourrait rendre plus attractive l'image des conservateurs », estime Krystyna Iglicka. « Un changement de générations interviendra dans l'armée polonaise. C'est un processus qui a déjà commencé, mais le sort le fait se précipiter », confirme la politologue Lena Kolarska-Bobinska. Les jeunes générations d'officiers sont en effet plus familières de l'Otan, de ses procédures et de ses opérations (2 600 militaires polonais servent en Afghanistan) que leurs aînés.

Cette tragédie nationale augure peut-être aussi un rapprochement, au moins momentané, avec la Russie, l'ennemi de toujours, à l'image du séisme de 1999 en Turquie, qui avait entraîné une « diplomatie du tremblement de terre » entre Athènes et Ankara. Les dirigeants et les citoyens russes ont fait preuve d'une empathie inédite. « Sans la présence de Poutine à Katyn, le crash aurait été pris comme un casus belli, un attentat de la part de la Russie », assure Georges Mink. L'accolade chaleureuse entre Donald Tusk et Vladimir Poutine devant les débris du Tupolev écrasé est une image très forte pour les Polonais.

Ce réchauffement tombe à point nommé pour Moscou car les différends restent nombreux avec son voisin occidental, membre zélé de l'Otan, désireux d'accueillir (avec la République tchèque) le bouclier antimissile américain dont la Russie ne veut à aucun prix. Le 9 avril, le président russe a inauguré le chantier du gazoduc Nord Stream, un projet vivement combattu par Varsovie, parce qu'il doit relier la Russie à l'Allemagne mais en contournant la Pologne. Le dossier n'est pas clos. Il devrait resurgir à partir du 1^{er} juillet 2011, date à laquelle la Pologne prendra la présidence tournante de l'Union européenne. ●

Tragédie. Le précédent de 1943

Les Polonais ont aussitôt fait le lien avec la catastrophe aérienne du 4 juillet 1943, au large de Gibraltar, dans laquelle périt le général Wladyslaw Sikorski, chef des forces armées polonaises et premier ministre du gouvernement polonais en exil depuis 1939. L'accident emporta aussi sa fille et plusieurs membres du gouvernement polonais. Le mystère plane encore sur cette dispari-

tion. Plusieurs spécialistes comme l'historienne franco-polonaise Alexandra Viatteau estiment à peu près certain qu'il s'agissait d'un attentat commandité par Staline. Trois mois plus tôt, les charniers de Katyn avaient été découverts et le général Sikorski avait demandé la reconnaissance du massacre des officiers polonais, provoquant la colère de Staline... M. A.

Lire aussi, page 76, "Katyn, terre maudite".

1940-2010. Avril 1940, l'élite de l'armée polonaise est massacrée. Avril 2010, elle périt dans un accident...

Par ÉRIC BRANCA

Katyn, terre maudite

Recueillement.
Trois jours avant
la catastrophe,
les premiers ministres
polonais et russe,
Donald Tusk et Vladimir
Poutine, rendaient
hommage
aux victimes de Katyn.



Poutine venait de rendre hommage à la mémoire des officiers polonais exécutés par Staline, détruisant un mensonge d'État. Et puis un deuil s'est ajouté au deuil...

Soixante-dix ans après, même date, même endroit... Au mois d'avril 1940, l'élite de l'armée polonaise est exterminée dans la forêt de Smolensk ; le 10 avril dernier, le président de la République de Pologne et l'état-major de ses armées disparaissent à leur tour dans le crash de leur avion. « *Le deuxième désastre de Katyn* », dit Lech Walesa, le héros de la Pologne libre. Trois jours avant cet accident, et pour la première fois, un haut dirigeant russe, Vladimir Poutine, s'était rendu sur les lieux, accompagné par le premier ministre

polonais, pour reconnaître la responsabilité de la dictature stalinienne dans ce massacre. Un geste accompli dans une volonté de réconciliation avec son voisin polonais.

Mais, même si ce geste était symboliquement très fort, sa déclaration portait les traces d'un passé difficile à effacer, cherchant à mêler les victimes du stalinisme à celles de l'hitlérisme : « *Sur cette terre, disait-il, reposent des citoyens soviétiques victimes du feu de la répression stalinienne des années trente ; des officiers polonais tués sur des ordres secrets ; des soldats de l'Armée rouge exécutés par les nazis* »... Après des décennies de mensonges d'État, la vérité avait fini par s'imposer. La voici officiellement reconnue. Et le malheur frappe pour la seconde fois.

Le 17 septembre 1939, les débris de l'armée polonaise rescapés de l'offensive allemande tombent, en fuyant vers l'est, aux mains des Russes qui, conformément aux clauses secrètes du pacte germano-soviétique du 23 août, viennent "au secours" des populations biélorusses et ukrainiennes de Pologne

orientale. Le 29 septembre, lendemain de la chute de Varsovie, le septième partage de la Pologne de l'Histoire est entériné : à l'ouest, les Allemands instituent le "gouvernement général" ; à l'est, les Soviétiques annexent purement et simplement les territoires qui leur sont alloués par le pacte du 23 août.

Plus de 22 000 prisonniers polonais sont exécutés par le NKVD en 1940

À cette date, quelque 250 000 soldats polonais, dont 15 000 officiers, sont prisonniers des Soviétiques. Les simples soldats et les sous-officiers sont, pour la moitié d'entre eux, libérés peu après, l'autre étant "traitée" par la police secrète soviétique, le NKVD. Sur ces 125 000 hommes, 42 000 seront également libérés, car ils sont originaires d'Ukraine ou de Biélorussie, et 43 000 autres, issus de Pologne occidentale, livrés aux Allemands. Les 40 000 restants seront déportés en Russie.

Parmi ces derniers, les 15 000 officiers capturés lors de l'invasion soviétique, mais aussi plus de 6 000 policiers et



ALEXEI NIKOLSKI/AP/SIPA

taire : Smolensk tombe le 16 juillet, Kiev le 19 septembre, Odessa le 16 octobre. L'offensive ne s'arrêtera, en décembre, que devant Moscou.

C'est alors que, les exactions allemandes succédant à celles des staliens, la Wehrmacht découvre, par hasard, les traces du passé récent, aubaine inespérée pour les équipes de la *Propaganda Staffel* qui, pour une fois, n'auront guère besoin de mentir ! Courant août, quelques semaines après la chute de Smolensk, un premier charnier d'une centaine de corps est découvert dans la forêt de Katyn. Les plaques d'identité, papiers et autres photos retrouvés sur les corps parlent d'eux-mêmes : il s'agit d'officiers polonais. Ce n'est qu'un début. Fin 1942, sur la foi d'informations recueillies auprès de paysans russes, la Wehrmacht exhume de nouvelles fosses. Et en mars 1943, 4 500 corps sont déterrés d'un coup.

Le 13 avril 1943, Radio Berlin publie la nouvelle, aussitôt démentie par Moscou, qui impute évidemment aux Allemands la responsabilité du massacre. Exploitant à fond leur découverte, les autorités du Reich forment une commission d'enquête internationale qui se rend sur place et reconstitue la liste complète des victimes, immédiatement communiquée aux familles. Certes, les membres de la commission d'enquête appartiennent à des pays occupés par l'Alle-

70 ans après le massacre, le destin frappe une nouvelle fois la Pologne dans la forêt de Smolensk...

fonctionnaires issus des "classes hostiles", selon la terminologie du NKVD. Les officiers, parmi lesquels de nombreux étudiants, sont déportés à Starobielsk et à Kozelsk ; les policiers, les gendarmes et les cadres du scoutisme à Ostachkov, où les rejoindront bon nombre de médecins, scientifiques, juristes et universitaires, mais aussi des prêtres.

Qu'en faire ? Staline ne tergiverse pas. Il distingue les Polonais "utiles", séparés en deux camps - ceux qui sont prêts à collaborer ou qui, pour 1 million d'entre eux, seront déportés au goulag pour servir la machine de guerre soviétique -, et ceux qui, non seulement ne lui serviront pas, mais pourraient participer à la renaissance d'une Pologne indépendante. Le 5 mars 1940, il fait signer par le Politburo l'ordre d'exécution des "contre-révolutionnaires" préparé par Beria, le commissaire du peuple chargé de la sécurité intérieure, chef du NKVD. Entre le 3 avril et le 13 mai 1940, les prisonniers du camp de Kozelsk sont transportés dans la forêt de Katyn, non loin de Smolensk,

ceux de Starobielsk dans les locaux de la police secrète à Kharkov et ceux d'Ostachkov à Kalinine (aujourd'hui Tver).

La même opération se déroule en Biélorussie et en Ukraine pour 7 800 fonctionnaires polonais membres de divers réseaux de résistance, extraits de leurs prisons pour être exécutés. Au total, cela représente plus de 22 000 personnes. Chaque prisonnier est amené, les mains liées dans le dos, au bord d'une vaste fosse commune fraîchement creusée par un bulldozer qui attend, moteur tournant. Puis un policier du NKVD lui tire une balle dans la tête. Pas besoin de coup de grâce : quand la fosse sera remplie, le bulldozer ensevelira les corps sous trois mètres de terre, puis nivellera le terrain. La routine de l'horreur.

Mais voici que, le 22 juin 1941, Hitler rompt le pacte germano-soviétique et lance 160 divisions à l'assaut de l'URSS. Les Allemands réussissent la plus large percée mécanisée de l'histoire mili-

magne (France, Danemark, Belgique, Pays-Bas) ou alliés du Reich (Italie, Finlande, Hongrie, Roumanie, Bulgarie). Mais des représentants de la Suède et de la Suisse, neutres, participent à la rédaction du livre blanc qui s'ensuit. Surtout, le général Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil à Londres, qui connaît plusieurs des officiers exécutés par les Russes, donne quitus à ses conclusions. Mieux : il appuie la demande de Berlin de faire confirmer son enquête par l'envoi d'une commission internationale de la Croix-Rouge (à laquelle participent, cette fois, des ressortissants des Alliés, américains et britanniques notamment). Celle-ci parvient aux mêmes conclusions que la commission réputée "proallemande".

>>>



PIOTR BURKOWICZ/FABRYKAOBRAZU.COM

**Jusqu'en 1990,
il sera interdit
aux familles
des officiers
massacrés, qui
toutes savaient
la vérité, de dire
qui les avait
assassinés.**

Cinéma. Énorme succès en Pologne et en Allemagne, le film "Katyn", d'Andrzej Wajda, est passé inaperçu en France l'année dernière.

À Moscou, fureur. Accusant Sikorski de « collusion » avec les « hitléro-fascistes », Staline tire prétexte de sa position pour rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en exil à Londres... Or, le 4 juillet, premier de la série d'accidents qui accompagnent la tragédie, l'avion de Sikorski s'écrase au décollage à Gibraltar. Pour les Polonais non communistes, aucun doute : il s'agit d'un sabotage, voire d'un assassinat maquillé : le pilote de l'appareil, un Tchèque dont on a perdu la trace, est sorti indemne de l'accident.

De fait, Sikorski était devenu un gêneur. Pour les Russes au premier chef, mais aussi pour les Alliés qui, en pleines négociations avec Staline, avaient finalement refusé, quelques jours plus tôt, de reprendre à leur compte les conclusions de la Croix-Rouge. Un an plus tard, l'URSS reprenait la main sur le dossier. Ayant reconquis la zone des charniers, l'Armée rouge procédait à une seconde exhumation des corps et un nouveau rapport établissant « sans contestation possible » la responsabilité des Allemands était publié sous l'égide du Pr Nikolai Burdenko, de l'Académie des sciences médicales de Moscou... non sans que la forêt de Katyn soit érigée en zone militaire spéciale et interdite au public jusqu'en 1991,

dernière année d'existence de l'Union soviétique !

Mais au procès de Nuremberg, nouveau coup de théâtre. Le rapport Burdenko étant versé au dossier de l'accusation – donc au passif des Allemands –, l'un des procureurs soviétiques, Nikolai Zoria, émet des doutes inattendus sur sa « valeur probante ». Pour rejeter du même mouvement le livre blanc allemand, lui-même joint à la procédure ? Le lendemain, on le retrouve mort dans son lit... Les Soviétiques parviendront cependant à faire récuser tous les témoins désireux de défendre la thèse de la Croix-Rouge. Mais pas à faire porter le chapeau aux Allemands.

À Nuremberg, on refuse d'envisager la culpabilité des Soviétiques

C'est ainsi que le nom de Katyn est absent des vingt-deux jugements qui constituent le verdict, comme s'il s'agissait d'un non-événement. Et pour cause : seuls les Allemands étant susceptibles d'être jugés à Nuremberg, les Soviétiques ne pouvaient, en raison même de leur statut de vainqueur, faire l'objet de la moindre procédure. Une demi-victoire dont ils s'empareraient aussitôt, et, dans leur sillage, le gouvernement communiste polonais, pour persécuter les familles d'officiers persistant à attribuer à Staline la responsabilité du massacre.

Il faudra attendre 1990 pour que Mikhaïl Gorbatchev, désireux d'assai-

nir ses relations avec Varsovie, reconnaisse verbalement la responsabilité du NKVD dans l'extermination des élites polonaises. Et 1992 pour que Boris Eltsine remette à Lech Walesa, alors président de la République de Pologne, une

copie des archives du Politburo retraçant, en détail, le déroulement de la tragédie de Katyn, dont aucun des responsables, contrairement à ce qui se passa pour les crimes hitlériens, n'aura été jugé.

Jusqu'en 1990, il sera même interdit aux familles des officiers massacrés, qui toutes savaient la vérité, de dire qui les avait assassinés. Une transgression punie de prison sous Staline puis, jusqu'à la fin des années soixante-dix, par une persécution infligée aux descendants des victimes. C'est cette mécanique du mensonge que le cinéaste Andrzej Wajda a fait revivre dans un film tout récent (*Katyn*), lequel, après avoir eu un énorme succès en Pologne et en Allemagne, et avoir été présenté dans une semi-clandestinité en France, devait être diffusé par la télévision russe. Le calvaire des officiers polonais y est reconstitué à partir du récit posthume de l'un d'entre eux, et c'est ainsi qu'un film sur l'assassinat d'une nation est devenu une réflexion sur le deuil, en même temps que sur la force de la vérité qui, inexorable, a fini par l'emporter. Mais pourquoi a-t-il fallu que le deuil s'ajoute au deuil dans le brouillard de Smolensk... ●